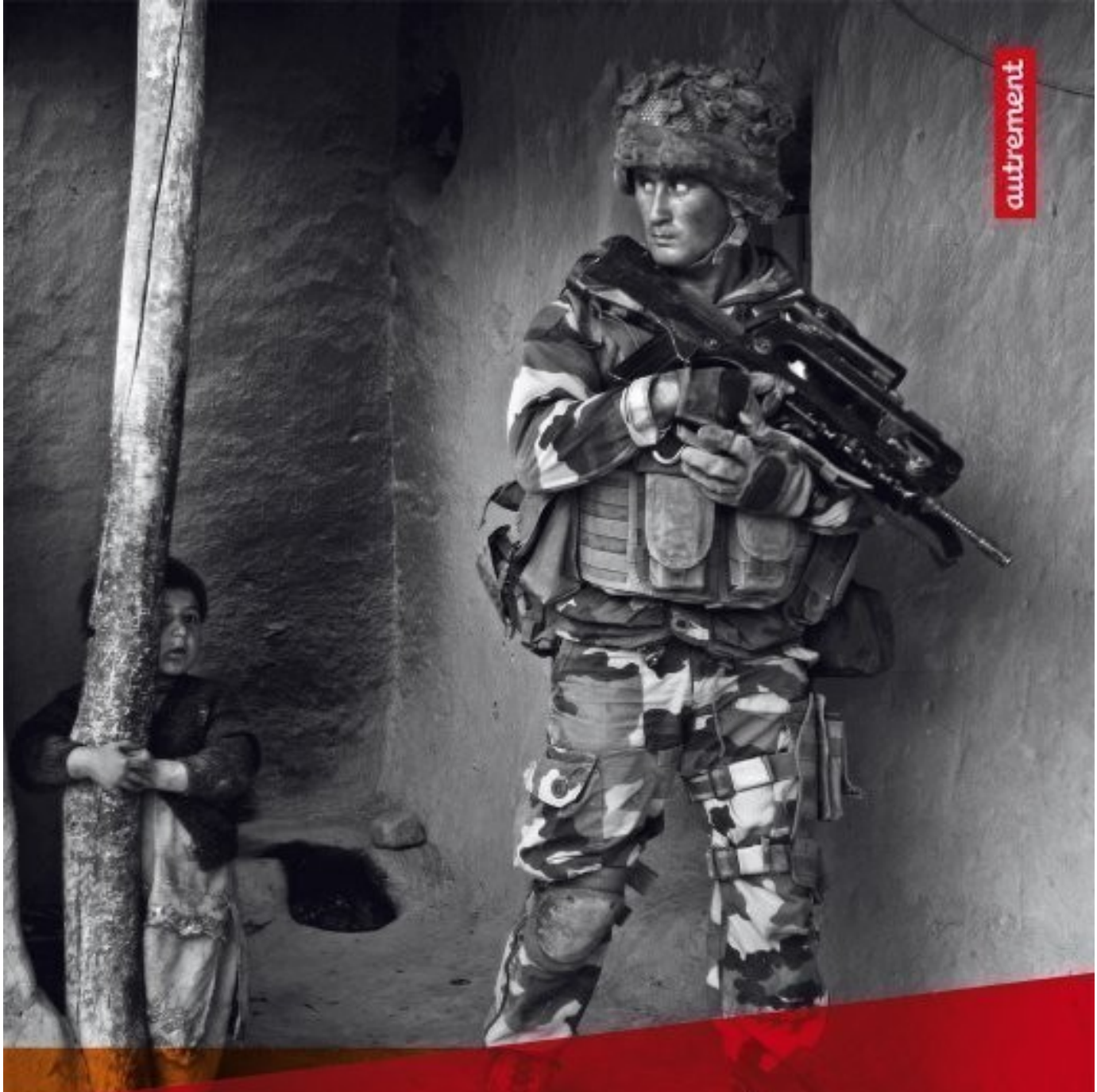


La guerre inachevée

Afghanistan, 2001-2013

JEAN-CHARLES JAUFFRET

La guerre inachevée

Afghanistan, 2001-2013

JEAN-CHARLES JAUFFRET

Jean-Charles Jauffret

La guerre inachevée

Afghanistan, 2001-2013

Éditions Autrement **L'atelier d'histoire**

Jean-charles Jauffret

La Guerre inachevée

Afghanistan, 2001-2013

Autrement

Collection : L’atelier d'histoire
Maison d’édition : Editions Autrement

© Editions Autrement 2013
Illustration de couverture : © Joel Saget/AFP PHOTO
Dépôt légal : avril 2013

ISBN numérique : 978-2-7467-3521-7

Le livre a été imprimé sous les références :
ISBN : ISBN : 978-2-7467-3444-9

Ouvrage composé et converti par Nord Compo

Présentation de l'éditeur :
Dans les montagnes afghanes, depuis octobre 2001, une guerre perdure, rappelant parfois les précédents algérien ou vietnamien. À la destruction des camps d'entraînement d'Al-Qaida et au désarmement des taliban, s'est substituée une guerre sordide faite d'attentats-suicides, d'engins piégés, de crimes de guerre et de « dommages collatéraux » entre une coalition suréquipée et un ennemi insaisissable.
À la veille de leur retrait, qu'en est-il de l'engagement des forces françaises, de leur culture de guerre issue des vieilles recettes coloniales ? Terrain d'expérimentations tactiques et technologiques de tout ordre, cette « campagne d'Afghanistan » se rejouera-t-elle au Mali ? Quel type de narco-État la coalition laisse-t-elle derrière elle ? Comment garantir l'avenir d'un pays où tout est désormais possible, de l'espoir d'une vie meilleure au cauchemar du retour des taliban ?
En croisant de multiples sources et les témoignages d'acteurs de cette guerre, Jean-Charles Jauffret nous livre un remarquable essai d'histoire immédiate.

Jean-Charles Jauffret est professeur d'université en histoire. Il est l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels, aux éditions Autrement, Ces officiers qui ont dit non (2005), Soldats en Algérie (2000, nouv. éd. 2011) et Afghanistan, 2001-2010. Chronique d'une non-victoire annoncée (2010, lauréat du prix du Livre d'histoire de Verdun).

Collection **L'atelier d'histoire**

Aux amputés, gueules cassées, blessés,
veuves et orphelins des soldats morts pour la France
lors de la campagne d'Afghanistan.

« Vous avez les montres, nous avons le temps. »
« De quel droit venez-vous nous aider ? »

Proverbes afghans

Introduction

Il était une fois une très grande puissance. Vingt-cinq ans après Waterloo, la Grande-Bretagne régnait sur les mers et se taillait la part du lion en Asie. Elle prit cependant ombrage des ambitions de la Russie qui intriguait en Asie centrale. Le Grand Jeu commençait. Elle décida de prendre les devants. Pour protéger la perle de son empire, les Indes, elle envahit l'Afghanistan en 1839 en plaçant sur le trône de Kaboul une créature faible et corrompue, Shujah Khan. Or, l'occupation du pays que l'on voulait transformer en pays vassal se révéla fort coûteuse en hommes et en subsides. En 1841, le gouvernement conservateur de Sir Robert Peel décida que ce pays lointain, où il fallait acheter toutes sortes de compromissions pour se maintenir, devenait par trop onéreux et, comble d'outrecuidance de la part de tribus arrogantes, celles-ci ne voulaient point se plier aux schémas tactiques d'une troupe européenne mâtinée de soldats indiens. On décida de soutenir Shujah Khan en le dotant d'une force armée. Mais le temps et l'argent manquèrent. Le 23 novembre 1841, Kaboul entrait en insurrection. Contraints à la retraite en plein hiver afghan, les Britanniques subirent un des plus humiliants désastres qu'une puissance occidentale ait jamais connu hors des frontières de son territoire. On voulut se porter au secours des malheureuses troupes, mais, que ce soit à Londres ou à Delhi, on découvrit alors une évidence : l'Afghanistan n'avait pas de port et la forteresse de montagnes pouvait digérer l'occupant en toute impunité. En janvier 1842, des 16 000 personnes, civils et militaires mêlés, qui tentèrent de rejoindre la passe de Khyber, sous la neige et contraintes de se battre de façon incessante, un seul survivant, un médecin militaire, en réchappa[1].

Certes, l'histoire repasse rarement les mêmes plats, mais on peut se demander si une autre très grande puissance qui vit peut-être ses derniers feux à l'aube du XXIe siècle, les États-Unis, n'aurait pas eu intérêt à méditer ce terrible précédent avant de s'engager, certes au nom du droit international, de la sécurité collective et de la lutte contre le terrorisme, dans ce pays hors-norme. Et ce, en entraînant une coalition dans une guerre qui est peut-être la dernière de l'Occident à l'orée du siècle des grandes puissances émergentes. À l'heure du retrait, les pilleurs de caravane reprennent du service : il faut évacuer de façon humiliante par les passes de Bolan et de Khyber, pour l'essentiel du matériel américain et otanien, en versant une rançon de plus d'un milliard de dollars à des Pakistanais passés maîtres dans la duplicité. Alors que rien n'a été achevé sur le terrain, sinon l'éclosion du premier narco-État de la planète, on peut se demander à quoi ont servi ces 600 milliards de dollars de 2001 à 2013 (803 en Irak), et si Hamid Karzaï n'est rien d'autre qu'une réplique d'un Shujah Khan, qui ne survécut pas au départ des Britanniques ?

Cette réflexion sur les conditions bien particulières d'un conflit qui perdure depuis 2001, nous l'avons déjà entamée dans un ouvrage, paru chez le même éditeur en mars 2010, *Afghanistan. Chronique d'une non-victoire annoncée, 2001-2010*, lauréat du Prix du livre d'histoire remis à Verdun le 8 novembre suivant. Ce livre en est le prolongement, tout en ayant conscience des limites de l'histoire immédiate qui ne sait pas comment tout cela risque de finir. Nous proposons donc un bilan et une réflexion depuis le début du conflit. Ce qui constitue la première tentative, perfectible, de l'histoire de cette guerre reconnue tardivement.

Après douze ans d'un conflit afghan purulent né des attentats du 11 septembre 2001, il est temps d'en tirer les premiers enseignements, avant que le dernier soldat occidental ne rembarque sans gloire. Ce conflit génère peu d'images non contrôlées et de reportages, mais offre une surabondance de sources. La mondialisation, l'utilisation par les deux adversaires de tous les réseaux d'information et de communication permettent d'ouvrir certaines pistes en appliquant à l'actualité la méthode de l'histoire militaire comparée. Et ce, en croisant les sources, notamment en faisant un large appel aux médias anglo-américains généralement bien informés, mais aussi aux indispensables témoins, militaires français essentiellement, sans oublier

pour un aussi vaste chantier, qui ignore encore l'accès aux archives, les travaux de nos étudiants de Sciences Po-Aix. Sous notre direction, ils ont entrepris depuis près de dix ans une série de remarquables mémoires de recherches sur la guerre en Afghanistan, souvent primés par l'Institut des hautes études de défense nationale de Paris et de Marseille. Qu'ils en soient ici remerciés.

Quels modèles antérieurs faut-il aussi évoquer pour mieux comprendre les orientations du conflit ? Comment les armées occidentales, dont la raison d'être est la guerre conventionnelle, se sont-elles impliquées dans une guerre asymétrique qui dépasse déjà la durée des conflits indochinois (1946-1954), coréen (1950-1953), algérien (1954-1962) ou vietnamien (1964-1975) ? De quelle façon la toute-puissance technologique de l'Occident est-elle tenue en échec par un adversaire sans armes lourdes ou centre névralgique ? De quelle manière en découle une redéfinition du combat remettant l'homme en son centre ? Comment une force d'intervention aux moyens militaires théoriquement dissuasifs et à la colossale puissance de feu peut-elle gérer l'irrationnel, allant jusqu'à des actions suicides de la part d'un adversaire inattendu ? Comment le « fort » occidental et sa philosophie affronte-t-il le « fou » de Dieu qui n'accorde pas la même importance à la vie ? Enfin, mandatée par l'ONU, une force militaire étrangère peut-elle aider à rebâtir un État ?

Tenter de répondre à cette problématique, c'est aussi proposer une perspective à la fois géopolitique et militaire d'un conflit qui, bien qu'initialement de basse intensité, tend à se transformer en crise majeure multiforme, caractéristique de l'enlisement dans une guerre imprévisible dont la retraite précipitée, en 2011-2014, des forces coalisées donne l'impression d'une œuvre inachevée, laissant tout augurer d'un avenir incertain…

Au pays de l'insolence

L'Afghanistan est une énigme pour un esprit cartésien. Ce pays désuni et fermé réagit en nation seulement contre un envahisseur. Sans tradition étatique, il subit le poids du conservatisme religieux et des rivalités ethniques. Le climat, la montagne et les gens sont rudes. Ignorés et ignorants de la modernité, ayant des difficultés pour accéder à l'eau, les Afghans se concentrent dans les villes et les vallées irriguées (7 % de terres arables seulement). Le pays compterait environ 28 millions d'habitants. Faute de soins et de nourriture, 42 % des enfants meurent avant d'avoir atteint l'âge de 5 ans, bien que la mortalité infantile régresse grâce à l'aide internationale. L'Afghanistan compte près de 70 % d'illettrés. À la fin 2001, il se classait à la 174^{e} place sur 178 États pour l'indice de développement humain.

Terre de pasteurs et d'agriculteurs, ce pays continental de 652 090 km^2, farouche et beau, est propice à tous les trafics. Un des toits du monde situé sur l'ancienne route de la soie, à la confluence de la péninsule indienne, de l'Asie centrale et du Moyen-Orient, ce « pivot stratégique majeur de l'Eurasie[2] » a des frontières, incontrôlables, qui s'étendent sur 5 591 kilomètres et touchent six pays : le Pakistan, l'Iran, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la Chine. Depuis 1973, parsemé de mines, de bombes à fragmentation et de ruines, portant toutes les cicatrices de la guerre, l'Afghanistan connaît une série ininterrompue de conflits : lutte contre l'étranger, guerre civile, conflit idéologique, transformations sociales et économiques forcées, inquisition religieuse… D'où l'exode, la misère, la révolte ou le désespoir, terreau si propice au terrorisme. Depuis peu, porté à bout de bras par l'aide internationale, l'Afghanistan prend les allures d'un gigantesque chantier où tout est à faire ou à refaire. Le pays est devenu un

État corrompu et riche – riche de l'argent de la drogue et des dons de la communauté internationale –, mais peuplé de pauvres (9 millions d'Afghans vivent au-dessous du seuil de pauvreté). Isolée dans ses montagnes, ses déserts et ses traditions, cette glèbe sent le malheur renfermé.

Un État tampon désuni

Le défi de la montagne

La montagne, jamais domptée, explique la grande complexité de ce pays aride. Il est barré au centre, d'est en ouest, par la haute chaîne de l'Hindou Kouch, dont les sommets dépassent les 5 000 mètres. Cette barrière cyclopéenne sépare l'Afghanistan du Nord et du Sud. Ces deux régions sont reliées par le col de Salang à près de 4 000 mètres d'altitude, par lequel passe la route Kaboul-Kunduz, tandis que, plus à l'est, à l'extrémité de la haute vallée du Panchir, le col d'Anjuman, culminant à près de 5 000 mètres, fait communiquer par une simple piste la capitale avec le nord-est du pays. Si steppes semi-arides et déserts l'emportent au sud sur un plateau appelé *dacht*, des vallées riantes l'égayent dans la partie montagneuse, dont celles de Bamiyan ou de Tagab à plus de 1 500 mètres d'altitude. Mais toutes portent les traces de trois décennies de luttes. Dans celle de Chamali, par exemple, proche de Kaboul, les arbres fruitiers ont été sciés ou hachés par les éclats d'obus. Au nord-ouest, les steppes dominent, comme celle qui borde l'Amou-Daria. Dans son ensemble, malgré les champs de pavot aux fleurs blanches et rouges, la montagne afghane aux nuances rousses évoque un astre mort où les forêts sont rares. Joseph Kessel décrivait ainsi ce paysage de désolation : « Grise, grise d'un gris sénile et morne, était la croûte du roc sur les flancs, les arêtes, les aiguilles. Une sorte de cendre grenue et funèbre couvrait la montagne colossale, en tous ses jaillissements, tous ses retraits, jusqu'aux pans du ciel glacé, dépoli, qui lui servaient d'horizon[3]. » Cette dominante grise a été accentuée par une intense érosion des sols, le nomadisme traditionnel et le surpâturage, les sécheresses de 1998-1999, la déforestation anarchique… Le paysage porte partout les cicatrices de la guerre et de la misère. L'éden du massif de Tora

Bora, ses vignes, mûriers et essences aromatiques rares sont marqués des plaies de la lutte sans limites contre les Soviétiques et des bombardements des B-52 américains. Pour les militaires de la coalition, découvrir l'Afghanistan depuis un VAB (véhicule de l'avant blindé) tient de l'angoisse. Venant de Kaboul, le 9 octobre 2010, le capitaine d'artillerie Benjamin Leroy roule vers la province de la Kapisa où son unité, le 8e RA (régiment d'artillerie), relève le 3e RAMa (régiment d'artillerie de marine). Il confie : « Le paysage aride de l'Afghanistan défile, nous nous rapprochons des montagnes et le convoi s'enfonce dans les gorges de la Kabouli, par une route incertaine empruntée par des milliers de camions venant du Pakistan voisin. La route est pleine d'huile, de déchets et de véhicules en panne dans des virages en épingle avec des dénivelés vertigineux. Le convoi roule au milieu de la route, c'est la règle, les Afghans, assez disciplinés, se mettent sur le côté pour nous laisser passer, personne ne double car le risque est de se faire tirer dessus après les sommations d'usage. Les attaques par mines improvisées demeurent la principale cause de décès chez les soldats de la coalition, les consignes de sécurité sont donc très strictes. Les armes sont approvisionnées, les secteurs de surveillance et de tirs respectifs sont pris en compte. Le trajet dure deux heures et en zone française les brouilleurs sur les véhicules sont activés et les personnels rentrent dans les VAB, sous blindage[4]. »

Le climat continental sec aggravé par l'altitude donne sur un an une amplitude thermique de 60 °C, très éprouvante pour un organisme européen ; il peut faire de – 20 °C en hiver à 40 °C en été en moyenne (et jusqu'à 70 °C dans un blindé).

Un peuple désuni

Comptant en 1979 à peine 10 % de citadins dans des villes de plus de 10 000 habitants, ce pays médiéval, dont le symbole est le faucon pèlerin, fort prisé par les émirs arabes, n'est pas une nation. Sa faiblesse, qui est aussi une richesse culturelle, est bien que chaque groupe ethnique garde ses coutumes. En août 1897, lieutenant au 4e hussards, Winston Churchill, qui participa à une expédition au Waziristan (nord-ouest du Pakistan), notait déjà : « Les tribus font la guerre aux tribus. Le peuple d'une vallée bataille

contre le peuple de la vallée voisine[5]. » Elles pratiquent une vendetta au nom d'un code de l'honneur, le *pachtounwali*, qui n'exclut pas la trahison.

Rien n'est simple côté croyances : 77 % de sunnites, 22 % de chiites, le 1 % restant rassemblant des groupes d'ismaéliens et diverses autres sectes musulmanes. Deux aires ethnoculturelles se distinguent. D'une part, les peuples d'origine persane ou turque sont implantés surtout dans la moitié septentrionale : les Tadjiks de souche persane (au nord-est) représentent 25 % des Afghans ; les Hazaras, chiites parlant le dari[6] (au centre et à l'ouest), 24 % ; les Ouzbeks d'origine turque (au nord), 6 % ; et les Turkmènes (au nord-ouest), 6 % également. D'autre part, dans le Sud domine le groupe linguistique pachto parlé par les Baloutches (sud) et surtout les Pachtouns (au centre, centre-est et au sud), qui représentent plus de 40 % de la population. Existent aussi d'autres minorités, telle celle des Nouristanis qui parlent le dari, pour ne rien dire des subdivisions claniques à l'intérieur de chaque structure tribale.

L'ensemble fait de ce pays une mosaïque d'ethnies depuis la chute de l'empire Durrani en 1793. Fondé à Kandahar par Ahmad Chah Durrani en 1747, il avait l'Indus et le nord-ouest de la Perse pour confins. Sa dislocation entraîna une longue période d'anarchie et de morcellement tribal en dépit de la réunification forcée entreprise par l'émir Abdur Rahman en 1880. Les hauts reliefs divisant, chaque vallée est un monde en soi. Les passes de l'est comportent des villages et des forteresses en nids d'aigle. Ce n'est qu'en 1923 que le roi Amanullah instaura l'appellation officielle d'« Afghans » pour tous ses sujets.

Vers la guerre civile

L'Afghanistan a toujours été réfractaire à la conquête. Les Anglais en firent l'amère expérience lors de la première guerre anglo-afghane de 1839-1842, avec le massacre des Occidentaux à Kaboul en novembre 1841 et la retraite catastrophique en janvier 1842 des 16 000 personnes suivant les troupes de l'armée des Indes du général Elphinstone vers Djalalabad – où parvint un seul survivant.

De même, la deuxième guerre anglo-afghane (1878-1881) fut marquée par un nouveau désastre : la défaite de Maiwand et une autre retraite

humiliante. En fait, cet État tampon entre l'empire russe et l'empire des Indes provient de l'affrontement de Saint-Pétersbourg et de Londres, au XIX^e^ siècle, lors du « Grand Jeu » en Asie. Il est le fruit de la convention de Simla, en 1895, qui fait suite à la deuxième guerre anglo-afghane[7]. Si, lors de la convention de 1907 à la clé de la Triple Entente (Russie, France, Royaume-Uni), la neutralité de l'Afghanistan est reconnue, sa pleine indépendance n'est garantie qu'après un bref et dernier affrontement avec la Grande-Bretagne, en 1919, sous couvert d'une aide en armes et en subsides du géant soviétique avec lequel le roi Amanullah signe, en 1921, un traité de paix et d'amitié. L'Afghanistan poursuit un subtil jeu d'équilibre entre l'URSS et l'empire des Indes, jusqu'à la disparition de ce dernier en 1947.

Si le successeur du roi Amanullah, Nadir chah (au pouvoir entre 1929 et 1933), entreprend quelques réformes (ouverture de lycées étrangers, interdiction du port de la burqa à Kaboul…), le poids des traditions domine sitôt quittés la capitale, Hérat ou Kandahar. Le sage Mohammed Zahir chah (1933-1973) tente de moderniser le pays. Il règne mais ne gouverne pas. Entre 1963 et 1973, il reprend le pouvoir en douceur et instaure une monarchie constitutionnelle. Toutefois, ce libéralisme permet aux mouvements islamistes de croître dans les campagnes. Les communistes, fort bien organisés, étendent leur influence en ville. En juillet 1973, profitant de la famine sévissant hors des villes et d'une crise économique, un ministre et cousin de Zahir chah, Mohammed Daoud Khan, fait un coup d'État en s'alliant aux communistes. L'amorce de démocratie réalisée sous la monarchie s'en trouve confisquée. En 1975, soutenues par le Pakistan, les deux premières insurrections fondamentalistes apparaissent contre le régime autoritaire de Daoud, qui tente, début 1978, de prendre ses distances avec Moscou.

Déjà le pays commence à se vider de ses habitants. C'est l'époque des premiers exodes, vers l'Iran ou le Pakistan. Entre 1972 et 1979, l'Afghanistan perd environ 5 millions d'habitants, passant d'une population de 19 à 14 millions de personnes.

La marche vers le chaos politique et le réveil des rivalités tribales s'accentue en 1978 à la suite du coup d'État d'Abdul Qadir, proclamé

président du Conseil militaire. Le communiste radical Nur Mohammad Taraki ne le reconnaît pas et proclame, le 30 avril 1978, la République démocratique d'Afghanistan. La prise du pouvoir par les communistes du Khalq (« Peuple ») de Taraki n'est pas admise par les chefs traditionnels et la guerre civile commence. Elle oppose villes et campagnes où, dans les mosquées, on mobilise contre les athées communistes, accusés de faire table rase des traditions. En effet, le nouveau régime prosoviétique lance une série de réformes sociales (suppression de la dot des femmes), économiques (réforme agraire) et culturelles, dont une campagne d'alphabétisation. Celle-ci se transforme en propagande marxiste répressive – les activistes du Khalq exécutent des milliers de mollahs –, alors que les fatwas des mouvements islamistes se répandent dans la population.

En mars 1978, l'insurrection se généralise à partir du soulèvement de la province de Kunar. Un an plus tard, elle gagne les villes, telle Hérat où la garnison prend fait et cause pour la population révoltée contre les méthodes autoritaires du pouvoir. En ce même mois où, pour tenir la capitale, Taraki est contraint de faire appel à l'aviation soviétique (avec pour conséquences des milliers de morts), les mouvements insurrectionnels proclament la guerre sainte contre le régime mécréant. Plus de la moitié des 85 000 hommes de l'armée afghane désertent, lorsqu'en juillet suivant Taraki se fait attribuer les pouvoirs spéciaux pour lutter contre ceux que l'on appelle désormais les moudjahidine[8]. Le 10 septembre, Hafizullah Amin, le Premier ministre, nommé à ce poste six mois auparavant, prend le pouvoir par la force. Alors que la guerre civile fait rage, il tente une politique plus indépendante envers l'URSS.

La guerre de libération contre les Soviétiques, 1979-1989

L'intervention soviétique

En décembre 1979, Babrak Karmal, chef du parti Parcham (« Drapeau ») encore plus soumis à Moscou que le Khalq, appelle à son aide les Soviétiques pour sortir d'une situation inextricable. Incapables de

se maintenir, au temps de la guerre froide où on se bat par clients interposés entre Américains et Soviétiques, les communistes de Kaboul abandonnent la souveraineté nationale et sollicitent le « grand frère ». L'URSS envoie ses premiers paras le 24 décembre 1979. Ils sont suivis de la 40e armée rouge[9]. Pour la première fois depuis 1945, les Soviétiques se retrouvent en situation de combat réel. Comme les Américains au Vietnam, ils doivent intervenir pour mettre fin à une guerre civile qui menace de renverser un régime qui leur est inféodé. Débarqués des Antonov 22 ou venus par la route, 85 000 soldats prennent possession des centres urbains.

Dans un premier temps, la population rurale (soit 90 % des Afghans), apeurée par cet étalage de puissance, n'oppose pas de résistance. Mais dès janvier 1980, dans les provinces de Takhar et de Badakhchan, dans le nord-est du pays, ont lieu les premières embuscades. Alors que le petit *djihad* ou la guerre sainte devient une réalité pour les Afghans, l'URSS est mise au ban des nations. Le 2 juillet 1980, le ministre français des Affaires étrangères, Jean François-Poncet, déclare que « les mouvements de résistance afghane mènent une guerre de libération nationale[10] ». Rapidement, l'Armée rouge montre son inadaptation à la guerre en montagne : elle a gardé ses structures du pacte de Varsovie, pour une lutte au centre-Europe entre formations mécanisées. Dans les premiers mois de leur intervention, les Soviétiques se révèlent incapables de surveiller les confins avec le Pakistan ; une leçon que les Américains et l'OTAN auraient dû méditer… L'Armée rouge s'installe dans des bases fortifiées à la puissante artillerie en y concentrant plus de 40 % de ses effectifs. Tout en tenant la frontière nord et la région de Mazar-e Charif, découpant le pays en sept zones, elle cherche à contrôler l'« Afghanistan utile[11] » : les alentours des agglomérations et des grands axes routiers. Les industries, les exploitations de gaz et quelques fermes modèles sont alors concentrées sur 20 % du pays. Renonçant à toute politique de quadrillage faute de troupes en nombre suffisant, l'Armée rouge lance de vaines offensives contre les bastions montagneux. D'après le politologue Jacques Lévesque, Moscou ne veut pas imiter les Américains au Vietnam, qui engagèrent un contingent atteignant 500 000 hommes. Les forces soviétiques ne dépassent pas 120 000 hommes et le Kremlin décide de rester dans un « engagement limité », tout en renforçant les contingents de l'armée afghane à l'effectif

théorique de 90 000 hommes[12]. Moins bien armés que l'Armée rouge – précaution élémentaire en cas de désertion et tradition russe vis-à-vis de tout allié, fût-il membre du pacte de Varsovie –, ceux-ci se révèlent décevants. En effet, les Soviétiques ont sous-estimé le risque d'éclatement (pour des motifs ethniques) de leurs vassaux afghans qu'ils méprisent par ailleurs.

Quelles raisons commandent une telle politique ? Pour Moscou, en prenant pied en Afghanistan, il s'agit de tenir en respect la menace intégriste iranienne. À l'époque, elle demeure la plus inquiétante pour un empire rouge comportant des millions de musulmans qui, bien que majoritairement sunnites, écoutent depuis février 1979 la propagande des ayatollahs. Celle-ci nie les frontières coloniales, prône la révolte et la lutte contre la corruption au nom des préceptes fondamentaux de l'islam. Après les États-Unis, l'URSS fait également figure de « Grand Satan ». Aussi vieille que les premières intrigues russes en Asie centrale, une autre raison doit être évoquée : la poussée vers le sud, avec l'objectif d'atteindre un jour un débouché sur l'océan Indien, au cas où le Pakistan (fief des Américains) bascule dans le chaos. En ce sens, le tarmac de l'aérodrome de Kaboul, mis aux normes pour recevoir les Antonov géants, entre aussi dans la stratégie globale de rayonnement de l'URSS (comme celui d'Addis-Abeba en Éthiopie), qui dispose, en outre, de la flotte de haute mer et des sous-marins de l'amiral Gorchkov. Cette politique d'expansion mondiale permet aux Soviétiques de relier les États qu'elle contrôle le long des côtes africaines, le Mozambique et l'Angola. Tout ceci se passe au moment où l'Afrique compte des pays alliés depuis la fin du domaine colonial portugais et la révolution marxiste éthiopienne, pour ne rien dire de régimes amis dans l'aire géographique allant de l'Inde à l'Irak, *via* le Yémen.

L'Afghanistan est donc une partie du puzzle de l'URSS au sommet de sa puissance. Celle-ci développe une stratégie d'influence et de clientélisme à l'échelle du monde, alors même que les États-Unis, sonnés par le syndrome vietnamien, subissent l'humiliation de l'affaire des otages de l'ambassade de Téhéran (1979-1981)[13].

Le cœur de la guerre

S'ensuivent neuf ans d'une guerre sordide : villes ruinées, sources empoisonnées, famine, tortures, emploi de défoliants comme au Vietnam… Cette politique de la terre brûlée menée au sol par des FS (forces spéciales) et quelques troupes mobiles s'accompagne, par avion ou hélicoptère, de l'épandage d'environ 20 millions de mines. Elles continuent aujourd'hui de mutiler ou de tuer. Initialement, les mines sont censées empêcher, la nuit, la circulation des caravanes assurant la logistique d'environ 60 000 moudjahidine. Ces engins, en forme d'ailes de papillon, de jouets, sont destinés à blesser les civils et plus particulièrement les enfants : une fillette ou un garçonnet qui a le pied ou la main arrachés nécessite les soins de plusieurs personnes. C'est donc autant d'adultes enlevés à l'effort de guerre. Ce calcul a sans doute repoussé – comme au Cambodge ou en Angola avec les mêmes armes sournoises – les limites de la cruauté, accentuant par là même le rejet de tout ce qui provient de l'étranger. Ces *shouravis* (surnom des soldats soviétiques en Afghanistan) adoptent le vieux principe de l'économie de force fondée sur la terreur : s'attaquer aux villages et aux récoltes des populations susceptibles d'aider la résistance, les contraindre à se déplacer.

Au cœur de la bataille, dans l'Hindou Kouch, la célèbre vallée du Panchir, longue de 250 kilomètres, barre la route stratégique Kaboul-Kunduz menant en URSS, une artère logistique vitale empruntant, sous le col du même nom, le célèbre tunnel du Salang. Les 5 000 Tadjiks et Kirghiz du commandant Massoud tiennent cette haute vallée d'une altitude moyenne de 1 800 mètres. Les Soviétiques y mènent en vain tous les ans des opérations de ratissage. En mai 1982, les forces soviéto-afghanes de la 11^{e} armée engagent 12 000 hommes, dont deux régiments parachutistes, soutenus par des hélicoptères armés et des avions d'appui au sol. S'ensuit une attaque frontale avec des moyens mécanisés sur le fond de la vallée, accompagnée d'assauts héliportés sur les hauteurs afin d'empêcher les moudjahidine de s'exfiltrer. Mais à plus de 2 000 mètres d'altitude, la capacité d'emport d'un hélicoptère lourd MI-8 n'est plus que de quatre hommes. De sorte que si les Soviétiques, lors de la quinzaine de jours que dure l'opération, détruisent des dépôts d'armes et de munitions, saisissent quelques documents, ils sont incapables de réduire les forces de Massoud

pourtant encore sous-équipées[14], repliées dans des caches d'altitude et aptes à des contre-attaques depuis les points hauts. Elles se jouent des imposantes voilures tournantes MI-24 incapables d'ouvrir le feu à plus de 4 500 mètres d'altitude[15].

Suivant la même logique de déploiement de forces (rouleau compresseur blindé mécanisé appuyé par une puissante artillerie et de l'aviation), en avril et juin 1985 l'Armée rouge lance des offensives importantes dans l'Est et le Sud-Est afin de détruire les villages servant à ravitailler les caravanes chargées d'armements en provenance de la zone tribale pakistanaise. C'est aussi par là que transite l'aide américaine. Elle monte en puissance à la fin du conflit pour atteindre 600 millions de dollars en 1987[16]. C'est le tournant de la guerre. La CIA, *via* le Pakistan, arme les chefs les plus intégristes que l'on retrouvera plus tard, toujours actifs au sein des taliban et d'Al-Qaida, comme Gulbuddin Hekmatyar[17]. Par ailleurs, cette même CIA encourage la culture du pavot afin de financer l'effort de guerre des résistants afghans, sur le modèle de ce qui avait été fait dans le Triangle d'or lors de la guerre du Vietnam et que Francis Ford Coppola dénonça à travers le personnage de l'énigmatique colonel Kurtz d'*Apocalypse Now*.

La violence du feu, l'utilisation systématique de mines antipersonnel et les exactions diverses entraînent une deuxième vague d'exode des populations vers le Pakistan. Elle concerne 3 millions de personnes en 1986, qui s'ajoutent au 1,5 million ayant fui vers l'Iran. Pour l'occupant soviétique, cette migration forcée entre dans le cadre de l'économie de force et évite d'avoir à gérer des camps de réfugiés, un problème auquel furent confrontés les Français en Algérie lorsqu'ils construisirent 200 camps de regroupement où s'entassèrent près de 2 millions d'Algériens. Pour les Soviétiques, il s'agit alors de priver l'ennemi de son soutien logistique local ; une des applications du marxisme dans sa variante maoïste : « vider l'eau » dans laquelle le « poisson révolutionnaire » évolue, selon le précepte appliqué aussi en Algérie par les tenants de la contre-guérilla. Mais la guérilla afghane retrouve et perfectionne ses acquis : mobilité, endurance, adaptation au terrain, dispersion lors d'une attaque massive et regroupement pour de courtes contre-attaques là où l'ennemi s'y attend le moins. Les Soviétiques se révèlent incapables de sortir de leur schéma initial d'utilisation massive de la force groupée, de sorte que leurs attaques,

toujours prévisibles, permettent aux moudjahidine de laisser passer l'orage de feu en utilisant leurs multiples caches. Hormis de rares unités d'élite, paras notamment, l'Armée rouge montre son incapacité à s'éloigner de ses véhicules et de leur soutien feu. Le soldat soviétique, lourdement équipé pour le combat en montagne et non préparé moralement à affronter pareil adversaire agile et manœuvrier, ne peut s'adapter aux rigueurs du milieu montagneux[18]. Pour Gérard Chaliand, qui enquête dans les rangs de la résistance afghane en 1982, seuls 10 à 15 % des effectifs engagés par les Soviétiques sont véritablement aptes au combat et le moral est dans l'ensemble médiocre[19]. L'ouvrage de Mériadec Raffray, *Les Victoires oubliées de l'Armée rouge* évoque, quant à lui, les succès tactiques qui ont tenu en respect les moudjahidine pendant près de dix ans[20]. Dans les derniers temps, employant plus la terreur que l'arme psychologique, l'Armée rouge devint plus asiatique qu'européenne en Afghanistan par le nombre de recrues turkmènes, azéries, ouzbeks…

Les pertes soviétiques sont lourdes : 14 500 morts d'après Moscou, 30 000 selon Jean-François Deniau[21]. Il a fallu attendre l'anniversaire des vingt ans de la retraite soviétique, le 16 février 2009, pour que la Douma, à Moscou, adopte une résolution saluant ces soldats oubliés qui ont « fait avec conviction leur devoir de soldat, au nom de l'héroïsme, de la bravoure et du patriotisme[22] ». Les pertes en matériels (1 500 blindés, 3 000 camions) sont également importantes, comme en témoignent encore les carcasses de chars et de véhicules à l'entrée du tunnel de Salang. Ces dépouilles prouvent l'efficacité d'armes rustiques telles que les RPG-7 qui ont permis aux résistants d'obtenir des succès lors d'embuscades de convois.

Signé par Mike Nichols, le film *La Guerre selon Charlie Wilson*, tourné en 2007[23], montre les mécanismes complexes qui ont permis à la CIA de disposer de fonds secrets du Congrès pour former les moudjahidine dans les camps de réfugiés au Pakistan et fournir la résistance intérieure en armes. Cet intérêt pour des combattants musulmans trouve sa source dans un anticommunisme enragé et le vieux précepte d'entente avec « l'ennemi de mon ennemi ». Rien de plus efficace qu'un tel raccourci par l'image pour comprendre l'alliance improbable entre Israël, l'Égypte, le Pakistan et l'Arabie saoudite. En pleine guerre froide, pour éviter d'en venir aux

extrêmes à partir d'un conflit périphérique de basse intensité, il ne fallait pas que des marques américaines apparaissent sur les armements livrés : le trafic passe donc par Israël, disposant du stock d'AK-47 et d'autres armes prises à l'ennemi pendant les guerres des Six-Jours et du Kippour. Mais il transite aussi par l'Égypte qui, avec un financement saoudien (et c'est une des origines de Ben Laden), fabrique sous licence ou importe des armements soviétiques performants. Par conséquent, les missiles sol-air SAM-7 de conception soviétique, à guidage infrarouge, tirés à l'épaule et achetés au prix fort par la CIA en Israël et en Égypte, sont utilisés pour la première fois au printemps 1983 ; 8 hélicoptères MI-8 sont abattus. En 1986, la livraison par des chemins détournés des redoutables missiles Stinger, à visée optique et guidage infrarouge, capables d'atteindre tout aéronef à 5 000 mètres de distance, marque le tournant de la guerre sur le plan aérien. Cette année-là, les Soviétiques perdent la maîtrise du ciel : de septembre 1986 à février 1989, environ 400 appareils sont abattus par des missiles fournis par la CIA[24]. Au total, 800 hélicoptères et avions sont détruits.

L'Armée rouge subit également des attaques de base et de poste : harcèlements, infiltrations, ouvertures du feu à courte distance et repli. Ainsi, en janvier 1985, sur la grande base de Bagram, plusieurs dizaines d'appareils sont détruits en une seule nuit[25]. Maîtres de l'initiative, contraignant les occupants à réagir de façon sporadique quand leur pression devient excessive, les moudjahidine entretiennent également une guérilla urbaine. Au nom de la guerre sainte contre l'impie communiste, elle démontre à l'envahisseur qu'il n'est nulle part en sécurité. En 1985, un résistant peut déclarer : « Si les Soviétiques tiennent le ciel, nous, nous tenons la terre[26]. » Cet enfer est particulièrement bien décrit dans un film de guerre russe de 2005, *Le 9e Escadron*, de Fyodor Bondarchuk[27].

En 1988, alors que s'amorce la fin de la guerre froide pour l'empire rouge en pleine *perestroïka*, Mikhaïl Gorbatchev décide de jeter l'éponge dans l'affrontement planétaire pour tenter de moderniser la Russie et son empire. Il met un terme à « la blessure sanglante » que représentait l'Afghanistan et les Soviétiques assurent une retraite qui peut apparaître comme un succès. En février 1989, les dernières troupes soviétiques franchissent le « pont de l'amitié » à la frontière afghane. La guerre aurait

coûté aux Afghans plus d'un million de morts (à 80 % des civils), 700 000 mutilés et 1,5 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Au départ des Soviétiques, l'Afghanistan est un pays exsangue d'à peine 10 millions d'habitants ; près de 5 millions de personnes ont fui, se réfugiant dans les pays voisins et jusqu'en Europe ou aux États-Unis. Les deux guerres mondiales comprises, peu de pays ont connu un tel désastre humain, illustré par la vente de chaussures… à l'unité, en raison du nombre des amputés dus aux mines. Pour le romancier pakistanais Nadeem Aslam[28], cette guerre oubliée est bien celle de l'Apocalypse. Elle a commencé à transformer l'Afghanistan en charnier, un empire du chaos où les taliban vont bientôt régner en nervis sanguinaires.

De Najibullah à la fin du régime des taliban, 1987-2001

Du retrait soviétique…

L'Armée rouge évacue l'Afghanistan en croyant avoir remis un peu d'ordre dans ce pays carrefour. De novembre 1987 à avril 1992, mis en place et protégé par les Russes, le régime de Mohammed Najibullah fait illusion. Mais auréolés de leur victoire contre l'occupant soviétique, les moudjahidine commencent lentement à l'affaiblir. Toutefois, nombre de déplacés dans les camps de réfugiés rentrent au pays pour le reconstruire, comme le montre Khaled Hosseini dans son premier roman au succès mondial, *Les Cerfs-Volants de Kaboul* (2003). La chute de l'empire soviétique entraîne une redistribution des cartes. Un temps, l'Afghanistan semble redevenir le « verrou de l'Asie centrale[29] », même si Moscou affirme dès 1993 que « les frontières stratégiques de la Fédération de Russie sont celles de l'ancienne URSS[30] ».

Les Russes veulent maintenir leurs prérogatives pour l'exploitation des immenses ressources en hydrocarbures des républiques d'Asie centrale, en privilégiant l'exportation par la voie septentrionale[31]. En revanche, pour le riche gisement de gaz du Turkménistan, les Américains envisagent la voie méridionale, *via* l'Afghanistan. La compagnie pétrolière texane Unocal est chargée de l'ambitieux projet concernant ce gazoduc devant débiter

20 milliards de mètres cubes par an. Il devait passer par Hérat pour atteindre Multan au Pakistan, puis les ports de Gwadar et de Karachi. Initialement soutenu par l'administration Clinton, le consortium, composé de compagnies saoudienne, turkmène, pakistanaise, japonaise et coréenne, estimait à 2 milliards de dollars sa construction[32]. Mais l'instabilité chronique de l'Afghanistan, devenu peu à peu l'arrière-boutique du terrorisme international, plombe le projet dès 1998. Il en va de même pour l'exploitation du gisement de gaz dans le nord du pays et celles d'autres ressources : fer, cuivre et pierres précieuses (dont le lapis-lazuli déjà prisé par les pharaons).

… au triomphe de l'obscurantisme

En effet, les factions se déchirent à Kaboul, par un incessant jeu d'alliances et de ruptures ayant lieu sur les ruines d'une ville transformée en champ de bataille à partir de 1994. Entre 1992 et 1996, c'est la guerre civile généralisée, qui voit s'affronter la majorité pachtoune et les minorités tadjike, ouzbek, hazara et turkmène. L'attitude du chef de guerre intégriste pachtoun Hekmatyar est très représentative du double jeu de certains acteurs de la guerre ; des ralliements curieux, suivis de trahisons tout aussi surprenantes. D'abord rallié au président Burhanuddin Rabbani, élu en 1993, il devient son Premier ministre le 26 juin 1996 avant de rejoindre les taliban trois mois plus tard, le 26 septembre, quand, après leur entrée à Kaboul, ceux-ci proclament l'Émirat islamique d'Afghanistan. Effectivement, les moudjahidine sont vaincus par les plus fondamentalistes des obscurantistes islamiques, les taliban (ou étudiants en religion), déjà maîtres de Kandahar depuis 1994. Leur victoire finale doit beaucoup à la lassitude de la population et à la volonté de ces « émules de la dictature des âmes[33] » de lutter contre la corruption, les trafics en tout genre, rackets et prébendes pratiqués par les seigneurs de guerre. Ce concept de pureté originelle cache un fanatisme dont le symbole est le ministère de la Promotion de la vertu et de la Répression du vice.

En août 1998, les taliban se rendent maîtres de Mazar-e Charif. Seul le dernier bastion de la vallée du Panchir du commandant Massoud leur échappe, lorsqu'en septembre suivant, ils pénètrent dans Kaboul qui les accueille avec autant d'espoir que les habitants de Phnom Penh qui

souhaitèrent la bienvenue, en mars 1975, aux « libérateurs » Khmers rouges. Comme eux, ils ne savaient pas que les étudiants en religion étaient capables de tous les excès et d'une telle vision négative de l'homme et du monde, incarnée par cette propension à porter des vêtements noirs. Comme le note l'écrivain algérien Yasmina Khadra, « Kaboul est devenu l'antichambre de l'au-delà[34] ». De plus en plus radicaux, à leur tour hypocrites et corrompus, laissant s'établir des fortunes sur le trafic de l'opium (comme ce fut le cas du mollah Omar), les taliban se coupent de la population par leurs excès, estime Olivier Roy, spécialiste de l'islam et de l'Asie centrale[35]. L'oppression généralisée atteint le comble de l'absurde avec ces exécutions publiques, dont celle de la femme adultère. Celle-ci, écrasée par trois tonnes de pierres déversées par un camion-benne, est le plus triste exemple du mépris de la personne humaine, comme le dépeint Khaled Hosseini dans son deuxième roman, *Mille Soleils splendides*. Les taliban se distinguent aussi par des enlèvements d'enfants ayant pour but de les enrôler de force dans leurs milices et, semble-t-il, par des massacres de jeunes gens[36].

Ce régime aux mains d'illettrés ne constitue pas un État. Il est par exemple incapable de refaire voler les avions de la compagnie nationale, à court de pièces détachées depuis l'embargo décidé par l'administration Clinton, en juillet 1999, à l'encontre du régime de Kaboul qui refuse de livrer Ben Laden, calife du totalitarisme islamique. Chaque ville est aux mains d'un potentat local taliban ou leur prête allégeance.

Cet « épicentre de la terreur[37] » se manifeste aussi sur le plan culturel par la destruction des collections des musées et de toute forme d'art en général. Le 9 mars 2001, sur ordre du mollah Omar, les taliban dynamitent les statues géantes des bouddhas de Bamiyan, sous le prétexte que toute œuvre préislamique (*a fortiori* figurant une représentation humaine) doit être effacée. Chantés par Joseph Kessel, symboles de la rencontre des cultures entre l'Orient et l'Occident, ces géants de 55 mètres taillés dans la montagne incarnaient, par leur drapé grec, l'héritage d'Alexandre et la symbolique bouddhiste. L'inquisition islamiste se manifeste jusque dans les rues : des taliban armés de bâtons forcent les gens à aller à la mosquée et contrôlent la tenue et l'identité des couples… À Kaboul, les hôpitaux sont interdits aux femmes (sauf un) et celles-ci ne peuvent d'ailleurs plus

travailler. Dans les stades, il est interdit de manifester un trop grand enthousiasme lors des matchs de foot. À la mi-temps est parfois proposé un spectacle édifiant, comme l'amputation des mains des voleurs ou la lapidation de prostituées. Cet État est bien un *« no woman's land*[38] *»*, ce qui précipite de nouveau l'exode : près de 5 millions de personnes quittent le pays[39].

Terrorisme

Même si des chefs de guerre afghans ombrageux rechignent à se sentir manipulés par les membres d'Al-Qaida, ces étrangers qu'ils appellent les « Arabes », ce régime totalitaire nourrit ce que Raymond Aron appelait déjà en 1980 « l'Internationale terroriste ». Par le biais d'attentats revendiqués par Al-Qaida, elle vise de façon spectaculaire, en août 1998, les ambassades américaines de Dar es-Salaam (Tanzanie) et de Nairobi (Kenya). En réponse à ces 194 morts, le président Clinton ordonne, le 21 août, une frappe de missiles Tomahawk sur les caches supposées de l'ennemi désigné, Oussama Ben Laden. En vain. Une vive tension avec l'Iran et le renforcement d'une Alliance du Nord animée par le commandant Massoud[40] redonnent espoir à une résistance interne contre les taliban. L'Émirat islamique d'Afghanistan est mis au ban des nations : il couvre les agissements d'Al-Qaida et manifeste le plus grand mépris des droits de l'homme. Une succession de résolutions du Conseil de sécurité reflète cette prise de conscience graduelle de la menace du terrorisme international. Dès août 1998, la résolution 1214 réclame la livraison de Ben Laden à la justice internationale. Le 15 octobre 1999, à la demande des États-Unis, l'embargo aérien et le gel des avoirs des taliban sont décrétés par la résolution 1267. Le 19 décembre 2000, la résolution 1333 instaure l'embargo sur les armes à destination de l'Afghanistan.

Les attentats du 11 septembre 2001 constituent le point de non-retour. Les 12 et 28 septembre 2001, après avoir condamné l'attaque contre les États-Unis, les résolutions 1368 et 1373 invitent à la lutte internationale contre le terrorisme, mais sans mentionner le nom de l'Afghanistan. En outre, depuis 1997, seuls le Pakistan, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes

unis avaient reconnu le régime de Kaboul. La foudre se prépare à tomber sur le pays des turbans noirs.

Choc et effroi, 2001

Enduring Freedom

Le 13 septembre, les États-Unis envoient un ultimatum aux taliban pour qu'ils leur livrent Oussama Ben Laden. Le régime des taliban et son « alien », Al-Qaida, sont frappés au cœur à partir du 7 octobre 2001 par ordre de George W. Bush. Le président américain évoque l'article 51 de la Charte des Nations unies sur la légitime défense pour déclencher la phase aérienne de l'opération *Enduring Freedom* (OEF ou « Liberté immuable »). Il fait aussi référence à l'article 5 du traité de Washington à l'origine de l'OTAN, mais en oubliant, comme cela avait déjà été le cas contre la Serbie en 1999 à propos du Kosovo, que l'emploi de la force armée n'est possible que dans un seul cas : « pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord[41] ». En outre, pour cette première intervention hors du cadre européen, aucune déclaration de guerre n'est faite à l'Émirat islamique d'Afghanistan. Le prétexte est bien de frapper les camps d'Al-Qaida en balayant le régime des taliban qui les a laissés s'installer. Pour la première fois dans l'histoire, une grande puissance fait la guerre à un homme et à son organisation ! Au nom des principes de la « guerre à la terreur » et de la guerre préventive contre les terroristes les Américains frappent d'abord seuls, appuyés par des avions de leur allié inconditionnel britannique. Les bombes guidées des B-52 et des B-2, puis les Tomahawk et autres missiles de croisière et missiles « délivrés » par des drones de type Predator tombent sur les villes afghanes et les sanctuaires d'Al-Qaida repérés par satellite. C'est l'application de la doctrine Rumsfeld (secrétaire d'État à la Défense néoconservateur) de l'*American way of war* et sa variante dite du « choc et effroi ». L'Afghanistan n'est pas désigné comme ennemi et le Conseil de sécurité, dans la résolution 1378 du 4 octobre, condamne seulement le régime des taliban qu'il accuse d'abriter une organisation terroriste.

Le 16 octobre, toujours en marge du droit international, les premières troupes américaines interviennent (paras, unités de montagne, marines…). C'est le début de la phase terrestre de l'OEF, accompagnée de frappes aériennes. Les commandos des FS, les *snake eaters* (« mangeurs de serpents ») type commandos Navy Seal et Delta Force, sont particulièrement actifs. Parallèlement, l'Alliance du Nord, ennemie traditionnelle des taliban, passe à l'offensive, ainsi que certains seigneurs de guerre qui avaient pris ombrage du contrôle des étudiants en religion sur leurs divers trafics.

Sous le déluge du feu aérien, les concentrations de troupes et de matériels des taliban et les milices d'Al-Qaida sont contraintes à la dispersion. Très rapidement, l'affrontement dissymétrique (les armées des deux États sont de puissance inégale) tourne à l'avantage de la haute technologie des Occidentaux, maîtres du ciel. La défaite des taliban et des djihadistes d'Al-Qaida aboutit à deux types d'action : la réduction des poches de résistance, puis la poursuite.

Les taliban quittent Kaboul, sous le feu, le 13 novembre. Ce jour-là sonne comme une libération : les Kaboulis dansent dans la rue au son des magnétophones et des postes radio jusque-là interdits. Deux bastions tombent aussi en novembre, au nord et au sud du pays, donnant lieu par la suite à une vive polémique. Au sud se déroule la bataille de Kandahar. À partir du 16 octobre, 500 hommes de la CIA et des forces spéciales américano-britanniques annihilent un à un les éléments du périmètre défensif. Le 24 novembre, appuyés par des blindés et des hélicoptères, un millier de marines investissent ce cœur de la résistance des taliban pachtouns. Le 6 décembre, à Kandahar, ces derniers obtiennent une reddition négociée.

Depuis la veille, à Bonn, par entente entre diverses factions rivales, le Pachtoun Hamid Karzaï, un petit chef sans prestige issu de la tribu des Popalzaï (région de Kandahar), dirige un gouvernement provisoire qui n'a encore que le titre d'Autorité, sur le modèle palestinien. C'est l'homme des Américains qui commet une double erreur, lourde de conséquence. Tout d'abord il nomme des seigneurs de guerre tout-puissants et prévaricateurs : Ismaël Khan, potentat d'Hérat, devient ministre de l'Énergie et le maréchal Fahim est vice-président du gouvernement, tandis que l'Ouzbek Rachid Dostom est promu adjoint au chef d'état-major des forces armées. Puis il

impose une administration centralisatrice dans un pays qui n'a aucune tradition étatique. Sont cependant affirmés à Bonn la souveraineté d'un État de droit et le retour de la sécurité en Afghanistan sous couvert de l'administration Karzaï. Pour les Occidentaux, il s'agit d'une véritable feuille de route : promouvoir la réconciliation et la paix par le désarmement et la démobilisation des opposants, former l'Armée nationale afghane (ANA) dans le cadre de l'OEF et des forces de police, réformer l'appareil judiciaire et lutter contre le trafic de drogue, tout en conciliant islam et démocratie pluraliste. Ces accords du 5 décembre sur la reconstruction politique de l'Afghanistan sont établis sous l'égide de l'ancien chef de la diplomatie algérienne Lakhdar Brahimi, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU. Il a cependant le défaut de ne pas chercher à distinguer dans la masse de taliban vaincus ceux qui auraient peut-être pu rallier une solution afghane dès le début, autour d'Hamid Karzaï. Pour les Américains, c'était d'ailleurs inenvisageable. En outre, en voulant imposer le modèle démocratique dans un pays dépourvu de culture politique, les Américains commettent la faute initiale de vouloir se mêler de tout. Comme nous l'a fait observer le colonel Benoît Durieux, chef de corps du 2e régiment étranger de juillet 2008 à juillet 2010 et en mission avec son unité dans le district de Surobi de juillet 2009 à janvier 2010 : « On ne peut régler en Afghanistan les problèmes que seuls les Afghans sont à même de résoudre[42]. »

Crimes de guerre

Dans les premières phases de l'OEF, dont la mission essentielle est la destruction d'Al-Qaida, les agents de la CIA font leur marché parmi les milliers de prisonniers afin d'en exfiltrer les terroristes. S'ensuit une série de règlements de compte entre factions d'ex-moudjahidine au détriment des « Arabes » djihadistes. Cet épisode douloureux constitue un curieux parallèle entre le début de la guerre d'Algérie, lors de l'insurrection du Nord-Constantinois en mai 1945 et sa sanglante répression, et les prémices du nouveau conflit en Afghanistan. S'il est encore difficile de faire la part de l'intoxication, de la désinformation, alors que la guerre n'est pas terminée – ce qui rend vaine toute velléité d'enquête sur le terrain –, par

recoupement de sources diverses, force est de constater qu'il y a bien eu crimes de guerre, même si ceux-ci sont d'abord farouchement niés par le Pentagone et ignorés par les médias américains.

À Kandahar et dans d'autres lieux du sud de l'Afghanistan, selon le quotidien pakistanais *Dawn* du 12 décembre 2001, 400 taliban non afghans auraient été massacrés par des milices tribales aux ordres des nouveaux maîtres de la capitale. Cette source précise même un fait, invérifiable : 160 d'entre eux auraient été exécutés en présence d'officiers américains. Faut-il y voir un solde de tout compte entre les seigneurs de guerre locaux pachtouns ne supportant pas sur leur sol ces étrangers se réclamant d'Al-Qaida ?

S'il faut demeurer circonspect sur ces « événements » du sud de l'Afghanistan, en revanche, ce qui s'est passé au nord relève à présent du secret de Polichinelle. Dans un premier temps, début novembre, c'est « la chevauchée héroïque » : aux côtés des 15 000 hommes de l'Alliance du Nord (les Ouzbeks du général Dostom) combattent 350 membres du 5e groupe des FS de l'armée de terre américaine et 100 agents de la CIA. Comme les cavaliers ouzbeks de Dostom, ces Américains participent, à cheval, à la prise de Mazar-e Charif qui est la clé de la région[43]. Les hommes de Dostom prennent là une revanche sur 1998, quand les taliban avaient massacré des milliers d'Hazaras chiites lors de la prise de la ville. Mais l'épopée s'arrête là.

Lors de la prise de Kunduz par les combattants de l'Alliance du Nord, 7 500 taliban et miliciens d'Al-Qaida se rendent, mais 470 d'entre eux s'échappent immédiatement et font un dernier baroud d'honneur près de Mazar-e Charif avant d'être tués les armes à la main, jusqu'au dernier, par le feu aérien et les hommes du général Dostom. Le sort des autres prisonniers demeure flou. Une partie d'entre eux est dirigée vers la prison de Mazar-e Charif, à moins qu'il ne s'agisse de taliban de la ville même, tombée le 4 novembre, puisqu'ils connaissent la prison en question et sont capables d'y trouver rapidement des armes (et même un mortier) pour susciter une révolte le 25 novembre. Afin d'écraser ces 400 mutins évadés, l'Alliance du Nord fait appel à l'aviation américaine, mais aussi à des

hommes des FS et des experts de la CIA, dont Mike Spann, qui est le premier tué américain.

En revanche, pour les autres prisonniers confiés à la garde des Ouzbeks du général Dostom, l'affaire relève bien du crime de guerre pour non-respect des lois et coutumes de guerre définies par la convention de Genève de 1949 et les protocoles additionnels de 1977. Dostom décide (ou est prié) de transférer environ 3 000 taliban non afghans et miliciens d'Al-Qaida de Kunduz à la prison de Sheberghan, au nord-ouest du pays. Les prisonniers sont enfermés dans des conteneurs scellés mis sur des camions. Pendant quatre jours évoquant ces marches de la mort d'Anglais et d'Américains prisonniers des Japonais lors de la guerre du Pacifique ou ce que vécurent les vaincus de Diên Biên Phu, exécutions sommaires et morts par étouffement se succèdent.

Dès le 28 novembre 2001, Dexter Fischer, journaliste au *Times*, dans un article alors passé inaperçu, *« Taliban : after defeat, journey to uncertain fate »* (« Taliban : après la défaite, voyage pour un sort incertain »), révèle que des prisonniers, en majorité pakistanais, ont été transférés dans quatorze conteneurs placés sous la responsabilité de Rachid Dostom. Le 13 décembre, dans un article figurant sur le site anti-américain World Socialist Web Site, *« More Evidence of US War Crimes »*, Jerry White estime que des Américains ont laissé faire, évoquant la suffocation de prisonniers dans des containers sans eau, sous forte chaleur. Mais la révélation vient quelques mois plus tard, en juin 2002, lors de la diffusion dans vingt-quatre pays, ainsi qu'au Parlement de Strasbourg, du premier « J'accuse » de la guerre d'Afghanistan : le cinéaste irlandais Jamie Doran enquête sur place, interroge six témoins, montre les traces d'ossements sortant de fosses communes dans le désert de Dasht-e Leili. Son film de 50 minutes réalisé pour la BBC est d'abord nommé *Massacre at Mazar-e Charif* avant de prendre le titre d'*Afghan Massacre: The Convoy of Death*. Interdit aux États-Unis[44] où il est dénoncé comme un montage, il constitue une preuve à charge. L'estimation des victimes se situe entre 1 500 et 3 000 morts par balle, étouffement, soif et tortures. Le 14 juin 2002 et le 14 septembre suivant, le quotidien britannique *The Guardian* estime recevables les conclusions de Jamie Doran. Ce dernier accorde une interview au *Monde diplomatique*, en septembre 2002, intitulée « La dynamique du désordre mondial ».

Mais aux États-Unis la tempête médiatique date du 26 août 2002 lorsque *Newsweek* confirme les dires du réalisateur irlandais[45]. L'article précise qu'une équipe des forces spéciales (A-Team 595) a coopéré avec le général Dostom dès le 19 octobre 2001. Par la suite, un grand nombre de sites Internet[46] reprennent ces accusations, ainsi que d'autres médias[47]. Ils démontrent que toutes les tentatives d'enquête opérées par des instances internationales (dont l'ONG Amnesty International) ont été bloquées par l'administration Karzaï et le Pentagone. Ils dévoilent aussi que des témoins du film de Jamie Doran sont morts de façon curieuse, ou encore que le général Dostom, en juin 2008, a tenté d'effacer à coups de bulldozer toute trace des corps dans les fosses communes de Dasht-e Leili… La preuve des morts par suffocation, outre le témoignage d'un survivant du « convoi de la mort » entendu par la Croix-Rouge à Kaboul, a été apportée par une ONG de Boston, Physicians for Human Rights, la seule qui ait pu se rendre sur place en janvier et février 2003. Dernière pièce au dossier, en mars 2004, trois survivants du « convoi de la mort », rentrés de Guantanamo, confirment devant les médias britanniques les accusations de Jamie Doran.

La poursuite

Tandis que se déroule *Silence, on tue*, l'euphorie de la victoire donne l'illusion d'une guerre courte. Les taliban et leurs alliés mal organisés sont des proies faciles dans la deuxième phase d'action qui marque la fin de l'année 2001, celle de la poursuite rayonnante, sur le modèle napoléonien – bien que les participants ignorent sans doute ce modèle de référence. Il s'agit de ne pas laisser l'ennemi souffler, de le poursuivre jour et nuit, l'épée dans les reins. Cette action s'achève par l'opération menée par les Américains dans le massif de Tora Bora lourdement bombardé. Un milicien d'Al-Qaida, le Lyonnais Nizar Sassi, auteur d'un témoignage unique en français, raconte son expérience au pays des faucons, puis dans les geôles de la CIA. De façon saisissante, il dépeint ce mois décisif où ses compagnons d'armes et lui sont constamment sous le feu : F-16, A-10 (avions d'attaque au sol) le jour, frappant grâce aux renseignements aériens et satellitaires, tirs des hélicoptères d'attaque Apache la nuit, ajoutés aux destructions par missiles air-sol des caches d'armes dans les grottes. Les derniers bastions des taliban tombent dans ce massif creusé de grottes où se

trouvaient des matériels entreposés depuis la lutte contre les Soviétiques. De même, les fortifications de campagne (tranchées, sacs de sable, fortins en rondins et terre) sont détruites, donc visibles, installées sur les points de passage. Comme les Soviétiques, les Américains utilisent aussi des mines et autres sous-munitions. La moindre corvée (recherche de bois, d'eau, de nourriture) pour une troupe qui se replie, malgré la protection des grottes, peut être la dernière : « On s'attend à chaque instant à être fauché par une bombe ou à sauter sur un de ces petits engins explosifs jaunes, gros comme le poing, dispersés par milliers lors de l'explosion des bombes qui les acheminent. On peut aussi être pulvérisé par les missiles tirés depuis les avions ou, s'il fait nuit, haché menu par le feu des hélicoptères[48]. » Les Apache, peints en noir, n'émettent aucune lumière. Équipés de détecteurs infrarouges, ils repèrent le moindre tireur embusqué. Le feulement de leurs rotors est répercuté en échos successifs par les flancs des montagnes, des reliefs pelés qui n'offrent pas la protection salutaire d'un couvert forestier. Ainsi, on ne sait pas où ils se trouvent. Comme au temps de la première phase de la guerre soviéto-afghane, dans ces premiers moments du conflit où l'ennemi en débandade est une proie facile, le couple avion-hélicoptère montre son efficacité. Mais cette tactique au coût exorbitant, qui consiste à maintenir des aéronefs le plus longtemps possible en vol (pour ne rien dire de l'emploi de drones armés), n'est possible que dans ces premiers mois de l'intervention, donnant une fausse impression de victoire. Croyant à la panacée des forces spéciales et à l'appoint de milices locales levées pour l'occasion, mais à la valeur plus que douteuse, les Américains commettent la faute de ne pas vouloir engager de troupes au sol, de sorte que le mollah Omar et Ben Laden peuvent s'échapper au Pakistan. L'année 2001 se termine cependant sur l'illusion que le mal est tué à la racine. Mais il reste un foyer d'infection sur les confins orientaux. En effet, la sécurité n'a jamais été garantie et des attaques sporadiques de petits groupes de taliban ont repris, en dépit de gros moyens déployés dès 2002.

Une guerre à l'économie, 2001-2006

Anaconda

Du 2 au 8 mars 2002, l'opération *Anaconda* oppose 1 500 soldats américains à environ un millier de taliban et de miliciens d'Al-Qaida dans la haute vallée de Chah-e Kot (2 600 mètres d'altitude en moyenne), à l'est du pays. L'objectif est de terminer le travail entrepris à la fin de l'année précédente à Tora Bora : l'offensive aérienne n'avait alors pas pu détruire un système complexe de cavernes, tunnels et failles où l'ennemi s'était replié en protégeant ses caches d'armes.

Pour la première fois, le nouvel occupant doit faire face à la même situation que les Soviétiques en leur temps : un combat en haute montagne, face à un adversaire mobile et dispersé. Les Américains retrouvent certains réflexes de la guerre du Vietnam. Outre un appui aérien massif (F-15 frappant l'entrée des grottes, B-1B bombardant les crêtes), ils engagent une force d'intervention confiée à 450 combattants afghans d'un potentat local, encadrés par des hommes des FS, et une force de bouclage de trois bataillons paras et de troupes de montagne dont la mission est de s'installer sur les crêtes et d'interdire le passage des cols. En dépit de l'engagement des forces spéciales infiltrées discrètement dans les vallées dès le 27 février, le renseignement se révèle insuffisant : les Américains croient que les taliban hivernent dans les villages au fond des vallées. Il n'en est rien. Taliban et djihadistes, bien armés (mortiers de tous calibres, canons type 122 D-30, mitrailleuses lourdes, RPG-7…), tiennent les hautes parties de la vallée. Comme à l'époque des Soviétiques, les camions transportant les troupes du groupe d'intervention laissent deviner leurs intentions ; les attaquants sont soumis à une telle concentration de feu qu'il leur est impossible d'avancer. Les troupes du bouclage subissent la même mésaventure : un chaud comité d'accueil les attend à haute altitude, par des températures de – 10 °C. La bataille se concentre pour la possession des parties hautes de la vallée de Chah-e Kot qui communique avec la zone tribale au Pakistan. Dans l'intensité du combat, les Rambo des Navy Seal et des Rangers n'arrivent pas à faire la différence, tandis que trois hélicoptères lourds Chinook sont abattus par des mitrailleuses et des RPG-7. Si

l'ennemi, qui a reçu un renfort de 1 000 hommes, compte environ 350 tués, les Américains déplorent 9 tués et 40 blessés. Les taliban s'exfiltrent vers le Pakistan et la fouille des grottes se termine le 18 mars.

Ce semi-échec marque le début de la guerre au sol pour le nouvel envahisseur-occupant. Il traduit le désarroi des Occidentaux qui ont bien du mal à s'adapter au relief et à un adversaire dont ils n'ont pas les capacités de résistance physique[49]. Après Anaconda, il devient à peu près sûr que la lutte en Afghanistan sera longue, mais personne au Pentagone ou à la Maison-Blanche n'envisage une telle éventualité.

La Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS)

Vaincue sur le terrain, Al-Qaida est désormais une entité sans camps d'entraînement ni milices constituées. L'hydre se terre dans les multiples grottes et caches de la zone tribale et le nord-ouest du Pakistan, l'ancienne *north-west border* de l'armée des Indes. La traque de Ben Laden se poursuit, aléatoire, car son organisation se joue des frontières. Bientôt, dans l'Irak envahi par des troupes américano-britanniques à partir de mars 2003, des terroristes se réclamant d'Al-Qaida rappellent au monde les limites de la « fausse victoire » de fin 2001 en Afghanistan.

En attendant, face à la reprise graduelle de la lutte, le Conseil de sécurité donne enfin une légitimité juridique à l'intervention en Afghanistan en créant la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Elle est formée par la résolution 1386 du 20 décembre 2001, puis par les résolutions 1413 et 1444, selon le chapitre VII de la Charte des Nations unies. Elle tient compte de la volonté américaine d'imposer la démocratie au nom du principe cher aux néoconservateurs, le fameux *nation-building*, qu'ils tentent ensuite d'imposer par la force en Irak. La raison d'être de la FIAS est de « promouvoir la sécurité sur l'ensemble du territoire afghan » et de protéger la Mission des Nations unies pour l'Afghanistan (Manua), formée selon la résolution 1401 du 28 mars 2002.

Tout d'abord sous commandement britannique, puis turc, la FIAS était destinée à sa création à garantir la sécurité de la capitale et de sa région.

Forte de 4 500 hommes appartenant à 17 nations, elle a inclus depuis des unités et des contributions de 42 États. Mais cette coalition est loin du modèle précédent de la guerre du Golfe de 1990-1991 : seuls deux pays musulmans y participent, la Turquie et les Émirats arabes unis. En mars 2009, la FIAS compte 25 personnes venues de ces Émirats, 152 Néo-Zélandais, 423 Norvégiens, 1 176 Australiens… Le gros de ses forces est constitué par 26 pays membres de l'Alliance atlantique. Le 11 août 2003, l'OTAN en prend la direction. Et le 13 octobre suivant, la FIAS se voit reconnaître la légitimité de son intervention sur l'ensemble du territoire afghan par la résolution 1510 des Nations unies. En outre, cette résolution reconnaît les équipes de reconstructions provinciales, appelées PRT (*Provincial Reconstruction Teams*), composées de civils et de militaires. Dans ce cadre, les militaires dépendent de la FIAS et contribuent avec des experts civils (souvent des réservistes) à rétablir ou créer le réseau administratif et les infrastructures économiques et sociales qui relèvent de la souveraineté de l'Afghanistan, au sein des ADZ (*Afghan development zones*) ou zones de développement afghan. À partir de 2005, l'OTAN prend graduellement sous sa coupe les onze PRT du territoire afghan en vue de rétablir la sécurité, aidé en cela par les conférences internationales de Tokyo en janvier 2002, et de Berlin en avril 2004, qui offrent un total de près de 13 milliards de dollars.

En 2002, alors que 5 millions de réfugiés rentrent au pays, tout semble encore possible en Afghanistan. Le Kabouli accueille sans animosité le *koragi* (l'« étranger ») dans une ville à reconstruire, truffée de mines comme d'autres régions afghanes[50] et de munitions non explosées. Ce nouveau venu, qui veut imposer son modèle de développement, ne sait pas que ce pays est celui de l'« insolence », selon l'expression de l'homme de lettres Michael Barry[51].

Cependant, à partir de l'ouverture du feu en Irak, l'Afghanistan devient un théâtre secondaire d'opérations où les Américains mènent une guerre à l'économie. Ils croient à la toute-puissance de la technologie et se servent encore des milices locales de seigneurs de guerre souvent mafieux. Certains sont quasi indépendants, comme le commandant Sadhar Khan, qui contrôle la vaste province du Badakhchan et le corridor du Wakhan aux confins avec le Tadjikistan, par où il écoule l'opium. Après avoir usé leurs FS, les Américains font davantage appel à leurs alliés de l'Alliance atlantique. En

juin 2004, les effectifs de l'OTAN passent de 7 000 à 10 000 hommes, ce qui assure le bon déroulement de l'élection présidentielle du 9 octobre : Hamid Karzaï est élu avec 55,4 % des voix. Première empreinte de la démocratie, 70 % des Afghans ont voté. Mais de l'autre côté de la frontière orientale, au Waziristan, le 10 mars 2004, commence la lutte entre forces pakistanaises et taliban locaux. Parallèlement, l'insécurité revient dans le sud et se confirme dans l'est de l'Afghanistan. « On sentait que ça commençait à tourner » dès la fin 2004, précise le colonel de l'armée de l'air française Éric Maïni, dont les C-160 Transall (mais aussi les C-130 Hercules américains), avions tactiques de transport, sont régulièrement pris pour cibles, notamment à proximité de Kaboul[52].

En fait, selon la volonté de Donald Rumsfeld et des néoconservateurs entourant George W. Bush, qui refusent d'engager de gros effectifs parce que l'Irak est prioritaire, l'essentiel du combat est supporté par les forces spéciales. Elles payent un lourd tribut en 2005. Leurs missions sont des plus périlleuses, comme en témoigne Marcus Luttrell, un ancien d'un commando marine américain Navy Seal[53]. Dans la province de Kunar, dans l'est du pays, il fait partie d'un petit groupe d'hommes infiltrés en zone ennemie pour capturer Ben Sharmak, un chef des taliban. Le 28 juin, en début de mission, ils sont surpris par des bergers pachtouns qu'ils laissent repartir. Quelques heures plus tard, les 19 Navy Seal tombent dans une embuscade, sous le feu d'une centaine de taliban. Seul Marcus Luttrell, blessé, réussit à fuir. Il est recueilli par des paysans pachtouns qui lui offrent le *lokhay* (asile), selon la règle de l'hospitalité, avant d'être exfiltré par des Rangers. Il découvre plus tard qu'à l'appel du radio de son commando, un hélicoptère américain qui transportait des FS avait été abattu avec ses seize occupants. En déplorant 34 morts, ce 28 juin 2005 est alors le plus lourd bilan de l'armée américaine depuis le début de l'OEF. On conçoit que des renforts se révèlent nécessaires devant la pugnacité de l'adversaire. Irak oblige, ils sont distribués avec parcimonie. Toutefois, en 2005, les commandements régionaux sont organisés sur l'ensemble du territoire afghan – et non plus seulement dans la région de Kaboul –, ce qui entraîne une augmentation des effectifs. L'OTAN, à l'intérieur de la FIAS, atteint un total de 18 000 hommes au 31 juillet 2005. Ces troupes assurent le déroulement des législatives du 18 septembre : 245 personnes sont élues, en

grande partie des illettrés, et parfois d'anciens seigneurs de guerre ou moudjahidine qui avaient mis le pays à feu et à sang entre 1992 et 1996.

Ce retour à la légalité à Kaboul est entériné par la conférence de Londres le 1er février 2006. Y est réaffirmé le principe de la coopération entre la communauté internationale et l'Afghanistan. Déjà, en décembre 2005, les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN décident de mieux soutenir les efforts de l'administration Karzaï en étendant le dispositif de la FIAS à l'ensemble du pays. Cependant, en mai 2006, suite à un accident mortel provoqué par un camion de l'armée américaine, des émeutes anti-américaines se déroulent à Kaboul pendant plusieurs jours, illustrant le rejet du nouvel occupant.

Des seigneurs de guerre vivant de la drogue, grâce aux deux récoltes annuelles de pavot, sous les yeux d'une coalition qui laisse faire ; l'incurie du régime de Kaboul sans moyens pour rebâtir un pays ruiné ; le poids de traditions misogynes ; les erreurs américaines dans la lutte contre le terrorisme (arbitraire des enlèvements de terroristes avérés ou supposés, sévices dans les prisons sous l'égide de la CIA, envoi à Guantanamo…) ; l'image des succès terroristes en Irak… tout cela permet peu à peu aux fidèles du mollah Omar et de Ben Laden, devenu le mythe du terrorisme mondial franchisé, de redresser la tête. Les attentats islamistes reprennent en ville et l'activité guerrière règne sans répit sur les confins avec le Pakistan. La guerre sans nom se découvre petit à petit en faisant de plus en plus de victimes en 2006. En octobre, 12 000 GI passent sous le commandement de l'OTAN, dont l'effectif atteint 30 000 hommes au moment où la zone d'opérations s'étend à l'ensemble du pays et où l'insécurité s'accroît.

La guerre s'enlise parce qu'elle est conduite sans coordination à deux niveaux et que la priorité donnée à l'Irak ne permet pas aux Américains d'investir massivement dans la reconstruction et le développement. Selon le général d'armée Jean-Louis Georgelin, CEMA (chef d'état-major des armées) d'octobre 2006 à février 2010, il faut distinguer l'opacité et la force brutale des forces américaines engagées dans l'opération *Enduring Freedom* pour la capture de Ben Laden et la destruction des camps et caches des djihadistes, des opérations de l'OTAN au sein de la FIAS[54]. Les États-Unis se déchargent sur l'OTAN dont la mission, au sein de la FIAS, ne

cesse de s'étendre progressivement à l'ensemble du territoire afghan afin de faire régner un ordre que l'on estime seulement troublé par quelques embuscades/attentats et des actions sporadiques d'insurgés que l'on cerne mal. C'est en août 2006 que la coalition, pour la première fois, subit, dans le sud essentiellement, une offensive des taliban et perd l'initiative. Le 22 octobre, le mollah Omar annonce une intensification du combat contre l'envahisseur.

Mais qui est donc ce curieux adversaire capable de mettre en échec des forces bardées de technologies ?

Un adversaire polymorphe

La présence de soldats étrangers est à l'origine du renouveau des taliban. Peu à peu, ils font régner une insécurité étendue à l'ensemble du pays (en 2012, seule la province de Bamiyan peuplée de chiites hazaras est paisible). Leur objectif est double : rappeler qu'ils peuvent frapper n'importe où et souligner l'incapacité de l'administration Karzaï à assurer la sécurité. Le 6 août 2011, la coalition subit une très lourde perte : dans la province de Wardak réputée à peu près sûre, au moment du décollage, 30 Américains sont tués (dont 25 Navy Seal) et 8 soldats de l'ANA (Armée nationale afghane) dans un Chinook C H-47 abattu par une roquette[55].

En Afghanistan, pays devenu un vaste dépôt d'armes depuis la lutte contre les Soviétiques et la guerre civile qui suivit, l'adversaire est multiforme, animé d'un désir de chasser les infidèles ou *kafirs* du *Dar al-Islam*, terre sacrée de l'Islam. La propagande des taliban évoque le devoir de défense contre les envahisseurs. Sur le modèle du FLN, du Viêt-Minh ou des djihadistes irakiens, une part du choix politique revient à la terreur : la guérilla ne peut tolérer les hésitants. Les chefs locaux qui tentent de rester neutres ou qui se réclament de l'administration Karzaï jouent avec leur vie. Ainsi, le 19 mars 2009, le député Dad Mohammed Khan est assassiné dans son district de Gerechk, et, le 10 août 2011, le gouverneur de la province de Parwan subit le même sort.

Il est difficile d'identifier l'adversaire, qui se fond dans le paysage et la population, puis de définir ses modes d'action. Il sait se battre et mène une action globale, bien qu'éparpillée, là où les coalisés s'épuisent dans une course-poursuite. Les vieilles traditions guerrières des tribus afghanes, que ni Alexandre le Grand[56] ni Gengis Khan[57] n'avaient pu vaincre, se sont greffées sur les acquis des affrontements avec des armées européennes.

Insurgé, rebelle ou cible ?

Dans ce conflit si particulier où il faut à la fois tendre la main aux populations, assurer sa propre sécurité et poursuivre ceux qui vous tirent dessus, un soldat occidental est souvent gêné quand on lui demande de définir l'ennemi. À l'inverse de la guerre d'Algérie, parmi les témoins français interrogés, aucune connotation raciste n'est perceptible, tout au plus fait-on preuve d'une propension à vouloir dénigrer l'adversaire, assimilé à un « bandit ». Certains se retranchent derrière un acronyme de l'OTAN, OMF (*opposing military force*), qui ne correspond que de loin à la réalité, tant les taliban sont tout sauf une force militaire classique. En découle le terme de GAO ou « groupe(s) armé(s) de l'opposition », qui traduit la complexité afghane où les fidélités sont à géométrie variable. Ainsi, le Tadjik Ghulam Yahya Akbari, ancien membre de l'Alliance du Nord qui a combattu les taliban, est, jusqu'en septembre 2008, ministre des Travaux publics au sein d'un gouvernement avec lequel il ne s'entend pas. Contraint à démissionner, il prend alors le maquis et meurt dans un bombardement aérien dans la province d'Hérat en avril 2009[58].

Perdure l'appellation *insurgent* (« insurgé »). En raison de l'influence des jeux vidéo et de la nécessité de manier l'euphémisme lors des actions guerrières dans une société occidentale hypocrite qui rêve d'une guerre aseptisée, l'adversaire est aussi qualifié par un terme anglais issu du langage radio et aéronautique : *target* ou « cible ». Dans les témoignages apparaît également une désignation née de l'expérience américaine en Irak : *bad guy* (« mauvais gars »). Un autre terme – presque dans nos fibres pour désigner l'ennemi non reconnu –, « rebelle », est employé aussi bien par les Français que par les autres coalisés et l'administration Karzaï. Ainsi, quand il vient narrer les circonstances du combat d'Uzbin devant les députés de la commission de la Défense, le 10 septembre 2008, le général Jean-Louis Georgelin estime qu'« entre trente et quarante rebelles ont été mis hors de combat[59] ». Le même terme est utilisé par le général Ollivier, qui dirige le Centre de doctrine et d'emploi des forces à l'école militaire. Il propose de faire un tri entre les « rebelles » infréquentables et « irrécupérables » (car liés à Al-Qaida), et les autres taliban, tout en essayant de convaincre les « modérés » de quitter la « rébellion[60] ». On retrouve ici un peu la même problématique que lors du conflit algérien, encore que, dans ce cas, pour les

contemporains vivant sur un territoire de souveraineté française, le terme de « rebelle » pouvait se concevoir – à condition de n'être pas soi-même un « rebelle ». Dans le cas afghan, c'est plus discutable. Si on se fait l'avocat du diable, les taliban n'ont jamais cessé le combat. De leur point de vue, leur pays, l'Émirat islamique d'Afghanistan, a été envahi et ils dénigrent toute légitimité au président Karzaï et à la FIAS.

Le statut juridique de combattants illégaux

Toutefois, une étape importante est franchie par le président Obama. En commençant à reconnaître l'adversaire, il fait aussi l'aveu que, petit à petit, les États-Unis admettent être une nation en guerre. En effet, « certains détenus » relevant du centre de non-droit de Guantanamo doivent être déférés devant des tribunaux militaires, tandis que d'autres devraient comparaître devant des juridictions civiles[61]. Cette question du statut de prisonnier militaire entre dans le cadre de la convention de Genève du 12 août 1949. Mais, *stricto sensu*, il peut encore y avoir matière à discussion sur le statut des « combattants illégaux » de la guérilla afghane. Toute personne qui se sert d'une arme contre un étranger d'une armée régulière mandatée par l'ONU doit-elle être considérée comme tel ?

En effet, bien qu'établie sur le droit coutumier, la définition donnée par l'article 4 du titre III de la III^{e} convention de Genève de 1949 est inadaptée aux conflits modernes : « Reçoivent le titre de combattants d'une guérilla ceux qui ont à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés, qui arborent un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance, portent les armes ouvertement et respectent les lois et coutumes de la guerre. » En Afghanistan, on est très loin de cette définition académique…

Comment devient-on *taleb* ou djihadiste ?

En 2001, l'ennemi désigné est avant tout le djihadiste d'Al-Qaida et accessoirement celui qui l'abrite, le *taleb*. Mais après l'élimination des milices et des camps d'Al-Qaida, les Américains et leurs alliés perçoivent progressivement la menace des taliban.

S'agit-il d'une levée patriotique ou d'un bric-à-brac d'intérêts divergents rassemblés par la présence de l'étranger ? L'union des taliban

afghans est assez récente. Le 22 octobre 2006, au moment où le mollah Omar annonce une intensification de la guerre, la lutte entre factions fait encore 32 morts. Les taliban afghans sont en grande majorité illettrés, ce qui les distingue de leurs homologues pakistanais. Ces derniers sont pour beaucoup passés par des écoles coraniques, les madrasas, financées en partie depuis les années 1990 par les instances wahhabites, telle l'Organisation internationale de secours islamique, dont le discours fondamentaliste radical prépare au petit *djihad*, à la guerre sainte contre l'Occident. Les taliban pakistanais demeurent cependant désunis en raison d'une double origine ethnique, panjabi et pachtoune, jusqu'à ce que Baitullah Mehsud les fédère progressivement à compter de juillet 2007. Mais il a bien du mal à faire taire les factions autour de petits chefs, de trafiquants et de mafieux. Il réussit cependant à unir une quarantaine de mouvements autour du Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP ou Mouvement des taliban du Pakistan).

La diversité des « combattants de Dieu »

En Afghanistan, ayant pour essence l'islamo-nationalisme, plusieurs groupes sont identifiés. Les gros bataillons sont constitués par les taliban d'origine pachtoune, mais l'appellation « taliban » tend à regrouper tous ceux qui se battent contre la coalition. Sur un modèle qui évoque l'Armée de libération nationale (ALN) de la guerre d'Algérie, quoique moins structuré, ce mouvement relève de hiérarchies parallèles politico-militaires. D'où la mise en place, dans les zones qu'il contrôle, d'un contre-État au nom de la charia. Dans la province de Ghazni, arrivé en septembre 2010 pour mettre en place l'administration de Kaboul dans le district d'Andar, le 3e bataillon du 187e RI américain découvre une administration clandestine, collectant l'impôt, rendant la justice dans les tribunaux islamiques et gérant 28 écoles et même l'accès à l'eau[62].

Rien n'est simple en Afghanistan. Dans les provinces « libérées » de l'est et du nord-est depuis 2011 (dont une grande partie du Kunar) par évacuation graduelle de la FIAS, sur fond de trafics en tout genre où tout le monde trouve son compte (routes de la drogue et culture du pavot), le contre-État islamique jouit de la réputation de n'être pas corrompu. Mais

par subsides occidentaux versés aux ministres de Karzaï et magouilles locales, l'Émirat islamique cohabite avec l'administration de Kaboul pour payer les instituteurs (pour les garçons, les filles étant forcées de quitter l'enseignement à la puberté), achever les travaux de voirie ou la construction de ponts et de dispensaires. Le rapport de l'OTAN sur l'état réel de la situation en Afghanistan, dévoilé par la BBC le 1er février 2012, montre qu'à l'inverse de ce que dit le secrétariat général de l'Alliance atlantique, les taliban sont confiants dans leur victoire : « La force, la motivation, le financement et les succès tactiques des taliban sont demeurés intacts. » Et de préciser : « De nombreux Afghans se préparent à un éventuel retour des taliban. » Ce rapport iconoclaste souligne que certains hauts fonctionnaires et ministres ont pris ou repris contact avec les insurgés : « Que ce soit ou non officiel, les taliban, dans tout l'Afghanistan, travaillent déjà avec le gouvernement au niveau local ». Il démontre aussi de quelles façons l'armée et la police afghanes opposent une résistance symbolique pour continuer à justifier leur solde, si ce n'est coopèrent avec les taliban. Ce document, qui aurait dû rester secret, contient aussi des révélations sur les ventes de leurs propres armes par des membres des forces de sécurité afghanes jusque dans les bazars du Pakistan[63].

Cette logique afghane s'accommode aussi d'autres « petits arrangements entre amis ». On pourrait citer une vieille habitude de prudence en ayant si possible deux fers au feu, c'est-à-dire un ou plusieurs membres d'une famille ou d'un clan dans un camp et dans un autre. D'où une grande facilité pour monter une embuscade, préparer un attentat ou organiser une fuite. Envoyée par la mission politique des Nations unies dans les zones tribales, une Française, Anne Falher, qui travaille à Kaboul, précise qu'elle rencontre de nombreux représentants de tribus du Paktyawal ayant des liens avec les taliban et le réseau Haqqani et que ces chefs n'ont qu'un objectif : « s'assurer que les intérêts de la tribu soient protégés et que les besoins primaires de la communauté soient couverts. Ils étaient peu regardants sur qui se poserait en protecteur ou en pourvoyeur d'assistance. Bien sûr, ils préféraient que ce ne soit pas les Américains. Pour le reste, peu leur importait[64] ».

L'anthropologue Georges Lefeuvre identifie trois axes insurrectionnels liés aux taliban[65]. Au cœur du domaine patchoun, le plus important relie

Kandahar à Quetta, au Pakistan. La solidarité tribale est très forte sur cet axe Sud, de même que pour l'axe central Gardez-Khost-Waziristan. C'est l'épicentre de l'insurrection. Les puissantes tribus Zadran et Mehsud interviennent aussi bien en Afghanistan qu'au Pakistan. L'axe Nord, Kunar-Bajaur-Swat (au Pakistan), ne cesse de se renforcer au Kunar et dans le haut Nouristan. Y règne Zia-Ur-Rehman, Patchoun très proche du wahhabisme. Il a recueilli les taliban pakistanais qui avaient tenté, en 2009, d'établir un émirat islamique dans la vallée de la Swat. Il a aussi contraint les Américains à évacuer, en juillet 2010, le dernier poste tenu, celui de Bagramatal dans le haut Nouristan, ainsi que la vallée centrale du Kunar par interaction avec les taliban de l'axe central. En outre, en janvier 2011, il enlève 21 chefs de tribus accusés de collaborer avec le gouvernement de Kaboul.

On trouve ensuite deux autres groupes de combattants, où les Pachtouns sont aussi majoritaires, mais dont les effectifs ne peuvent être estimés. Le premier est constitué par le Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar, dont les fiefs sont la province de Kapisa et le district voisin de Surobi. Issu de la tribu des Ghilzaï, armé par la CIA et les Français lors de la guerre contre les Soviétiques, déconsidéré pour avoir tenté de prendre langue avec des représentants de Karzaï, Gulbuddin Hekmatyar voit son influence décroître depuis la fin 2010. Le commandant des taliban en Kapisa, Qari Bariyal, y a évincé les rivaux du Hezb-e-Islami.

Le second groupe, très bien structuré, est le réseau Haqqani, du nom de son chef Jalaluddin Haqqani. Membre de la tribu Zadran, ancien seigneur de guerre des moudjahidine au temps des Soviétiques et allié aux États-Unis, il a été ministre dans le gouvernement des taliban avant 2001. Ce groupe terroriste spécialisé dans les attentats spectaculaires, formé en 2007, est lié à Al-Qaida (il héberge un temps Ben Laden à Khost), mais aussi aux services secrets pakistanais pour lesquels il constitue, à Kaboul, un cheval de Troie. Le double attentat-suicide du 5 juin 2012 à Kandahar est ainsi attribué aux hommes d'Haqqani (23 civils tués et 50 blessés). Pour le secrétaire d'État à la Défense américain, Leon Panetta, il prouve que le Pakistan soutient activement ce réseau[66]. Ce groupe Haqqani constitue une menace pour les bases américaines de l'est de l'Afghanistan et bénéficie de l'impunité pour ses camps du Waziristan-Nord.

Quant à Al-Qaida, outre des Caucasiens, des Maghrébins, des Ouzbeks ou des Ouïgours (ces derniers venus de Chine populaire), selon l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, elle serait revenue en Afghanistan en exfiltrant d'Irak des djihadistes d'origine tchétchène et yéménite[67]. Depuis l'abandon, partie ou totalité, par les Américains et l'OTAN des provinces du Kunar, du Nouristan et du nord du Laghman qui jouxte le district français de Tagab, des membres d'Al-Qaida y sont régulièrement signalés : 25 d'entre eux, dont le Saoudien Abu Hafs al-Najdi, ont été tués dans le Kunar début 2011 lors d'opérations de l'OTAN[68]. La mort de Ben Laden, le 2 mai 2011, décapite Al-Qaida. Pour le spécialiste de la question, le politologue Jean-Pierre Filiu, il sera très difficile de succéder à Ben Laden parce qu'Al-Qaida est très hiérarchisée. L'organisation reposait sur une allégeance à Ben Laden, on ne pouvait être coopté, d'où une certaine vulnérabilité[69]. Une bataille contre le terrorisme a été gagnée, mais pas la guerre. En Afghanistan, les djihadistes ne tardent pas à relever le défi. Le 8 juin 2011, l'ex n° 2 d'Al-Qaida, Ayman al-Zawahiri reprend la lutte par un message retransmis par Al-Jazira.

Fait nouveau, des djihadistes sont à présent également implantés au nord de l'Afghanistan. Le 30 juin 2011, le jour du retour en France des otages Stéphane Taponier et Hervé Ghesquière, l'émission *Envoyé spécial* sur France 2 diffuse le reportage d'un journaliste afghan, Najibullah Quraishi, qui a passé quinze jours, fin 2010, dans la province de Kunduz, parmi un groupe islamiste, le Hebz-e-Islami, proche d'Al-Qaida[70]. Ces hommes armés, plus de 3 000 hommes selon leur chef qui a lutté contre les Soviétiques, trouvent des armes abondantes dans des caches de l'époque de la guerre contre l'Armée rouge. Ils se déplacent en plein jour à la barbe des forces de sécurité afghanes. Ils restent rarement deux jours de suite dans le même village, où ils sont bien accueillis, prélèvent l'impôt et rendent la justice. Ces hommes jeunes se disent moudjahidine. Parmi eux des taliban, certes, mais aussi des membres d'Al-Qaida, des Pakistanais, des Yéménites, des Saoudiens, des Tchétchènes.

Combattants de la foi

Plus que ses prédécesseurs, ce *taleb*, ce djihadiste, est convaincu d'œuvrer pour la plus grande gloire de Dieu, qui lui en sera reconnaissant. À la volonté patriotique née de l'occupation du pays par une nouvelle

troupe étrangère (ayant de plus commis des exactions et soutenant un gouvernement corrompu) se greffent des motivations religieuses. Il s'agit de combattre des infidèles, des chrétiens qui, avec George Bush, ont proclamé la croisade. Menant une guerre sainte, les taliban espèrent accéder au paradis d'Allah, selon le verset 163, III^{e} sourate du Coran : « Ne croyez pas que ceux qui ont succombé en combattant dans le sentier de Dieu soient morts : ils vivent près de Dieu et reçoivent de lui leur nourriture. » Comme le note le général André Bach, « lorsque l'adversaire ne voit plus la mort que comme un passage désiré vers la félicité éternelle, il est difficile de le terroriser[71] ». Pour le *taleb*, tel Nasir, 26 ans en 2001, élève d'une école coranique : « Quand je tue un ennemi, je deviens *ghazi*, un combattant survivant du djihad, la guerre sainte. Si je meurs au combat, je serai *chahid*, un martyr qui ira directement au paradis. Dans les deux cas, je gagne[72]. » N'ayant pas le même rapport que les Occidentaux avec la mort, cet adversaire est donc déterminé et ne tergiverse pas avant de prendre une décision. En décembre 2006, la troisième édition au Pakistan de *The Qur'anic Concept of War*, du brigadier général pakistanais S.K. Malik, légitime l'usage de la terreur dans une guerre totale menée au nom du djihad. Les guerres du Prophète de 610 à 630 sont des guerres de destruction religieuse. Et de citer le massacre de la tribu juive des Qurayza : 600 à 900 hommes exécutés, femmes et enfants réduits en esclavage[73].

Ce discours est d'autant plus écouté que les Américains ont multiplié les provocations qui transforment le conflit en guerre religieuse. Le 5 mai 2009, la chaîne arabe Al-Jazira diffuse un reportage de sept minutes d'un journaliste indépendant américain sur la base de Bagram. On y entend l'aumônier de la base exhorter des GI au prosélytisme. Le 23 juin 2009, les députés français Jean Glavany et Henri Plagnol jugent « très regrettable » la diffusion de bibles par les troupes américaines[74]. Malgré les ordres formels de la hiérarchie qui entend ne pas se laisser déborder par les mouvements des chrétiens intégristes très actifs dans les troupes américaines, les Américains répètent la même erreur que celle commise au printemps 2008 par des marines à Falloujah, en Irak, et dont la propagande d'Al-Qaida s'était abondamment servie. Les marines avaient distribué des médailles dont le recto portait une inscription en arabe fort désobligeante envers

l'islam et, au verso, une phrase de l'Évangile selon saint Jean à propos de la vie éternelle.

À ces provocations s'ajoutent les injures à l'islam. Un des premiers à raconter les incroyables sévices au camp Delta à Guantanamo fut Nizar Sassi. Entre avril 2002 et juillet 2004, il a été victime et témoin de l'enfermement des prisonniers dans des cages, des visages de détenus passés au sang menstruel d'une geôlière, d'urine et d'excréments souillant un coran ouvert… De telles images renvoient aussi à celles de ces détenus entravés, encagoulés et vêtus de combinaison orange. Elles sont utilisées par des blogs islamistes et des chaînes arabophones. Les fautes commises par des démocraties censées défendre les droits de la personne humaine aident au recrutement des amateurs de guerre sainte…

Le 9 septembre 2010, un obscur pasteur évangéliste de Floride, Terry Jones, pour commémorer le 11 Septembre et protester contre le projet de construction d'une mosquée à Ground Zero envisage de brûler 200 corans. Le 10 septembre, des milliers de personnes se rassemblent devant une base OTAN près de Kaboul et lancent des pierres. Le 20 mars 2011, Terry Jones passe à l'acte et brûle un coran devant des caméras. L'affaire est encore amplifiée par un nouveau scandale de l'armée américaine : l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* publie des photos de GI posant devant leurs victimes afghanes. L'une montre un soldat qui fume une cigarette à côté d'un cadavre à demi dénudé ; l'autre un militaire brandissant la tête de sa victime ; la troisième, deux corps ensanglantés attachés à un poteau en ciment. Les excuses officielles de l'armée de terre américaine, qui a qualifié ces trois photos de « répugnantes », ne calment pas la colère des Afghans[75]. Celle-ci est encore amplifiée par la révélation d'un nouveau scandale illustrant le degré de haine et de mépris entre Afghans et soldats américains excédés. Il est révélé en janvier 2012 à propos de faits qui se sont déroulés entre mars et septembre 2011 au sein du 3e bataillon du 2e régiment de marines déployés dans le Helmand. La vidéo montre quatre marines urinant sur des cadavres d'Afghans. Un nouveau pas est franchi lorsque, sortant de sa base en pleine nuit dans le district de Panjwayi, province de Kandahar, Robert Bales, 38 ans, ancien d'Irak où il fut grièvement blessé, sergent de l'armée américaine habitué à travailler avec les Bérets verts et les FS, après six précédentes tentatives pénètre dans deux maisons d'un village tout

proche et tue 17 personnes, dont des enfants et des femmes. James Cunningham, ambassadeur des États-Unis à Kaboul, présente les excuses officielles de son pays. En vain.

Mal commandés et confinés dans leur base pour un séjour bien long d'un an en Afghanistan, d'autres soudards attisent la haine par leur inculture, ce qui rend obsolète la politique prônée par la coalition de « gagner les cœurs et les esprits ». Dans la nuit du 20 au 21 février 2012, des soldats américains de la base de Bagram brûlent quatre corans. Ce qui provoque trois jours de manifestations violentes contre les occupants : 6 morts et 55 blessés. Des membres du Parlement afghan appellent à la guerre sainte, dont Abdul Sattar Khawasi et une vingtaine de ses collègues élus des provinces de l'Est : « Les Américains sont des occupants, la guerre sainte contre les Américains est une obligation[76]. » Il lance un appel aux mollahs en ce sens et les taliban demandent à tous les Afghans d'attaquer partout les envahisseurs. Leur rejet est une nouvelle fois illustré le samedi 25 février suivant : deux officiers américains, conseillers auprès du ministère de l'Intérieur afghan, sont assassinés par balle dans leur bureau. Les taliban revendiquent l'action et Abdul Rahman, auteur de ces meurtres, est présenté comme un héros. Ce même 25 février, à Kunduz, 75 000 personnes manifestent contre la présence de la FIAS et se dirigent vers un bâtiment de l'ONU. La police afghane ouvre le feu : 4 morts et des dizaines de blessés. Durant ce mois de février, d'autres villes afghanes connaissent pareille situation et 28 personnes sont tuées. Un attentat-suicide à la voiture piégée, revendiqué par les taliban, fait au moins neuf morts et huit blessés, le 27 février, à l'aéroport de Jalalabad, importante base de l'OTAN dans l'est de l'Afghanistan. La seule réponse trouvée par la coalition, en dehors d'excuses officielles qui ne sont plus écoutées, est de faire profil bas : le général John Allen, commandant en chef, ordonne le retrait de tous les personnels de la FIAS des ministères afghans, dans Kaboul et hors de la capitale, et confine davantage les troupes dans leurs camps fortifiés.

Corruption et vengeance, germes de la lutte armée

Aux côtés des combattants se maintiennent des seigneurs de guerre régnant dans leur vallée, selon des traditions féodales encore vivaces, et des

trafiquants d'opium opposés à toute paix nuisible à leur prospérité. Comment comptabiliser aussi les déçus du régime Karzaï ? La corruption est un puissant facteur de recrutement et certains en viennent à regretter l'implacable ordre des taliban au temps de l'Émirat islamique.

Dans un reportage saisissant tourné à Kaboul pendant l'hiver 2008-2009, Paul Moreira montre la sourde révolte des quartiers les plus misérables d'une capitale de 5 millions d'habitants qui croule sous le nombre des réfugiés attendant toujours la construction de logements sociaux. Dans le quartier cossu de Sherpur, le « dollaristan » des nantis, circulent de rutilants 4 × 4 et le nombre de luxueuses villas ne cesse de croître. Gardés par des stipendiés de sociétés de sécurité, ces bunkers de nouveaux riches, peints de couleurs criardes, sont ceints de hauts murs entourés de barbelés et coûtent chacun entre 400 000 et 1 million de dollars ! Les centres commerciaux flambant neufs fréquentés par la jeunesse dorée locale sont aussi une injure bétonnée pour ces chômeurs, d'anciens moudjahidine de la guerre contre les Soviétiques, contraints à vivre dans des taudis. Le désir d'abolir ce luxe établi sur le détournement de l'aide internationale et les bénéfices occultes de la drogue joue pour les « sergents recruteurs » au bénéfice des taliban. Un ancien décoré de la guerre contre les Soviétiques résume en quelques mots ce dégoût : « Avant, les miséreux mouraient par balle, maintenant ils meurent de faim[77]. » De fait, l'Afghanistan demeure un des cinq pays les plus pauvres du monde et l'aide alimentaire y est souvent détournée.

Selon la comptabilité de l'OTAN, lors de la conférence internationale d'aide à l'Afghanistan de Paris, en juin 2008, sur les 21 milliards de dollars d'aide alloués à ce pays et sur les 14 déjà versés depuis, un tiers, soit 5 milliards, se sont évanouis[78]. Ceux qui en bénéficient sont des hauts fonctionnaires corrompus, des gouverneurs de province détournant les salaires d'enseignants à leur profit, des dirigeants d'ONG afghanes et quelques entrepreneurs aigrefins occidentaux et afghans qui sous-traitent à leur bénéfice le programme de reconstruction. Mais les grands bénéficiaires de ces fortunes soudaines et ostentatoires sont les seigneurs de guerre ralliés à l'administration Karzaï. L'archétype en est le général tadjik, proclamé maréchal, Mohammad Fahim, ministre de la Défense jusqu'en décembre 2004 avec le soutien des néoconservateurs entourant Donald Rumsfeld. Ce prévaricateur, qui distribua, en cadeaux à ses clients,

prébendes et terrains à construire (d'où étaient chassés les plus pauvres), est spécialiste de la corruption en tout genre. D'autres ministres l'ont imité, de sorte que sur les 680 écoles qui auraient dû être construites à Kaboul depuis cinq ans avec l'aide internationale, peu le sont à ce jour. Les élèves s'entassent donc dans des tentes non chauffées l'hiver[79]. Fait révélateur, l'éphémère commission anticorruption afghane a été dissoute en septembre 2008 sans avoir pu mener à bien la moindre enquête. Les gens jetés à la rue écoutent la propagande des taliban. En fait, Kaboul évoque parfois le Saigon de la guerre du Vietnam où le Viêt-Cong n'avait aucune peine à recruter, tant la corruption du régime « fantoche » aux ordres des Américains était choquante.

Les 30 et 31 janvier 2011, *The New York Times* et *The Washington Post* dévoilent un scandale d'État dont les prémices remontent à la quasi-banqueroute, en septembre 2010, de la plus grande banque privée d'Afghanistan, la Kabul Bank, qui est en grande partie responsable du paiement du traitement des fonctionnaires. Le « trou » est de 900 millions de dollars ; un des directeurs financiers et des employés pakistanais prennent la poudre d'escampette vers Islamabad le 14 janvier 2011. Reporter du *New York Times*, Dexter Filkins livre un article de fond sur le scandale de la Kabul Bank, bras droit officieux destiné à graisser la patte de parlementaires (notamment lors des présidentielles de 2009), à acheter tout responsable politique et à construire de riches villas à Kaboul ou à Dubaï pour les apparatchiks du régime qui y jouent au poker, boivent et s'amusent[80]. Ces 900 millions de dollars, hors comptabilité (part significative d'un PIB afghan de 12 milliards de dollars environ), représentent le pactole d'une corruption généralisée, impliquant le frère du président, Mahmoud Karzaï, un des principaux actionnaires. Dexter Filkins affirme : « La corruption, dans ses moindres manifestations, EST (*sic*) l'État afghan[81]. » De sorte que le gouvernement « se nourrit de ses citoyens, plus qu'il ne les sert ». À cela se greffe un autre scandale, celui d'une banque musulmane à prêt sans intérêt, une banque *hawala*, la New Ansari, proie des enquêteurs américains de la Major Crimes Task Force, créée en 2009, et qui dépend du ministère de l'Intérieur afghan : New Ansari transférait des fonds pour des responsables du gouvernement, des chefs taliban et des trafiquants de drogue. Ces coursiers transportaient des millions de dollars en espèces, de l'aéroport de Kaboul à Dubaï. Cet argent

provenait des dons de l'aide internationale, soit 2 milliards et demi de dollars pour 2009. On conçoit que l'organisation internationale Transparency International, qui dénonce les effets de la corruption, ait classé, en 2012, l'Afghanistan parmi les trois pays les plus corrompus, avec la Somalie et la Corée du Nord. Et Dexter Filkins de rapporter ces propos d'un officiel américain, tenant à conserver l'anonymat, lors d'un dîner avec des officiels afghans : « Regardez les taliban. Ils croient en leur cause, ça les nourrit. Vous autres vous n'avez pas de cause. Vous ne croyez en rien. […] Et ces types sont restés sans rien dire, bien calés dans leurs chaises. Ils étaient d'accord avec moi[82]. »

Les taliban savent aussi corrompre grâce à l'argent de la drogue ou utiliser l'arme de la terreur. Sur tel chantier routier par exemple, l'entrepreneur afghan se voit offrir de l'argent s'il embauche quelques ouvriers ou manœuvres liés aux taliban (ou à l'inverse paye un impôt de guerre). Ceux-ci font alors coup double : leurs hommes infiltrés sont un excellent moyen de renseignement et ils peuvent parfois construire des caches pour y placer plus tard des engins explosifs à l'effet dévastateur. Les pots-de-vin constituent une des principales sources de revenus des taliban. L'origine remonte à 2010, lorsque les États-Unis décident de se passer des services des mercenaires de Blackwater en Afghanistan après une affaire de fête trop arrosée et de présence d'une prostituée sur la base d'Armor Group[83]. Une grande partie de la protection des convois américains de carburant, vivres et munitions est alors confiée à des mercenaires locaux, dont Watan Risk Management. Cette entreprise afghane paye les seigneurs de guerre pour le passage sans difficulté des convois, seigneurs de guerre qui financent à leur tour les taliban pour garantir la sécurité. C'est par ce tour de passe-passe que la coalition finit par subventionner les insurgés…

Une forme de révolte, née des bombardements aveugles occasionnant des « dommages collatéraux », incite aussi les Afghans à prendre les armes. Pour eux, comme pour les Irakiens, découvrir des familles décimées par des missiles Hellfire lancés depuis des drones géants, type Predator RQ-1, c'est inverser la notion de terroriste. Celui qui correspond à cette définition est l'homme qui, aux États-Unis, déclenche le feu en maniant un *joystick* sans être sûr de sa cible. Dès lors, à l'inverse des islamo-fascistes mafieux d'Aqmi et consorts n'ayant pu susciter la sympathie parmi les populations

asservies du Nord-Mali en 2012, on comprend comment le mouvement des taliban trouve des sympathies auprès d'une population à qui on explique que l'envahisseur, comme au temps des Soviétiques, écrase la patrie par la terreur venue du ciel.

Autres éléments faisant le jeu de la propagande des taliban par la rancune qu'ils suscitent : les comportements « coloniaux » et « impérialistes » sans cesse dénoncés, y compris par les médias proches du pouvoir de Kaboul. Les coalisés et les Américains surtout, malgré les sirènes de la contre-insurrection et la guimauve de leurs bonnes intentions, sont accusés de se comporter en troupes d'occupation. Outre les nuisances liées aux grandes bases (vols incessants d'hélicoptères et poussière qui accompagne décollages et atterrissages, coups de départ de l'artillerie, convois bruyants toujours prioritaires, vols de drones de surveillance nuit et jour, odeur des déchets et des latrines en été…), cet exemple significatif : à l'état-major de la Task Force Lafayette, sur la base de Nijrab, en Kapisa, C. J., commissaire-capitaine, 2e régiment étranger du génie, se souvient de ce conteneur, plein de denrées périmées, balancé hors de la base par les Américains au vu d'Afghans miséreux[84]. Plus encore qu'au Vietnam, cette vieille terre afghane vit mal cette accumulation de reliefs de la société de consommation, de matériels abandonnés ou jetés. Kaboul est ceinturée d'une pollution de conteneurs vides.

Le déséquilibre des forces

Si les motivations des combattants sont facilement perceptibles, en revanche il est difficile de connaître le nombre des taliban noyés dans la population et dispersés sur le terrain. Sont-ils 4 000 combattants effectifs en 2008 ? Ou 40 000 rompus aux techniques de la guérilla, en mars 2009, selon une estimation de François Hauter, envoyé spécial du *Figaro* à Kaboul[85] ? En outre, faute de structures d'accueil et de logistique, il semble que, sur le modèle des jeunes gens voulant échapper au STO (Service du travail obligatoire) que les maquis français ne pouvaient accueillir en 1943-1944, seuls 10 % des volontaires grossissent les rangs des combattants tous les mois ; l'effectif estimé ne correspondrait donc pas à celui qui pourrait

être mobilisé[86]. Quant aux taliban pakistanais, leur nombre est évalué entre 15 000 et 20 000 hommes armés.

L'Afghanistan présente un cas rare dans l'histoire des luttes contre les guérillas : les troupes de métier occidentales y sont presque en infériorité numérique, si on tient compte de toutes les formes de combattants (soit une partie de la population mâle). C'est une aberration, alors que l'expérience des petites guerres veut que, pour vaincre une guérilla, le rapport des forces doit être au moins de dix contre un. Cette règle essentielle est rappelée par David Galula, un des maîtres ressuscités de la guerre contre-révolutionnaire dévoreuse d'hommes : « L'insurrection est une guerre menée dans un espace à deux dimensions pour le contrôle de la population. Il n'existe ni ligne de front ni zone de refuge. Aucune région, aucune tranche de la population ne peut être longtemps négligée dans le plan d'opération, à moins que la population ne soit capable d'assumer sa propre défense. C'est la raison pour laquelle un rapport des forces de dix ou vingt contre un entre loyalistes et insurgés n'est pas rare dans la phase où l'insurrection se transforme en guérilla[87]. » Deux exemples illustrent fort bien ce propos.

Le premier concerne la guerre d'Algérie. Au plus fort du conflit, lors de la bataille pour la frontière orientale en 1958, l'ALN alignait moins de 40 000 combattants face aux 400 000 hommes des « forces de l'ordre ». Or, paradoxalement, la guerre d'Algérie, défaite politique et désastre moral en raison de l'utilisation de la torture, s'achève sur une victoire militaire acquise à la suite des grandes opérations de 1959-1960. Il faut dire qu'outre le « quadrillage » aux mailles serrées du territoire que pouvait donner un tel effectif, l'emploi de plus en plus important d'Algériens dans les rangs français (soit environ 100 000 hommes en 1959) confirme que la résistance intérieure du FLN/ALN a bien été asphyxiée grâce au verrouillage des frontières par des lignes fortifiées. Compte tenu du relief, ce serait irréalisable en Afghanistan.

Le second exemple est relatif à la récente victoire d'une armée régulière contre un des derniers représentants des mouvements nationalistes liés à une minorité. La fin du mois de mai 2009 voit la victoire des forces armées du Sri Lanka contre les Tigres tamouls. Elle peut constituer un élément de réflexion par les moyens employés – si on fait abstraction du désastre humanitaire des derniers mois où la population civile fut prise entre deux feux (7 000 tués entre janvier et mai 2009[88]). Une forte motivation excluant

toute négociation, des commandants jeunes, de gros bataillons mobiles pour un effectif global de 180 000 hommes bien payés, un renseignement sûr et, surtout, l'utilisation de commandos nomadisant sur les arrières ennemis (pour y semer l'insécurité et couper ses lignes de communication) sont à l'origine de la fin d'une guerre de vingt-cinq ans ayant fait 100 000 victimes. Mais ce modèle n'est pas transposable non plus en Afghanistan vu l'étendue du pays et l'incertitude du nombre exact d'ennemis rencontrés par la FIAS.

Accumulation de forces et appât du gain

Traditionnellement, les Afghans ont le culte des armes. Si les tireurs d'élite utilisent le redoutable fusil Dragonov russe, il s'avère que les taliban sont en partie armés par la coalition. Un audit de la Cour des comptes américaine (Government Accountability Office) démontre qu'à leurs corps défendant, les États-Unis, *via* l'armée afghane, ont aidé l'adversaire. En effet, entre décembre 2004 et juin 2008, sur les 242 000 armes légères fournies par les Américains à l'ANA (y compris mortiers, jumelles de vision nocturne, mitrailleuses et lanceurs de grenades), on perd la trace de 87 000 d'entre elles. Par ailleurs, 135 000 autres armes fournies par l'OTAN à l'armée et la police afghanes ont elles aussi été « égarées »… Le « modèle » des 30 % des armements « perdus » par les Américains en Irak se retrouve en Afghanistan[89]. Le plus inquiétant concerne les recrues qui désertent avec leurs armes pour rejoindre les maquis une fois leur instruction terminée. Combien de soldats de l'ANA n'ont pas été payés et rejoignent par rancune les rangs ennemis ? Les estimations sont de 7 à 12 % des officiers et jusqu'à 34 % des hommes du rang passés dans le camp des taliban jusqu'en novembre 2009[90].

Il n'est pas rare d'entendre, la nuit, des détonations dans les villes sans savoir d'où elles proviennent, comme le décrit le prix Goncourt 2008, l'Afghan Atiq Rahimi dans *Syngué sabour. Pierre de patience*. De plus, dans ce pays farouche perdure un curieux phénomène. Le rejet de l'occupant peut générer une accumulation de forces sur le terrain au moment du combat, sur le modèle napoléonien de concentration des efforts pour emporter la décision. Sans mentionner la date, Pierre Servent relate l'étonnement de soldats américains qui progressent en colonne dans une

vallée supposée amie et ralliée à l'administration Karzaï, dans la province de l'Uruzgan, entre Hérat et Kaboul. Soudain, la colonne est prise à partie par un important groupe de taliban en embuscade. Le combat fait rage, lorsque des paysans des villages voisins se mettent de la partie à l'aide de leurs armes personnelles. Aux membres du service de renseignement américain venus par la suite les interroger, les *maleks* (ou chefs de village) expliquent qu'ils ne pouvaient pas laisser passer une « telle fête » sans y participer directement. C'est ici l'illustration parfaite du proverbe afghan : « Moi contre mon frère ; moi et mon frère contre mon cousin ; moi, mon frère et mon cousin contre l'étranger[91]. » Une des particularités du pays des faucons, où traditionnellement les forgerons pachtouns sont capables de reproduire toutes sortes d'armes d'infanterie, concerne ces combattants occasionnels qu'il est impossible de dénombrer. Ils évoquent étrangement les moussebiline de la guerre d'Algérie, distincts des soldats réguliers de l'ALN. Outre l'observation des mouvements de l'ennemi, le rôle d'agents de liaison, d'exfiltration, de maintien des lignes logistiques et d'accueil, ces moussebiline (jeunes bergers, paysans, retraités…) ont joué un rôle essentiel au bénéfice de l'ALN.

Signe des temps, en Afghanistan, la motivation patriotique s'accompagne aussi d'un élément nouveau, déjà rencontré en Irak, qui suscite les vocations : l'argent, issu des bénéfices de la drogue. Fuyant la misère et la sécheresse catastrophique de 2009, des populations quittent les villages et s'entassent dans les villes. Un *taleb* gagne en moyenne de 300 à 600 dollars par mois, soit trois à cinq fois la solde d'un soldat afghan. Un des conseillers militaires du président Obama, officier gardant l'anonymat mais qui s'est battu en Afghanistan, dit avoir vu des fermiers qui tiraient des roquettes sur une base américaine, non parce qu'ils étaient partisans des taliban, mais tout simplement parce qu'ils avaient besoin d'argent – ils avaient reçu pour cela 200 dollars[92]. Apportant un renfort ponctuel aux combattants, cette pratique est courante, notamment en pays pachtoun. Le colonel Jean-François Martini précise à ce propos devant la Commission de défense de la Chambre des députés : « Nous sommes confrontés à plusieurs types d'insurrections, qui mêlent étroitement délinquants et taliban. Pour dix insurgés, au sens large, on compte deux vrais taliban, convaincus et formés, et huit combattants intermittents ou contractuels qui viennent prêter main-forte contre rétribution ; la participation à la pose d'un IED par

exemple est rémunérée entre 100 et 200 dollars, soit largement plus d'un mois de salaire. Les insurgés, constitués en groupes de 3 à 20 personnes, connaissent parfaitement le terrain qu'ils arpentent pour certains depuis plus de trente ans. Ils nous observent et connaissent bien nos techniques auxquelles ils s'adaptent très rapidement, ce qui nous contraint à des évolutions permanentes[93]. »

Comparaison avec le modèle algérien

Comme le montre Antonio Giustozzi, spécialiste de l'Afghanistan, les taliban ont évolué dans leur conception de la lutte armée, à tel point qu'il emploie le terme de « néo-taliban[94] ». Avant 1996, ils forment une simple milice, mais à la suite de leur prise de pouvoir, ils tentent de s'organiser en armée, avant de revenir à la guérilla après leur défaite de 2001. Un certain nombre de comparaisons peuvent être faites.

Certaines études font allusion aux Farc (Forces armées révolutionnaires colombiennes). Effectivement, comme ces guérilleros, les taliban disposent de grottes, de caches d'armes et de zones de repli dans les pays voisins. On retrouve le même financement de la guerre par l'argent de la drogue. Mais l'idéologie marxiste originelle et le couvert forestier ne peuvent pas être comparés à l'Afghanistan. De plus, les Farc sont en position de repli dans une Colombie devenue enfin démocratique où l'armée progresse en construisant des routes, des écoles et des hôpitaux, en sécurisant les marchés, et en garantissant, par sa présence, une administration non corrompue, plus l'accès à l'emploi tant privé que d'État.

Le *taleb* est, sur bien des aspects, l'héritier, sans le savoir, de son aîné algérien. Les points communs entre les conflits algérien et afghan sont nombreux, malgré un changement d'échelle. Entre 1954 et 1962, la France se bat sur son sol aux frontières verrouillées, dans un conflit de basse intensité sans incidence mondiale. Elle ne reconnaît pas l'état de guerre civile dans les départements algériens. Elle combat pour sa souveraineté. En Afghanistan, sous mandat international, une coalition affronte des insurgés et des terroristes afin de faire reconnaître un gouvernement légal.

Indépendamment de cette différence, dans les deux cas, le combat est asymétrique, opposant une force régulière aux puissants moyens à des adversaires pratiquant le harcèlement et l'embuscade… On retrouve des

similitudes dans l'aspect montagneux, difficile d'accès, et dans la complicité de la population envers les combattants. De même, les bases logistiques de l'ennemi sont en territoire étranger : en Tunisie et au Maroc pour l'ALN, au Pakistan pour les taliban.

Mais, à l'inverse d'un poncif repris par les médias, en Afghanistan, il s'agit d'une guérilla et non d'une insurrection : les taliban n'ont pas repris le combat, ils ont été attaqués et n'ont pas tous rendu les armes en 2001. Sur le plan sémantique, il est intéressant d'analyser le mot « contre-insurrection[95] », déjà employé par les Israéliens dans les territoires occupés[96]. Cette expression tendrait à reconnaître qu'il existe en Afghanistan une insurrection, soit une volonté populaire de rejet de l'étranger armé. Il est donc aléatoire de vouloir « diaboliser » le *taleb*, d'autant qu'il sait parfois se montrer habile, courtois envers ses hôtes journalistes ou même des ennemis blessés, au nom du code de l'honneur pachtoun qui lui enjoint de protéger tout invité, et ce d'autant que celui-ci peut servir sa propagande[97].

Des ennemis ressemblants

Sur le plan tactique, redevenus insaisissables après les leçons de la grande opération dans le massif de Tora Bora, fin 2001, les taliban illustrent ce principe édicté par le commandant Si Azzedine lors de la guerre d'Algérie : il s'agit avant tout de durer en se servant du terrain et des complicités dans la population. « Rien ne sert de mourir, il faut vaincre ou courir[98] », n'engager d'action qu'à la suite d'un renseignement sûr et, après l'embuscade, se disperser pour éviter la poursuite par artillerie, hélicoptère, drone armé ou avion d'appui au sol.

Au vu des images que nous en avons, l'entraînement des taliban et des mercenaires d'Al-Qaida, comme pour l'ALN, traduit un conditionnement communautaire et idéologique, une stricte discipline et l'acquisition de réflexes communs dans l'art du camouflage (y compris dans le non-respect du port de la barbe). La rusticité et l'endurance sont les vertus tactiques nécessaires à toute guérilla. Il faut apprendre à boire et à manger en se contentant de peu et vivre le plus souvent caché, tout en se déplaçant sans cesse. Comme le *djouni*, son équivalent algérien de l'ALN qui savait devenir pierre lors d'une reconnaissance aérienne en se recouvrant de sa

djellaba, le *taleb* porte le *patou* qui le rend, lui aussi, difficilement détectable. Cet ennemi invisible appelé *dukhi* (fantôme) par les Soviétiques est évoqué par le lieutenant-colonel Bruno Troussard, de l'arme des transmissions, en poste à Kaboul en 2008 dans le cadre de la mission *Épidote* pour la formation des officiers de l'ANA : « Il était indécelable, notamment en ville. Et c'est là qu'est la difficulté : il est impossible de faire la différence entre un *bad guy* et un habitant "normal"[99]. » Tireur de précision dans le commando de montagne du 27e BCA en 2008-2009, le caporal F. M. n'a jamais vu de l'adversaire qu'une ombre furtive sachant se servir du moindre couvert et se fondant dans la population[100].

Comme le notait déjà David Galula, « le seul à pouvoir exercer un harcèlement continu sous forme de coups de main dans une guerre révolutionnaire est l'insurgé, puisque seul le loyaliste offre des cibles fixes à son adversaire[101] ». Soviétiques puis Occidentaux, en s'efforçant de maintenir ouverts les axes de communication, offrent autant de cibles à un ennemi manœuvrier et réactif. On peut prendre pour exemple de harcèlement Fort Salerno, base américaine de la province de Khost jouxtant le Pakistan, qui évoque les postes-frontières de la ligne Morice tournée contre la Tunisie pendant la guerre d'Algérie. Toutes les nuits, en 2008, Fort Salerno est plongé dans l'obscurité, mais la garnison des coalisés n'est pas pour autant à l'abri. Ainsi, dans la nuit du 22 juin, une vingtaine de roquettes sont tirées depuis le Pakistan et les collines afghanes avoisinantes. Quatre civils sont tués parmi la population vivant aux abords du camp. La garnison réplique par l'artillerie, y compris en territoire pakistanais[102].

Tout comme les « Viets » ou les « Fells[103] », les taliban investissent la nuit ce que les coalisés pensent tenir le jour. Accompagnant le ministre de la Défense, Hervé Morin, dans sa tournée autour de Kaboul auprès des soldats français fin décembre 2008, Isabelle Lasserre, grand reporter au *Figaro*, note : « La nuit, les taliban passent la crête et descendent de la colline. Ils font pression sur les habitants pour qu'ils s'arrêtent de coopérer avec les militaires français[104]. »

Autre point commun avec les combattants vietnamiens ou algériens, les habitants, soit spontanément, soit encouragés ou payés par les taliban, font disparaître les corps, de sorte qu'il est difficile pour la FIAS de faire un état des pertes de l'adversaire. S'esquisse à ce propos une autre redondance

avec le conflit algérien : pour les forces de la coalition, la distinction entre le terroriste, que l'on veut généralement djihadiste (étranger à la solde d'Al-Qaida), et le maquisard afghan qui vit dans la montagne est pertinente. En outre, si le *taleb* est tué les armes à la main, il doit être rendu dignement à sa famille afin qu'il soit enterré selon la tradition. S'il se rend, il devrait bénéficier, comme le proposait déjà le général de Gaulle en 1958, de la « paix des braves[105] ». On conçoit que les vrais combattants, ceux qui sont au contact et savent distinguer le terroriste de l'ennemi qui prend les armes pour défendre son sol, aient pour les Afghans une certaine estime. Quels que soient les moyens technologiques employés pour le débusquer par drones ou écoutes électroniques, comme le fait observer le général Jean-Louis Georgelin, « nous ne devons pas sous-estimer l'adversaire ! Il trouvera des parades[106] ».

Au combat, l'Afghan pratique une vieille tactique de guérilla, similaire à celle de son prédécesseur algérien ; une tactique remise à l'honneur par le Hezbollah au Liban contre Tsahal à l'été 2006. Il s'agit de n'ouvrir le feu qu'à coup sûr, très près de l'adversaire, pour l'empêcher de se déployer et de se servir de ses armes de soutien type mortiers. Que de points communs entre l'embuscade à courte distance pratiquée par les *djounoud* et les taliban : même dispositif resserré, même volonté d'imbrication avant que l'adversaire n'ait eu le temps de réagir. Parce que ces deux types de guérilleros savent que le ciel a des yeux (Piper d'observation pendant la guerre d'Algérie, drones en Afghanistan), ils se déplacent en petits groupes discrets, souvent de nuit, et se rassemblent au dernier moment pour l'attaque. Comme les *djounoud*, les taliban affectionnent le temps du démontage d'une opération, lorsque, sous le poids de la fatigue, la tension se relâche.

Les taliban pratiquent l'art de l'imbrication, n'hésitant pas à mettre des jeunes ou des femmes devant leurs positions ou pour cacher une manœuvre, sachant que les soldats de l'OTAN sont tenus d'éviter d'ouvrir le feu sur des cibles non identifiées. Sergent au 21e RIMa (régiment d'infanterie de marine), Christophe Tran Van Can, décrit le combat du 30 juillet 2010, près de Tagab, en Kapisa. Son groupe devait se dégager tôt dans la nuit en même temps que la 4e compagnie : « L'imbrication était totale ; les insurgés, nous et la "4", étions tous très proches les uns des autres. Les balles sifflaient très

bas, vraiment très bas au-dessus de nos têtes ! Sifflements, baissement de têtes ! À quelques mètres de notre position, j'ai vu un gamin accroupi dans le champ de maïs[107]. » Même tactique de se mêler aux civils lors d'un repli. La population est aussi mise davantage à contribution que lors de la guerre d'Algérie dans le cas spécifique des déplacements. Aumônier du 2e REP (régiment étranger parachutiste), le père Julien de Pommerol note, début 2010, au sujet des environs de la base de Tora, dans le district de Surobi : « Toujours dans cette zone, il est intéressant de savoir que généralement, quand les taliban se déplacent d'un point A à un point B, ils le font tranquillement, sans armes, donc sans danger qu'on leur tire dessus, puisqu'ils ne sont pas armés, cela pendant que des enfants cavalent derrière avec l'armement et les munitions. Les femmes, comme les enfants, sont aussi mises à contribution, notamment dans le domaine du renseignement, où, en toute impunité, elles observent les effectifs, les véhicules, l'armement et les positions pour rendre compte ensuite et renseigner les taliban[108]. »

Résistant à la soif, utilisant les faibles ressources qu'ils rencontrent, les taliban font dire à un officier français, au lendemain du combat meurtrier d'Uzbin, le 18 août 2008 : « Nous avons touché du doigt une nouvelle réalité. Il est difficile de lutter contre des gens qui mangent des cailloux[109]. » L'histoire se répète. Que de fois avons-nous entendu de la part d'anciens combattants d'Indochine et d'Algérie ce genre de réflexion : « Un Viet se contente par jour d'un bol de riz. Comment voulez-vous lutter contre ces gens-là ! » Même réflexion d'un baroudeur américain, le commandant de l'US Army Jay Smith (qui fut en 2007-2008 un brillant étudiant du master recherche « Histoire militaire comparée, géostratégie, défense et sécurité » de Sciences Po-Aix-en-Provence[110]), qui mena en Afghanistan des opérations « spéciales » de poursuite nocturne. Il reste admiratif de l'« inventivité » et de la force morale et physique de ses adversaires qu'il traquait avec les hommes de sa compagnie, des rangers d'une division reconstituée pour ce temps de guerre. Dans les deux cas, algérien et afghan, il s'agit du combat du pauvre (qui choisit la lutte à moindre coût) contre le riche bardé de technologies, du combat d'un autochtone qui défend son sol natal, bien qu'il y ait une différence : le

patriotisme algérien ne s'encombre pas de luttes tribales ou de différences ethniques une fois éliminés les concurrents messalistes du FLN et mis en avant les redoutables combattants kabyles.

Autre point commun entre *djounoud* et taliban : le sabotage, à distinguer des attentats sanglants. Un des surcoûts de la guerre en Afghanistan provient de l'utilisation de groupes électrogènes pour les bases des coalisés, souvent privés des lignes électriques, mais aussi du téléphone filaire, régulièrement saboté. L'image du combattant algérien coupeur de poteaux électriques et télégraphiques trouve donc une correspondance en terre afghane. Mais les taliban se gardent bien de détruire les pylônes servant aux téléphones portables, parce qu'ils sont eux-mêmes dépendants de ce type de matériel comme moyen de renseignement, de communication et de sabotage.

Toutefois, à la différence de l'ALN, les taliban et les djihadistes ne sont plus constitués en unités pérennes depuis leur défaite de 2001. Cette forme particulière de la guérilla est résumée en ces termes par le lieutenant-colonel Jean-Bruno Despouy, de l'infanterie de marine, qui a passé six mois dans l'est de l'Afghanistan, de fin 2008 à mai 2009 : « Vous pouvez avoir une cinquantaine d'hommes qui arrivent de l'étranger et qui prennent contact pour une opération avec une cellule locale talibane ou du parti d'Hekmatyar. Les insurgés circulent beaucoup. Il n'y a pas d'organisation structurée qui reste en permanence. Les insurgés entretiennent l'insécurité par des opérations de harcèlement, la pose d'engins explosifs, des tirs. Et par une pression sur la population, par la peur, l'interdiction des contacts avec la coalition[111]. »

En effet, la grande différence avec l'ALN est qu'il n'y a pas de commandement structuré et permanent, quoique l'hebdomadaire *Newsweek* prête au mollah Abdul Ghani Baradar, un *taleb* pachtoun de la première heure, une stature de commandant en chef entouré d'un conseil à partir de la fin 2007[112]. L'articulation des divers groupes et la concentration des hommes et des moyens pour une attaque ciblée ou une succession d'attentats échappent encore à la logique des organigrammes de commandement d'une guérilla traditionnelle. S'il existe quelques chefs locaux ainsi qu'un représentant du Comité politique des taliban d'Afghanistan en la personne d'Agha Jan Mutasim, les taliban n'ont pas

encore de figure équivalente à celle qu'était le commandant Massoud pour l'Alliance du Nord lors de la guerre contre les Soviétiques. Depuis son repaire de Quetta, dans le sud-est du Pakistan, où il est protégé par les services secrets pakistanais passés maîtres dans l'art du double jeu, le mollah Omar veut coordonner en 2009 les actions des taliban – attentats-suicides et assassinats surtout –, mais il semble n'être suivi que par le commandant du sud et de l'est de l'Afghanistan, le mollah Zakir. Ce dernier fut un temps détenu à Guantanamo avant d'être relâché à Kaboul en 2007 par le gouvernement Karzaï pour de mystérieuses raisons[113].

L'équipement, l'endurance et l'entraînement des troupes

Tout comme le peuple maigre des djebels algériens, son *alter ego* afghan sait épier et agir. Il est berger ou paysan le jour, combattant la nuit, aguerri par plus de trente ans de luttes. Il se contente d'un RPG-7 antichar ou d'une Kalachnikov. À la différence d'autres guérilleros, les taliban disposent d'un stock d'armes impressionnant datant de l'ère soviétique. Les coalisés détruisent pourtant un grand nombre de caches d'armes contenant munitions de toutes sortes, mines, roquettes… Un autre type de cache est spécifique à ce pays, les *karez* ou canaux d'irrigation dans les vertes vallées de la province de Kapisa. Il s'agit de canaux souterrains qui suppriment les effets de l'évaporation ; on en trouve de semblables en Chine du Nord. Depuis les guerres anglo-afghanes, ces *karez* servent aussi de refuge et de chemin de fuite. Redevenu fantassin très endurant, le *taleb* ne se sert plus des chevaux aptes au *bouzkachi*, le jeu pratiqué par les Ouzbeks qui se disent descendants des hordes de Gengis Khan. En dehors des caravanes de mules utilisées par les seigneurs de guerre pour écouler leur opium, notamment à travers la montagne vers le Tadjikistan, le *taleb* a oublié les « mules américaines[114] ». Il utilise souvent des mobylettes, parfois aussi des pick-up à double cabine qui sont la version locale des Mad Max somaliens, pour monter des coups de main, la nuit, contre des postes tenus par l'ANA.

Un combattant endurant et véloce

Ce sens de l'à-propos – une adaptation constante aux modes de recherche et de combat de la coalition – et cette rusticité contrastent avec les unités de l'OTAN-FIAS. Dans des camps protégés par des *bastion walls* (cylindres grillagés remplis de terre et de béton), les troupes européennes et américaines ne peuvent pas vivre sous les tentes (il peut faire, en plaine, jusqu'à 50 °C) ni dans des éléments préfabriqués sans climatiseur. Il leur faut un minimum de confort (salle de musculation, postes Internet et télévisions, jeux vidéo, bars offrant parfois alcools forts et bières…). Le capitaine Romain, de l'armée de l'air, décrit la Kandahar Air Field (KAF), une véritable ville multinationale de 13 000 habitants, où sont stationnés les avions français. Une cité très américaine, avec ses multiples restaurants (pizzas, hamburgers, glaces…), ses salles de sport, ses masseuses kirghizes, ses magasins, sa police militaire qui vérifie à l'aide de radars que les véhicules ne roulent pas à plus de 16 km/h… Mais, en guise de rappels de la réalité afghane : les tirs de roquettes et parfois, en geste de défi, de RPG-7 partis de la montagne, qui saluent, bien que hors de portée, maints décollages…

Le *taleb*, lui, est aux antipodes de la guerre version *American way of life*. Un soldat français témoigne : « Ce sont d'excellents combattants qui maîtrisent le terrain. Ils sont maigres, affûtés, rapides, capables de monter un col de 3 000 mètres à sept kilomètres à l'heure en traînant un blessé[115]. » Ce sont les vertus de tout guérillero montagnard, dont les Kabyles étaient l'archétype. En Algérie, combattants au jarret sec, les *djounoud*, habitués dès leur jeune âge à « crapahuter » dans la montagne, avaient une endurance à toute épreuve, susceptibles d'en remontrer aux meilleurs des commandos et des bataillons de parachutistes de l'armée française. En mettant en place un bouclage afin de capturer les auteurs d'une embuscade, les « forces de l'ordre » partaient du principe qu'en relief accidenté une troupe armée qui se repliait pouvait tout au plus effectuer, à marche forcée, un parcours d'une vingtaine de kilomètres en quelques heures. À plusieurs reprises dans son témoignage clé, le commandant Si Azzedine – il est vrai à la tête d'une unité d'élite – explique que s'il a pu tant de fois échapper aux pinces qui se refermaient sur sa route de repli supposé, c'est que ses hommes étaient capables d'effectuer cinq à dix kilomètres de plus par jour

qu'une troupe européenne[116]. Des taliban détiennent, sans le savoir, le record de marche opérationnelle en montagne : soit 60 kilomètres par jour, équivalent à 600 kilomètres en 12 jours en tenant compte des repos par une nouvelle technique de marche d'endurance, c'est-à-dire inspirer tous les trois pas et expirer de même.

Les pachydermes de la coalition

En Afghanistan, les troupes de la coalition sont incapables de relever un tel défi. Chaque combattant supporte en effet une charge, arme comprise, de 30 à 50 kg[117], ce qui donne une vitesse, au mieux, de 4 km/h en terrain plat sur de faibles distances sitôt le VAB de protection quitté. Les paras colos, marsouins (fantassins de marine) et chasseurs alpins engagés en Kapisa en 2008-2009, portent 30 à 40 kg en moyenne, dont 17 pour le seul gilet pare-éclats. Dans le feu de l'action, ce poids constitue un handicap certain, même s'il protège du feu ennemi. Christophe Tran Van Can décrit près de Tagab, le 2 juillet 2010, un combat où il est obligé de dégager son groupe par la tactique de la boule de feu (se servir de toutes les armes disponibles en feu continu) et de se replier à couvert : « Puis nous avons couru, couru. C'est long 50 mètres avec le Ciras (gilet pare-balles) et à découvert. Nous sommes arrivés essoufflés comme des bœufs ! Un vrai feu d'artifice[118]. » En outre, afin d'assurer leur autonomie en « reco » (reconnaissance), les membres des commandos de ces unités sont encore alourdis par un sac à dos contenant de l'eau potable, un équipement d'observation et des suppléments en rations et en munitions.

Cette course à la multifonction et à la précision des armes, ainsi qu'à la protection, a des effets pervers et porte atteinte à l'efficacité du combattant occidental dans la poursuite. Des soldats chargés comme des mulets ont les plus grandes difficultés à inscrire leur action dans la durée, car celle-ci implique vélocité, discrétion et endurance. Comme dans bien d'autres conflits, quand on refuse de s'adapter aux rudes contingences du terrain en négligeant l'adversaire, sans l'aide des véhicules blindés d'infanterie et des hélicoptères, tout en redoutant les pertes, la manœuvre devient trop lente sur le plan tactique. Ce qui laisse tout le temps à l'ennemi de s'égailler dans la nature.

Pachydermes trop lourds, du fait de la multiplication des protections corporelles et parce que le prix de la vie le réclame de nos jours, les fantassins modernes évoquent, sans la monture, les forteresses qu'étaient les chevaliers de la fin du Moyen Âge. Les règlements concernant l'équipement des fantassins, les rajouts individuels qui aident aussi à lutter contre le stress, sont en contradiction avec la sacro-sainte règle de la charge qui ne doit pas être supérieure à plus du tiers du poids de l'homme. Et ce depuis les acquis de la légion romaine jusqu'à la guerre d'Algérie. Les premiers renforts de troupes venus des forces françaises d'occupation en Allemagne ou de métropole y arrivèrent avec casques lourds et guêtres blanches, et divers *impedimenta* qui les rendaient peu mobiles et fort peu discrètes. Au fur et à mesure que dura le conflit, les troupes dites de réserve générale, dont les 10e et 25e divisions parachutistes, furent de plus en plus légères dans leurs équipements au moment du combat, ce qui est l'inverse pour l'Afghanistan par essai de matériels de plus en plus sophistiqués, multifonctions et donc lourds et encombrants. Que l'on se souvienne des ordres du colonel Bigeard à ses hommes du 3e régiment de parachutistes coloniaux dans la poursuite : être le plus véloce possible pour rattraper l'adversaire, en laissant sacs et rations sur place.

Légèreté ne veut pas dire vulnérabilité. L'art du camouflage, la pratique de l'embuscade de nuit sont des garanties de survie. La rusticité de petites troupes, capables de vivre plusieurs jours en « nomadisant » sur les arrières ennemis, de monter des embuscades et de suivre à la trace l'adversaire dans la plus grande discrétion, a aussi été illustrée par les célèbres commandos de chasse de la guerre d'Algérie qui connurent leur apogée entre 1959 et 1961, à la suite du plan Challe. La troupe sans doute la plus performante de cette guerre parmi les unités de réserve générale toujours au contact de l'ennemi, quand on fait le ratio effectif/engagement sur le long terme/nombre de tués, est représentée par les cinq commandos parachutistes de l'air, soit 1 300 hommes à effectif constant déployés pendant cinq ans et déplorant seulement 80 tués[119]. L'entraînement intensif de ces appelés volontaires pour les paras était des plus draconiens. Comme dans les forces spéciales actuelles, il transformait les hommes en machines de guerre d'une même famille militaire, où chacun était sûr des réflexes de son voisin, tout en maîtrisant la discipline de feu, le manque de sommeil, sans oublier la

pratique du combat de nuit, les épuisantes marches commando en étant le plus léger possible, l'habitude de vivre dans ce pays en buvant la même eau que les « Fells » (ou en la désinfectant à l'aide d'une pastille spéciale) et en sachant se contenter de quelques boîtes de conserve, figues ou dattes…

C'est en ce sens que se pose le problème récurrent du manque de transmission des savoir-faire, dès lors que, dans la formation des cadres, on méprise l'histoire militaire parce que l'on croit que de nouveaux matériels résolvent tout et que l'on est plus intelligent que la génération qui a précédé. De nos jours, il est par exemple surprenant de constater que les armées modernes reconduisent le modèle antique de l'infanterie lourde sur le type des phalanges grecques. Et ce, en oubliant l'histoire des troupes légèrement équipées comme les hypaspistes, fantassins légers d'Alexandre le Grand. Ces derniers étaient capables de se transformer, dans ces mêmes reliefs afghans, en troupes de montagne aptes à l'escalade, comme lors de la prise du nid d'aigle tenu par les derniers fidèles du satrape Arimazès, en 328 avant J.-C.[120]. Cette nécessité d'adaptation devrait être la règle commune en Afghanistan, comme le fait remarquer un spécialiste de la guerre psychologique, François Géré, président de l'Institut français d'analyse stratégique : « Il serait pertinent d'"afghaniser" la sécurité du pays, en créant des forces entraînées conformément au savoir des combattants afghans[121]. » Là encore, l'histoire militaire pourrait rappeler le sens de l'humilité aux armées modernes qui croient avoir tout inventé, en méditant cette maxime du colonel Thomas Edward Lawrence extraite des *Sept Piliers de la sagesse* : « Avec deux mille ans d'exemples derrière nous, nous n'avons pas d'excuse, quand nous nous battons, si nous nous battons mal. » Ce maître de l'action indirecte, des raids en profondeur, qui comparait la guérilla aux opérations navales fondées sur la vitesse, le don d'ubiquité et l'autonomie d'unités sachant se servir de l'espace, insistait sur l'impératif de mobilité, garant de l'initiative sur le terrain.

L'insurgé innovant

Ce combattant qui défie des troupes d'élite sait se servir des difficultés du terrain. La guerre en montagne annule en partie la supériorité technologique du fort. Comme en Irak ou au Liban[122], selon Jean-Marc Balencie et Arnaud de La Grange, le faible ne cesse d'abuser son puissant

adversaire, en refusant ses méthodes de combat par une « résistance molle » aux multiples facettes[123]. Cette absence de front est une variante des petites guerres. Celle de la quatrième génération des combats asymétriques en est le dernier avatar.

Les armes

Le faible dispose de moyens technologiques qui diminuent en partie l'écrasante supériorité adverse. Lors de la lutte contre les Soviétiques, la CIA avait fourni aux moudjahidine environ 2 500 missiles portables Stinger sol-air[124] contre les hélicoptères et les avions volant à basse altitude. Rachetés ensuite par les services secrets américains aux moudjahidine, 200 à 300 Stinger seraient peut-être restés en Afghanistan.

En Afghanistan, c'est aussi le temps du « bricolage explosif », comme ces roquettes rustiques tirées sur des camps de la FIAS. Dans son combat asymétrique, le combattant afghan utilise des armes peu onéreuses. Une simple balle d'AK-47 coûtant quelques cents élimine en une fraction de seconde un officier américain dont la formation sur dix ou quinze ans représente un coût d'environ 500 000 dollars[125]… L'équipement et l'armement standard d'un GI ou d'un marine sont estimés, en 2007, à 25 000 dollars, soit quatre fois plus qu'en 2000, indication de la croissance exponentielle des coûts d'équipement et de maintenance des armées occidentales[126] ! En 2009, un GI en Afghanistan coûte annuellement entre 500 000 à 1 000 000 de dollars et, selon le ministère de la Défense, un soldat français environ 140 000 euros par an.

La guerre de l'information

Rarement évoqué par les médias, un autre aspect de ce combattant inattendu concerne non seulement l'arme de la propagande, mais aussi la maîtrise et la manipulation de l'information. Mondialisation oblige, toutes les sources sont utilisées pour transmettre un message du mollah Omar ou du chef d'Al-Qaida, dénoncer les bavures et « dommages collatéraux » dus aux coalisés et accuser de traîtrise et d'impiété les forces afghanes. Taliban et djihadistes savent se servir des médias pour leurs actions spectaculaires, comme les attaques de convois de l'OTAN. Cette médiatisation est aussi

illustrée par des sociétés de production d'images, telle As-Sahab, qui dépend d'Al-Qaida et approvisionne les grands *networks* occidentaux[127]. Sur le Net, Al-Qaida dispose d'un « e-journal », *Sada al-Malahim*, qui donne toutes sortes de conseils, notamment sur les techniques d'interrogation des détenus par les services spéciaux américains.

Si tous les insurgés, dans un pays pauvre comme l'Afghanistan, n'ont pas d'ordinateur portable et d'appareils numériques avec lesquels ils pourraient communiquer en temps réel, la multiplication des attentats sert leur cause par journaux, télévisions ou radios interposés. En ce sens, la surinformation délivrée par les médias occidentaux (pour cause de censure et de difficultés d'accès) concernant ce qui se produit à Kaboul où se trouvent les envoyés spéciaux des télévisions et des périodiques fait oublier ce qui se passe réellement dans la montagne afghane. Pour des raisons évidentes de sécurité, la guerre de l'information est une réalité et les nouvelles du *bled* parviennent de façon décalée. Autre preuve qu'il s'agit bien d'un conflit majeur, la guerre psychologique des communiqués reprend ses droits. De sorte que l'on sait à la fois beaucoup et très peu de la réalité du conflit sur le terrain. Pour cacher à l'opinion que la guerre continue, celle-ci devient souterraine, sans images, sans témoins (leçon bien apprise par les Français lors de la guerre à huis clos au Mali en janvier-février 2013).

Pour le commandement américain, puis l'OTAN, il s'agit d'éviter les erreurs du Vietnam où la guerre était vécue au quotidien, tous les soirs au journal télévisé de 20 heures, ou le phénomène CNN, lors du premier conflit du Golfe de janvier à mars 1991, montrant la guerre en direct. Autre leçon des deux guerres du Golfe : verrouiller l'information en accréditant des journalistes à qui l'on montre ce qu'on veut. Les coalisés ont rapidement compris la logique de la guerre de la quatrième génération, où il s'agit avant tout pour l'adversaire d'être vu, car le dernier quart d'heure appartiendra à celui qui aura le mieux utilisé les médias afin de fortifier la légitimité de son combat auprès de l'enjeu majeur du conflit : la population. Cette guerre marque la volonté de chaperonner les journalistes accrédités à suivre les opérations, ce qui est précisément le rôle d'une demi-douzaine d'officiers français de la cellule communication de l'armée de terre française depuis avril 2009[128].

Mais les médias occidentaux eux-mêmes, qui donnent de l'écho aux cassettes préenregistrées de Ben Laden, font le jeu des terroristes en soulignant son impunité. Et ce d'autant plus facilement que, niant toute forme de démocratie, le *taleb* ou le djihadiste n'a de compte à rendre ni devant un parlement ni devant une opinion publique. L'écran de l'ordinateur portable est presque un nouveau front, comme celui du blogueur en treillis qui donne de ses nouvelles à ses amis sur le réseau Facebook, sans se rendre compte que l'ennemi peut se servir de ces informations. Comme le note le stratège d'origine australienne David Kilcullen, « en termes militaires, l'information est pour Al-Qaida le principal effort et pour nous un effort d'appui[129] ». Les réseaux d'Internet donnent quasiment en temps réel les nouvelles du « front » lorsque l'adversaire islamique dispose de films vidéo à la suite d'un combat ou lors d'attentats spectaculaires, selon le principe nouveau du « combat caméra » destiné à donner la preuve par l'image. C'est l'application de la révolution d'Internet, et surtout de la version Web 2.0 et ses immenses capacités de communication, qui permet à tout groupe terroriste de disposer de blogs, parfois même individuels, de multiplier les sources d'information dans un environnement chaotique[130]. Ces sources sont aussi un enjeu au sens où l'on cherche à se servir des témoignages et des images pour dénigrer l'adversaire et l'intoxiquer.

De plus, par médias interposés, l'ennemi sait se poser en victime. Il motive ses combattants par le passage en boucle d'images significatives, en se servant par exemple des exactions israéliennes en Palestine ou du scandale d'Abou Ghraib en Irak… Les enlèvements, les méthodes de la CIA et la torture exercée sur des ennemis non reconnus (prétendument affiliés à des « terroristes ») dans diverses prisons (dont celle de Bagram, en Afghanistan) conduisent au syndrome de Guantanamo. Un syndrome qui a mis les États-Unis de George Bush au ban des nations, tandis que le président Obama, s'il est parvenu à interdire toute forme de torture physique, n'a toujours pas tenu ses promesses de fermeture de cette prison de non-droit. Les révélations se succèdent quant aux méthodes employées par la CIA. Outre le *waterboarding*, version américaine du supplice de la baignoire révélée en décembre 2008, une autre forme de torture a été pratiquée, inspirée indirectement par *L'Aveu* d'Artur London[131] : soumettre

à une très vive lumière et à du hard-rock poussé à fond pendant seize ou vingt heures des détenus dans diverses prisons hors du territoire américain.

À l'inverse de ce que l'opération *Tempête du désert* avait pu faire en janvier-avril 1991, lors de la guerre du Golfe, sur fond de mondialisation, il n'a jamais été possible pour l'OTAN de rendre sourd et aveugle son adversaire à l'heure du portable, d'Internet et des micro-ordinateurs. Les taliban de la région de Ghazni sont équipés de télévisions par satellite et commentent l'actualité, trouvant, par exemple, dans l'offensive de Tsahal dans Gaza, en janvier 2009, une nouvelle occasion de renforcer la guerre sainte contre les États-Unis, soutien traditionnel des Israéliens[132]. Le faible dispose en Afghanistan de matériels sophistiqués capables de mettre sous écoute des conversations des téléphones portables ou satellitaires. D'où le programme lancé par l'US Air Force depuis novembre 2008, le « Champ » (*counter-electronics high power microwave advanced missile project*) : à partir d'un missile, il est capable de « griller » les circuits électroniques adverses[133]. Une des supériorités du fort (Américains et Français étant seuls capables de maîtriser de telles techniques) demeure aussi le renseignement donné par des satellites à très haute résolution. Par temps clair, ils permettent de localiser une cache d'armes ou le repaire d'un chef d'Al-Qaida et de guider ensuite le missile tiré d'un drone ou la bombe larguée d'un avion, tout en donnant aux troupes au sol, avant une opération, l'image en trois dimensions du relief et l'emplacement supposé d'une arme automatique, d'un mortier ou d'un lieu propice à l'embuscade.

Mais cette supériorité technologique pêche par défaut de renseignement humain, dans lequel excellent les taliban. Ils disposent d'agents infiltrés dans tous les ministères et se jouent des services de sécurité, y compris pour des personnalités aussi protégées que l'ex-président Rabbani. Le 20 septembre 2011, les taliban assassinent, de nuit, à la bombe, à son domicile, Burhanuddin Rabbani, en compagnie de plusieurs autres personnalités afghanes. Or Rabbani, ancien de l'Alliance du Nord, était président du Haut-Conseil pour la Paix mis en place par Karzaï. Ce dernier, quelques jours plus tard, échappe à une tentative d'assassinat. Dans les zones qu'ils ne contrôlent pas encore, les taliban distribuent des « lettres nocturnes » informant la population des agissements des coalisés, lui demandant de ne pas suivre les directives de l'administration de Kaboul. De

sorte que pour le mollah Omar, la quête et le partage de l'information constituent la tâche la plus importante contre les occupants[134].

Les attentats-suicides

Si cette guerre souterraine est peu évoquée – tout comme les cyber-attaques dont on ne sait encore rien –, c'est qu'une autre forme de lutte étonne. Il s'agit d'une arme imprévisible et meurtrière que le conflit algérien ignorait : les « bombes humaines ». Elles entretiennent une peur endémique parmi les troupes de la coalition. Que peut cacher une burqa ? Comme il est souvent interdit de fouiller les femmes, comment savoir combien de ces silhouettes courbées et grillagées qui traversent Kaboul ou Kalat sont réellement féminines ?

En fait, cette arme n'est pas si nouvelle que cela : en mars 1968, pour la première fois, en Jordanie, l'armée israélienne fut mise en échec lors de la bataille de Karameh où des Palestiniens du Fatah se précipitèrent contre des blindés, la ceinture bourrée d'explosifs. Mais cette bravoure désespérée, auréolée du sceau du martyre, utilisée aussi par les Iraniens lors de la guerre Irak-Iran entre 1980 et 1988, est inconnue en Afghanistan jusqu'aux années 2000. Elle y est importée à la fois de Tchétchénie, de Palestine et d'Irak par l'entremise d'Al-Qaida, qui joue à ce propos son rôle d'école du terrorisme.

La multiplication des attentats dont sont victimes les civils afghans a un effet pervers : s'ils existent, c'est à cause de la présence d'occupants étrangers, argument supplémentaire pour éloigner la population de tout contact avec les soldats de la FIAS. À l'inverse de ses prédécesseurs et sur le modèle irakien, le guerrier de l'Apocalypse considère le terrorisme non comme un accessoire, mais comme le cœur même de la guerre. Il faut dire que l'islam, depuis le 11 septembre 2001, est traversé par un courant millénariste, antisioniste et antioccidental annonçant la fin des temps et la venue de l'Antéchrist, de l'Imam caché et autre Mahdi[135]. Hors de toute norme occidentale, comme le montre Hélène L'Heuillet, le kamikaze défie par les moyens les plus radicaux l'ordre politique, social et économique mondial défendu par les États-Unis[136], au mépris absolu de la vie, même celle des innocents. Le 7 novembre 2007, dans la province de Baghlan, au cœur de l'Hindou Kouch, un attentat-suicide dans une raffinerie de sucre fait 80 morts, dont 59 enfants. L'autre n'est plus qu'un objet à détruire, au

nom de la guerre sainte contre les impies occupant le sol sacré de l'islam. C'est la version religieuse du totalitarisme dans sa forme la plus extrême.

Comme dans les territoires occupés par Israël ou en Irak, les candidats à ce type d'action extrême, l'attentat-suicide, sont de diverses origines : élèves d'une école coranique soumis à une propagande intense ; cadets de familles miséreuses qui désirent offrir, par leur sacrifice, un petit pécule à leurs proches ; membres de professions diverses voulant laver une humiliation par la vengeance aveugle, comme le montrent l'héroïne arabe israélienne de *L'Attentat*, de Yasmina Khadra, et les jeunes bédouins de son autre roman à succès, *Les Sirènes de Bagdad*… Selon une source américaine qui fait référence à des écoutes radio, une somme de 11 000 dollars serait versée par Al-Qaida à toute famille afghane ou pakistanaise ayant un candidat à ce type d'action. On compterait parmi eux des cancéreux, des malades ou des accros à l'héroïne[137].

Ces kamikazes sont parfois victimes de leur jeunesse et de leur inexpérience, malgré un entraînement sommaire et un bourrage de crâne nécessaire à ce genre d'action devant conduire directement au paradis d'Allah. Parfois, des enfants sont recrutés[138]. Le lieutenant-colonel Gérald Lacoste a été témoin, en mars 2007, du décès d'un jeune Afghan sur l'esplanade de la grande mosquée de Mazar-e Charif : il est mort seul, sans faire de victime ; sans doute a-t-il déclenché trop tôt le dispositif de mise à feu de sa ceinture explosive.

Depuis les six premiers attentats en 2004 et la centaine perpétrée en 2006 (faisant 210 victimes civiles et militaires), ces *suicide bombers* intervenant en plein jour et en ville témoignent d'une des spécificités de l'Afghanistan après l'Irak. Le nombre des attentats-suicides ne cesse d'augmenter : 160 en 2007 (pour 1 730 tués[139]), 12 attaques majeures dans et autour de Kaboul en 2008, et 4 000 personnes tuées. Soit une augmentation d'environ 30 % sur un an. Le sommet est atteint en 2011, par une progression de 40 % de ce type d'attaque.

En réponse à la volonté de l'administration Obama de renforcer la FIAS, les attaques coordonnées du 11 février 2009 dans la capitale afghane montrent non seulement l'impunité des taliban faisant régner la terreur – comme à Alger pour le FLN, fin 1956, ou pour le Viêt-Minh lors de l'offensive du Têt en janvier 1968 – mais aussi leur capacité à innover. En effet, ce jour-là, sur le type des attentats de Mumbai, en Inde, un commando

de huit hommes investit la ville forteresse pourtant placée sous haute sécurité. Ils sont dotés d'armes automatiques et de ceintures individuelles bourrées d'explosifs. Symbole du rejet de toute modernité, les ministères de la Justice et de l'Éducation sont visés, tout comme l'immeuble de l'administration pénitentiaire afin de protester contre les rudes conditions de détention de taliban faits prisonniers. Le bilan évoque Bagdad aux pires moments des attaques-suicides : 26 tués et 54 blessés, tous afghans. Un des attaquants parlait ourdou, une des langues du Pakistan, sans doute une nouvelle preuve que les taliban reçoivent un soutien actif d'Al-Qaida[140]. Si les taliban revendiquent ces attentats, les réseaux de cette organisation terroriste semblent toujours en place à Kaboul. En janvier 2008, le sanglant attentat de l'hôtel cinq-étoiles Serena (8 tués, dont 3 étrangers) avait été imputé à Al-Qaida[141]. Dans les quatre années qui suivent, la capitale est régulièrement la cible d'attentats-suicides. Même si elle n'est pas permanente, l'insécurité se généralise dans la capitale : pour la seule journée du 31 mars 2009, il n'y eut pas moins de 77 morts[142]. Outre le carnage du 25 juin 2011, au sud de Kaboul, où 60 personnes sont victimes d'un attentat-suicide à la voiture piégée qui visait un hôpital construit par la coalition, l'attaque du 29 octobre 2011 est aussi révélatrice du culot des insurgés qui n'hésitent pas à s'en prendre à un véhicule d'ordinaire très protégé. Ce jour-là, un bus blindé américain à Kaboul est abordé par un véhicule-suicide : 11 Américains, 1 Canadien, 4 Afghans sont tués. Jamais, depuis le début de l'intervention occidentale en Afghanistan, autant d'Américains n'avaient été tués lors d'une attaque dans la capitale.

Une insécurité permanente

Comme en Irak, au Liban, au Pakistan ou dans la bande de Gaza, cet « insurgé innovant », pour reprendre l'expression de Jean-Marc Balencie et Arnaud de La Grange, pratique la technique des enlèvements médiatisés. Sur le modèle du Hamas envers le soldat franco-israélien Chahid, les taliban enlèvent un GI dans l'est du pays le 30 juin 2009. Le 18 juillet, ils diffusent une vidéo sur Internet montrant cet homme de 23 ans, originaire de l'Idaho, déprimé, appelant au retrait d'Afghanistan. Il affirme que les soldats américains se suicident ou désertent et il se dit prêt à se convertir à l'islam[143]. La technique de l'enlèvement constitue un fonds de commerce

pour les taliban. Si, le 25 juillet 2011, un autre soldat américain est enlevé au sud de Kaboul, des fonctionnaires et des membres des forces de sécurité afghanes sont régulièrement kidnappés. Ainsi, le 28 mars 2011, l'immeuble du gouvernement local et le commissariat de police du district de Waygal, dans le Nouristan, sont attaqués de nuit. Les deux bâtiments sont pillés et 13 officiers de police enlevés.

Nul n'est à l'abri de ce genre de mésaventure depuis le coup de force spectaculaire du 19 juillet 2007 dont sont victimes 19 Sud-Coréens évangélistes travaillant sur une grande route ; deux sont tués, les autres libérés. Les humanitaires sont plus particulièrement visés, du fait de la caisse de résonance mondiale qu'ils représentent, mais aussi en raison des gains espérés par des groupes mafieux que l'on distingue parfois mal des taliban. En 2007, 89 d'entre eux sont kidnappés, 40 sont tués et 40 convois humanitaires sont attaqués[144]. Fin 2008, un humanitaire français est à son tour enlevé. Le 8 août 2011, six ophtalmologues membres d'une ONG, accusés par les taliban d'être des « espions » et des « missionnaires chrétiens », sont assassinés dans le nord-est de l'Afghanistan.

Ce fonds de commerce du terrorisme concerne aussi les journalistes (affaire de l'enlèvement d'Hervé Ghesquière et de Stéphane Taponier en 2010-2011) et a pour résultat l'arrivée à Kaboul de sociétés de mercenaires déjà présentes à Bagdad. Paravant – filiale de la grande firme américano-sud-africaine Blackwater – protège les personnalités, tout comme Armor Group et la Britannique Aegis qui emploie, elle aussi, des paramilitaires[145]. À en croire l'envoyé spécial du *Figaro*, François Hauter, en avril 2009, Kaboul prend l'allure d'un camp retranché où les communautés s'ignorent. Les étrangers, invisibles derrière leurs murs de béton, n'ont que de très rares contacts avec la population. Les ambassades disparaissent derrière de hautes murailles aux murs épais. Les villas « sécurisées » de Wazir Akbar Khan Areer, le quartier des VIP, sont protégées par des milliers de policiers et de soldats afghans, mais aussi par 15 000 mercenaires.

Si les nantis, moyennant finances, parviennent à se protéger, les Afghans, eux, sont pris entre deux feux, celui de la FIAS et celui des taliban : en 2010, on déplore 10 000 morts en Afghanistan, dont 20 % de civils[146]. Les assassinats ne cessent de progresser : 45 % de plus entre avril 2009 et avril 2010 et, dans le Helmand, la guerre est la cause de la mort de 332 enfants[147].

Les Afghans sont souvent victimes de la terreur pratiquée par les taliban. Ce degré ultime de l'insécurité peut être illustré de maints exemples, dont la décapitation de policiers ou de simples civils accusés de « collaborer » avec l'occupant. Le 10 juillet 2011, dans la province de Farah (ouest de l'Afghanistan) sur 28 démineurs afghans enlevés, 7 sont décapités. Tous travaillaient pour l'ONG afghane Agence de déminage pour l'Afghanistan. L'année 2012 voit se multiplier les attentats sanglants contre des bus ou des réunions d'Afghans qui travaillent pour la coalition. Le 7 août, par exemple, deux attentats simultanés font 9 morts et 3 blessés par une mine qui explose sous un minibus et 17 autres Afghans sont blessés devant une base de l'OTAN, près de Kaboul, où ils venaient travailler.

L'objectif des combattants

Pour les islamistes, c'est moins la victoire par les armes qui est recherchée que la volonté d'humilier l'adversaire occidental impie, comme si la guerre était le prolongement de la religion par d'autres moyens. Un succès moral devant conduire au triomphe de la vraie foi et, pour les taliban, à la reconquête de l'Afghanistan face à une FIAS découragée. Il s'agit bien d'un combat asymétrique sur le long terme, sans victoire militaire à la Diên Biên Phu. C'est une nouvelle forme d'opération de déception : épuiser l'adversaire par une lutte longue qui le ruine financièrement pour des résultats aléatoires.

En bref, en se servant de la mondialisation, les combattants islamistes font comprendre au bout du compte que la poursuite d'une guerre vaine et trop coûteuse contraindra l'Occident à jeter l'éponge, comme les Israéliens sont repartis chez eux, têtes basses, sans avoir détruit le Hezbollah en août 2006. Que peut donc faire la puissance militaire seule devant ce conflit de quatrième génération ? Déjà, les tenants du rejet du modèle occidental, telles les figures de proue du président iranien Ahmadinejad ou du chef du Hezbollah Hassan Nasrallah, se sont engouffrés dans les champs laissés en friche par la fin de la guerre froide en prônant l'anti-impérialisme, l'anticolonialisme, tout en soulignant le clivage Nord-Sud[148]. Comble d'ironie, sans le savoir, l'« insurgé innovant » applique un des préceptes de Clausewitz : la stratégie de contournement des moyens de l'adversaire qui pensait, par la technologie, mener une guerre courte. Comme le note le

directeur du Collège interarmées de défense, le général Vincent Desportes, face aux nouveaux enjeux, « les crises d'aujourd'hui nous font prendre conscience qu'une accumulation de puissance technique peut bien n'être qu'une accumulation d'impuissance politique si l'on ne perçoit pas que les conditions d'emploi de la force militaire ont évolué[149] ». Et de rappeler qu'en ce sens le conflit asymétrique demeure le fait majeur de ce début du XXIe siècle. Le général Jean-Louis Georgelin perçoit cette montée en puissance : « La réalité des conflits asymétriques, c'est qu'on bascule désormais instantanément de la basse intensité à la haute intensité, et à l'extrême violence[150]. » Le défi des taliban n'est plus de vaincre, mais de faire comprendre aux coalisés en Afghanistan l'inutilité de la poursuite de leur combat. Possédant toujours un temps d'avance sur le fort, s'adaptant aux circonstances, le faible ne cherche plus alors à détruire son ennemi par les armes seules. Se jouant de la haute technologie occidentale, il use de sa capacité de nuisance sans cesse renouvelée pour obliger son adversaire à s'avouer vaincu.

L'arme des IED, ou la guerre des mines

Cette nouvelle menace est incarnée par les IED (*improvised explosive devices*) ou engins explosifs improvisés (EEI) – l'acronyme IED, plus facile à prononcer, l'emporte dans le langage courant sur celui d'EEI. Née en Irak, une autre appellation, *roadside bombs*, illustre « l'asymétrie qui fait de l'insurgé en guenilles le *challenger* du soldat moderne[151] ».

Cette arme est bien la dissuasion du pauvre. Ses effets sont dévastateurs : polycriblage du visage, organes internes détruits par l'effet de blast (souffle de l'explosion), état de choc… Le colonel de réserve François Schewin, chirurgien-dentiste en poste au groupe médico-chirurgical du camp de Warehouse en mai-juin 2009, possède des photos de corps amputés (Afghans et soldats de l'OTAN), de mâchoires fracassées, de soldats aux « gueules cassées » par les IED, qui reçoivent en Afghanistan les premiers soins avant d'être évacués par avions Falcon vers les hôpitaux militaires européens[152]. Cette guerre sans nom prend parfois des allures de 14-18 quant aux terribles blessures des corps…

Un exemple significatif illustre ce retour de la guerre des mines sur le modèle algérien[153], où l'ennemi est capable de surprendre des spécialistes du déminage. Le jeudi 20 novembre 2008, à Darulaman, à une dizaine de kilomètres au sud de Kaboul, deux adjudants du 3e régiment du génie, de Charleville-Mézières, membres d'une OMLT se rendent sur un terrain de manœuvre pour former des hommes du 2e kandak (bataillon) de la 1re division afghane. Un IED saute : l'un est tué, l'autre est grièvement blessé aux jambes[154]. Comme toutes les guerres, le conflit afghan génère des blessures morales et psychiques. Le sergent-chef des forces spéciales américaines Adam R. précise : « Maintenant, je comprends la guerre. C'est effrayant. Le stress vous enveloppe comme une couverture[155]. » Le ministère de la Défense allemand donne des chiffres concernant des soldats atteints de traumatismes post-combat : 55 en 2006, 130 l'année suivante et 230 en 2008[156]. Certes, la Bundeswehr découvre pour la première fois le feu, mais ce dernier nombre a de quoi inquiéter : pour un contingent alors d'environ 3 500 hommes, il représente 6,57 % de l'effectif engagé, traduisant par là même la fragilité du combattant occidental dans ce conflit hors normes. Le Pentagone, quant à lui, reconnaît une augmentation du taux de suicide parmi ceux qui rentrent d'Afghanistan et le total des traumatismes post-combat et des divers troubles psychologiques concerne 70 000 vétérans[157]. Les Français, depuis 2004, ont créé la Cellule d'intervention et de soutien psychologique de l'armée de terre (Cispat), prenant en charge les soldats dès leur retour en métropole, comme c'est le cas après les rudes combats de 2008 pour les personnels atteints de troubles psychiques[158].

Les outils de la guerre psychologique du « pauvre »

Dans un premier temps, les IED afghans relèvent de l'artisanat, comme ces plateaux à pression explosifs dont le dessus est composé de lames de scie enfouies à cinq centimètres dans le sol d'une piste. On trouve également des poubelles ou des cocottes-minute, des marmites remplies de poudre, de clous, de vis… Contre les Soviétiques déjà, les moudjahidine confectionnaient des mines avec des planchettes, des petites piles et des

explosifs achetés au Pakistan ; certaines étaient posées sur des branches basses pour décapiter, d'autres, sur le modèle russe, mutilaient[159].

Des engins plus élaborés apparaissent ensuite, de la pince à linge reliée à une pile électrique déclenchant une explosion à des objets de plus en plus gros. Il s'agit de bouteilles de gaz couplées à des boîtes de clous ou de morceaux de ferraille, d'obus de mortier ou d'obus de 75 à 155 mm attachés et reliés à un détonateur. Les IED peuvent être déclenchés soit par un système de pression, au passage d'un véhicule (sur le modèle irakien), soit par la vieille méthode de l'impulseur électrique (fil et interrupteur), soit par télécommande. Ces engins sont enfouis et sont armés à distance par téléphone portable, dont la petite antenne est le seul élément qui dépasse du bord de la route. Il suffit de faire un numéro correspondant à la mise à feu pour que l'engin explose.

Les IED obligent le fort à craindre de s'aventurer en rase campagne ou sur les routes, hors de véhicules protégés. De sorte que les Occidentaux ressemblent à des Martiens débarquant de leurs soucoupes dès qu'ils sortent armés et casqués de leurs engins. C'est le meilleur moyen pour éviter une présence permanente des coalisés sur le terrain. Dans son témoignage de mars 2009, le chef d'escadron Jean-François Legrier précise : « Les IED, très médiatisés, focalisent parfois de façon excessive l'attention : ils conduisent à une surprotection de la force. Or, c'est justement ce que recherchent les rebelles : nous couper de la population. Des patrouilles en véhicules blindés à toute vitesse sont, certes, efficaces contre les IED, mais ont un impact négatif sur la population. Dans ce domaine, les comportements sont très variés. Comment interpréter les IED ? Paradoxalement, les IED sont plutôt un indicateur positif dans le sens où ils traduisent l'incapacité de la rébellion à conduire des opérations d'envergure. Les embuscades du type Uzbin ou la destruction des convois logistiques de l'OTAN sont beaucoup plus inquiétantes. »

Cette pression psychologique sur le combattant a aussi pour but d'entretenir sa nervosité, donc les risques de « bavure » dont les civils peuvent faire les frais, et ce au plus grand bénéfice de la propagande talibane. Cette menace indirecte omniprésente, qui entretient la peur, n'a rien du « désert des Tartares » cher à Buzzati[160]. Les taliban se servent de la présence supposée ou effective des IED pour fortifier la crainte viscérale

des pertes propre aux armées occidentales, tout comme les djihadistes en Irak, où l'essentiel des militaires américains tués (plus de 70 %) l'ont été par explosion de ces engins – explosions parfois filmées par des vidéastes amateurs dont les images sont diffusées sur Internet.

Un de nos témoins, officier de l'armée de l'air, qui souhaite garder l'anonymat, se souvient des missions, en 2006 et 2007, réalisées par l'escadron Poitou en C-160, de nuit, à vitesse faible et constante pour réduire le bruit des moteurs, et au ras des arbres (moins de 50 pieds) afin d'être discret dans les vallées des contreforts de l'Hindou Kouch : les équipements embarqués permettaient de détecter les zones où les téléphones portables passaient. L'objectif d'une telle mission risquée mais nécessaire, que seuls quelques équipages au monde étaient capables d'accomplir, était de marquer les zones où les portables pouvaient déclencher la mise à feu des IED. Des hélicoptères sont à présent chargés de missions semblables. Signe des temps, en janvier 2009, une équipe de fouille opérationnelle de 30 spécialistes du 17e RGP (régiment du génie parachutiste), comprenant des plongeurs démineurs et des commandos de l'air, est chargée de récupérer sur le terrain afghan téléphones portables, disques durs, appareils numériques et documents divers destinés à être exploités par le renseignement[161].

Les IED servent également à désigner tout autre piège qui explose au passage d'un convoi militaire. Cette arme mortelle à l'effet *action flash* immédiat, pour employer le sabir « otanien », a un mode opératoire plus élaboré sur le plan technique. Pierre Servent note la soudaine importation de fours à micro-ondes en Afghanistan afin d'en extraire les minuteurs ensuite remontés sur les dispositifs de mise à feu[162]. Ces armes sournoises ont tendance à gagner en puissance. On les trouve, par exemple, dans ces carcasses de véhicules abandonnées le long d'une piste, ce sont des VB-IED (ou *vehicle-borne-IED*), soit un véhicule bourré d'explosifs. Ce dernier peut être aussi un taxi ou un Toyota pick-up conduit par un candidat au suicide contre l'occupant occidental ou un poste de l'ANA. Récemment, un dispositif a été importé d'Irak : des obus à charge creuse actionnés par un capteur infrarouge placé en bord de route et relié à une charge explosive par un petit émetteur radio qu'il suffit d'actionner au passage d'un convoi.

Déminage et camouflage

L'Afghanistan a redonné toute son importance aux sapeurs-démineurs qui ouvrent des pistes ou déjouent les pièges pouvant combiner plusieurs systèmes. Entre 2001 et 2009, 7,7 millions d'IED, mines et munitions non explosées ont été neutralisés[163]. On conçoit que les sapeurs spécialistes de la Nedex (neutralisation, enlèvement et destruction d'explosifs) et leurs chiens dressés à la détection soient des plus appréciés parmi les troupes françaises, tout comme les légionnaires des 1er et 2e REG (régiment étranger du génie).

En effet, l'imagination des artificiers est grande dans la guerre des mines, notamment pour le camouflage de l'engin. Pendant la guerre d'Algérie, l'ALN se servait de tout : anodine boîte de conserve ouverte abandonnée sur une piste et cachant un piège mortel, pédalier et tubes de bicyclette bourrés d'explosif… L'enfouissement dans le sol n'est pas la seule solution, l'IED peut se cacher, par exemple, dans un faux rocher. Comme dans toute guerre depuis l'invention médiévale des chausse-trappes[164], le camouflage fait partie de la guerre des nerfs et des opérations de déception quand il s'agit de duper la cible ou de donner le change. Par exemple, la tactique peut être de laisser une trace visible sur une piste afin de faire croire qu'il y a une mine cachée et, dès lors que des démineurs ou des militaires sortent de leurs blindés pour vérifier et neutraliser, c'est l'anodine carcasse d'un animal domestique ou d'une voiture incendiée en épave sur le bas-côté qui explose. L'autre tactique est d'exposer à tous une charge dépourvue de détonateur, comme si les artificiers ennemis avaient été dérangés dans la mise en place de leur piège, puis de déclencher la véritable charge à quelques dizaines de mètres, bien camouflée, lorsque la patrouille ou le convoi, rassuré, reprend sa marche. On imagine aisément que les savoir-faire du Hezbollah, du Hamas et des terroristes irakiens n'ont aucun mal, *via* Internet et Al-Qaida, à susciter des vocations en Afghanistan…

Ces armes sournoises ont tendance à gagner en puissance, les charges pouvant atteindre plus de 100 kg, de quoi retourner un 6 × 6 Puma italien ou un Chevrolet américain. Il s'agit alors d'une *road side bomb* (RSB) ou « bombe placée sur le côté de la route ». Ces innovations constantes, dont le détecteur de mouvement, sont devenues la hantise des coalisés. En réponse,

les États-Unis et leurs alliés déploient les camions d'intervention Buffalo-MRAP. Les premiers éléments sont arrivés début 2009, notamment au bénéfice du 26e RI américain – dont la compagnie C du 1er bataillon avait participé au sanglant combat de Wanat en juillet 2008. Fort coûteux, proches de ceux de la gamme de véhicules Dingo II développée par l'Allemagne, ces engins de 20 tonnes sur roues interviennent à l'aide d'un bras articulé sur des IED présumés à 8,80 mètres en avant du véhicule. Leur caméra gyroscopique et thermique leur permet d'inspecter le sol à distance. Ces engins de quatre mètres de haut à la caisse blindée indéformable sont destinés à ouvrir les itinéraires des convois. MRAP signifie *mine resistant ambush protection* ; c'est un système américain déployé en Irak et qui fait partie du plan Obama pour l'Afghanistan. L'armée américaine obtient à ce propos une substantielle rallonge budgétaire afin de disposer sur tous les théâtres d'opérations d'un total de 1 520 véhicules MRAP[165]. Lors d'une offensive dans le Helmand, de février à juin 2010, les marines mettent en œuvre une autre arme redoutable, le char-démineur Breacher : 60 tonnes, une tourelle armée, deux bras articulés et surtout une benne incorporée équipée de dents d'acier capables de déterrer n'importe quelle mine jusqu'à 50 centimètres de profondeur. À noter, également, l'installation, sur la plupart des véhicules militaires de brouilleurs d'ondes en forme de corolle aux tiges d'acier censés parer une mise à feu à distance par téléphone portable, mais aussi, comme sur les VAB français, de kits de surprotection.

Toutefois, éternelle course entre le bouclier et l'épée, outre la continuelle augmentation des charges explosives sur le modèle irakien, l'ennemi contourne en partie le défi technologique par le retour de mise à feu par pression ou par fil… Indétectable car sans ferraille, une simple caisse à eau en plastique bleu remplie d'explosifs et bien camouflée au milieu d'une piste peut avoir raison des meilleures protections. On conçoit que les véhicules de la guerre électronique, introduits depuis peu en Afghanistan et qui ouvrent la route des convois en étant susceptibles de détecter tout téléphone portable, même éteint, soient inefficaces contre des dispositifs aussi simples. Reprennent aussi du service des engins rustiques puissants, telles les mines soviétiques antichars sorties de leurs cachettes. L'arme des IED est devenue la principale menace : en août 2009, 90 % des pertes des coalisés lui sont dues.

Une géopolitique complexe

L'Afghanistan est pris dans un nouveau « grand jeu » dans lequel chaque grande ou moyenne puissance proche voudrait le contrôler, mais est presque sûre de ne pas y arriver seule. Ainsi, le pire cauchemar pour les Indiens ou les Pakistanais serait que son meilleur ennemi y parvienne. Tant qu'elle est là, pour l'heure c'est son principal mérite, la FIAS tient en respect ces aspirations contradictoires.

Dépourvu de port maritime et donc d'accès direct, le château fort afghan est au cœur d'une géopolitique complexe commandant la logistique des coalisés. Des puissances nucléaires, ou sur le point de le devenir, l'entourent. Tout débordement menace la sécurité du monde. Si les grandes puissances avancent souvent masquées, les moyennes, entourant le pays ou se situant à proximité, jouent avec le feu, tandis que le Pakistan mène un double jeu des plus inquiétants.

La Chine

À l'extrémité orientale du corridor du Wakhan, la Chine n'a qu'une étroite frontière avec l'Afghanistan, mais tout ce qui intéresse le « Toit du monde » et le devenir de l'Asie centrale la concerne. Elle anime des organismes internationaux de veille dans cette partie du monde, en coopération avec la Russie, comme l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) créée en juin 2001. Les 7 et 8 juin 2011, elle organise une première conférence informelle sur le sort de l'Afghanistan au départ de la coalition. La confrontation avec le rival américain la pousse à se méfier des grandes bases de l'OTAN en Afghanistan, caution du pouvoir de Kaboul après le retrait de la coalition. Depuis le début des années 2000, la

République populaire de Chine est en plein réarmement. Elle a en 2011 le deuxième budget de dépenses militaires (89,8 milliards de dollars, derrière les États-Unis) et alimente depuis 2005 le premier budget militaire d'Asie. Sa flotte modernisée dispose du porte-aéronefs *Shi-Lang*, ex *Varyag* russe (60 000 tonnes), comme élément de projection de puissance. Ce qui inquiète grandement les États-Unis : en novembre 2011, le président Obama évoque la « stratégie du pivot » qui consiste à redéployer 60 % des forces américaines, navales essentiellement, face à la Chine. Les forces armées chinoises ne sont plus seulement astreintes à la sécurité des 22 000 km de frontières terrestres et aux 18 000 km de côtes ou à tenir en respect les velléités sécessionnistes du Tibet ou du Xinjiang, elles incarnent aussi les ambitions d'un gendarme du monde.

Vieille puissance coloniale, le matou chinois veille à la question irrésolue du Cachemire en étant plutôt favorable au Pakistan, avec lequel le lie un discret partenariat stratégique destiné à tenir en respect les ambitions indiennes. Il s'inquiète de l'exportation du radicalisme musulman et des revendications de ses minorités musulmanes, dont les Ouïgours en insurrection en juillet 2009 dans le Xinjiang. Pour ménager l'avenir et mettre un garrot à toute menace de débordement, la Chine est désormais présente en Afghanistan. Agissant en « *soft power* », elle privilégie l'investissement à l'aide[166]. En effet, Pékin devient le premier investisseur, en exploitant la seconde réserve de cuivre du monde, celle de Mess Aynak depuis l'été 2009, acquise pour 3,5 milliards de dollars afin de satisfaire les besoins en minéraux de son industrie boulimique. Toutefois, fin 2012, l'extraction n'a pas encore commencé, faute d'infrastructures de transport et surtout par manque de source d'énergie, un des freins au développement de l'Afghanistan. Trente-trois projets de sociétés chinoises représentent toutefois un total de 480 millions de dollars[167]. Huit mille emplois sont attendus, plus la construction de routes, d'une ligne de chemin de fer jusqu'au Tadjikistan, d'une centrale électrique de 400 mégawatts, d'une fonderie, mais aussi des investissements dans l'enseignement et la santé[168].

Le retrait accéléré des coalisés place la Chine en position favorable, notamment pour faire pression sur le Pakistan, afin que celui-ci puisse comprendre qu'une solution négociée à Kaboul vaut mieux que le soutien à des taliban afghans qui ne rêvent que de rétablir l'Émirat islamique.

La Russie

Comme la Chine, la Russie est un des membres fondateurs de l'OCS. Son souci sécuritaire la pousse à surveiller de près le « ventre mou » de l'Asie centrale composé de régimes fragiles et corrompus. La Russie n'a pas abandonné son rôle de « grand frère » et peut faire pression sur les républiques clientes, elles aussi membres de l'OCS, d'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Kirghizstan et du Kazakhstan. Mais la préoccupation majeure des Russes en Asie centrale reste l'Afghanistan. Le 15 septembre 2011 se tient une conférence à Douchanbe à l'initiative du président Dimitri Medveded avec ses homologues de l'Afghanistan, du Pakistan et du Tadjikistan. Celle-ci n'aboutit à rien de concret, sinon à mettre en relief la dégradation de la situation intérieure en Afghanistan. La Russie entend rappeler qu'elle dispose d'une force d'action rapide apte à intervenir dans l'ancienne sphère d'influence soviétique et veille à éviter tout lien entre djihadistes et taliban avec Tchétchènes et Daghestanais du Caucase.

La Russie est redevenue ombrageuse depuis les critiques occidentales à son égard lors de l'invasion de la Géorgie, en août 2008, alors que cette dernière souhaitait intégrer l'OTAN, dont Moscou est un partenaire privilégié. Or, malgré sa politique caucasienne, la Russie est courtisée, car nécessaire. Dès janvier 2009, le général David Petraeus, commandant du Centcom (commandement central pour l'Irak et l'Afghanistan) annonce, d'Islamabad, que les États-Unis ont obtenu l'autorisation de faire passer une partie de la logistique otanienne par la Russie et les républiques asiatiques de l'ex-URSS[169]. Depuis la leçon de septembre 2010, où le Pakistan ferma la frontière pendant 10 jours, l'OTAN ouvre la *Northern Distribution Route* (NDR) à travers l'Asie centrale, route plus longue, mais plus sûre[170]. Ce qui traduit un réchauffement des relations depuis l'arrivée aux affaires de Barack Obama. Il est vrai que les Russes, premiers producteurs mondiaux d'hydrocarbures, en crise économique eux aussi, ont besoin de vendre leur gaz à l'Occident et leur pétrole au Japon, mais sans renoncer à se réarmer à grande échelle, en remplaçant des matériels vétustes. En outre, le général Petraeus confirme que désormais le pétrole des troupes coalisées en Afghanistan est en partie d'origine russe. Ce geste de bonne volonté s'accompagne du report, *sine die*, de l'installation de missiles russes à moyenne portée dans l'enclave de Kaliningrad, tandis qu'Obama, infirmant

les décisions de son prédécesseur, finit par annuler le 17 septembre 2009 l'installation de puissants radars de surveillance et d'un bouclier antimissile en Pologne et dans les monts de Bohême. En mars 2009, selon l'agence russe Interfax, une première livraison de matériels américains « non létaux » (matériaux de construction, médicaments, vivres…) transite par voie de mer et chemin de fer en Russie, puis à travers le Kazakhstan, à destination de l'Afghanistan[171]. Très rapidement, 20 % de la logistique américaine dépend de cette route nordique qui oblige à un fort long détour.

Cependant la Russie entend bien monnayer son soutien logistique. La tension remonte au début du mois de mai 2009, lors d'exercices militaires de l'OTAN aux côtés des forces géorgiennes. Toutefois, la Maison-Blanche calme le jeu au sommet de Moscou du 6 au 8 juillet suivant, en vue de l'âpre renégociation de la limitation des armements stratégiques et de la perspective d'abaisser les arsenaux de part et d'autre jusqu'à 1 500 ogives[172]. N'ayant aucun mal à convaincre les Russes qu'il est de leur intérêt que les taliban ne reviennent pas au pouvoir, Barack Obama obtient un couloir aérien à destination de l'Afghanistan pour hommes et armements. De plus, le 13 mars 2012, le Kremlin offre à l'OTAN des facilités aériennes en mettant à la disposition de la logistique de l'Alliance l'aérodrome d'Oulyanovsk, sur la Volga, la cité natale de Lénine, pour des cargaisons non létales[173]. Que des armes ou du matériel traversent la Russie incite Moscou à faire monter les enchères, sachant que la logistique de l'OTAN-FIAS transitant par le Pakistan dépend du bon vouloir de ce pays ombrageux, prompt à fermer ses frontières mais incapable de juguler le terrorisme sur son sol. Lors du sommet OTAN-Russie de Lisbonne, le 20 novembre 2011, un accord commercial fait tomber le prix de transit d'un conteneur américain par voie ferrée russe à destination de l'Afghanistan à moins de 1 800 dollars. Tout est lié en relations internationales, ce transit de milliers de conteneurs par voie ferrée explique la paralysie du Conseil de sécurité et conditionne le profil bas des Américains et des Britanniques dans la guerre civile syrienne depuis le printemps 2011, dans laquelle Moscou et Pékin soutiennent Bachar el-Assad. Le retrait des coalisés d'Afghanistan dépend donc en grande partie du bon vouloir des Russes.

En position de force, la Russie regrette cependant que la lutte contre la drogue soit si inefficace en Afghanistan. Le directeur du Service fédéral russe pour le contrôle des stupéfiants (FSKN), Viktor Ivanov, exprime son

inquiétude devant la diffusion croissante de l'héroïne dans son pays qui consomme plus de 20 % de la production mondiale, soit de 75 à 80 tonnes par an. D'après les statistiques officielles, la Russie compte près de deux millions de toxicomanes. Environ 30 000 personnes meurent chaque année par overdose d'héroïne, c'est-à-dire l'équivalent des tués de l'Armée rouge en Afghanistan de 1979 à 1989. Près de 500 laboratoires, dans le nord de l'Afghanistan, prépareraient l'héroïne destinée au marché russe, selon le FSKN. Les toxicomanes russes dépenseraient chaque année 17 milliards de dollars (12 milliards d'euros). Viktor Ivanov précise que « le nombre de morts causés par l'héroïne dépasse de plusieurs centaines de fois celui des victimes d'attentats terroristes[174] ».

La Russie est, pour l'heure, le pays le plus engagé dans la lutte contre le trafic de stupéfiants, car il en est une des principales victimes. Hors du droit international, les Russes décident d'intervenir, aux côtés de la coalition, *manu militari*, ce qui est pour le moins surprenant depuis la retraite de l'Armée rouge en 1989. Ainsi, le 29 octobre 2010, une vaste opération anti-drogue, avec des agents russes, se déroule dans la province de Nangarhar. En dépit des protestations de Karzaï qui dénonce cette violation de territoire, pour la première fois des agents du bureau russe des narcotiques participent, avec leurs collègues américains et des militaires de la coalition, à la destruction de quatre laboratoires importants et à la saisie de centaines de kilos d'héroïne[175]. Cette coopération contre le trafic de drogue est réaffirmée par les Russes lors du sommet OTAN-Russie de Lisbonne, le 20 novembre 2010. Quelques semaines plus tard, le 20 janvier 2011, a lieu la première visite depuis vingt ans d'un chef d'État afghan à Moscou. Les Russes se disent prêts à offrir une assistance militaire à l'administration Karzaï, à la suite du retrait graduel de l'OTAN, à condition que celui-ci s'engage à combattre le fléau de la drogue.

L'Iran

Puissance régionale en passe de disposer de l'arme nucléaire, elle aussi concernée par la drogue afghane, l'Iran entend faire savoir que l'avenir de l'Afghanistan ne peut le laisser indifférent. Le 10 mars 2010, le président Mahmoud Ahmadinejad se rend à Kaboul en visite officielle, une première qui suscite l'étonnement et a un grand écho dans le monde musulman[176].

L'Iran partage 900 kilomètres de frontières avec l'Afghanistan. L'attitude des Iraniens envers ce pays a évolué.

Dans un premier temps, l'Iran est accusé de laisser passer armes et combattants depuis l'Irak vers l'Afghanistan, selon le vieux précepte « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». L'argent, les manœuvres souterraines des services secrets et les armes de Téhéran suscitent de réelles inquiétudes autour de l'axe anti-américain et antisioniste Syrie-Hezbollah-Hamas. De plus, l'Iran intéresse la Russie pour le passage d'oléoducs de la Caspienne et de l'Asie centrale, de direction nord-sud. Ce qui permettrait d'éviter le verrou turc par un accès direct aux eaux du Golfe et à l'océan Indien. En outre, l'Iran se sait protégé par la Russie et la Chine, autre membre influent du Conseil de sécurité, partenaire pour le nucléaire civil et premier client pour l'achat du pétrole persan.

En fait, comptant près de 3 millions de réfugiés afghans sur son sol, l'Iran est déjà le protecteur de l'ouest de l'Afghanistan où il a investi, notamment pour lutter contre un fléau qui le frappe de plein fouet, le commerce de la drogue. Un Iranien sur dix est toxicomane, soit environ 4 à 5 millions de personnes. Le prix de l'opium afghan et de ses dérivés (héroïne, crack) ne cesse de baisser et contamine la jeunesse. Depuis la chute des taliban, l'Iran apprécie l'ordre que font régner, sur un modèle clanique, les milices du Tadjik Ismaël Khan à Hérat. Après l'avoir chassé de sa ville en septembre 2004, puis l'avoir rapidement rappelé aux affaires, Hamid Karzaï l'a nommé gouverneur, souhaitant se servir de ses milices faute de troupes de l'ANA disponibles. Ismaël Khan garantit la construction d'un chemin de fer depuis le territoire persan vers Hérat. Comme les Iraniens, ce seigneur de guerre à la tête du Jamiat-e-Islami n'aime pas les taliban. En bref, l'Iran entend jouer un rôle de contrepoids à l'influence pakistanaise en ne soutenant pas le mollah Omar, tout en redoutant que le retour des taliban à Kaboul ne précipite une guerre religieuse entre sunnites et chiites (les Hazaras chiites étant un des rares soutiens de Karzaï).

L'Iran redoute le chaos dans les provinces des confins d'Hérat, de Farah et de Nimroz. Fait ignoré en Occident, sur la frontière se déroulent de véritables opérations de guerre entre forces de sécurité iraniennes et trafiquants de drogue. Selon Jean Glavany et Henri Plagnol, 3 000 Iraniens y ont laissé la vie ces dernières années. Outre le creusement de tranchées, plus de 200 kilomètres de mur ont déjà été construits le long de la frontière

pour lutter contre les contrebandiers transportant l'héroïne. Ainsi, la sécurité de la frontière avec l'Afghanistan intéresse désormais à la fois Téhéran, Moscou et Washington.

Faisant table rase des notions d'« axe du mal » et de « sponsor du terrorisme » de George W. Bush, son successeur, Barack Obama, le 20 mars 2009, par message Internet, évoque la haute civilisation persane et se dit prêt à renouer un dialogue interrompu depuis l'affaire des otages de l'ambassade de Téhéran en 1979-1981. Il souhaite même que l'Iran « reprenne sa place dans la communauté internationale », en espérant que ce pays se plie aux règlements internationaux pour la gestion du nucléaire. La conférence de La Haye, le 31 mars 2009, est une illustration de cette nouvelle politique : 90 pays, soit 700 délégués, sont réunis au chevet de l'Afghanistan, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) parlant de « situation critique » pour les civils. À cette occasion, la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, et le vice-ministre des Affaires étrangères iranien, Mohammad Mehdi Akhondzadeh, ont eu une entrevue. À l'issue de ce bref échange, l'Iran estime que les renforts américains en Afghanistan ne font qu'attiser les feux de la guerre, mais se dit prêt à collaborer pour trouver une solution politique et surtout pour lutter contre le trafic de drogue qui transite sur son sol, dont 90 % sont à destination de l'Occident *via* la Turquie. Le 18 octobre 2010, à Rome, se tient une conférence de l'OTAN relative à la coopération régionale en Afghanistan, encouragée par le président Obama. Pour la première fois, aux côtés de douze autres pays musulmans et de l'Organisation de la Conférence islamique, l'Iran est présent en raison des problèmes liés à la consommation de drogues afghanes.

Mais ces conversations n'aboutissent à rien de concret, et le rapprochement n'est qu'illusoire. En fait les Iraniens tentent de camoufler leurs progrès dans la maîtrise de l'arme nucléaire et gardent un discours antioccidental qui dénonce la menace de bases permanentes des Américains en Afghanistan après le retrait de la coalition. Téhéran ne se contente plus de soutenir les Hazaras, mais tisse aussi un réseau parmi les Ouzbeks et les Tadjiks. À Kaboul, les Iraniens ont aidé à construire une université rattachée à la grande mosquée chiite. L'Iran finance huit journaux kaboulis et encourage radios et télévisions à dénoncer la présence occidentale. De plus, héritiers d'une longue tradition de la diplomatie persane, les Iraniens

avancent en crabe en Afghanistan. Un proche d'Hamid Karzaï révèle le rôle occulte de l'Iran pour y accroître son influence en « arrosant » les sphères du pouvoir. Si bien que le président afghan avoue, le 25 octobre 2010 : « Le gouvernement iranien nous aide une ou deux fois par an en nous donnant 500 000, 600 000 ou 700 000 euros à chaque fois[177]. » Téhéran, d'un autre côté, entretenant un second fer au feu, reprend des livraisons d'armes à destination de groupes sunnites des provinces occidentales de l'Afghanistan, non liées au mollah Omar, afin de maintenir la pression sur les troupes de l'OTAN-FIAS. Pour le général John Allen, commandant en chef en Afghanistan depuis juillet 2011, lors d'une audition publique au Congrès américain : « L'Iran continue d'alimenter les flammes de la violence en soutenant l'insurrection afghane[178]. » En outre, la dictature religieuse de Téhéran se sert du prétexte de la lutte contre la drogue pour se renforcer. Ainsi, le mois de janvier 2011 connaît une vague d'exécutions sans précédent. La lutte contre les stupéfiants est ainsi prétexte à exécuter des opposants, telle l'Irano-Néerlandaise Sarah Brahimi, 46 ans, pendue le 29 janvier 2011 pour trafic de drogue.

L'Inde

Dans l'imbroglio afghan, un autre pays entend tirer son épingle du jeu, l'Inde, nouvelle grande puissance, forte de 1,4 milliard d'habitants, de 1,2 million d'hommes sous les drapeaux, de 3 500 chars, 738 avions de combat et de 70 à 100 bombes nucléaires. De 2001 à 2011, le budget de la Défense a progressé de 47,6 % et se place en Asie derrière la Chine et le Japon. La Fédération indienne désire contrecarrer les ambitions de son grand rival chinois en Asie centrale, tout en marquant à la culotte son éternel ennemi pakistanais depuis la question irrésolue du château d'eau du Cachemire.

Les Indiens sont déjà implantés au Tadjikistan (exploitations minières et hydroélectriques) où ils instruisent les armées de terre et de l'air. Ils y disposent même, depuis 2007, de la base de Farkhor, très proche de la frontière afghane, plus celle d'Ayni, près de Douchanbe où l'armée de l'air indienne aligne des Mig 29. Pour le politologue Jean-Paul Burdy, les Indiens reprennent à leur compte la diplomatie offensive britannique du « Forward Policy » au temps du « Grand Jeu »[179]. Cette implantation au

Tadjikistan offre une capacité de projection de puissance en Asie centrale, au Cachemire, mais aussi en Afghanistan. Ce qui permet de prendre l'opposant pakistanais à revers. L'Inde, dernier arrivé sur l'échiquier afghan, n'en est pas moins un des plus ambitieux.

C'est sur le plan économique que l'Inde – elle aussi devant alimenter une industrie en pleine croissance – entend tout d'abord montrer à la Chine qu'elle est un partenaire économique de premier plan au pays des faucons. Après de multiples investissements dans des domaines aussi divers que les sociétés d'hélicoptères, d'infrastructures routières ou l'hôtellerie, les Indiens ont remporté un succès spectaculaire en 2011. Par l'accord du 28 novembre, un consortium indien de sept entreprises, mené par l'entreprise publique State Authority of India Ltd (SAIL), se voit concéder en Afghanistan une mine de fer située à Hajigak, dans la province de Bamiyan, à 130 kilomètres à l'ouest de Kaboul. Il s'agit d'une des plus importantes réserves du monde, estimée à 1,8 milliard de tonnes d'un minerai riche d'un taux de fer de 62 %. De la sorte, tout comme le rival chinois, l'Inde se place en position avantageuse pour l'exploitation des grandes richesses minérales afghanes, jusqu'à présent peu exploitées en raison de la guerre[180].

Pour arriver à un tel résultat, l'Inde n'a pas ménagé ses efforts. Le 12 mai 2011, pour la première fois depuis 2005, le Premier ministre indien se rend à Kaboul pour une visite d'État de deux jours. L'Inde, qui a déjà investi 1,3 milliard de dollars en Afghanistan, promet une aide supplémentaire. Le 4 octobre 2011, un accord indo-afghan est signé à New Delhi entre le président afghan, Hamid Karzaï, et le Premier ministre indien, Manmohan Singh. Il s'agit avant tout d'un partenariat stratégique. C'est le premier du genre que Kaboul ait jamais signé avec un autre État. La coopération concerne aussi le domaine de la sécurité à l'heure du retrait de la coalition : des instructeurs indiens forment, dès la fin 2011, une partie de l'ANA, alors que, jusque-là, ils n'encadraient qu'une poignée d'officiers[181].

Si l'Afghanistan de Karzaï est satisfait de mettre en échec les appétits pakistanais au départ de la coalition, l'Inde l'entend de même. La tension entre New Delhi et Islamabad n'est toujours pas retombée depuis le 26 novembre 2008 et les attentats-suicides de Mumbai (188 morts et 300 blessés) perpétrés par des islamistes pakistanais d'un commando du Lashkar-e-Taiba (l'Armée des purs). Les services secrets pakistanais sont

alors dénoncés par New Delhi pour avoir aidé à la préparation de ce 11 Septembre asiatique. Ils sont aussi accusés par la Fédération indienne d'armer la main des terroristes, le réseau Haqqani essentiellement, contre les intérêts indiens à Kaboul depuis l'attentat du 8 octobre 2009 (7 tués), devant l'ambassade indienne.

Dans la nébuleuse des groupes terroristes, comme le note un des spécialistes de la question, Jean-Luc Racine, directeur de recherche au CNRS, les filières utilisées aujourd'hui – ironie du sort – sont celles qui avaient été mises en place par les États-Unis à l'époque où le Pakistan servait de base arrière aux moudjahidine contre l'Armée rouge[182]. Isabelle Saint-Mézard résume fort bien cette rivalité indo-pakistanaise : « Le Pakistan et l'Inde mènent en Afghanistan une lutte d'influence qui engage leurs intérêts de sécurité immédiats. À ce titre, chacun entend neutraliser l'influence – réelle ou supposée – de l'autre. Pour New Delhi, il s'agit d'empêcher le Pakistan d'utiliser le sol afghan comme terrain de recrutement et d'entraînement pour des groupes terroristes anti-indiens et de contrer la quête traditionnelle d'une profondeur stratégique. Pour le Pakistan, il s'agit de préempter tout risque d'être pris en tenailles par les Indiens sur le front afghan, et donc de saper tout rapprochement afghano-indien[183]. » Depuis 2008, Inde et Pakistan mènent une cyberguerre en s'envoyant des virus par services secrets et groupes nationalistes interposés.

Le double jeu du Pakistan

Le Pakistan est progressivement devenu le cauchemar des coalisés. Enjeu géopolitique considérable, cette puissance nucléaire depuis 1998, de 803 000 km^2 et 198 millions d'habitants, est le deuxième État musulman de la planète. Fragile démocratie gangrénée par la corruption et minée par l'islamisme, ce pays est particulièrement ombrageux quant au respect de sa souveraineté. C'est une puissance militaire : 2 300 chars, 620 000 hommes pour l'armée de terre, 353 avions de combat. L'essentiel de ses forces prépositionnées se trouve face à l'ennemi désigné, l'Inde, qu'il soupçonne de vouloir favoriser la création d'un « Pachtouristan » et de remettre en cause son droit de regard sur le devenir de l'Afghanistan.

Les ambitions pakistanaises

Puissance régionale, le Pakistan a su profiter du départ des Soviétiques et de la guerre civile qui a suivi pour aider les taliban, considérés alors comme des clients, à prendre le pouvoir en 1996. Depuis, le Pakistan estime que l'Afghanistan dépend de sa sphère d'influence, s'assurant ainsi une profondeur stratégique face au géant indien. C'est devenu un secret de Polichinelle que l'aide apportée aux taliban du mollah Omar, protégé à Quetta, de la part des services secrets pakistanais, véritable État dans l'État. Il s'agit du mystérieux S Wing (service secret pakistanais) et du directoire de l'ISI (Inter-Services Intelligence). La question est de faire comprendre que rien ne pourra se décider en Afghanistan sans le Pakistan. En armant également le réseau Haqqani, l'Inde en fait des clients obligés lors du retrait de la coalition vaincue et de l'implosion prévisible, à plus ou moins long terme, de l'administration Karzaï. Dans ce cas, l'Émirat islamique redeviendrait un protectorat. D'un autre côté, la peur du retrait précipité de la coalition est grosse d'une crainte de voir le fragile gouvernement de Kaboul soutenu par l'Inde, l'ennemi de toujours. Le jeu trouble d'Islamabad est fustigé, en juillet 2010, après les révélations du site Internet américain WikiLeaks, par le Premier ministre britannique, David Cameron : « Nous ne pouvons pas tolérer l'idée que ce pays soit autorisé à regarder dans deux directions à la fois et puisse, d'une manière ou d'une autre, promouvoir l'exportation de la terreur en Inde, en Afghanistan ou ailleurs dans le monde[184]. »

Porosité de la frontière et zone tribale

La première menace concerne l'insécurité des confins occidentaux pakistanais. La porosité des frontières afghanes, qui sont « grandes ouvertes », comme le reconnaît en janvier 2009 le général John W. Nicholson (commandant des forces de l'OTAN dans le sud de l'Afghanistan), est le plus grand défi rencontré par les coalisés[185]. La frontière pakistano-afghane fait 2 500 kilomètres de long dans une zone très accidentée. Le gadget de petits ballons de couleur blanche portant des caméras déployé par l'OTAN ne compense pas le manque chronique d'hommes dans cette zone au climat montagnard très rude[186]. Des postes

ont été installés au débouché des cols, mais en nombre insuffisant faute d'effectifs disponibles. Le 29 avril 2009, le Premier ministre britannique, Gordon Brown, envoie un renfort immédiat de 700 hommes en arrière de la frontière, ce qui fait passer le contingent anglais de 8 300 à 9 000 hommes[187]. Mais c'est encore insuffisant pour sécuriser les confins de la province de Helmand dont sont chargés les Britanniques. D'autre part, depuis 2009, une commission tripartite (FIAS-ANA-Armée pakistanaise) s'est mise en place sur le modèle du BCC (Border Coordination Center) destiné à sécuriser l'issue afghane de la célèbre passe de Khyber[188].

Cette zone de non-droit est née d'un partage colonial établi à l'encontre de l'irrédentisme pachtoun, en 1893, entre le colonel britannique Mortimer Durand et l'émir pachtoun Abdur Rahman. Coupant le territoire pachtoun en deux, elle nie le souvenir de l'empire Durrani créé par le roi afghan, pachtoun, Ahmad Chah Durrani, et illustre le principe cher aux Britanniques pour une zone échappant à leur contrôle : « diviser pour régner ». En 1946, lorsque l'Afghanistan devint membre de l'ONU, cette frontière internationale, dite ligne Durand (devenue « ligne zéro » en sabir otanien), fut contestée par les Pachtouns. Ils réclamaient soit l'union, soit l'autonomie de tous les territoires de langue pachto dans une sorte de « Pachtouristan[189] ». D'où des incidents avec le Pakistan qui culminèrent entre 1961 et 1963, une période pendant laquelle la frontière fut fermée au détriment des Afghans…

Cette zone dite tribale n'est pas seulement un refuge (les taliban y ont creusé des tunnels), c'est aussi un tremplin pour mener des attaques contre les forces de l'OTAN, tout en préparant des attentats-suicides au Pakistan. Ainsi, ce territoire incontrôlé donne aux taliban et aux djihadistes le refuge nécessaire pour refaire leurs forces et préparer leurs actions. On conçoit l'avertissement du stratège australien David Kilcullen qui considère que « le front central de cette guerre contre Al-Qaida n'est ni en Afghanistan, ni en Irak, mais au Pakistan[190] ». Certes, le Pakistan entreprend la levée de *lashkars*, milices tribales armées à majorité pachtoune – une vieille recette déjà employée par les Britanniques –, pour assurer la sécurité des confins. Mais ces *lashkars* ne peuvent suffire à sécuriser la région. Par ailleurs, l'OTAN est chargée en 2009 de l'instruction des 60 000 gardes-frontières pakistanais.

Quant à la combativité des 30 000 hommes de l'armée pakistanaise enfermés dans leurs fortins du Waziristan, dont l'effectif est porté à 100 000 hommes sur insistance des Américains à la mi-2009, on peut s'interroger en sachant que ces troupes sont aussi travaillées par le fondamentalisme islamique. Si cet effectif semble considérable, près des deux tiers de ceux de l'ISAF, il brille par son inefficacité. Dans quelle mesure ces militaires pakistanais sont-ils complices des taliban quand ils laissent passer renforts et convois logistiques ? Ils sont aussi soumis à des attaques, rançon du double jeu d'Islamabad. Ainsi, le 1er juin 2010, à 6 kilomètres de la frontière, district de Dir, en zone tribale, le poste de Mohmand, occupé par 60 gardes-frontières pakistanais à court de munitions et au moral atteint, est submergé par 500 assaillants, des taliban pakistanais et afghans, lourdement armés, venus de la province de Kunar qu'ils contrôlent en Afghanistan[191].

Un État fragile, l'affaire de la vallée de la Swat en 2009

Une attaque est révélatrice de la fragilité d'un État qui n'arrive pas à contrôler ses confins occidentaux. Depuis les 890 attentats de 2006, le Pakistan est entré dans la spirale de la violence extrême et ses fondements mêmes sont menacés. La crise la plus grave a eu lieu en 2009, lors de la brève existence d'un micro-État islamiste dans la zone frontière.

Ancienne destination touristique aux allures de Suisse locale, la vallée de la Swat, dans le nord-ouest du Pakistan, tombe en février 2009 aux mains de 3 000 taliban qui y tenaient en respect 12 000 soldats gouvernementaux – 70 policiers décapités, 180 soldats pakistanais tués et 1 200 civils morts depuis 2007. Leur radio locale FM 91, installée à Mingora, la principale cité de la vallée de la Swat, prône une politique de terreur en diffusant la nuit les noms de personnes menacées de décapitation[192]. Selon le journal pakistanais *Dawn*, la charia dans la vallée de la Swat évoque les pires moments de l'Émirat islamique de Kaboul, au temps de la justice spectacle. Terrorisant la population, les taliban du Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP) « convient » la population à assister à des séances publiques d'amputation, de flagellation et d'exécution. Les femmes

sont les principales victimes de cette « libération » : répondant à l'interdiction d'éduquer les filles, 180 écoles sont détruites, laissant 80 000 fillettes et adolescentes sans éducation ; les jeunes filles ne peuvent plus sortir de chez elles sans être accompagnées d'un homme ; les couples circulant dans la rue doivent être munis de leur certificat de mariage[193].

L'affaire de vallée de la Swat fédère l'ensemble des mouvements islamistes pakistanais. Les taliban pakistanais TTP de Baitullah Mehsud font cause commune avec leurs anciens rivaux des seigneurs de guerre, Maulvi Nazir et Hafiz Gul Bahadur. Ils contrôlent à eux trois le nord et le sud du Waziristan. Ils se sont donné pour nom le Shura Ittihad-ul-Mujahideen (« Conseil des combattants de la foi unis »)[194]. Cette union tire sa force d'une application nouvelle de la guérilla urbaine. Elle multiplie attentats, assauts de bâtiments publics et embuscades meurtrières destinés à déstabiliser l'État et ses forces armées. S'ensuit une tentative de transformer l'ensemble du Pakistan en émirat islamique.

Du 4 au 22 avril 2009, prouvant que l'accord du 16 février avec le gouvernement aboutissant à une fausse trêve était un marché de dupes, balayant une troupe de *lashkars* et des forces de police pakistanaise, bien armés et bénéficiant de complicités locales les taliban quittent la vallée de la Swat et marchent vers Islamabad. Ils emportent le district de Buner, aux portes de la ville de Mardan, tout en contrôlant ceux de Shangla et de Dir. La loi islamique est immédiatement proclamée. Elle est la force morale des taliban. En instaurant les tribunaux islamiques, les taliban combattent le même mal endémique qu'en Afghanistan : la corruption. Montrer leur force et défier l'État font aussi partie de leur stratégie cherchant à gagner la population. Ainsi, des colonnes légères de 500 taliban lancent une succession de raids dans les vallées adjacentes, pillant les réserves alimentaires et le matériel d'ONG, notamment américaines et sud-coréennes, tandis que cinq camions-citernes transportant de l'essence au bénéfice de l'OTAN sont incendiés.

La situation est suffisamment grave – le cœur du Pakistan étant visé – pour que, le 22 avril, l'amiral Mike Mullen, chef d'état-major des armées américaines, se déplace à Islamabad[195]. Le lendemain, Hillary Clinton précise, devant le comité des affaires étrangères de la Chambre des représentants, qu'il s'agit d'une « menace mortelle » pour le Pakistan, mais aussi pour les pays voisins et les États-Unis : « Je pense que nous avons

sous-estimé la gravité de cette menace existentielle posée au Pakistan par ces avancées continues[196] ». Elle somme le gouvernement pakistanais de réagir. Le général Ashfaq Kayani, chef de l'armée pakistanaise, lui répond indirectement que ses forces ont les moyens de repousser l'offensive qui s'est approchée à 100 kilomètres d'Islamabad. Fin avril 2009, une rallonge de 400 millions de dollars est accordée au Pakistan par les États-Unis, qui ouvrent leurs propres camps d'entraînement à des officiers pakistanais[197]. La grande peur est bien l'émergence d'un gouvernement théocratique, sous l'égide d'Al-Qaida et de ses alliés, disposant de l'arme nucléaire.

Au soir du 23 avril, la télévision pakistanaise montre des taliban, masqués et armés, en train de battre en retraite vers la vallée de la Swat, la radio de leurs véhicules hurlant des chants religieux. Toutefois, ce n'est pas la menace des forces pakistanaises qui est à l'origine du repli, mais un nouveau marché de dupes accordé par la fragile démocratie d'Islamabad : le retrait a été échangé contre l'établissement de la charia dans les six districts entourant la vallée de la Swat, y compris ceux de Dir et de Buner[198]. Mais si le gros des taliban s'est effectivement retiré, des petits groupes sont restés, occupant mosquées, écoles… Les fondamentalistes défient aussi en d'autres lieux l'État de droit pour en souligner l'incapacité. Le 30 mars, un commando taliban prend d'assaut l'école de police de Lahore et la tient pendant huit heures. L'attaque est suivie d'une prise d'otages. Bilan : huit morts parmi les recrues et une centaine de blessés avant que l'armée pakistanaise ne reprenne le contrôle.

La réaction de l'armée pakistanaise

Encouragée par le Premier ministre britannique en visite officielle à Islamabad, l'armée pakistanaise entreprend enfin une offensive, à partir de la dernière semaine d'avril 2009, dans le district de Dir, en ayant auparavant fait évacuer 30 000 personnes de la ville de Maidan. Ce district est situé entre la frontière afghane et la vallée de la Swat. Bientôt, le recrutement de *lashkars* reprend afin que les villageois assurent leur propre sécurité. Par la suite, dans le reste du pays, d'autres formes de milices locales anti-taliban sont organisées en appui des forces de l'ordre. Mais avant ce retournement précaire, les exactions des taliban et la contre-offensive pakistanaise sont grosses d'un désastre humanitaire. À la fin du mois de mai 2009, ce sont

près de 2,5 millions de personnes qui ont fui, le plus souvent livrées à elles-mêmes ; les ONG islamiques et les instances internationales sont submergées par le flot de réfugiés qui évoque le drame du Rwanda en 1994.

C'est bien d'une véritable guerre qu'il s'agit. Pour la première fois, l'armée pakistanaise intervient avec tous ses moyens, encouragée au sommet de l'Alliance atlantique de Washington, les 6 et 7 mai, par les présidents afghan et américain. En estimant que les taliban détruisent le Pakistan de l'intérieur, Obama déclare l'état d'urgence en faveur d'Islamabad. La manœuvre de l'armée pakistanaise consiste d'abord à isoler les taliban de la vallée de la Swat, aidée en cela par les renseignements fournis par les drones espions américains. Dès le 29 avril, le district de Buner est repris à la suite d'une opération héliportée. Le 7 mai commence l'offensive vers Mingora : 15 000 hommes appuyés par des blindés sont engagés contre 4 000 à 5 000 taliban. Sept jours plus tard, selon l'armée pakistanaise – puisque aucun journaliste n'est admis dans la zone des combats –, une opération héliportée a lieu dans le nord de la vallée de la Swat pour couper les lignes de fuite des taliban, tout en recherchant les caches et les tunnels où l'adversaire a stocké des munitions.

La bataille de Mingora commence. Les taliban ont miné les routes pour retarder l'avancée des troupes régulières. Ils se sont retranchés dans les maisons traditionnelles de cette cité aux ruelles étroites. Le combat de rue semble avoir été rude. Un seul bilan l'évoque pour l'ensemble des actions dans la vallée de la Swat : 1 000 taliban tués, ainsi que 42 soldats pakistanais[199]. Le 30 mai, Mingora est reprise. C'est la première victoire conséquente pakistanaise après la reprise de Buner en avril. Toutefois, une partie des taliban se replie vers le Waziristan, tandis que d'autres rentrent en clandestinité en se dispersant.

Réplique des taliban par la terreur

En fait, la bataille de Mingora a embrasé une partie du Pakistan. En réponse à cette offensive, les taliban lancent une succession d'actions coordonnées. Peut-être plus qu'en Irak, c'est au Pakistan, État menacé de délitement, que se perçoit cette tentative de prendre le contrôle d'un pays par la terreur. Le 26 mai, sur un marché de Peshawar, un attentat fait 13 victimes. Le lendemain, d'autres actions spectaculaires concernent Lahore.

L'attaque d'un immeuble de la police et d'un autre des services secrets y fait 30 morts. Peshawar, du 8 mai au 9 juin, subit sept attentats meurtriers, dont celui du 9, à la voiture piégée, devant un grand hôtel : neuf victimes, dont deux fonctionnaires de l'ONU. Le résultat immédiat est que les « fous de Dieu » reviennent aussi à l'action souterraine. À Karachi, les familles des beaux quartiers sont rackettées par des correspondants anonymes disant appartenir au TTP[200].

L'arme de la terreur perdure sur fond d'affrontements intercommunautaires : avant les fêtes de l'Aïd, le 18 septembre 2009, un attentat-suicide fait 33 morts à Ustarza, une ville à majorité chiite du nord-ouest du pays. L'automne 2009 est donc marqué par une nouvelle vague d'attentats fomentés par le TTP contre des cibles civiles et gouvernementales. Celui du 9 octobre à la voiture piégée fait 52 tués et une centaine de blessés sur un marché de Peshawar. Plus spectaculaire encore et geste de défi du TTP, les 10 et 11 octobre, le quartier général de l'armée pakistanaise est sous le feu pendant vingt-quatre heures à Rawalpindi. Une prise d'otages se solde par 19 tués parmi les militaires, autant chez les assaillants et 3 parmi les otages. Il ne se passe plus un jour sans qu'une ville pakistanaise, une école, un marché ne soit la proie d'attentats-suicides ou au véhicule piégé ! Par crainte des attentats, maints établissements scolaires restent fermés, ce qui traduit l'incapacité du pouvoir central à assurer la sécurité.

L'offensive militaire pakistanaise entraîne un crescendo de violence dans le pays jusqu'à sa capitale économique, Karachi. Les taliban espèrent, en vain, contraindre l'armée pakistanaise à desserrer son étreinte en zone tribale. Des carnages à l'irakienne perdurent : le 28 octobre, lors de la visite d'Hillary Clinton à Islamabad afin de réaffirmer le soutien des États-Unis, un attentat sur un marché bondé de Peshawar fait 118 tués et 250 blessés. Au total, de l'été 2007 à la fin décembre 2009, ce sont 2 800 Pakistanais qui ont trouvé la mort lors d'attentats terroristes. Devant l'Irak et l'Afghanistan, le Pakistan est devenu le premier État au monde en termes de victimes d'attentats-suicides. En outre, dans tout le pays, les revendications identitaires fortifient le communautarisme et donnent naissance à des milices armées face à un État impotent, sur fond de crise économique aiguë et de renaissance des violences urbaines liées aux conflits ethniques et religieux dont les chiites et la minorité chrétienne font souvent les frais. De

plus, cet État trop faible donne de plus en plus de gages aux islamistes qui musèlent peu à peu les libertés.

En 2009, 3 021 personnes sont tuées au Pakistan par attentat, et 2 391 en 2011. Selon le ministère de l'Intérieur pakistanais, les attaques-suicides ont diminué de 35 % entre 2010 et 2011. Mais le nombre des enlèvements, qui rapportent entre 500 000 et 2,2 millions de dollars aux taliban pakistanais, croît par rapport aux années 2000, soit 474 en 2010 et 467 en 2011. Ils visent essentiellement les travailleurs étrangers, du simple ouvrier spécialisé à l'ingénieur, plus les chefs d'entreprise étrangers ou pakistanais, une autre manière de tenter de paralyser l'économie après l'utilisation à grande échelle du terrorisme aveugle[201].

Pourtant, le danger sécuritaire a pour résultat un renforcement du nationalisme face à un allié puissant, qui a tendance à se mêler des affaires intérieures du Pakistan : les États-Unis.

« Guerre froide » avec les États-Unis

Dans un premier temps, c'est-à-dire avant la mort de Ben Laden, les relations américano-pakistanaises mêlent méfiance et confiance dans une sorte de poker menteur où achoppe la coopération. Depuis les premiers achats d'avions F-16, au début des années 1980, Islamabad reproche à Washington de ne pas lui livrer les indispensables radars et instruments de bord permettant les interventions de nuit et le guidage par satellite des bombes. Or, les pilotes de F-16 pakistanais accomplissent, début 2009, jusqu'à six raids quotidiens dans la zone tribale.

Dans les relations très complexes entre ces deux alliés, nécessaires mais qui se méfient l'un de l'autre, les États-Unis voudraient que le gros de l'armée d'Islamabad se porte sur la frontière occidentale, non seulement pour prendre une part plus active dans la lutte contre djihadistes et taliban, mais aussi pour éviter tout risque d'escalade avec la Fédération indienne[202].

En fait, le double jeu pakistanais est permanent avant qu'il ne soit révélé au monde par la mort de Ben Laden. Deux exemples l'illustrent. Islamabad souffle le chaud et le froid de manière concomitante.

Dans le premier cas, preuve que les données en matière de renseignement progressent, un premier résultat conséquent est à souligner. Le 22 janvier 2009, Zabi al-Taifi, un responsable saoudien d'Al-Qaida, est

capturé dans la ville de Khyber grâce à l'observation d'un drone espion de la CIA. Selon le géopoliticien Pascal Le Pautremat, depuis l'été 2008, la CIA serait associée aux forces spéciales américaines pour monter des opérations dans le nord-ouest du pays et dans le Sud-Waziristan[203]. Sur le modèle vietnamien sous l'administration Kennedy (1961-1963), mais à plus petite échelle, plus de 70 conseillers militaires américains placés sous l'autorité du Special Operations Command, spécialisés dans la lutte anti terroriste, sont venus prêter main-forte à l'armée pakistanaise depuis ce même été. De plus, issu du corps paramilitaire des frontières, un commando pakistanais aurait pu infiltrer les rangs taliban, sur renseignements fournis par la CIA, pour tuer ou capturer 70 d'entre eux. Forts d'un total de 400 hommes, ces commandos sont le fer de lance de l'armée du président Zardari. Formés pendant sept mois à la contre-insurrection par des instructeurs américains des forces spéciales (aidés d'experts en communication et de médecins), ils sont considérés comme étant bien entraînés et motivés.

L'affaire du Dr Khan illustre le second cas. On conçoit l'inquiétude de Washington à l'annonce de la libération, le 6 février 2009, du Dr Abdul Qadeer Khan, le père de la bombe atomique pakistanaise, qui avait, dans les années 1990, divulgué des informations dites sensibles à l'Iran, la Libye et la Corée du Nord. Le président Obama réclame à Islamabad « des assurances que le Dr Khan n'est pas impliqué dans des activités de prolifération nucléaire[204] ». Cette inquiétude est d'autant plus grande que si les sites nucléaires semblent bien gardés par l'armée pakistanaise, on ne sait pas exactement de combien d'armes dispose ce pays (60 ou 80 ?), ni à partir de quelle chaîne de commandement et de décision politique elles peuvent être mises en œuvre. Cette possession de l'arme nucléaire explique aussi le ton arrogant parfois employé par le gouvernement d'Islamabad qui, pour se concilier l'opinion publique, ne cesse de dénoncer les attaques aériennes américaines. Le 29 septembre 2010, trois soldats pakistanais sont tués par une frappe aérienne américaine au débouché de la passe de Khyber, sur la frontière, ce qui entraîne une vive protestation d'Islamabad qui contraint Washington à diligenter une commission d'enquête[205]. S'ensuit une fermeture pour dix jours de la frontière et une série d'attaques sur les convois de l'OTAN, immobilisés en avant de la passe de Khyber, de la part

de taliban pakistanais certains de l'impunité bienveillante de la part des forces de l'ordre…

Le ton ne cesse de monter entre Américains et Pakistanais en 2011. En février éclate l'affaire Raymond Davis. Elle nourrit un antiaméricanisme entretenu par les frappes de plus en plus importantes des avions et des drones de l'Oncle Sam dans la zone tribale. Le 27 janvier, cet ex-soldat des FS et mercenaire de la firme Hyperion Protective Consultants dont le siège se trouve en Floride, devenu agent de sécurité du consulat américain de Lahore, ouvre le feu en pleine rue sur deux Pakistanais, voleurs à la tire, en arguant de la légitime défense. Ce que réfutent les autorités locales qui emprisonnent Davis comme détenu de droit commun. Une tempête médiatique aboutit au gel momentané des livraisons d'armes et d'équipements militaires américains au Pakistan. Davis est finalement relâché, le 16 mars 2011, grâce au versement d'une indemnité de 2,3 millions de dollars aux deux familles pakistanaises endeuillées[206].

En avril, le chef de la CIA, Leon Panetta, calme le jeu. La presse américaine se fait l'écho d'une réunion qu'il vient d'avoir avec le lieutenant-général Ahmed Shuja Pasha, patron de l'ISI, qui détient le mollah Baradar, un des chefs taliban afghans les plus recherchés. En fait, même si le gouvernement d'Islamabad continue de se plaindre officiellement de la violation de l'espace aérien, les Américains ont besoin des services secrets pakistanais pour mieux diriger leurs tirs de missiles (17 attaques de drones pour le seul mois de mars 2011 et 40 civils tués). Depuis février 2004, début des tirs dans la zone tribale souvent sur renseignement pakistanais, une agence d'analyse américaine donne le nombre de 2 500 morts par frappes aériennes[207].

La fièvre diplomatique entre Pakistan et États-Unis, alliés inconfortables dans la lutte contre le terrorisme, aurait pu s'apaiser lorsque surgit l'opération *Géromino* entraînant la mort de Ben Laden. Le 2 mai 2011, un commando héliporté de Navy Seal intervient dans la ville d'Abbottabad. C'est l'attaque de nuit du dernier refuge du chef d'Al-Qaida, une maison forte, proche d'une académie militaire, ce qui signifie bien que les services pakistanais le protégeaient. Tout a été dit sur ce succès au bénéfice du président américain, y compris la preuve récente que le chef d'Al-Qaida n'est pas mort les armes à la main mais a été tout simplement liquidé[208]. Si, pour Barack Obama, « Justice est faite », il n'en va pas de

même pour le Pakistan pris la main dans le sac de la duplicité. Cinq des informateurs pakistanais qui avaient aidé la CIA pour « cibler » la dernière cache de Ben Laden sont arrêtés. Les « formateurs militaires américains » des forces pakistanaises sont priés de plier bagage dans les meilleurs délais. C'est vite oublier les 20 milliards de dollars d'aide que les États-Unis ont déjà offerts au Pakistan depuis 2004. En juillet 2011, Washington suspend ses versements envers l'État complice d'avoir abrité l'ennemi public n° 1. On passe alors à un état de « guerre froide » entre les deux pays, où tous les coups, indirects, sont permis. La frontière se transforme en passoire et l'OTAN a beau jeu de déclarer avoir capturé, début septembre, près de la « ligne zéro », Haji Mali Khan, oncle du fondateur du réseau Haqqani et responsable des passages entre l'Afghanistan et le Pakistan, la réponse d'Islamabad ne tarde pas[209].

En effet, les 13 et 14 septembre 2011, deux jours après l'anniversaire en grande pompe du mémorial de « Ground Zero » à New York, des tirs groupés de roquettes et d'armes automatiques sont déclenchés depuis des toits de magasins surplombant la « zone verte », partie la plus sécurisée de Kaboul où se trouvent l'ambassade américaine et le QG de l'OTAN. Le porte-parole des taliban, Zabihullah Mujahid, affirme mener « une attaque-suicide massive ». Six Afghans y travaillant sont tués (en tout 16 morts), le personnel de l'ambassade se réfugie dans les abris[210]. Armés de mortiers, roquettes et fusils d'assaut, les assaillants tiennent 20 heures, retranchés dans un bâtiment de la place Abdul Haq, quartier ultra-sécurisé. En même temps, deux casernes de la police afghane sont attaquées dans l'ouest de Kaboul. Le 28 septembre, l'amiral Mike Mullen accuse publiquement les services secrets pakistanais d'avoir commandité ces attaques. Ce que confirme un rapport de l'OTAN dévoilé par la BBC, le 1er février 2012, à la suite de 27 000 interrogatoires de plus de 4 000 prisonniers taliban et de leurs alliés d'Al-Qaida : les réseaux pakistanais continuent de soutenir les taliban, tout en leur offrant un sanctuaire de l'autre côté de la frontière, et arment les terroristes d'Haqqani[211].

En agissant ainsi, le Pakistan fait de nouveau comprendre qu'il veut être associé à toute solution négociée. Voilà pourquoi il est aussi soupçonné

d'avoir aidé le kamikaze, qui serait un proche du mollah Omar, à l'origine de la mort du président Rabbani[212].

Chantage et poker menteur

Le pire reste encore à venir. Au nom du droit de poursuivre des groupes de taliban de la province de Kunar, le 26 novembre 2011, de nuit, des hélicoptères et avions américains prennent pour cible le poste de Salala, à la frontière, dans la zone tribale de Mohmand, district de Khyber : 26 soldats pakistanais sont tués. Le Premier ministre pakistanais, Yousuf Raza, dénonce en termes très vifs cette atteinte à la souveraineté et au respect de l'espace aérien. Il ordonne la fermeture immédiate de la base aérienne des Américains à Shamsi, dans le sud-ouest du pays. C'est le pire « dommage collatéral » américain au Pakistan. En exprimant son « sentiment de fureur », comme en 2010, le Pakistan annonce qu'il se retire de la conférence de Bonn du 5 décembre sur l'avenir de l'Afghanistan et bloque les convois à destination de l'Afghanistan. Le poker menteur atteint son paroxysme. Un officier de l'ISI remarque : « Les États-Unis et le Pakistan ont besoin l'un de l'autre. […] Les Américains ne peuvent pas quitter l'Afghanistan en perdant la face, et pour cela ils ont besoin de nous. Soit en rendant le Pakistan responsable de leur échec, soit parce qu'ils cherchent une solution politique au conflit, et elle ne peut être trouvée sans le Pakistan[213]. »

En bref, après bien des tractations, ce n'est que le 3 juillet 2012, à la suite des excuses formelles d'Hillary Clinton pour les tués pakistanais de novembre 2011, qu'après sept mois de blocus les convois de l'OTAN peuvent à nouveau prendre la route vers l'Afghanistan. Toute honte bue, parce que le Pakistan détient un moyen de chantage à l'heure du retrait des Américains qui ont un impératif besoin du port de Karachi pour évacuer leurs forces d'Afghanistan, la première puissance mondiale doit se résoudre à verser un bakchich, comme au meilleur temps des pilleurs de caravanes des passes de Bolan et de Khyber. Soit une rançon de 1 200 millions de dollars pour cette réouverture vitale des routes venant de Kandahar et de Kaboul.

Tout autant que les taliban, le Pakistan demeure le problème le plus grave que la coalition n'a pu résoudre en dépit des efforts des messieurs

Afpak (Afghanistan-Pakistan), tel le dévoué Richard Holbrooke[214]. Comment prétendre gagner une guerre, fortifier un gouvernement à Kaboul, quand la porte de la « rébellion » reste grande ouverte sur 2 500 kilomètres de frontière avec le Pakistan ? Cela tient de la méthode Coué, car d'autres difficultés majeures n'ont pu être réglées par les coalisés.

Les difficultés de la coalition

En mars 2010 est publié *Unfolding the Future of the Long War*, rapport destiné à l'armée de terre américaine[215]. Est envisagé le pire : un affrontement sur le long terme, jusque dans les années 2020, avec la nébuleuse islamique et ses dérivés terroristes. Ces derniers seraient relayés par l'idéologie de groupes non violents, en usant de tous les moyens modernes de communication, en référence au droit des peuples, afin d'entraîner dans la lutte contre l'Amérique les États-nations à dominante musulmane. En Afghanistan, l'Occident se trouve entraîné dans une guerre asymétrique où les vieilles recettes à la Clausewitz ne permettent plus de l'emporter face à un adversaire imprévisible, sournois et peu visible qui multiplie les attaques : 335 en août 2006, 1 541 en septembre 2010, le double l'année suivante. Dans la province de Bamiyan, la plus sûre d'Afghanistan, pilier du régime de Karzaï soutenu par les Hazaras, à partir de l'été 2012 les taliban montent des embuscades sur les routes, incendient des écoles de filles, assassinent des fonctionnaires et contraignent au combat le contingent néo-zélandais, qui ne songeait qu'au retrait[216].

De sorte que l'application de la RAM (révolution dans les affaires militaires)[217] demeure partielle en Afghanistan. Dans cette conception américaine et otanienne, on peut compenser l'infériorité numérique par l'efficacité des moyens-feu couplés au positionnement de la cible (GPS) et à l'application, en temps réel, des données du renseignement afin de prendre l'ascendant sur l'ennemi par des actions qui le paralysent ou le déroutent. Mais ce schéma tactique trouve ses limites dans une guerre sans front, dans un conflit de basse intensité. Faite de multiples actions, la guerre en Afghanistan est aussi celle des communiqués, et les taliban savent se servir des faiblesses et des difficultés de la coalition. À l'heure de la crise

économique et de l'émergence de nouvelles menaces, les déboires de la FIAS sont multiples : des structures du commandement à la difficulté de nommer cette guerre et à ses conséquences pour une opinion publique occidentale fataliste. En outre, engagé au nom du droit international, ce conflit implique un certain nombre de contraintes, sans pouvoir toujours éviter les bavures.

Les dysfonctionnements de la chaîne de commandement

La difficulté de résoudre l'équation Afpak concerne tout d'abord des hésitations du commandement et des politiques. Pas moins de quatre commandants en chef en trois ans, de 2008 à 2011, en Afghanistan. En découlent le doute sur les méthodes et les moyens employés, mais aussi le manque de cohésion d'une pensée stratégique et de son orientation à long terme. En mars 2009, le Centre de planification et de conduite des opérations, qui supervise en France les projections de puissance, et la Direction du renseignement militaire dénoncent les dysfonctionnements en Afghanistan de « la chaîne de commandement de l'OTAN[218] ».

Il faut reconnaître que dans une situation de guerre non déclarée contre les taliban rien n'est facile, particulièrement en ce qui concerne la prise de décision. En Algérie, avant l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, les militaires ont fait ce qu'ils ont voulu. En Afghanistan, la marge de manœuvre des coalisés et leur part d'initiative sont étroitement contrôlées par le Pentagone et la Maison-Blanche, tandis que l'OTAN a des comptes à rendre à l'ONU dans le cadre de la FIAS.

La chaîne de commandement souffre du manque de souplesse d'un mandat international contraignant quant à l'emploi de la force. Jusqu'à la nomination du général McKiernan, le 3 juin 2008, comme commandant de la FIAS et de l'opération *Enduring Freedom* (OEF), les Américains engagés dans ces deux entités menaient des guerres séparées. Si la première faisait avant tout la chasse aux taliban en s'orientant peu à peu vers la contre-insurrection, la seconde poursuivait son objectif initial : la capture ou la mort de Ben Laden et de ses partisans au nom du seul contre-terrorisme et de ses « dommages collatéraux ». Entre la FIAS et l'OEF : le CSTC-A

(Combined Security Transition Command – Afghanistan), un de ces « machins » à la structure complexe dont les Américains ont le secret.

Si on est enfin parvenu à un commandement unique sur le terrain, celui-ci ne rappelle ni Foch en 1918 sur le front Ouest, ni Schwarzkopf en 1990-1991 lors de la guerre du Golfe. En effet, en mars 2009, le général David McKiernan est à la tête de 75 000 hommes, dont 38 000 Américains. Ce nombre comprend les 55 000 hommes de la FIAS (dont 28 000 Américains) et les 14 000 GI de l'OEF. Mais il a au-dessus de lui le général à la tête du Centcom, David Petraeus, mais aussi le commandement des forces interarmées de l'OTAN de Brunssum, aux Pays-Bas, lui-même sous autorité du Shape (l'état-major de l'OTAN), à Mons, en Belgique. En outre, à Kaboul, il doit aussi tenir compte du Socom, commandement des opérations spéciales. Pourquoi faire simple quand on peut faire très compliqué ?

La lourdeur de ce système peut avoir des conséquences néfastes. Certes, il permet des états-majors pléthoriques en temps de paix, en donnant des emplois à des officiers supérieurs et généraux en surnombre pour cause de petites armées de métier qui ressemblent parfois à l'armée mexicaine en raison du surnombre d'officiers de grades élevés. Mais en temps de guerre, une crise au sommet de la chaîne de commandement peut surgir lorsque trop de responsables veulent intervenir alors qu'ils ne sont pas sur le terrain. Entre janvier et mai 2009, ignorée des médias français, une crise majeure perdure entre Kaboul et Bruxelles, siège de l'OTAN.

McKiernan limogé

Tout a commencé à la parution d'un article sur le site Internet de l'hebdomadaire *Der Spiegel* le mercredi 28 janvier 2009, réalisé à partir d'une fuite d'un document classifié OTAN[219]. En question : l'ordre donné le 5 janvier 2009 par le général Bantz John Craddock, commandant suprême des forces alliées en Europe (Saceur) depuis décembre 2006 et lointain commandant opérationnel des unités de l'OTAN en Afghanistan. Il s'agit de traquer « tous les trafiquants de drogue et leurs installations », qui doivent être considérés comme « inextricablement liés aux forces armées d'opposition, [et] qui doivent par conséquent être attaqués », et ce « sans qu'il soit nécessaire […] de prouver que chaque trafiquant ou installation de drogue en Afghanistan remplit les critères d'un objectif militaire ». Pour

l'hebdomadaire allemand, cet ordre équivaut à un permis de tuer sans restriction. Or, à Kaboul, fait unique dans l'histoire de l'Alliance atlantique, le général allemand Egon Ramms, commandant des forces interarmées de l'OTAN, et le général David McKiernan refusent d'appliquer cette directive. Ils l'estiment illégale car contraire au droit international et aux règles en vigueur au sein de la FIAS (sous mandat ONU). Le général Ramms proteste, tout comme le général McKiernan, dans une lettre classifiée : « Craddock essaie de créer une nouvelle catégorie dans les règles d'engagement » qui viserait à « sérieusement attaquer l'engagement que la FIAS a pris auprès de la population afghane et de la communauté internationale de réduire l'usage de la force et d'éviter le plus possible les pertes civiles ».

Or, depuis décembre 2008, le haut commandement américain prône la guerre du droit afin de ne pas renouveler les fautes commises en Irak et en Afghanistan avant l'élection d'Obama. En application, le 30 décembre, une directive du général David McKiernan, déjà édictée un mois auparavant, rappelle « la nécessité de recourir à la force de façon proportionnée et de confier aux forces afghanes la fouille des habitations et des sites religieux en l'absence de danger clairement identifiable ». Elle « exige que les pertes civiles fassent l'objet d'enquêtes » et invite « les cadres militaires de la FIAS à s'assurer que leurs hommes sont suffisamment formés à des tâches telles que la tenue de points de contrôle pour minimiser le recours à la force ». Ces précautions sémantiques concernent le nerf de la guerre : 70 % du produit intérieur brut afghan provient de l'argent de la drogue[220]. Par conséquent, de la façon dont les coalisés résoudront cette question clé de la reconversion des champs de pavot dépend l'application des actions civilo-militaires dans le cadre de la contre-insurrection.

Dans la semaine qui suit, signe des temps, cette question prend les allures d'une « cyber-affaire ». En dépit des démentis du secrétariat général de l'OTAN, qui veut amoindrir la portée de la directive donnée par le général Craddock, les médias canadiens, américains, suisses et surtout allemands s'agitent. Des politiques allemands, dont les Verts du Parlement de Strasbourg, réclament la démission du général Craddock[221]. Pour beaucoup, il incarne les méthodes de l'époque de George W. Bush : un pur produit de l'enseignement militaire « ancien régime », sans diplôme ni

qualification universitaire civile qui lui aurait permis de s'ouvrir sur le monde.

L'exécutif américain est fort embarrassé. Pour la hiérarchie militaire, il ne peut être question de limoger un commandant suprême en donnant raison à son subordonné, officier de cavalerie à la longue carrière[222]. Il y va de la crédibilité de l'OTAN et de la chaîne de commandement ; c'est donc le moins gradé qui fait les frais de cette crise au sommet. Depuis MacArthur en Corée, c'est la première fois dans l'histoire américaine que le commandant d'un théâtre d'opérations est remercié *ex abrupto*. Le général McKiernan paye aussi sa franchise, qualité rare à ce niveau de haute responsabilité. En janvier 2009, il explique à la presse sa mission essentielle : faire en sorte que Kaboul ne tombe pas aux mains des taliban[223]. Il aggrave son cas en estimant que, surtout dans le Sud, « le conflit est dans une impasse[224] ». La sentence ne tarde pas : le 10 mai 2009, moins d'un an après sa prise de commandement, Robert Gates, secrétaire d'État à la Défense, annonce par un bref communiqué le remplacement de McKiernan par le lieutenant-général Stanley McChrystal, un ascète de 55 ans.

McChrystal remercié

Ce dernier est un élève du général Petraeus en matière de contre-insurrection. Il a pour second le général David Rodriguez, ancien commandant de la RC-E (Regional Command – East) en Afghanistan. Non sans mauvaise foi, alors que le général McKiernan s'y évertuait déjà, le secrétariat d'État à la Défense indique que le nouveau responsable à Kaboul devra donner la priorité à la contre-insurrection et à la protection de la population. La seule nouveauté, à l'origine de la nomination du général David Rodriguez comme adjoint, est le retour des forces spéciales afin de poursuivre sans répit taliban et djihadistes. Pour faire bonne mesure, un nouvel ambassadeur est nommé à Kaboul, Karl Eikenberry.

Le remplaçant du général McKiernan est aussi une forte personnalité, et il a pour habitude de dire ce qu'il pense. Ayant obtenu du président Obama un renfort de 33 000 hommes nécessaire pour conduire une vigoureuse offensive sur le terrain, il commet la faute d'oublier que c'est au politique qu'appartient le dernier mot. À l'inverse du Vietnam et du proconsulat du

général William Westmoreland (1964-1968), la campagne d'Afghanistan offre la particularité de présenter à la suite deux limogeages du type de celui du général MacArthur. Le général McChrystal s'épanche dans la revue *Rolling Stone*, en juin 2010, alors que ce mois est un des plus meurtriers de la guerre (70 soldats de l'OTAN tués). Il ose critiquer le bien-fondé de la politique menée par le président américain à qui il reproche un manque de fermeté, tout en prônant lui-même, afin de se concilier la population afghane, une limite sensible des raids aériens afin d'éviter les « dommages collatéraux ». La réponse de la Maison-Blanche ne se fait pas attendre, Stanley McChrystal est remercié le 23 juin. Il est vrai qu'à l'occasion d'un passage à Paris le général s'est laissé aller à un humour qui tient du comique troupier à l'égard de l'ambassadeur Karl Eikenberry, tout en se montrant méprisant envers le vice-président Joe Biden[225]. Une autre explication est avancée par le *New York Times* du 2 juillet : McChrystal n'aurait pas apprécié les tergiversations concernant son action de contre-insurrection dans le fief des taliban, Kandahar. Il réclamait l'installation de gros générateurs afin de suppléer aux demandes en courant électrique de la ville. Refus des hautes instances au-dessus de lui : Kandahar n'est pas encore suffisamment sécurisée, les services municipaux n'étant pas encore considérés comme loyalistes.

Le bref proconsulat de David Petraeus

La nomination de David Petraeus a d'abord le mérite, au moment où les Américains quittent graduellement l'Irak, de simplifier la chaîne de commandement. Très à l'aise devant les médias, respecté pour ses grandes compétences et une vive intelligence, ce francophile est à la fois Centcom et commandant en chef en Afghanistan. Ce spécialiste de la contre-insurrection redonne un moral de vainqueur aux troupes de la coalition par une succession de coups de boutoir aux résultats probants. Mais son action est entravée tout d'abord par l'offensive en Libye, à partir du 19 mars 2011, qui prive une partie des forces américaines de leur potentiel. La donne est surtout changée par la mort de Ben Laden, qui rend toutes ses prérogatives au pouvoir exécutif américain. L'opération *Enduring Freedom* n'a plus, dès lors, de raison d'être. Ce qui accentue la volonté du président américain de rembarquer plus tôt que prévu sans que les efforts considérables consentis

envers les forces de sécurité afghanes soient encore suffisants. Le 18 juillet 2011, soit, comme pour ses deux prédécesseurs, pour une durée d'un an à la tête des troupes en Afghanistan, Petraeus quitte son poste à Kaboul afin de remplacer à la tête de la CIA Leon Panetta, celui-ci devenant secrétaire d'État à la Défense. Hélas, l'image du maître de la contre-insurrection est ternie par une pantalonnade qui le contraint à la démission au début de novembre 2012, signe de l'infantilisme pudibond d'une société américaine marquée par le puritanisme qui considère qu'avoir une maîtresse est une atteinte à la morale publique…

Son successeur, le général John R. Allen, beaucoup moins médiatique mais lui aussi concerné par la même maîtresse, une certaine Jill Kelley, poursuit un temps sa politique. Il s'agit de continuer l'effort dans l'Est et dans le Sud, mais Allen donne surtout l'impression, ses moyens et ses effectifs diminuant progressivement, d'expédier les affaires courantes dans le choix du contre-terrorisme. On n'en est plus à comment gagner la guerre, mais à comment évacuer en évitant une humiliation.

La tour de Babel de l'OTAN-FIAS

L'OTAN, une force hétérogène

Les dysfonctionnements et l'empilement des diverses strates de commandement ont des effets pervers. Le premier est un mélange des genres depuis la formation du commandement intégré de l'OTAN. En effet, le commandant suprême des forces de l'OTAN (Saceur) est en même temps celui des forces américaines stationnées en Europe (Usareur), même si dans les faits un adjoint exerce ce commandement. Comme le fait remarquer le général François Cann (qui fut, lors de la guerre du Golfe en 1991, chef de la mission militaire au Shape), dans l'urgence, le général américain toujours placé à la tête des forces de l'Alliance atlantique ne se demande pas sous quelle casquette il agit, celle du Saceur ou celle de l'Usareur, puisqu'il décide pour le bien commun des alliés depuis son bunker souterrain de Mons[226]. Même si les opérations sont placées sous mandat de l'ONU, cette confusion existe en Afghanistan. Elle entretient la conviction que l'OTAN est essentiellement une émanation des États-Unis. Or, depuis l'engagement

américain en Irak cet amalgame est rédhibitoire, la population des pays musulmans assimilant l'Oncle Sam à Satan.

On conçoit mieux, dès lors, combien il doit être difficile pour un paysan afghan de distinguer les forces européennes, notamment françaises depuis la réintégration de la France dans l'OTAN. À cela s'ajoutent des fautes liées à une ignorance crasse de l'histoire du pays. Dans une province comme le Helmand, confiée au Royaume-Uni, comment les habitants peuvent-ils considérer les forces britanniques autrement que comme des forces d'occupation revanchardes, alors qu'elles sont déployées sur les lieux mêmes des sanglants affrontements des guerres anglo-afghanes, marquées notamment par la bataille de Maiwand, le 27 juillet 1880, où une armée anglaise fut étrillée ?

Une culture interalliée

Par l'emploi de contingents très divers, la lutte en Afghanistan évoque la guerre de Corée. En août 2011 au sommet de sa puissance, la FIAS compte 48 nations, soit 130 697 hommes, dont 90 000 Américains, 9 500 Britanniques, 5 000 Allemands, 3 974 Italiens, 3 939 Français, 2 579 Polonais, 1 840 Turcs, 1 550 Australiens, 1 523 Espagnols. L'OTAN développe également les partenariats. Ainsi, en 2010, 3 000 Géorgiens sont engagés en Afghanistan, leur expérience du combat en montagne étant appréciée. De petits pays menacés par le terrorisme interviennent, telle Singapour qui déploie une cinquantaine d'hommes[227]. Mais l'essentiel de la coalition repose sur l'OTAN. Cette organisation possède une culture du compromis. Elle s'est forgé un savoir-faire lors de ses missions en Bosnie et au Kosovo. L'Afghanistan constitue sa première opération « hors zone ». En sabir otanien, il s'agit d'une « mission non stabilisée » de maintien de la paix.

D'un outil figé, tourné vers le combat Centre-Europe contre les forces du pacte de Varsovie, l'OTAN s'est diversifiée par l'aguerrissement sur le terrain en faisant se côtoyer des nations fort différentes. L'expérience du feu en Afghanistan illustre cette formule : « Mettre en commun nos forces plutôt que nos lacunes. » En dépit de ses lourdeurs intrinsèques, l'OTAN est devenue une force cohérente développant les relations interalliées et interarmées (dont on perçoit le bénéfice lors de la guerre en Libye de mars à

octobre 2011). Depuis le Kosovo, l'OTAN est passée des scénarios de crise à de véritables opérations et découvre la vraie guerre. Un chiffre ne trompe pas : de 33 états-majors en 1993, l'organisation en compte seulement 11 en 2008 et chacun regroupe les armées de terre, de mer et de l'air.

Les Français dépendent d'un général de division américain, dès le « parcours de préparation » d'une opération, même si la liberté de manœuvre laissée aux unités est grande. Les Américains fournissent le soutien logistique et des hélicoptères et avions qui agissent en coordination avec eux. Cette coopération est saluée, le 31 mars 2009, par le général Michel Stollsteiner, commandant le bataillon français à Kaboul, dans un reportage qui lui est consacré par France 2 au journal télévisé de 20 heures : il besogne « en famille » avec le contingent italien, partageant avec ces hommes une « même culture OTAN ». La réintégration de la France dans l'OTAN facilite les opérations multinationales. Ainsi, pendant l'hiver 2009, le 1er février, des chasseurs alpins du 27e BCA, dans la province de Kapisa, sont transportés par un hélicoptère lourd Chinook américain sur un piton, lors d'une opération conjointe[228]. Outre l'héliportage, les hélicoptères d'appui feu Apache et Kiowa côtoient les Black Hawk médicalisés de la 101e Airborne qui, comme les Caracal français, assurent des évacuations sanitaires.

Les contingents européens apprennent à travailler ensemble. Ils utilisent peu à peu les mêmes règles d'engagement et des matériels semblables, même si la mutualisation des moyens n'est pas toujours partagée. En revanche, l'interopérabilité est bonifiée car il y va de la sécurité de tous. Un Rafale peut désormais intervenir aussi bien pour des Britanniques que des Américains. Le lieutenant-colonel Bruno Troussard rend compte de son expérience dans son témoignage précédemment cité : « J'ai beaucoup travaillé avec les Américains sur le camp de Phoenix [Kaboul] et avec l'EM CSTC-A (état-major multinational, mais à grande majorité américaine, en charge de la coordination de la formation de l'armée afghane). En règle générale, cela s'est bien passé, notamment à Phoenix. Les Français étaient appréciés pour leur professionnalisme, leur savoir-être et leur discipline. Les relations se sont même encore améliorées à partir du moment où le président de la République a annoncé qu'il enverrait 700 hommes

supplémentaires (en avril 2008). Cela dit, l'Américain imbu de sa personne et sûr de lui existe toujours ».

La plaie des caveats

En Afghanistan, l'OTAN souffre d'un certain nombre de maux. Elle est empêtrée dans l'imbroglio des *caveats* : chaque nation contrôle l'usage des forces qui sont mises à la disposition de la FIAS. Même si sur le terrain les troupes françaises ne sont pas concernées par cette plaie, au Sénat, lors du débat du 22 septembre 2008 relatif à l'Afghanistan, Josselin de Rohan, président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, évoque « la "*caveatisation*" de la guerre : cette évolution mérite une réflexion approfondie avec nos alliés de manière à s'assurer que toutes les forces qui composent la FIAS peuvent être utilisées dans les mêmes conditions au service de sa mission[229] ». Au total, 60 *caveats*, ou restrictions d'emploi de la force, font que les troupes d'un commandement régional, parce qu'elles sont de nationalités différentes, chacune avec des règles propres quant à leur emploi, ne peuvent pas toujours se soutenir l'une l'autre. Ainsi, le gouvernement allemand, qui a déployé des unités dans la partie septentrionale de l'Afghanistan, leur interdit de quitter cette zone, et l'usage même de ses avions Tornado (par les Allemands eux-mêmes ou à la demande de l'OTAN) obéit à des cas déterminés[230]. Cet excès de juridisme entraîne une surabondance des règlements qui paralyse l'initiative et l'action.

En outre, l'OTAN a bien du mal à se débarrasser du schéma des opérations SOP (*standing operation procedures*), certes garanties contre une ouverture intempestive du feu mais inadaptées à la contre-guérilla. L'OTAN est encore engoncée dans 90 règles d'engagement « à la carte », c'est-à-dire toutes différentes les unes des autres. Ce qui, évidemment, fait le jeu d'un adversaire qui agit en toute impunité, et qui est par ailleurs prévenu du début de toute opération par le déploiement bruyant de blindés, de véhicules et de drones.

Mais comment circonvenir le manque d'harmonisation du commandement en raison de cultures de guerre différentes ? Si l'on ajoute aux 27 nations membres de l'Alliance atlantique les autres pays participant à la FIAS, cela donne 48 façons de commander, d'agir. C'est un nouveau

cirque Barnum contre un ennemi qui eut raison de l'Armée rouge. Le chef d'escadron Legrier, officier d'état-major à Kaboul en 2007, nous a précisé : « Mon sentiment est que la machine otanienne est une véritable tour de Babel qui n'a pas la réactivité nécessaire pour mener une lutte de contre-guérilla. » Il semble parfois que le Père Ubu s'en va en guerre. L'OTAN invente en Afghanistan l'engagement à la carte, fromage ou dessert. Ainsi, le contingent turc veut bien intervenir dans les missions civilo-militaires de reconstruction, mais il n'est pas question pour lui de participer au combat contre des frères musulmans ! Dans leur mission de « stabilisation », les « soldats-reconstructeurs » allemands – tels qu'ils se définissent – ne peuvent ouvrir le feu qu'en cas de légitime défense, même si une cinquantaine des leurs ont été tués, dont 50 % au combat. Depuis leurs premiers morts à Kaboul, le 7 juin 2003, les hommes de la Bundeswehr prennent conscience de ce que le ministre de la Défense, Karl-Theodor zu Guttenberg, en avril 2010, reconnaît comme « situation de guerre ». De plus, l'état-major de la Bundeswehr se plaint du manque d'équipements : pas d'hélicoptères de combat, munitions inadaptées des fusils d'assaut G 36, pas d'artillerie ni de chars lourds Leopard 2 déployés[231]. En fait, les Allemands affichent une *comprehensive approach* ou « sécurité interconnectée » en Afghanistan. Elle consiste à mener des actions selon une approche globale combinant moyens militaires, politiques, sociologiques, dans un cadre interarmées et international défini par le *Livre blanc 2006* allemand[232].

Les dissensions entre alliés

Entre alliés, tout ne va pas pour le mieux. Les Britanniques reprochent aux Américains de ne pas savoir respecter les populations civiles en ayant une propension aux frappes aériennes aveugles. Réfutant ce reproche bien connu depuis le Vietnam, « on tire d'abord, on discute après », les Américains estiment qu'en Afghanistan, dans le Helmand, à force de trop vouloir tisser des liens avec la population, les Britanniques ménagent l'adversaire[233]. Se perçoit ici toute la différence entre deux cultures de guerre, l'une encore liée à la notion de guerre totale, l'autre qui a hérité de ses expériences coloniales et des leçons du long et douloureux conflit en Irlande du Nord. D'autre part, les Britanniques, comparés aux Américains,

considèrent qu'ils font une guerre à l'économie en étant sous-équipés, notamment en voilures tournantes[234]. En septembre 2009, le général Andrew Mackay est le cinquième officier général à démissionner pour protester contre les mauvaises conditions d'engagement et le manque de matériels en Afghanistan[235].

Au siège de l'OTAN, à Bruxelles, lors du voyage annuel des étudiants de mon master recherche « Histoire militaire comparée, géostratégie, défense et sécurité » de Sciences Po-Aix, en mai 2009, une certaine tension entre Britanniques et Français était perceptible. Les premiers ont le sentiment d'être les dindons de la farce : ayant payé le prix du sang en Irak, fidèles parmi les fidèles de l'Alliance atlantique, lors de la pleine intégration de la France dans l'OTAN, ils n'ont pas obtenu de commandement prestigieux – comme celui de Norfolk et son état-major stratégique dévolu aux Français. De pénibles soupçons pèsent parfois sur les relations entre alliés, comme cette accusation du *Times* du 15 octobre 2009, récusée sans convaincre par les exécutifs français et italiens : à Uzbin, les Italiens auraient acheté leur tranquillité aux taliban, mais sans le dire à leurs successeurs français, ce qui serait une des origines du nombre de tués lors du combat du 18 août 2008…

En dehors de matériels de calibres identiques et de l'anglais otanien, que tout apprenti du renseignement devine aisément lorsque des ordres sont donnés en clair (d'où l'utilité des radios cryptées[236]), on mesure combien il est difficile de faire cohabiter efficacement des soldats espagnols, allemands ou canadiens. En Afghanistan se vérifie cette remarque désabusée du général Sarrail, commandant l'armée d'Orient sur le front de Salonique, en 1916-1918 : « Depuis que je commande une coalition, je suis moins admiratif de Napoléon. »

Une guerre retenue

Le cas afghan est d'autant plus préoccupant qu'il faut tenir compte, à l'inverse de la guerre des Soviétiques en Afghanistan ou de celle des Américains en Irak, du mandat onusien impliquant le respect du droit international. De sorte que la colossale puissance de feu de la coalition est sous contrôle permanent. En découle une guerre retenue qui met à mal certains des principes de la guerre classique édictés de Sun Tzu à Foch.

Quelle liberté d'action ?

Le premier concerne la liberté d'action. L'éclatement des forces à la poursuite de taliban qui se volatilisent après leurs coups de main ne permet pas la disponibilité et donc l'économie de forces et la concentration des moyens pour une action décisive. Le commandant de la FIAS n'a pas sous son commandement une force de réserve bien entraînée capable d'intervenir très rapidement sur n'importe quel point du territoire afghan. L'histoire militaire nous apprend que d'Alexandre à Norman Schwarzkopf (général de l'armée américaine qui s'est illustré pendant la guerre du Golfe), en passant par Bonaparte, nombre de grands stratèges ont forcé le destin en ayant cette réserve capable de créer la décision ou de couvrir un repli, bénéficiant de la solidité des vieilles troupes. L'Afghanistan, plus que le Kosovo, constitue les travaux pratiques de la NRF (NATO Response Force), selon le principe de projection de puissance adopté lors du sommet de Prague en novembre 2002. Mais au pays de l'insolence, cette force est aux abonnés absents en raison du poids des *caveats*. Ce manquement est lourd de conséquences : dispersion des unités sur le terrain – les Américains sont répartis dans une centaine de bases –, initiative laissée à l'ennemi… La victoire militaire sous le commandement du général Challe en Algérie a été obtenue par le quadrillage du *bled* et la concentration des moyens de la réserve générale (10^{e} et 25^{e} divisions parachutistes surtout) en prenant le territoire algérien en écharpe, d'ouest en est, par un gigantesque coup de faux qui a décimé les unités de l'ALN. Ce plan impliquait les déplacements de population, la multiplication de zones dites interdites où tous les coups étaient permis. Ce qui est inapplicable et inacceptable en Afghanistan sous mandat ONU.

Il faut aussi évoquer une erreur initiale : la sous-estimation de l'adversaire. Après la facile victoire d'octobre-décembre 2001, les Américains ont cru qu'il ne restait plus que quelques bandes résiduelles de taliban et de djihadistes dans la zone frontière. Mais en 2003, au lieu de continuer la poursuite tous azimuts, de forcer l'ennemi dans ses derniers retranchements, pensant que la question afghane était en voie de règlement, le président Bush et les néoconservateurs qui l'entourent commettent la même erreur que Hitler en 1941, qui pensait que la Grande-Bretagne ne constituait plus une menace sérieuse avant de se retourner contre l'URSS.

C'était se condamner à faire la guerre sur deux fronts. Or, en mars 2003, opération préparée de longue date (même thème de la vengeance du 11 septembre 2001 comme pour l'Afghanistan refuge de Ben Laden), les États-Unis envahissent l'Irak et s'y enlisent avec leurs alliés. Il faut alors de plus en plus d'hommes et de matériels pour un conflit incontrôlable. Par conséquent, l'Afghanistan devient un théâtre d'opérations secondaire et le reste jusqu'en 2007.

Le placage d'une armée du XXIe siècle sur un pays médiéval et tribal tient de l'acculturation et de l'incompréhension. Sous la menace des IED et des tirs de harcèlement, les militaires se retranchent dans leurs bases par réflexe de sécurité. Dans un pays hostile, il faut sans cesse améliorer la sécurité du camp en creusant des tranchées, en renforçant par du béton les bâtiments soumis aux tirs de roquettes. En Irak, les bases construites en ville étaient accessibles, mais en Afghanistan certaines dépendent uniquement des airs pour leur logistique, sur le modèle de Khe Sanh au Vietnam. Ainsi en est-il du poste de Seray, très proche de la frontière pakistanaise, dominant une vallée verdoyante de la province de Kunar. Il surveille une route importante de transit à proximité de la zone tribale. L'héliport de la petite base est fréquemment pris sous le feu des taliban. Le sergent-chef Christopher Lenington confie à Yochi J. Dreazen, envoyé spécial du *Wall Street Journal* : « Ils [les taliban] peuvent utiliser à peu près n'importe quelle arme depuis les collines alentour et nous tirer comme des pigeons[237]. » Cette inefficace dispersion, faute d'effectifs pour assurer un quadrillage suffisant sur le terrain, met à mal la protection des zones sous contrôle théorique de la coalition et des forces de sécurité afghanes. Christopher Lenington ajoute : « La population des villes et des villages les plus importants est vulnérable, puisque nous sommes ailleurs à courir après l'ennemi[238]. »

Toutefois, l'ennemi mêlé à la population se garde de provoquer en combat frontal la coalition. De sorte qu'il est incapable de remporter une victoire tactique ou stratégique, mais emploie toutes les ruses de la guérilla pour épuiser l'adversaire. Ce dernier garde le sentiment de pouvoir circuler librement, à condition d'avoir une puissance de feu suffisante…

Une sûreté aléatoire

Si le précepte de connaissance de l'ennemi est souvent rempli, hors du couvert végétal ou chaotique, grâce à la reconnaissance aérienne (drones, avions, hélicoptères), la recrudescence des attaques depuis 2006 montre bien que les garnisons afghanes et otaniennes se trouvent directement sous le feu des taliban. La sécurité des voies de communication est en effet aléatoire. Pour preuve, révélé en France par *Le Point* en mars 2008, le désastre logistique de Khyber. Sur les mêmes lieux redoutés des Britanniques, dans cette passe de plus de 30 kilomètres, seule voie d'accès entre Kaboul et Peshawar, 60 camions-citernes de l'OTAN sont détruits, et les taliban, photos à l'appui, pérorent au milieu des carcasses calcinées. Les chauffeurs étaient pakistanais et cette affaire met en avant la question de l'emploi de mercenaires par l'OTAN[239]. La capacité des taliban à paralyser la logistique de la coalition est de nouveau illustrée lors de l'attaque spectaculaire, à Peshawar, terminus et point de départ de la route reliant à Kaboul, de 60 autres camions de l'OTAN incendiés le 8 décembre 2008[240]. En fait, dans les quinze premiers jours de ce mois, près de cette même ville, les turbans noirs mènent six assauts contre des dépôts otaniens, détruisant 300 véhicules, Hummer, camions et conteneurs de ravitaillement[241]. Le 3 février 2009, les taliban persistent et signent dans la meilleure tradition des westerns : un pont routier menant à la célèbre passe de Khyber saute à une vingtaine de kilomètres de Peshawar[242]. Depuis, tant au Pakistan qu'en Afghanistan, les attaques sont fréquentes. Ainsi, le 18 juillet 2012, après une série d'attaques sur la route Kandahar-Kaboul, à la suite de la réouverture de la frontière avec le Pakistan, les taliban détruisent 22 camions de l'OTAN dans la province de Samangan.

En Afghanistan, on ne compte plus le nombre de ponts qui sautent, parfois plusieurs fois, sans cesse reconstruits avec l'aide de la communauté internationale. L'ennemi a bien compris que la bataille de la logistique est une des clés de cette guerre. Plus le coût en sera élevé, plus les coalisés seront contraints de disperser leurs forces, d'engager plus de moyens et de dépenser davantage, donnant ainsi à ce conflit un coût prohibitif que ne peuvent se permettre des économies occidentales en crise.

La nécessité d'assurer avant tout la protection des flux logistiques a une conséquence inattendue : le retour des frappes de l'aéronavale, après l'engagement du groupe du porte-avions nucléaire *Charles de Gaulle* à la suite de longues missions en 2007 et début 2008, puis d'octobre 2010 à février 2011 (opération *Agapanthe*). Des porte-avions géants américains croisant au large des côtes pakistanaises avaient déjà participé aux opérations de fin 2001 à mars 2002, mais la priorité fut ensuite donnée à l'Irak. Depuis l'été 2008, avec d'autres renforts, les Task Force 37 et 150 de la V^e^ flotte (océan Indien) sont sollicitées au bénéfice de la FIAS et de l'OEF. Ainsi, en février 2009, 24 appareils de combat, dont des F/A-18C Hornet, décollent quotidiennement du *Theodore Roosevelt* pour des missions dans le sud de l'Afghanistan, à 700 kilomètres du porte-avions nucléaire : reconnaissance aérienne, appui feu, attaque de petits groupes de taliban en place pour une embuscade, couverture aérienne d'un convoi dans un passage délicat…

Bien que le Pakistan demeure indispensable comme base arrière, la coalition doit désormais faire venir une partie de son carburant par la très coûteuse voie aérienne. Selon le témoignage du général Duncan J. McNabb, responsable de l'ensemble de la logistique américaine en Afghanistan, réalisé alors qu'il s'apprête à quitter son commandement début mars 2009, les rares routes de ce pays sont « toujours sous le feu ». Le transport d'hommes et de matériels sensibles se fait donc le plus souvent par les airs, notamment pour 50 % des 100 conteneurs journaliers dont ont besoin les troupes américaines[243]. De leurs côtés, les républiques clientes des Russes en Asie centrale rechignent à ouvrir pleinement leurs frontières à la logistique des coalisés ou font monter les enchères quant à l'emploi de leurs tarmacs, que ce soit celui de Manas (Kirghizstan) ou de Douchanbe au Tadjikistan ou de Navoï en Ouzbékistan[244].

Les transports logistiques sont assurés par les gros Galaxy américains, mais l'OTAN sollicite aussi des compagnies ukrainiennes ou russes employant des Iliouchine 76 et des Antonov 124. Cet avion géant est fort apprécié : il dispose d'appareils de levage le rendant autonome pour le chargement et le déchargement. À partir des bases d'Arvord et d'Istres, aux prises avec un « trou capacitaire » quant au transport militaire dépendant de C-160 Transall et de C-130 Hercules vieillissants, les Français se servent

également de ces géants des airs qui peuvent embarquer jusqu'à 50 tonnes d'armements et d'équipements divers, en attendant l'Arlésienne : la mise en service de l'A400M. Les coalisés ont agrandi les pistes de Kaboul et de Kandahar pour assurer les rotations des gros-porteurs capables de faire la liaison directe avec l'Europe, pour un coût moyen compris entre 150 000 et 200 000 euros par vol aller-retour. Par rapport à l'époque soviétique où elle avait déjà une taille imposante, la base-aéroport de Bagram, gardée par 22 000 GI, a doublé pour accueillir plus de 40 000 hommes en transit. Elle ressemble à un Roissy asiatique : un avion décolle toutes les trois minutes, tandis que les abords sont sous la surveillance d'A-10 et d'hélicoptères armés.

L'exploitation et le renseignement

Gênée dans sa liberté d'action et sans sûreté garantie, la coalition applique partiellement le troisième principe de la guerre garant de l'action décisive : l'exploitation. Or, celle-ci repose avant tout sur la maîtrise du renseignement, partie discrète mais vitale avant tout engagement de forces, quelles que fussent les performances de la RAM en matière d'acquisition des données et de leur utilisation en temps réel. Une certaine cacophonie et un manque de confiance réciproque perdurent entre alliés avant 2010 et l'arrivée du général Petraeus qui y mit bon ordre. L'ennemi peut mener des embuscades à peu près où et quand il veut, même en ville, malgré drones, avions de reconnaissance et satellites espions à très haute résolution !

En outre, un des corollaires du renseignement concerne ce que le vieux maître chinois Sun Tzu appelle les travaux d'approche, à la clé de la surprise et donc de la victoire par économie de forces[245]. La coalition maîtrise tout ce qui est d'origine savante (photographies, espace, écoutes…), mais reste inférieure à l'exemple français en Algérie qui développa l'infiltration, l'intoxication de l'adversaire et la redoutable « bleuite » à l'origine de purges sanglantes, notamment celle d'Amirouche, en wilaya 3, qui fit plus de victimes que le plan Challe[246]. Quelle est donc la part du renseignement d'origine humaine, seul capable de remonter les filières du terrorisme ? Le général Jean-Louis Georgelin rappelle que le renseignement, clé du succès de toute opération, « n'est pas seulement une affaire de satellites et de capteurs », sinon il ne sera pas possible de dresser

l'« organigramme de la rébellion » sur le modèle de la bataille d'Alger – mais sans l'emploi de la torture afin de se concilier la population[247]. Cette quête de l'information bute contre un obstacle que les Français ignoraient en Algérie parce que l'adversaire – tout du moins ses cadres – parlait la même langue, alors que la maîtrise même de l'arabe en Afghanistan n'est d'aucune utilité et ne vous fait comprendre qu'à l'heure des cinq prières journalières (en dari pour les Hazaras chiites). Plus que pour d'autres conflits, la faiblesse du renseignement d'origine humaine provient du degré de fiabilité des interprètes. Les contacts sont rarement directs et sont donc faussés entre les coalisés en treillis de combat et les autochtones en costumes traditionnels. Outre le pachto et le persan afghan, idiomes officiels, plus d'une trentaine d'autres langues et dialectes (turcoman, tadjik…) sont pratiqués en Afghanistan. Dans ce pays où les traditionnelles guerres tribales ont entretenu toutes les formes de ruse, comme le montrait déjà Rudyard Kipling à propos du pays des Kafirs[248], quelle est la part de la duperie, de l'esquive selon Sun Tzu[249], dont font les frais ces lourdes et bruyantes armadas occidentales présentes au pays des faucons ?

À ces difficultés s'ajoute, de la part de la puissance qui dirige la coalition, une propension à considérer ses alliés comme des vassaux. Des diplomates et hauts responsables militaires britanniques, canadiens et néerlandais, selon le *Guardian* du 6 mars 2009, déplorent, dans un rapport qui aurait dû rester confidentiel, la rétention de l'information faite par les Américains à propos de la situation réelle dans la zone pachtoune, des deux côtés de la ligne Durand. Des pilotes néerlandais de F-16 se seraient plaints des ordres reçus des Américains lors de bombardements au sol en restant par la suite dans l'ignorance des résultats, tout cela parce que ces alliés ne sont pas « suffisamment fiables » aux yeux de l'Oncle Sam. Ce même rapport dû, en novembre 2008, à l'initiative du Rand National Defence Research Institute for US Joint Forces Command, décrit le manque de confiance qui règne au sein du base Holland, près de Tarin Kowt, dans le sud de l'Afghanistan. Treize différents services de renseignement (américain, australien, néerlandais…) y travaillent avec une coopération minimale. Ce qui, remarque le lieutenant Neils Verhoef, du contingent néerlandais (1 700 hommes alors), a les plus graves conséquences lorsque les Américains localisent un IED : ils n'ont pas le réflexe d'en informer

immédiatement leurs alliés. Plus critique encore, faisant le bilan de son expérience depuis 2006, le général de brigade néerlandais Theo Vleugels en vient à se demander si les Américains, qui commandent en chef sur le terrain, ont un plan de campagne ?

Ce rapport pointe également du doigt une manie bien connue depuis la Corée, l'Algérie, le Vietnam ou l'Irak : la course au bilan, en contradiction flagrante avec la théorie de la contre-insurrection. En effet, l'efficacité sur le terrain continue d'être mesurée par les services de renseignement en fonction du nombre d'ennemis tués, blessés ou capturés et de la quantité d'armes saisies[250]. En bref, en employant l'euphémisme d'« attrition », politiquement plus correct que « bilan », on en est encore, en Afghanistan, à la recherche du succès tactique à très courte vue sans se rendre compte des conséquences auprès de la population, car cette guerre, malgré tout retenue de la part de la coalition, ne peut éviter les bavures.

Une réalité de la guerre : les « dommages collatéraux »

Une guerre censée être menée du ciel

Priorité étant donnée à l'Irak après 2003, la gestion à l'économie du conflit afghan repose sur un postulat en partie faux qui explique la lourdeur des armées modernes : le combat ne sera plus qu'urbain, et l'œil et le feu du ciel emporteront la décision.

À partir du concept du « zéro mort » et des vertus de la RAM, comme au Vietnam pour assurer la sécurité des camps-bases et des lignes de communication, en l'adaptant aux aéronefs modernes, le commandement américain remet à l'honneur le tout-aérien, si cher aux thèses du général italien Douhet après la Première Guerre mondiale. Cette doctrine est aussi prônée par l'Air Task Force de l'OTAN. Si elle a donné des résultats au Kosovo et en Libye – on oublie dans ce cas que la décision est venue du sol, lorsqu'en septembre-octobre 2011 la France arme les rebelles pour prendre Tripoli –, elle est peu adaptée à un adversaire mêlé aux civils. Celui-ci défie l'occupant en ayant tendance à multiplier les astuces pour se camoufler, telles ces bâches en plastique tendues dans d'étroites ruelles de village qui

le mettent à l'abri des drones d'observation. Un avion, un drone ne peuvent tenir le terrain – même si le drone a un long temps d'observation. Un hélicoptère ne peut agir que pour des missions ponctuelles et non pas pour servir de gendarme aérien permanent, et les taliban en 2010-2011 multiplient les coups au but que l'OTAN camoufle sous l'appellation d'« accidents ». Le soutien de l'aéronavale reste marginal, les aéronefs ne devant rester que quelques minutes dans le ciel afghan en raison des distances à parcourir.

L'emploi de l'aviation se révèle très coûteux, notamment en raison de la taille de l'Afghanistan, et des contraintes géographiques et climatiques de ce pays de montagne. Le capitaine Romain, dans son carnet publié, mais aussi dans son blog, en donne un exemple révélateur à la date du 20 avril 2008. C'est le premier tir d'une bombe A2SM, en appui de troupes canadiennes : « L'avion s'incline légèrement au "glong !" des 300 kg éjectés sous l'avion. *Out hot. Impact in few seconds* […]. La bombe a impacté à 10 mètres du point visé. » Face à un combattant rustique et dispersé, il y a là un abîme entre les moyens engagés et les effets produits. Traquer des insurgés armés de lance-roquettes et qui se déplacent sur des mobylettes exige une patrouille conjointe d'un Rafale et d'un Mirage 2000-D, ainsi qu'un ravitailleur en vol Boeing C-135 quadriréacteurs. Sans parler de la logistique au sol qui nécessite près de 170 personnes…

En règle générale, pour les six avions français quotidiennement engagés de la fin 2008 à la mi-2012, il s'agit de surveiller une zone et de remplir les objectifs définis par le JTAC (le Joint Tactical Air Controller). Il assure la coordination des actions tactiques aériennes en liaison avec les troupes au sol : surveiller les alentours d'une FOB pour *forward operational base*[251], reconnaître un terrain avant le début d'une opération, protéger le passage d'un convoi… Cette dernière mission devient essentielle depuis la montée en puissance de l'adversaire. En appui de troupes britanniques dans l'Est afghan, un capitaine chef de patrouille (deux Rafale) témoigne : « Un convoi transportant du pétrole doit emprunter un segment de la *highway 1*, axe routier stratégique qui traverse le pays du nord au sud. Les Brits doivent s'assurer que les ponts sont "clairs" de tout mouvement suspect, du type pose d'engins explosifs[252]. » Mais quelle réalité de terrain perçoit le pilote dans l'avion le plus moderne du monde réduit à un simple et très coûteux

appui feu ? Le capitaine Romain le dit lui-même, la guerre se résume pour le pilote à son cockpit et à la base de Kandahar.

Le ciel afghan est aussi dangereux pour les pilotes : trop de drones, de différentes grosseurs, volant à des altitudes variables ; les plus petits n'ont pas de signal de reconnaissance. Les pilotes ont aussi l'angoisse d'être pris pour cible, visés par des RPG-7 et des armes plus puissantes, au décollage et à l'atterrissage d'aérodromes vulnérables car sertis de montagnes. Tout comme les Soviétiques avant eux, les Anglais en font l'amère expérience. Le 14 septembre 2012, la grande base de Bastion, dans le Helmand, est attaquée. Quinze insurgés réussissent à pénétrer à l'intérieur : six avions de combat détruits et deux fortement endommagés, trois postes de ravitaillement démolis et six hangars à avions touchés par des obus de mortiers. Voler au-dessous ou près des sommets de l'Hindou Kouch entraîne des procédures strictes qui font monter d'autant le taux d'adrénaline et les risques d'accident. L'« arrivée grande pente », y compris pour les avions de transport, c'est-à-dire sans palier sur Kaboul, Bagram et Kandahar, concerne la descente brutale pour éviter les tirs et entraîne une usure prématurée de matériels et d'équipages soumis à rude épreuve. Si on « percute la planète », il faut savoir qu'à l'inverse de la Bosnie ou de l'Afrique il n'y aura pas de secours héliporté au-dessus de 4 000 mètres. Des équipes de l'armée de l'air française sont spécialement entraînées dans les Alpes à ce type d'opération de récupération d'un pilote blessé qui a par ailleurs reçu une formation spécifique au froid[253].

Étant donné le coût des heures de vol, l'érosion des hommes et des matériels sous le climat afghan, et la pugnacité de l'adversaire, on conçoit que petit à petit les missions aériennes soient avant tout consacrées à l'appui feu. Pour la seule année 2008, au bénéfice des troupes au sol, les forces aériennes américaines effectuent 19 000 missions, soit plus qu'en Irak pour la même période.

Les « dommages collatéraux » du tout-aérien

Ces missions de bombardement ont fatalement pour résultat de multiplier les « dommages collatéraux » parmi les populations civiles, de sorte que « libérateurs et libérés se craignent de plus en plus[254] ». Même si les Américains, outre leurs FS, disposent d'unités spécifiques – les FAC

(Forward Air Control) – chargées de guider l'appui aérien, les drames sont fréquents. Les pertes parmi les civils connaissent une croissance de 40 % en 2008, soit 2 188 tués contre 1 527 l'année précédente, selon un rapport des Nations unies qui incrimine avant tout la responsabilité des *suicide bombers* et des IED le long des routes[255]. Le 12 juin 2009, au siège de l'OTAN, à Bruxelles, le représentant de l'ONU à Kaboul, le diplomate norvégien Kai Eide, accuse les FS américaines d'être à l'origine de ces raids aériens trop coûteux en vies humaines et qui plombent la contre-insurrection. Il produit un triste bilan, indiquant que les pertes civiles dues à la coalition et à l'ANA en 2008 (828 tués) sont à peine inférieures aux 1 300 victimes dues aux taliban[256]. Les pertes de civils ne cessent d'augmenter : 2 412 Afghans tués, dont 1 500 par les insurgés en 2009, 2 777 en 2010 et 3 021 un an plus tard, sans qu'il soit possible de reconnaître ce qui revient aux frappes de drones ou d'avions. En 2012, plus de 1 200 civils sont tués en dépit du début du retrait des forces de la coalition ; un rapport ONU estime que 80 % des pertes sont dues aux taliban et aux IED.

Les premières pertes de civils datent de 2001. Avant l'envoi de troupes au sol, le 19 octobre, vengeance du 11 Septembre, des B-52 écrasent les camps d'Al-Qaida, détruisant aussi des hangars de la Croix-Rouge. Ces avions géants poursuivent aussi l'ennemi jusque dans le massif de Tora Bora, occasionnant des dizaines de tués parmi les non-combattants, dont des enfants. Le 20 décembre, Hamid Karzaï lui-même dénonce le bilan tragique d'un « dommage collatéral » de l'US Air Force ayant attaqué un convoi en tuant 65 personnes[257]. Sept ans plus tard, selon une source indienne de New Delhi, le bilan des frappes aériennes sur des villages soupçonnés d'abriter des taliban (lors de fêtes de mariage notamment) est des plus lourds. En juillet 2008, une cinquantaine de personnes sont tuées dans la province de Nangarhar, dans l'est de l'Afghanistan. Le 22 août suivant, dans la province d'Hérat, après un bombardement aérien de l'OTAN et l'intervention au sol de FS américaines, on déplore 91 civils tués, dont 50 enfants, au village d'Azizabad – victimes dénoncées par l'ONU et la présidence afghane[258]. En novembre 2008, en quarante-huit heures, les Américains refont les mêmes erreurs qu'au Vietnam et en Irak dans les provinces de Kandahar et d'Hérat : 47 civils tués. Mais que savons-nous des chiffres réels, les journalistes n'étant pas sur le terrain ? Enfin, bavure largement couverte cette fois-ci par les médias : le 4 mai 2009, des

taliban attaquent des postes de police dans la province de Farah, dans l'ouest du pays ; ils se replient ensuite sur le village de Ganj Abad qui ne tarde pas à être bombardé par l'aviation américaine. Le bilan est estimé à une centaine de tués, ce que dénonce le Comité international de la Croix-Rouge[259].

Ces tués fortifient la lutte en termes de guerre nationale pour les taliban. On conçoit l'animosité de la population envers l'occupant, ce qui renforce le sentiment d'isolement des soldats de la coalition. La propagande n'a aucun mal à convaincre les Afghans que les coalisés ne sont que des « croisés de l'Occident » et la FIAS apparaît comme une « occupation militaire étrangère[260] ». Abdul Akim Zada, chef de district dans la province de Kapisa, confie ses craintes à Éric de Lavarène, envoyé de *L'Express* : « Les bombardements des forces de l'OTAN poussent les jeunes à rejoindre les taliban. » Depuis janvier 2008 dans cette zone, des dizaines de maisons ont été détruites et, reconnaît un militaire américain, « les militaires afghans ne guident pas toujours avec précision nos avions ou nos canons[261] ».

Inconnu des médias français, un sondage réalisé par la BBC, ABC News et la chaîne allemande ARD German TV dans les grandes villes afghanes[262] montre que depuis 2005 l'image des coalisés et celle de l'administration Karzaï se sont fortement dégradées : 77 % d'opinions favorables en octobre 2005 et seulement 40 % en décembre 2008-janvier 2009. Pour la même période, les États-Unis passent de 83 % d'opinions favorables à 47 %. Autre signe inquiétant relatif à la politique menée par les coalisés : 44 % des sondés (contre 18 %, le reste est sans opinion) désirent que le niveau de présence des troupes sur le terrain soit revu à la baisse. Dans les provinces de l'Est et du Sud, les plus concernées par la guerre, entre 14 % (province de Helmand) et 26 % des personnes interrogées s'estiment en sécurité. Plus préoccupant : avec une progression de dix points par rapport à 2007, 36 % des sondés rendent les États-Unis et l'OTAN responsables de l'insécurité et de la faillite du pays, plus que les taliban mis en cause par 27 % des personnes consultées (elles étaient 37 % en 2007). De même, en dépit de l'accroissement des effectifs, la présence des coalisés sur le terrain n'est appréciée qu'à 34 %, contre 57 % en 2006. Les chiffres relatifs à la sécurité issue de cette présence subissent, eux aussi, la même dégringolade en passant de 67 % à 42 % pour la même période.

Les Afghans blâment la coalition pour les bombardements aériens, responsables des pertes civiles pour 47 % des sondés en décembre 2008-janvier 2009. Toutefois, le plus grand danger à long terme est encore constitué, en premier lieu, pour 58 % des personnes interrogées, par les taliban, suivis des trafiquants de drogue (13 %), des États-Unis (8 %) et des seigneurs de guerre locaux (7 %). Seuls 4 % des sondés souhaitent un gouvernement aux mains des taliban[263]. Ce dernier chiffre est le plus encourageant pour la FIAS.

La mise en question des Américains et de l'OTAN

La nécessité de « corriger le tir », Barack Obama l'a bien comprise. Lors du sommet américano-pakistano-afghan des 6 et 7 mai 2009 à la Maison-Blanche, il présente ses excuses pour les derniers « dommages collatéraux » subis par le village de Ganj Abad et promet une enquête. Le président Hamid Karzaï qualifie ces bombardements d'« inacceptables et d'injustifiables[264] ». L'amiral Mike Mullen condamne l'emploi irraisonné des frappes aériennes. Les premières conclusions de cette enquête montrent qu'après un combat de plusieurs heures entre les taliban et 150 soldats de l'ANA, 60 policiers afghans et deux équipes de marines, ce sont ces derniers qui ont demandé l'appui feu. Il a viré à un bombardement intensif dû à trois F-18 effectuant plusieurs rotations et larguant de grosses bombes guidées par laser[265].

Dès sa prise de fonction à Kaboul, le lieutenant-général Stanley McChrystal entend restreindre les frappes aériennes. Il les interdit dans les zones peuplées : « La puissance aérienne contient les graines de notre propre destruction si nous ne l'employons pas de manière raisonnable[266]. » En fait, depuis septembre 2008, des règles plus strictes ont été édictées et l'on voit se développer, sur le modèle colonial (Levant et Algérie en mai 1945, côté français), des vols d'intimidation à basse altitude (moins de 1 000 pieds) de biréacteurs dont le bruit est censé disperser les taliban et leurs sympathisants ou permettre de les frapper à coup sûr à l'aide de roquettes ou de bombes légères[267]. Ces *shows of force* (démonstrations de force) exécutés à grande vitesse ne sont pas seulement destinés à dissuader, mais aussi à donner des images des activités au sol grâce à des caméras

embarquées. Le sergent du 21e RIMA Christophe Tran Van Can décrit ainsi le passage à quelques dizaines de mètres d'un biréacteur F-18 américain lors d'un accrochage, le 27 mai 2010, près de la FOB de Tagab : « Nous avions l'impression que le ciel nous tombait sur la tête, que le sol tremblait autour de nous… Les insurgés ont dû être aussi impressionnés : ils ont décroché et le calme est revenu. Nous étions contents, heureux comme des gamins[268] ! »

Cependant, malgré ces nouvelles précautions, en zone allemande la nécessité de faire cesser la pression sur la région de Kunduz (vitale pour la logistique des coalisés) entraîne un malencontreux bombardement de l'OTAN le 4 septembre 2009 : plus de 100 morts. Deux F-15 allemands visent deux camions-citernes détournés par les taliban à proximité d'un village. Le bilan officiel est de 142 victimes carbonisées, dont des enfants venus avec des bidons vides pour récupérer de l'essence. Dans la soirée, le général McChrystal, qui rend responsable les Allemands de ce raid effectué sans son ordre, adresse un message d'excuses en dari et en pachto aux Afghans et ordonne immédiatement une enquête[269]. De son côté, le ministère de la Défense allemand mène la sienne. Le colonel Georg Klein, responsable de la frappe, n'est pas sanctionné. Mais en novembre 2009 la presse s'empare de cette affaire pour dénoncer l'OTAN et l'inutilité de la présence de la Bundeswehr en Afghanistan. La crise atteint le sommet de l'État : après quatre enquêtes successives, il devient clair que la vérité sur les victimes civiles a été cachée. S'ensuit une série de démissions : celle du chef d'état-major, le général Wolfgang Schneiderhan, du secrétaire d'État à la Défense, Peter Wichert, et, le 27 novembre, celle du ministre du Travail, ex-ministre de la Défense jusqu'en octobre, Franz Josef Jung. En raison de dysfonctionnements dans la chaîne de commandement, les fantômes de *Guernica* n'en finissent pas de hanter l'Afghanistan…

Après sa prise de fonction à Kaboul à l'été 2010, pour forcer la décision dans les grandes offensives qu'il conduit dans le Sud et l'Est, sans oublier la zone tribale au Pakistan, le général David Petraeus autorise à nouveau les frappes aériennes au cœur des sanctuaires taliban. De nouveau, des victimes civiles sont à déplorer, ce qui fait le jeu de la propagande de l'adversaire et provoque la colère du président Karzaï, qui voudrait voir la fin de ces raids

aériens. Ainsi, plusieurs civils sont tués ou blessés le 25 mars 2011 lors d'une frappe aérienne de l'OTAN dans le Helmand. Les appareils ont visé deux véhicules supposés transporter un chef taliban et ses adjoints, mais il s'est ensuite avéré qu'il s'agissait de civils, explique le porte-parole de la FIAS à Kaboul, précisant qu'une enquête avait été ouverte.

À moindre échelle que le Vietnam, la guerre en Afghanistan connaît aussi sa version d'*Apocalypse Now*, notamment en raison de l'utilisation des drones et pas seulement dans le Waziristan pakistanais. La PM (police militaire) américaine enquête sur un dommage collatéral de février 2010 : l'attaque d'hélicoptères américains contre un rassemblement de villageois afghans, 23 civils tués. La PM découvre que l'opérateur, aux États-Unis, d'un drone Predator avait oublié de communiquer des informations importantes sur la composition de ce rassemblement, alors qu'un convoi se formait. Or la présence d'enfants avait été signalée à plusieurs reprises par des troupes au sol, mais l'opérateur du drone a estimé que ce convoi de voitures civiles constituait une menace pour les unités américaines à proximité[270]…

« Bavures » au sol

Si l'arme aérienne peut se révéler contre-productive dans cette guerre politique où il faut d'abord se concilier la population, d'autres « dommages collatéraux » sont dus aux troupes au sol, par insuffisance du renseignement et impéritie du commandement. Ces « dommages collatéraux » évoquent plus la tuerie aveugle d'Haditha en Irak[271] que le massacre de My Lai au Vietnam[272]. Ils illustrent cette maxime d'André Malraux : « Il peut y avoir des guerres justes et des guerres injustes. Il n'y a pas d'armée innocente et il n'y en aura jamais. »

En effet, dans la nuit du 6 au 7 janvier 2009, à 100 kilomètres à l'est de Kaboul, dans la province de Laghman, au village de Massamut Olia, sous commandement OTAN, des Américains mènent une opération de nuit pour retrouver un chef *taleb* et détruire un atelier d'IED. Mais l'affaire tourne mal pour les 75 paras. Selon l'armée américaine, le bilan est de 32 taliban tués. On déplore aussi la mort de 16 civils, d'un garde-frontière et d'un jeune policier formé par les Américains, selon un communiqué de la présidence afghane. Dès le lendemain, Hamid Karzaï proteste contre cette

nouvelle bavure et envoie sur place une commission d'enquête. L'affaire aurait pu en rester là sans la mouche du coche, un journaliste de RFI, Nicolas Vescovacci, qui se rend à l'hôpital de Mehtar Lam, chef-lieu de la province. Il rencontre des blessés de ce dramatique combat de nuit, prend des photos. Elles corroborent la version du chef de la police du Laghman, le général Abdel Karim Oumariar : « Les Américains ont tiré dans le tas, c'était la nuit. Ils ne savaient pas qui était taliban, qui ne l'était pas. Ils ont réussi à éliminer deux commandants taliban. Mais il y a eu de nombreux morts civils. Je peux confirmer le bilan : il y a eu seize civils tués[273]. »

Malgré les longs stages qui précèdent l'envoi en Afghanistan, cet exemple illustre combien il est difficile de transformer un para américain en sœur de charité ! Pareille tuerie n'aurait cependant jamais dû avoir lieu. Le général McKiernan a multiplié les mises en garde. Sa directive du 20 novembre 2008 est des plus claires : l'ouverture du feu dans un village ne doit se faire qu'après que le commandement a l'assurance que les civils ne pourraient être touchés[274]. Un mois plus tard, le 30 décembre, dans une directive déjà citée, il indique que la FIAS doit soigneusement éviter les victimes innocentes et que « tous les personnels doivent manifester du respect pour les Afghans, pour leur culture, leurs coutumes et pour l'islam[275] ».

Mais peut-on toujours contrôler les réflexes d'une troupe qui subit le feu ennemi et connaît le stress du combat ? Le 9 avril 2010, le Pentagone reconnaît que lors de l'offensive dans le Helmand, le 12 février, cinq civils, dont deux femmes enceintes, ont été tués lors d'un assaut des FS américaines alors que ces Afghans s'apprêtaient à célébrer un mariage[276]. En découle une nervosité à l'origine d'une propension à tirer à tort et à travers. La guerre connaît alors son lot de méprises. À titre d'exemple, ce qui s'est passé le 2 avril 2010 où, après la perte de trois soldats allemands, occis par les taliban dans le nord de l'Afghanistan, leurs camarades tuent par erreur six militaires afghans venus en renfort près de Kunduz, alors qu'ils étaient à bord de deux Ford Ranger pourtant facilement identifiables[277].

Nul n'est à l'abri d'une bavure, même les troupes les plus aguerries. Ainsi, victimes de la propension de l'ennemi à se camoufler derrière des civils et d'une trop longue procédure d'ouverture du feu pour l'utilisation

d'une arme très efficace, les Français en font l'amère expérience. Le 6 avril 2010, dans la vallée de Bedraou, en Kapisa, lors d'une opération conjointe avec l'ANA pour éviter une manœuvre des insurgés, dont sept s'étaient réfugiés derrière un mur à 1 500 m, au bout d'une heure, sans être allés au contact, les Français reçoivent l'autorisation d'un tir de missile. Quatre adolescents, cachés par des arbres, sont alors tués.

Dans la typologie des dommages collatéraux au sol, il faut distinguer ce qui revient aussi au combat, où il est souvent difficile de réfréner l'instinct de tuer. En octobre 2010, le procureur général des armées australiennes décide de poursuivre trois soldats d'un commando responsable de la mort de six civils afghans, en février 2009, lors d'un assaut, à l'aube, contre une maison. Bilan : quatre enfants et deux femmes tués. Il est probable qu'avec l'aval du chef d'état-major australien ces hommes passent en cour martiale[278].

Toutefois, si on se fait l'avocat du diable, en comparaison des conflits depuis 1945, la guerre en Afghanistan reste bien une guerre retenue et les « dommages collatéraux » n'ont rien à voir, en proportion du nombre de victimes, avec la guerre totale pratiquée surtout contre les Tadjiks ou les Pachtouns au temps des Soviétiques. Jusqu'à preuve du contraire, l'OTAN-FIAS n'a ni déporté des populations après avoir détruit leurs villages, ni utilisé napalm, défoliants et gaz de combat comme ce fut souvent le cas pour l'Armée rouge en Afghanistan ou pour les troupes américaines au Vietnam. De sorte que la logique implacable de la contre-guérilla n'a pas été poussée jusqu'au bout malgré les graves dégâts moraux et matériels causés par les frappes aériennes. D'où une plus grande difficulté à nommer ce conflit.

Une guerre tardivement reconnue

Sous l'égide de l'ONU, la FIAS doit rétablir la sécurité sur tout le territoire afghan, en assistant son gouvernement légal et les forces qui le représentent. Les organisations internationales se refusent à reconnaître l'état de guerre qui, par précaution sémantique, ne fait pas partie de leur vocabulaire. Si bien qu'il s'agit de « gagner la paix en Afghanistan », en oubliant qu'implicitement cette formule fait référence à la guerre. Tout cela

évoque la « Bibliothèque rose » ou un récit guerrier fait par la comtesse de Ségur ! Le maniement de l'euphémisme, pour des raisons diplomatiques et psychologiques, tient de la dextérité du funambule.

L'état de guerre est reconnu à des dates différentes par les puissances de la coalition, en raison de la croissance des pertes, qu'il faut bien expliquer, et pour répondre à une opinion publique lasse qui aspire au retrait des troupes. Dans le premier cas, les Américains sont les premiers à reconnaître une évidence. Le 9 mars 2009, dans Air Force One, l'avion présidentiel, à des journalistes du *New York Times* qui l'interrogent sur la possibilité de gagner la guerre en Afghanistan, Barack Obama répond par la négative. Tel un commandant en chef qui doute du sort de la bataille, il ajoute : « Nous avons vu les conditions se dégrader ces dernières années. Les taliban sont plus téméraires qu'avant […]. Le gouvernement national afghan n'a toujours pas gagné la confiance de la population. » Laissant augurer un pourrissement, cette absence de langue de bois tient compte des réalités du conflit. Le vice-président américain, Joe Biden, estime qu'il s'agit « d'une guerre que nous ne gagnons pas, mais qui est encore loin d'être perdue[279] ». Le 2 mai 2012, en visite-surprise sur la base de Bagram, Obama rend hommage aux troupes engagées en Afghanistan et parle de « fin de la guerre », désir évident, à la veille d'une réélection, de terminer un conflit impopulaire, alors que rien n'est décidé sur le terrain. L'exemple allemand confirme cette approche. Le 22 avril 2010, devant le Bundestag las d'un conflit interminable, la chancelière Angela Merkel parle pour la première fois de « guerre », expression qu'elle renouvelle en venant apporter son soutien, à Kunduz, à la veille de Noël, alors que venait de tomber le 42^{e} soldat allemand depuis 2002.

Pour les circonvolutions de vocabulaire et les buts de guerre, l'exemple français est riche d'enseignements. Deux niveaux de réponse peuvent être perçus : ce qu'en pensent les militaires et ce qu'en disent les politiques.

Militaires, assumer la guerre…

En 2008, pour le chef d'état-major des armées, le général Jean-Louis Georgelin, la guerre est bien de retour. Il faut des hommes pour la mener : « Nous devons être prêts à mourir si la liberté de la Cité l'exige. […] L'idée

que seulement par des caméras, des satellites, des armements sophistiqués, on va pouvoir être défendus contre tout est une illusion[280]. » Interrogé par *Le Figaro*, quelques semaines après le combat d'Uzbin, le général Georgelin explique que le temps des opex (opérations extérieures) faciles est terminé et que « nous devons assumer les risques de la guerre[281] ». Il est aussi explicite devant les députés de la commission de Défense nationale où il est entendu, le 10 septembre 2008, afin de préparer le débat sur l'engagement de la France en Afghanistan. À propos des tués français d'Uzbin, il précise : « Cet accrochage nous ramène à la réalité des actions de guerre[282] ». Dans un entretien accordé au quotidien *La Croix*, en date du 2 février 2009, tout en reconnaissant que les armées françaises doivent se déployer pour des « actions de guerre à grande échelle », le général Georgelin annonce : « Nous allons vers des opérations plus dures. »

Des chefs de corps lui font écho. « On est simplement engagés dans une mission militaire à remplir, il s'agit moins de gagner que de ne pas perdre », nous a fait remarquer le colonel Jérôme Dupont, chef de corps du 1er régiment étranger de cavalerie dont le 3e escadron est engagé dans la province de Kapisa en 2008[283]. Au moment du départ de son bataillon pour l'Afghanistan, avec des mots de soldat s'adressant à ses hommes fortement motivés, le colonel Le Nen, à la tête du 27e BCA, précise : « La sécurité de notre pays se joue là-bas. On va revenir avec la coupe et avec tous les joueurs[284]. » Figure emblématique des troupes de marine, grand blessé de guerre (Liban, 1983), ancien d'Algérie et des campagnes africaines, le général Jean-Germain Salvan remarque que depuis la fin de la guerre froide, il est bien difficile de faire admettre à l'opinion une menace directe[285].

Les politiques : l'exemple français

Qu'en est-il des politiques ? Le 30 août 2008, pour expliquer à l'opinion les morts d'Uzbin, deux ministres français, Bernard Kouchner et Hervé Morin, donnent le sens de l'engagement en Afghanistan : « Nous livrons dans ce pays, contre le terrorisme, un combat long et difficile pour défendre nos valeurs et notre sécurité[286]. » Le ministre de la Défense, Hervé Morin, dans ses vœux aux armées en 2009, n'isole pas l'Afghanistan en tant

que tel, sauf pour rendre hommage aux « dix soldats morts héroïquement au combat cet été dans la vallée de l'Uzbin ». Il s'en tient à la formule classique déjà employée par ses prédécesseurs : « Aux quatre coins du monde, en Asie centrale, dans les Balkans, en Afrique, au Moyen-Orient, les forces françaises luttent pour promouvoir nos valeurs, défendre nos intérêts, préserver la sécurité de nos compatriotes et construire la paix[287]. » Pour le président Nicolas Sarkozy, « en Afghanistan, l'armée défend la liberté du monde ». Cette formule martelée à plusieurs reprises est réutilisée par l'éditorialiste de *L'Express*, Christophe Barbier : « S'engager, sous mandat des Nations unies, contre les taliban, c'est d'abord défendre la face éclairée de la civilisation. » Et d'ajouter : « Le *no pasaran* d'aujourd'hui se joue, face à l'islamisme, dans la vallée de l'Uzbin et sur la route de Jalalabad. […] Il faut contenir ceux qui veulent détruire nos valeurs : sinon l'Afghanistan redeviendra la base arrière du terrorisme, le camp d'entraînement d'un nouvel Al-Qaida. […] Il faut poursuivre la guerre[288]. »

Pour les politiques, il n'est pas question de reconnaître un état de guerre dans le pays des *Cavaliers* de Kessel tant que les instances internationales, qui y ont envoyé des troupes, ne le font pas. Pour la communauté internationale, après l'Algérie et bien d'autres opérations guerrières menées au Vietnam ou encore en Bosnie, l'Afghanistan est donc, dans un premier temps, une autre guerre sans nom. La coalition se bat contre des insurgés, souvent distingués des terroristes à qui l'on ne reconnaît pas le statut de combattant.

En ce qui le concerne, le président de la République en reste tout d'abord au terme de « crise », martelant à plusieurs reprises comme un aveu de frilosité qu'il n'enverra pas « un homme de plus » pour les troupes combattantes (mais non en ce qui concerne les cadres destinés à former les unités de l'ANA). Le 3 mars 2009, il nomme Pierre Lellouche, député UMP de Paris partisan de la réintégration de la France dans l'OTAN, représentant spécial de la France en Afghanistan et au Pakistan (Afpak), imitant le président Obama qui avait désigné Richard Holbrooke pour la même fonction peu de temps auparavant. En dépit de la modeste représentation française sur le théâtre d'opérations afghan (3 000 hommes alors), il s'agit d'un geste fort, qui, sans reconnaître l'état de guerre, souligne les conséquences gravissimes que pourraient avoir « la crise afghane et l'instabilité pakistanaise [qui] forment désormais un même problème[289] ».

Il permet aussi à Nicolas Sarkozy d'éviter tout débat public par une augmentation substantielle des effectifs qui risquerait d'accroître son impopularité. Pourtant, ce même Pierre Lellouche avait reconnu l'état de guerre devant la commission de la Défense de l'Assemblée nationale le 10 septembre 2008. Il avait montré à ses collègues comment la France s'était retrouvée dans une « logique de guerre ». Et de reconnaître, *in fine*, « cette affaire lourde : c'est une guerre, en effet ».

Le Parlement ne pouvait rester indifférent, l'Afghanistan n'étant pas une simple opération extérieure. Le 22 septembre 2008, tant au palais Bourbon qu'au palais du Luxembourg, se déroule un débat historique. Certes, il est inspiré par le précédent de François Mitterrand lors de la guerre du Golfe, qui informa plus qu'il ne sollicita le Parlement, mais il illustre surtout la première application de l'article 35 révisé de la Constitution. Cet article commence par ce rappel : « La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement. » Inspiré du modèle américain[290], l'article 35 précise que lorsque le gouvernement décide de « faire intervenir les forces armées à l'étranger » pour une durée supérieure à quatre mois, il doit soumettre la prolongation à l'autorisation du Parlement.

À l'Assemblée, au matin du 22 septembre, on sent une certaine solennité et les gradins sont pleins. Plus que pour les débats de la guerre d'Algérie où le terme d'« événements » était fréquemment utilisé, cette séance plénière a du moins le mérite de mettre la guerre en question. Le Premier ministre, François Fillon, évoque le consensus national. Il rappelle que la France n'a aucun but de guerre économique ou de conquête : « Elles (nos troupes) sont sur place pour assurer notre sécurité collective en faisant en sorte que l'Afghanistan ne redevienne pas le sanctuaire du terrorisme international[291]. » Le socialiste Jean-Marc Ayrault dénonce le glissement « vers une guerre d'occupation. Nous ne pouvons plus accepter d'avancer les yeux fermés dans un conflit sans fin ». Plus radical encore, le député vert Noël Mamère souligne l'échec de l'intervention internationale et dénonce une « sale guerre ». Il cite le texte de la résolution des Verts du 19 septembre précédent demandant le retrait inconditionnel d'Afghanistan. Mais la plupart des intervenants sont d'accord sur un point : il ne peut y avoir de solution strictement militaire à ce conflit. L'autorisation de prolongation de l'intervention des forces françaises est adoptée par 343

voix contre 210. À l'issue de ces discussions, le chef du groupe UMP de l'Assemblée, Jean-François Copé, regrette le vote négatif de la gauche. Il cite Winston Churchill après Munich : « Lorsqu'on choisit le déshonneur pour s'épargner la guerre, on finit par avoir et le déshonneur et la guerre[292]. »

Dans l'après-midi, les passions sont moins vives au Sénat. Didier Boulaud, représentant socialiste de la Nièvre, reconnaît : « C'est une guerre », ce dont ne doutent pas les autres sénateurs, bien que le ministre de la Défense se garde bien de prononcer ce mot. En fin de soirée, par 209 voix contre 119, le maintien des troupes en Afghanistan est adopté.

Peu à peu, du fait de l'enlisement, le terme de « guerre » devient courant dans le vocabulaire de nombreux hommes politiques. Ainsi, le 3 août 2009, reflétant une bonne partie de la gauche, l'ancien ministre socialiste de la Défense, le sénateur Paul Quilès, s'interroge à la suite de la mort d'un soldat français : « Au départ, nous étions dans une guerre de légitime défense contre les taliban qui soutenaient Al-Qaida. Désormais, nous menons une guerre de soutien à un régime qui n'arrive pas à s'en sortir[293]. » Les membres de l'opposition parlementaire vivent de plus en plus mal le flou, l'absence de dessein stratégique de la coalition en Afghanistan. Le 22 septembre 2009, le groupe socialiste du Sénat demande au Premier ministre, qui botte en touche, des éclaircissements sur les objectifs et les modalités de l'engagement français en Afghanistan sous commandement américain. Discrètement, à la Toussaint, le président du Sénat, Gérard Larcher, s'envole pour Kaboul afin de préparer un débat sans vote sur l'Afghanistan qui a lieu le 16 novembre 2009. S'il reconnaît qu'il s'agit à présent d'une « mission de guerre contre-insurrectionnelle », les ministres des Affaires étrangères et de la Défense sont quasi muets en attendant que le président Obama définisse une nouvelle stratégie pour l'Afghanistan. Au palais Bourbon, en présence de Bernard Kouchner et d'Hervé Morin, le 16 décembre suivant, se déroule un débat sans vote en raison de la situation d'urgence humanitaire en Afghanistan et du nécessaire soutien aux forces de sécurité de l'administration Karzaï.

Là encore, l'état de belligérance n'est pas reconnu. Comme le note le rapport de l'Assemblée européenne de sécurité et de défense du 16 juin 2010 : « La question de la sécurité est bien comprise tant qu'elle est proche

de nous, mais les guerres lointaines ne suscitent pas la même adhésion que la défense du territoire national, et nous sommes donc confrontés à l'obligation de sensibiliser l'opinion publique[294]. » Si les États-Unis restent dans un « effet CNN », une certaine omerta règne en France, où les morts en Afghanistan sont assimilés à des accidents du travail ou de la route dans une indifférence générale avant le choc de juillet 2011. Il faut attendre les conséquences de la mort de Ben Laden et les interrogations qui en découlent quant à la légitimité du maintien des troupes en Afghanistan pour que cesse le maniement de la langue de bois, dans le dernier quart d'heure, lors du retrait. Le 11 juillet, alors que le Parlement débat de la question libyenne, le président Sarkozy se rend sur la base française de Tora, dans le district de Surobi, à l'est de Kaboul. Il précise devant les soldats rassemblés : « Il faut savoir finir une guerre. » Et d'ajouter : « Il n'a jamais été question de garder indéfiniment des troupes en Afghanistan. » La réponse des taliban ne tarde pas : les 13 et 14 juillet, 6 soldats français sont tués. Ils sont omniprésents par la pensée lors du défilé du 14 juillet empreint de gravité. Le président se rend ensuite à l'hôpital Percy, réconforte les blessés et affirme que la France ne se retirera pas précipitamment. Ces 6 tués en 48 heures (17 depuis le début de l'année) provoquent une émotion comparable à celle qui a suivi le combat d'Uzbin et ses 10 tués. Le 15 juillet, Ségolène Royal réclame un rembarquement rapide en estimant que « nos soldats sont morts pour rien ». Le lendemain, Benoît Hamon, porte-parole du Parti socialiste, considère que la guerre ne peut être gagnée militairement. Il ajoute qu'en réintégrant l'OTAN la France a perdu son influence et doit se retirer rapidement. Il estime que la solution est politique et entre les mains des Afghans, mais qu'il faut aussi y intéresser toutes les puissances de cette sous-région du continent asiatique, y compris Russie et Chine[295]. En bref, les politiques ne font que refléter le renoncement des opinions publiques.

Le renoncement des opinions publiques

En fait, le terme même de « guerre » a aujourd'hui quelque chose de déplacé. D'une part, il est banalisé par la multiplication des jeux vidéo de combat armé qui font beaucoup d'adeptes – certains jeunes pouvant passer des journées à tuer allégrement un ennemi virtuel… D'autre part, les

horreurs des guerres totales et les mauvais souvenirs des conflits de la décolonisation ont mis la guerre hors la loi – surtout après l'illusion du concept américain du « zéro mort » à la fin de la guerre froide, en raison de la croyance en la toute-puissance des armements modernes. Celle-ci avait pu faire penser, avec Fukuyama, auteur de *La Fin de l'histoire et le dernier homme*[296], que le village planétaire marchait vers une démocratie universelle comme le voulait Garibaldi. Le monde occidental perdit ainsi ses liens traditionnels avec l'armée.

Outre le spectre du communautarisme, la suspension du service militaire obligatoire a fait disparaître des solidarités, des rites de passage, un vocabulaire et la prise en compte que le devoir de défense fait partie de la citoyenneté, conformément à la Déclaration des devoirs du citoyen, dernier acte, oublié, de la Convention en 1795. Espace de paix depuis 1945, l'Europe occidentale a eu la chance d'éviter les conflits interétatiques, tandis que la construction européenne, malgré de sanglantes déconvenues en Irlande du Nord et dans les Balkans, rend la guerre improbable. Pour décrire les projections de puissance ou des conflits lointains, on se contente d'euphémismes, pour faire croire qu'il y a des guerres propres, sans vouloir admettre, par autisme volontaire, les tristes réalités d'un Bagdad bombardé par deux fois en janvier 1991 (célèbres images de CNN) et en mars 2003, ou de Gaza qui, en janvier-février 2009 et novembre 2012, rejoint la longue liste des villes martyres, telles Barcelone (1939), Amsterdam (1940) ou Dresde (1945), sans oublier Alep sous le feu depuis le début du « printemps arabe » en mars 2011.

Les armées occidentales elles-mêmes, avant la réalité du combat en Irak et en Afghanistan, employées dans des missions de rétablissement ou de maintien de la paix, en Afrique, au Moyen-Orient ou dans les Balkans, avaient omis dans leurs schémas tactiques la notion même de guerre, multipliant les procédures de protection de la force en milieu hostile en estimant que leur puissance de feu dissuaderait tout adversaire. C'était oublier que le prix de la vie n'est pas le même dès lors que l'irrationnel religieux intervient. Les islamistes, nous l'avons vu, sont convaincus de l'emporter sur le long terme, en multipliant leurs actions au mépris des pertes. Cette relation à la mort est sans doute ce qui surprend le plus les Occidentaux, cibles d'autant plus vulnérables que les opinions publiques et

les militaires eux-mêmes redoutent les bilans trop lourds dans leurs rangs où le soldat de métier est rare et cher.

En fait, la France et l'ensemble de la communauté internationale ne sont pas psychologiquement préparés à un conflit prolongé. Le combat du 18 août 2008 marque la prise de conscience, pour l'opinion, que le conflit afghan n'a rien d'une opération ordinaire, mais celle-ci ne peut admettre la guerre. Au lendemain d'Uzbin, un sondage CSA *Le Parisien – Aujourd'hui en France*, daté du 20 août, donne les résultats suivants : 36 % des 1 008 personnes interrogées par téléphone sont favorables au maintien des troupes en Afghanistan et 55 % préfèrent le retrait car la France « s'enlise dans un conflit sur lequel elle n'a pas de prise[297] ». Par sa durée, plus de onze ans depuis octobre 2001, soit désormais plus que la guerre d'Algérie, le conflit en Afghanistan présente des aspects purulents. L'opinion, versatile et réagissant seulement aux sollicitations des médias, a du mal à comprendre et pratique la politique de l'autruche. Comme pour la guerre d'Algérie, elle a tendance à ne se sentir concernée que lorsqu'un proche, un voisin est ramené entre quatre planches d'Afghanistan. Alors s'inclinent les drapeaux des associations d'anciens combattants et retentissent les regrets et appels martiaux des officiels, comme c'est le cas pour les obsèques du caporal Anthony Bodin, du 3e RIMa de Vannes, décoré par Hervé Morin de la Légion d'honneur et promu caporal-chef le 5 août 2009 avant d'être inhumé à Dinan, dans le carré militaire, après une cérémonie religieuse sous une pluie battante[298]. Au crescendo de la guerre, le 12 juillet 2010, *L'Humanité* publie un sondage Ifop : 70 % des Français sont contre l'intervention en Afghanistan (64 % en 2009). Le 24 février 2011, sur France Inter, à l'occasion de l'interview du ministre de la Défense, Alain Juppé, lors du journal de 8 heures, il est précisé que les opposants à la présence française en Afghanistan atteignent 72 % (seulement 45 % en octobre 2001), parce que les intérêts vitaux du pays ne sont pas engagés si loin. Déjà, les 27 et 28 juillet 2010, l'ancien ministre de la Défense, Paul Quilès, réclame le retrait de la France d'Afghanistan à l'annonce d'une demande d'une rallonge budgétaire de 60 milliards de dollars par l'administration Obama en faveur de la guerre. Il constate que « la situation est calamiteuse » sur place, que la population est de plus en plus hostile à la présence des occupants occidentaux, que jamais la corruption et les

bénéfices tirés de la drogue n'ont atteint de tels niveaux. Il déplore, en outre, l'absence de débat public. À l'annonce de la mort de Ben Laden, le 2 mai 2011, Paul Quilès estime que l'enjeu en Afghanistan devient national : les Occidentaux n'ont plus rien à y faire.

Dans une société qui a oublié toute notion de menace directe en étant vaguement inquiète des conséquences des violences dans les cités, en dépit des chaudes alertes terroristes de New York, Londres, Madrid et Mumbai, il est d'autant plus intéressant d'analyser cette autre version d'« événements » que l'on a du mal à saisir. En ce sens, l'étude des sondages d'opinion révèle le renoncement des pays coalisés à une guerre lointaine que l'on ne comprend pas.

Il s'agit d'un lent mais inexorable désintérêt des Occidentaux inquiets de la croissance du taux de pertes. En est issue une demande de retrait pour des opinions qui croyaient à la guerre aseptisée grâce aux avancées de la technologie. Or, le 19 février 2010, pour la première fois dans l'histoire des démocraties impliquées dans une guerre sous l'égide de l'ONU, un gouvernement, celui du Néerlandais chrétien-démocrate Jan Peter Balkenende, tombe en raison de la question afghane. Les travaillistes renversent le Premier ministre. Ils remettent en cause la coalition centre gauche, car la promesse déjà faite en 2007 du retrait, puis renouvelée pour un rembarquement qui aurait dû s'amorcer en août 2010, n'a pas été tenue. Et ce, à la suite de pressions du président Obama ayant demandé une présence prolongée du contingent hollandais, 1 700 hommes, qui compte alors 21 tués (24, fin mai). Cette chute fissure la solidarité des pays de l'OTAN et suscite une crise du moral chez les alliés.

L'Allemagne se sent aussi concernée par l'envoi en Afghanistan de la Bundeswehr formée d'appelés et employée pour la première fois hors d'Europe. À Kunduz, le 20 octobre 2008, deux soldats allemands sont tués lors d'une recherche de cache d'armes[299]. Le 17 janvier 2009, l'ambassade allemande de Kaboul est visée par un attentat-suicide : deux civils afghans tués et cinq soldats américains blessés. Or, l'opinion publique allemande – poussée par les Verts en particulier – est de plus en plus réfractaire à tout engagement dans le guêpier afghan. En juillet 2009, un sondage Forsa donne 61 % d'opinions réclamant le retrait[300]. Si le Bundestag autorise Angela Merkel à porter le contingent allemand de 1 000, puis 3 700 début

2009, à 4 500 hommes avec des avions Awacs de surveillance radar pour début 2010, c'est bien dans un objectif de retour d'ici une échéance maximale de cinq ans. Au lendemain du sommet de l'OTAN à Strasbourg-Kehl, pour calmer les doutes des soldats engagés au nord de l'Afghanistan, la chancelière se rend sur la base de Kunduz, le 6 avril 2009. Elle rappelle, malgré les pertes, que la FIAS doit à la fois assurer la sécurité interne du pays et l'aider à se reconstruire avec la participation des Afghans eux-mêmes. Pourtant les soldats allemands ne se sentent pas soutenus par une nation majoritairement hostile à cette guerre. Par dérision, Radio Andernach, qui émet depuis Kunduz à destination du contingent allemand, commence toutes ses émissions par cette référence au Vietnam : *« Good morning, Afghanistan*[301] ». 70 % des Allemands, selon un sondage publié le 15 avril 2010, réclament un retrait d'Afghanistan. Le Bundestag vote, en janvier 2011, le retrait de la moitié des hommes pour la fin de l'année, alors que l'insécurité s'accroît dans les provinces du Nord sous responsabilité de la Bundeswehr.

En juillet 2009, au moment où 3 000 soldats anglais accompagnent une offensive américaine dans le Helmand et que le taux des pertes atteint un sommet – 22 tués en ce seul mois –, 58 % des Britanniques ne croient plus à la victoire et à la guerre juste et 52 % d'entre eux sont pour un retrait immédiat[302]. Un vent de lassitude se lève face au constat que les pertes – 230 tués entre 2001 et novembre 2009 – sont plus élevées que lors de la guerre des Malouines ou de l'intervention en Irak. La commission des Affaires étrangères de la Chambre des communes fait part de ses doutes, le 2 août, dans un rapport fustigeant l'absence de résultats de la FIAS, qui n'a toujours pas de stratégie cohérente. L'Angleterre connaît aussi le premier « soldat du refus » de cette guerre, le première classe Joe Glenton. Le 3 août, il passe en cour martiale pour s'être opposé à son retour en Afghanistan. Il a remis à Gordon Brown une lettre lui demandant de retirer les unités britanniques de cette guerre qui « ne peut être gagnée[303] ». Il accuse les États-Unis de se servir des soldats britanniques comme chair à canon[304]. Le 4 novembre 2009, à l'annonce de la mort de cinq soldats tués par un policier afghan qu'ils avaient formé, l'ensemble des quotidiens britanniques traduit une nette volonté de repli. Dès lors, on comprend l'importance du geste de la reine Élisabeth II qui, en 2009, dans son message de Noël, apporte un ferme soutien à ses soldats engagés en

Afghanistan, par ailleurs honorés dignement par les Britanniques. En juillet 2010, déplorant 324 morts depuis 2001, 55 % des Britanniques se déclarent opposés au maintien du contingent de 10 000 hommes en Afghanistan.

En août 2010, l'Espagne s'interroge sur l'utilité de sa présence en Afghanistan après l'assassinat de trois gardes civils (92 tués depuis le début de l'engagement en Afghanistan) par un policier afghan. Cette guerre coûte un million d'euros par jour pour un contingent espagnol passé de 1 000 à 1 523 hommes. Et le chef des néo-communistes d'Izquierda Unida (IU), Cayo Lara, de s'exclamer : « Assez de morts inutiles » pour des opérations qui n'ont apporté « ni la démocratie, ni la sécurité, ni le développement, ni la liberté[305] » !

Les Italiens sont à leur tour gagnés par le défaitisme. Le 17 septembre 2009, dès l'annonce de la mort de six paras dans un attentat-suicide à Kaboul, Silvio Berlusconi, saisi par l'émotion avant de se reprendre, affirme son intention de retirer le contingent de 2 800 hommes d'Afghanistan sans en préciser la date – le conflit ayant déjà fait 20 morts italiens. En 2010, la droite radicale et la Ligue du Nord ne cessent de réclamer un retrait rapide, à l'image d'une opinion défaitiste.

Un autre pays de l'OTAN est en proie à la même lassitude. Un vingt-deuxième tué, sur un contingent de 700 hommes, relance la polémique au Danemark le 18 septembre 2009 autour d'une première affaire de censure : l'armée danoise tente de faire interdire la publication d'*Un chasseur en guerre avec l'élite*, souvenirs d'un ancien des forces spéciales qui décrit une guerre sordide. La justice passe outre et autorise l'édition par le quotidien *Politiken*, tandis que l'ensemble de la presse danoise rejette ou critique sévèrement la participation du pays à un conflit sans fin.

En fait, ce désir de repli est antérieur à 2010-2011. Sur le plan strictement militaire, force est de constater que les schémas initiaux de la RAM et les espoirs mis dans le tout technologique ont fait long feu. Les petites armées professionnelles occidentales redécouvrent, trop tard, que pour tenir l'espace il faut aussi des hommes et pas seulement des drones et des gadgets. L'Afghanistan, comme le Vietnam, devient un piège à effectifs toujours insuffisants pour assurer un quadrillage du terrain. Jean-Dominique Merchet, alors journaliste à *Libération*, estime qu'il « faut trouver la porte

de sortie. Et vite[306] ». Il constate que l'Afghanistan est en crise depuis une génération, que les partis en présence ont toujours su internationaliser leurs querelles et que la solution ne peut être qu'afghane. Dominique de Villepin se déclare partisan d'un retrait programmé en raison du vide de la stratégie américaine, de l'obsolescence de l'OTAN et de l'absence d'un projet politique des autorités afghanes. En écho, lors du vingtième anniversaire de l'évacuation de l'Afghanistan par les Soviétiques, le 16 février 2009, le général Boris Gromov, le dernier soldat à avoir quitté le pays, déclare : « L'Afghanistan nous a appris une leçon inestimable. […] Il a toujours été et il sera toujours impossible de résoudre des problèmes politiques en usant de la force[307]. »

Sur le continent américain, on assiste à une montée en puissance des contestataires en 2009. Le 16 mars, selon un sondage Gallup, 42 % des Américains estiment que les États-Unis ont « commis une erreur » en envoyant des troupes en Afghanistan[308]. Le 6 août, selon un sondage CNN, 54 % des Américains estiment la guerre perdue. Déjà, le 21 mars, pour la première fois, sur le modèle des conflits vietnamien et irakien, est organisée une marche sur le Pentagone pour réclamer le retrait d'Afghanistan. D'où l'importance des gestes de solidarité qui se manifestent à l'égard des *boys*. Au camp Phoenix, début 2008, une banderole porte l'inscription suivante signée par des familles de la ville de Columbia en Caroline du Sud : « Aux forces armées américaines : merci pour votre service. Nous prions pour vous[309]. » À l'occasion des fêtes de la fin de l'année 2009, le président Obama envoie un message de soutien aux troupes américaines d'Afghanistan qui combattent pour la liberté et la sécurité du monde.

C'est aux États-Unis que le débat devient public et que se dessine un mouvement d'opinion. Le consensus politique qui a entouré l'arrivée au pouvoir de Barack Obama a disparu. Leslie Gelb, du Conseil des relations étrangères, constate : « Il est impossible de défaire les taliban. Nous devrions plutôt mettre l'accent sur ce que nous faisions bien – l'endiguement, la dissuasion – plutôt que sur ce que nous ne savons pas faire, le *nation-building* dans des guerres sans fin. » L'ancien candidat démocrate à la Maison-Blanche, John Kerry, agite le spectre du Vietnam. Le concept de la puissance du faible, cher au stratège israélien Martin van Creveld, est repris par l'iconoclaste et très conservateur William Lind dans son essai *Antiwar*, qui conclut à l'humiliation en Asie et au nécessaire

retour au bercail pour les Américains[310]. Pour lui, les conflits asymétriques voient la défaite de la légitimité de l'État face à un grand nombre de loyautés non étatiques locales. En écrasant les populations sous un déluge de feu, la guerre américaine perd sa légitimité et ceux qui lui résistent deviennent des héros. En juin 2011, 70 % des Américains sont pour un retrait rapide d'Afghanistan[311]. Le 3 mars 2012, un sondage du *Washington Post* révèle que 54 % des Américains veulent un retrait accéléré, même si l'ANA n'est pas prête à prendre le relais, tout en précisant que 68 % des électeurs démocrates et 47 % des républicains pensent qu'en Afghanistan le jeu n'en vaut plus la chandelle.

Même érosion pour le Canada. Pour la première fois engagé depuis la Corée dans une longue campagne militaire, le Canada connaît depuis 2008 une vive polémique due aux lourdes pertes subies en Afghanistan (131 morts entre 2002 et octobre 2009). En hommage aux soldats tombés au champ d'honneur, les Canadiens de l'Ontario ont surnommé « autoroute des héros » la liaison routière entre Toronto et la base militaire de Trenton d'où partent les vols vers l'Afghanistan. Seul parmi les dirigeants de l'OTAN, le Premier ministre canadien, Stephen Harper, faisant par ailleurs écho à une analyse pessimiste de l'ambassadeur britannique à Kaboul, Sir Sherard Cowper-Coles, ne croit plus à la victoire : « Nous ne battrons jamais les insurgés… Si nous pensons que nous allons gouverner l'Afghanistan ou que nous allons être responsables à long terme de la sécurité quotidienne de ce pays et voir la situation s'améliorer, nous nous trompons[312]. » En juillet 2009, le Parlement d'Ottawa vote le retour du contingent au pays pour 2011 et, en octobre suivant, 52 % des Canadiens désapprouvent l'engagement en Afghanistan[313]. 68 % des sondés, début 2011, sont pour le retrait en raison des pertes subies (156 tués depuis 2001), et les Québécois, à 70 %, affichent leur désaccord[314].

La guerre d'Afghanistan se termine donc par le retour du « syndrome vietnamien », c'est-à-dire la défaite des opinions publiques qui ne comprennent plus l'utilité d'une présence militaire depuis la mort de Ben Laden, alors que la crise financière et socio-économique affiche d'autres priorités.

De la radicalisation de la guerre au retrait

À partir de la fin de l'année 2006, entraînée dans une logique d'occupation sans stratégie à long terme, ni esquisse d'un plan de sécurité régionale incluant le fragile et inquiétant Pakistan, la coalition découvre peu à peu un conflit de grande ampleur aux multiples ramifications. Elle se lance graduellement dans la contre-insurrection, mais sans maîtriser deux éléments essentiels. Tout d'abord, isoler les « rebelles » de la population, quitte à employer des moyens extrêmes comme les déplacements de population et la création de « zones interdites » sur le modèle algérien pour détruire l'adversaire et son organisation politico-administrative, ce qui est impossible en Afghanistan où la guerre est faite au nom du droit international et pour se concilier la population. En second lieu, les frontières afghanes n'ont pu être verrouillées. D'où l'impossibilité de couper le cordon logistique reliant les insurgés à leurs bases arrière au Pakistan. Aucune bataille décisive, refusée par l'adversaire passé maître dans l'art de la guérilla, n'a donc eu lieu. Les efforts de l'OTAN-FIAS ressemblent à ceux des Danaïdes remplissant un tonneau dont le fond, la frontière ouverte et la montagne jamais conquise, est percé. Mais sûre que la centralisation du renseignement permet une intervention rapide sur le terrain et l'interopérabilité, que l'application de la guerre électronique rend efficaces les frappes ciblées, la coalition pense détenir l'arme de supériorité. Elle dispose d'une puissance de feu inégalée et de ressources pour mettre en valeur le pays, créer les conditions de sécurité pour l'émergence d'un État moderne (concept du *nation-building*) dans un conflit avant tout politique où il faut gagner « les cœurs et les esprits ». En découlent des actions civilo-militaires, l'utilisation d'armes nouvelles et l'emploi courant d'un

outil de la troisième dimension, les drones, qui n'ont pas encore de doctrine d'emploi très claire dans la robotisation des armées. Ces engins, qui peuvent être armés, permettent d'acquérir l'information de façon quasi permanente et en temps réel. Cette « fouille aérienne » est utile pour surveiller les abords des bases, tout en rendant les reconnaissances plus faciles et les frappes théoriquement plus sûres.

Malgré ces avancées technologiques qui ont fait croire que l'on pouvait inverser le rapport de force, l'effectif de la coalition présent en Afghanistan demeure insuffisant, soit 150 000 hommes en 2010. Pour tenir un pays en insurrection, il faut des troupes. L'adversaire sait se servir du relief dans un pays pauvre en communications en dépit des nouvelles routes construites par la coalition. Pour Adrien Jaulmes, spécialiste des questions militaires, « les unités occidentales se déplacent comme des escadres navales dans des immensités désertiques ou montagneuses, mais peinent à garder le contrôle des zones d'où elles parviennent à chasser les taliban[315] ». Ainsi, le général Mark Carleton-Smith, commandant du corps expéditionnaire britannique, dans une interview publiée par le *Sunday Times* du 5 octobre 2008, estime que « la guerre en Afghanistan ne peut être gagnée ». Et de ramener au minimum les objectifs de la coalition : « Il s'agit de réduire [la guerre] à un niveau d'insurrection contrôlable ne constituant pas une menace stratégique et pouvant être géré par l'armée afghane[316]. » Bien qu'il soit prématuré de se lancer dans l'écriture de la guerre avant l'ouverture des archives, plusieurs phases apparaissent avant que le retrait découle de l'élimination de Ben Laden, qui change la donne. Les Occidentaux sont englués dans une guerre interminable, très coûteuse et impopulaire ; les insurgés sont chez eux et illustrent ce proverbe : « Vous avez les montres, nous avons le temps. »

2006-2008 : « Les taliban nous ont encerclés chez eux »

Le 22 octobre 2006, le mollah Omar proclame l'intensification de la guerre contre les envahisseurs, reprenant cette réflexion de 2001 : « Nous perdrons le pouvoir, nous perdrons Kaboul, cela n'a pas d'importance[317]. » Le mois précédent, les Britanniques en ont fait la douloureuse expérience

en subissant une moyenne de douze attaques quotidiennes – il s'agit, en quelque sorte, de la quatrième guerre anglo-afghane. Les taliban entretiennent une insécurité généralisée : pour la seule année 2007, on compte 566 « incidents », contre 425 un an plus tôt, ayant coûté la vie à 8 000 personnes, dont 1 500 civils.

La surenchère des taliban

Début 2008, environ 54 % du pays connaît une présence permanente des insurgés, et 72 % à la fin de l'année. Selon un rapport de l'Office des Nations unies du Haut-Commissariat aux réfugiés, 26 des 34 provinces afghanes sont considérées comme zones d'insécurité[318]. En décembre 2008, d'après Antonio Giustozzi, la situation a encore empiré : seules les provinces de Samangan et du Panshir ne connaissent aucune violence. Les turbans noirs ont fait leur apparition dans les provinces du Nord, tout comme dans la province centrale de Bamiyan[319]. En décembre 2008, dans la région de Ghazni, les taliban vivent dans leurs villages, dans leurs fermes traditionnelles fortifiées (ou *kalats*), en toute impunité, montant des raids sur les routes en étant rarement poursuivis, selon Paul Watson, envoyé spécial du *Los Angeles Times*[320]. Tout muret peut cacher une embuscade à bout portant. Comme le notent les envoyés spéciaux du *Figaro*, en septembre 2008, auprès des paras du 8e RPIMa, quand on quitte la protection de la base avancée ou FOB, il faut « avoir l'œil partout. Les insurgés afghans sont de plus en plus audacieux[321] ».

Un élément significatif démontre l'insécurité : l'emploi de dispositifs logistiques fort coûteux. Ainsi, l'armée française utilise parfois une technique de livraison par air, connue sous l'acronyme imprononçable de LMTGH-OB, soit « largage de matériel à très grande hauteur en ouverture basse ». Depuis les aérodromes de Douchanbe (au Tadjikistan), de Kaboul ou de Kandahar, des C-160 Transall et C-130 Hercules larguent à basse altitude des palettes avec une précision de l'ordre de 200 mètres du point visé[322].

En 2008, les taliban font monter les enchères. À ce titre, la province de Kandahar a valeur d'exemple. Le 18 février, lors d'un combat de chiens, traditionnel en pays pachtoun, un attentat-suicide provoque la mort de

80 spectateurs. Le même mois, à Spin Boldak, 60 personnes sont tuées dans une autre attaque-suicide. Suit, le 13 juin, un raid victorieux sur Kandahar. Une centaine de taliban prend d'assaut la prison principale pour libérer 1 200 détenus, dont 400 des leurs, sans que les 2 000 Canadiens gardant cette ville de 800 000 âmes aient pu répliquer, bien qu'ils aient été les premiers à utiliser en Afghanistan des chars lourds (Leopard 1 puis 2), à titre dissuasif pensaient-ils… Face à l'extension de l'insécurité dans les villes afghanes, mais aussi au Pakistan (dont, en juillet, un attentat-suicide près de la Mosquée rouge à Islamabad), les coalisés et leur allié pakistanais ressemblent à des pompiers constamment sollicités par des départs de feu qu'ils ne peuvent maîtriser. Un peu comme l'armée française en Algérie en 1954-1956 avant l'application des théories de la contre-guérilla et le verrouillage des frontières.

Une réponse inadaptée de la coalition

Les réactions de la coalition sont dans l'ensemble inadaptées, encore que certaines actions ciblées sur de bons renseignements donnent quelques résultats : en décembre 2006 et mai 2007, deux des principaux chefs taliban, Akhtar Mohammad Osmani et le mollah Dadullah, sont tués. Les coalisés sont en position défensive, même s'ils mènent des actions spectaculaires comme l'opération *Achille*, en mars 2007, sous l'égide de l'OTAN. Mais sortant seulement pour des opérations ponctuelles sans tenir le terrain, la plupart des troupes engagées restent l'arme au pied, dans la bulle d'autoprotection au confort moderne des bases américaines et otaniennes, souvent installées sur d'anciens sites de l'Armée rouge.

Comme les Soviétiques, les coalisés en sont réduits, en 2007-2008, à se battre essentiellement pour desserrer l'étau autour des villes et tenir les routes. Les taliban ont bien « encerclé chez eux » les Occidentaux[323]. Ils ne se contentent plus de les harceler. Le 13 juillet 2008, ils attaquent une petite base américaine proche du village de Wanat, dans la vallée de la rivière Waygul, à l'est du pays. Ce jour-là, 24 soldats afghans et 45 soldats américains (fantassins des 26^{e} et 503^{e} régiments d'infanterie et paras de la 173^{e} Airborne) subissent, à l'aube, les tirs précis et à courte distance des 200 attaquants qui détruisent les mortiers de 120 mm de la garnison. Puis,

lançant des rochers des hauteurs surplombant le poste inachevé, ils ouvrent le feu de tous les côtés pendant une heure. Ils s'éparpillent ensuite dans la montagne pour échapper à l'appui feu aérien, lent à se mettre en place (on est loin des 6 minutes de la guerre d'Algérie pour obtenir pareil soutien). Lourd bilan : 75 % de pertes du côté américain (9 tués, 27 blessés), et entre 21 à 45 tués pour l'ennemi. Ce sérieux revers donne lieu à une investigation poussée de la part du commandement américain[324]. Elle démontre que la garnison était d'autant plus vulnérable qu'elle n'avait noué aucun lien avec la population et que la chaîne de commandement était déficiente – le poste de commandement du bataillon se trouvant à 7 kilomètres de la base.

L'été 2008 est donc particulièrement chaud. Sur le plan tactique, la multiplication des combats dans le sud, le centre et à l'est du pays, ainsi que les premiers accrochages dans les provinces du Nord et de l'Ouest obéissent à une volonté délibérée de disperser les forces des coalisés. En les épuisant ou en les maintenant toujours en alerte, il s'agit aussi de gêner ou d'empêcher la réalisation des programmes locaux de développement, notamment au sein des PRT. Ainsi le 27 juillet, dans la province de Khost, frontalière avec le Pakistan, la principale base américaine subit un assaut par des kamikazes équipés de gilets bourrés d'explosifs. En l'absence d'images, y compris du côté des assaillants, c'est le *black-out* sur ce combat majeur. Il faut se reporter à une source arabophone neutre et se contenter d'un laconique : « Plusieurs dizaines d'insurgés tués dans la province de Khost, selon les autorités[325]. » En même temps, dans le Sud, un grand combat contre les Américains et les forces loyalistes afghanes aurait coûté 220 morts aux islamistes. Pour le seul mois d'août, 40 soldats de l'OTAN périssent, tandis que les policiers afghans sont les premières cibles des taliban. En octobre, nouveau combat, dans le sud du pays, près de Lashkar Gah : 150 taliban mènent une attaque d'envergure et laissent, selon les sources américaines, 50 des leurs sur le terrain. La pugnacité de l'adversaire ne cesse qu'avec les premières neiges, bien qu'en novembre il soit capable de saisir un poste de tir Milan aux Français en emportant deux missiles antichars pouvant aussi servir comme artillerie à courte portée[326].

Au total, selon Pierre Servent, l'année 2008 est la plus lourde depuis 2001 pour les combattants de la foi : 4 000 tués[327]. Supportant l'essentiel des combats de la FIAS et de l'OEF, les Américains déplorent déjà, sur les 1 011 soldats de la coalition morts au champ d'honneur entre 2001 et fin

décembre 2008, 630 tués, dont 98 en 2006, 117 en 2007 et 151 en dix mois en 2008 – soit une nette progression en trois ans. En 2008, l'ensemble des pertes a augmenté de 40 % par rapport à 2007 ; les FOB de la coalition ont subi 378 attaques directes. Si elles sont si élevées, quoique inférieures à l'Irak (4 189 tués américains entre mars 2003 et décembre 2008 pour un effectif moyen d'environ 150 000 hommes), c'est que, comme lors de la guerre du Golfe, il n'est pas possible d'« encager » (selon la doctrine OTAN) le champ de bataille à l'échelle d'un pays où l'ennemi se dérobe. Pourtant il semblait que l'arme aérienne, aidée des drones, pouvait à elle seule faire la différence, mais c'était sans compter sur les effets pervers des « dommages collatéraux » qui vont, dès l'origine, sensiblement gêner la mise en place de la contre-insurrection qui apparaît comme la seule réponse possible à cette guerre asymétrique à laquelle les armées occidentales n'étaient pas préparées.

De la théorie de la contre-insurrection…

Depuis 2007, l'OTAN poursuit l'opération *Pamir* en s'inspirant des leçons irakiennes. Cette nouvelle donne, formalisée en octobre 2007 dans la stratégie dite d'« implication des acteurs clés », permet de jouer la carte des chefs de tribus. Ce premier essai de contre-insurrection à grande échelle s'inspire de quelques acquis de l'histoire. En fait, on passe son temps à redécouvrir le fil à couper le beurre à partir de vieilles recettes.

La contre-insurrection, concept stratégique et opérationnel, est étudiée aux États-Unis depuis 1995[328]. Elle est inspirée par l'expérience algérienne de la France, mais aussi par l'*Imperial policy* britannique et les victoires obtenues contre les guérillas en Malaisie (1948-1954)[329] et au Dhofar (1965-1976)[330]. Le nouveau manuel de doctrine de l'armée de terre et du corps des Marines paraît en décembre 2006. Il prône l'adaptation aux défis lancés par de nouveaux adversaires. C'est le *FM* (*Field Manual*) *3.24 Army's Counterinsurgency Manual* (qui doit beaucoup au général Petraeus), que les 1 200 stagiaires du Command and Staff College, équivalent de notre École de guerre, doivent méditer chaque année à Fort Leavenworth, dans le Kansas. La *COIN* (*Counter-Insurgency*) comprend des « mesures militaires, paramilitaires, politiques, économiques, psychologiques et édilitaires prises par un gouvernement pour défaire une insurrection[331] ». David Kilcullen,

lieutenant-colonel de l'armée australienne, en est aussi un des inspirateurs, comme le général Rupert Smith, commandant du contingent britannique en Irak en 1991, puis en Bosnie en 1995. La *COIN* découle en grande partie de l'ouvrage de David Galula (1919-1968), dont les préceptes sont mis en pratique par le général David Petraeus, tout d'abord en Irak, puis en Afghanistan : *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, œuvre publiée aux États-Unis en 1963 et bien plus récemment en France. David Galula, que David Petraeus compare à un nouveau Clausewitz, saint-cyrien, un des rares spécialistes du maoïsme, fut commandant en Algérie d'un sous-secteur de Grande Kabylie. Pour lui, comme pour les colonels Lacheroy et Trinquier, l'enjeu de la « pacification » est bien la population : « Le gouvernement loyaliste ne peut pas arriver à grand-chose si la population n'est pas et ne se sent pas protégée contre l'insurrection[332]. » D'où un regain d'intérêt pour les méthodes de la guerre psychologique employée par la France en Algérie. De la sorte, les forces armées doivent quitter leur rôle traditionnel. Et David Galula de préciser : « On pourra, dans ces circonstances précises, préférer une ronéo à une mitrailleuse, un médecin militaire qualifié en pédiatrie à un spécialiste des mortiers, du ciment à des barbelés et des employés de bureau à des fantassins[333]. » À ses yeux, il s'agit d'« apporter de la sécurité à la population, lui rendre des services concrets et vivre parmi elle[334] ». Dans des pays comme l'Irak ou l'Afghanistan, estime Petraeus, il faut pratiquer la stratégie de l'anaconda, c'est-à-dire, comme le gros serpent amazonien, se nourrir de tous les ingrédients possibles, de la propagande, de la numérisation de l'espace de bataille, des forces spéciales, de la construction de ponts, d'écoles, en instaurant une administration et une économie viables d'abord sur un plan local. C'est l'illustration de la notion dite *Interagency* : la mise en synergie d'acteurs civils et militaires sur le terrain.

Comme David Galula, le général Petraeus estime que 80 % des actions de contre-insurrection sont d'ordre politique : « Il est plus important de coordonner l'information opérationnelle que de tuer ou de capturer en conservant une transparence totale relative aux objectifs et à leurs résultats, tout en dénonçant les atrocités commises par l'ennemi sans en commettre soi-même. » En ce sens, Petraeus est très proche de Galula qui, à l'inverse du colonel Trinquier, théoricien de *La Guerre moderne* (1961)[335], tolérait l'utilisation de la torture[336]. La population livre le renseignement si elle se

sent en sécurité. En Irak, des actions psychologiques sont entreprises pour expliquer la stratégie des Américains. Selon les préceptes de David Galula, la population doit d'abord être recensée, ce qui multiplie les occasions de contact, puis protégée. En s'appuyant sur tous ceux qui ont le plus à perdre en cas de victoire des insurgés, il faut ensuite réformer, sans hésiter à se servir de la propagande qui, *in fine*, permet d'organiser des élections locales, clé de la phase de la reconstruction matérielle du pays dévasté par la guerre. C'est le *playing local* (développement de milices, assemblées de notables locaux…) du général Petraeus qui, dans le manuel cité, *FM3.24* de 2007, précise : « Les meilleures armes sont celles qui ne tuent pas. » On lui doit quelques succès en Irak pour renforcer le concept de *nation-building*, fondé sur le « nettoyer-tenir-reconstruire », qui est illustré dès la seconde offensive américaine sur Falloujah, en septembre 2005. Le général Petraeus s'est appuyé sur les chefs traditionnels sunnites, grassement payés, pour combattre les milices d'Al-Qaida et isoler les chiites des villes saintes comme Nadjaf. Et d'ajouter : « Il ne faut plus raisonner en termes de victoire ou de défaite. Le temps est passé où on plantait un drapeau sur une colline. La guerre contre le terrorisme doit être mesurée en termes de dynamique et de progrès[337]. »

… à son application en Afghanistan

Ce *surge* (sursaut) en Irak qui a permis aux États-Unis de se retirer en 2011 est-il transposable en Afghanistan où il faut vaincre le terrorisme par une approche plus politique du conflit ?

La contre-insurrection implique des mesures humanitaires, une volonté de reconstitution, comme en Irak, du tissu socio-économique. David Galula rappelait déjà que « l'intensité des efforts et la quantité des moyens sont essentielles[338] ». C'est la nouvelle mission de la FIAS qui doit gérer un budget de 27 milliards de dollars. La reconstruction y tient souvent de la construction, un peu sur le modèle du plan de Constantine d'octobre 1958 lors de la guerre d'Algérie. Quelques exemples : les Allemands ont redonné l'électricité à Kaboul en restaurant trois centrales hydro-électriques et en créant une centrale au gaz ; les Français, dans la capitale afghane, ont construit un Institut médical pour l'enfance et favorisé la création de l'École polytechnique ; l'Espagne encadre une relance de l'agriculture grâce à une

école de développement rural dans la capitale et dans le Baghlan, la plus pauvre des provinces afghanes ; le Canada répare les canaux, les barrages, et permet l'accès à l'eau dans la province de Kandahar, aidé en cela par la Banque mondiale et son programme de 100 000 hectares irrigués dans l'est du pays à partir de 2009. Pour des raisons stratégiques et économiques, le plus important programme concerne le *ring* (anneau), cette route qui unit les principales cités afghanes en contournant l'Hindou Kouch. Partagés entre 16 nations, parfois extérieures à la FIAS comme l'Arabie saoudite ou l'Inde, les efforts se poursuivent pour les jonctions Kaboul-Pakistan et Kaboul-Bamiyan afin de désenclaver la montagne. Cet effort évoque les constructions de pistes et des routes par le génie lors de la guerre d'Algérie, afin de mieux contrôler le terrain et développer les ressources locales.

En Afghanistan, les coalisés accompagnent la reconstruction du pays en développant les équipes de reconstruction régionale. Ces 26 PRT de la FIAS et les 16 autres sous commandement américain appliquent la contre-insurrection. Il s'agit de séduire la population, tout en esquissant un quadrillage du territoire. Mais les moyens et les effectifs sont trop faibles : chaque équipe dispose seulement d'une centaine de militaires, de quelques experts et conseillers civils. Outre la satisfaction de besoins immédiats sur le plan alimentaire et sanitaire, certaines PRT offrent des résultats probants quand elles peuvent s'inscrire dans la durée. Ainsi, dans la province de Wardak, en trois ans, les militaires turcs ont réalisé 51 projets pour une valeur de 20 millions de dollars : écoles, routes, ouverture de 48 commerces et réseaux de distribution de produits alimentaires, plus 7 pharmacies, 10 moulins à eau, tandis que 7 juges étaient formés. Mais ce résultat est gâché par le vice du système : même lorsque des hôpitaux sont construits, des générateurs électriques installés, après le départ des coalisés, les taliban les détruisent[339]. De même qu'ils attaquent parfois de nuit les chantiers et incendient ce qu'ils ne peuvent emporter, tels les engins de travaux publics. Seuls ceux qui acceptent de payer un impôt de guerre sont à l'abri de ces destructions.

Redéfinir la présence des coalisés dans le cadre de la contre-insurrection provient d'une réflexion préliminaire de l'OTAN et d'un plan de développement dû au président Obama. Le 3 avril 2008, au sommet de Bucarest, l'OTAN décide de frapper l'épicentre du terrorisme international en s'engageant davantage sur le terrain, tout en recherchant une solution

politique. Cette conférence reprend et amplifie ce qui avait été décidé à la conférence de Londres, en 2006 : il s'agit bien d'une stratégie globale dénommée *Afghan Compact*. Leitmotiv depuis la conférence de Bonn en décembre 2001, les coalisés sont à Kaboul pour y rétablir la sécurité, protéger les institutions légitimes de l'État, assurer le développement économique du pays et se porter garants du respect des droits de l'homme. Le sommet de Bucarest précise les modalités de formation de l'ANA, tout en favorisant le développement de la Manua (Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan). En bref, il s'agit d'« afghaniser », c'est-à-dire de faire en sorte que le fardeau de la sécurité du pays, qui coûte tant à la communauté internationale, soit pris en charge par les autorités locales. Les 20 et 21 mai 2012, l'important sommet de Chicago, où même le Luxembourg, qui a envoyé quelques hommes en Afghanistan, est présent, rappelle la « détermination de tous » pour achever la mission en passant le relais de la sécurité aux forces afghanes.

Avant de prétendre non plus imposer, comme en Irak, mais offrir la possibilité d'une démocratie dans le cadre du *nation-building*, le plan Obama prévoit une aide à l'éducation, à l'agriculture, à la santé… Ce programme est estimé entre 10 et 20 milliards de dollars sur 6 à 7 ans, contre 1,1 milliard donné par an auparavant. Il fait appel à des civils américains volontaires, dont des spécialistes de l'administration des ministères… Des centaines de réservistes et des experts civils, dont des vétérinaires et des fermiers en formation spécifique en Californie, sont aussi recrutés. Il ne suffit plus de détruire les champs de pavot, des cultures vivrières doivent les remplacer avec l'ouverture d'un marché local[340].

Tirant les leçons de l'expérience irakienne, il faut associer le volet militaire à la reconstruction. Un exemple significatif du changement d'attitude et de doctrine peut être évoqué, dans la vallée de Jalrez, province du Wardak, à 50 kilomètres de Kaboul. À l'inverse d'une méthode héritée du Vietnam, il ne s'agit plus simplement de monter une opération mais de se projeter dans la durée. En février 2009, débarqués d'une armada d'hélicoptères, des éléments de la 10^{e} DM (division de montagne) s'installent dans un district où les taliban faisaient régner la charia. Immédiatement, trois bases sont construites, des responsables administratifs afghans sont mis en place. 500 000 dollars sont offerts pour la construction

de ponts et de routes à la main-d'œuvre locale. On donne des vaches à des veuves afin qu'elles retrouvent un revenu. Quelques villages sont mis en autodéfense à l'algérienne, mais dans ce cas les miliciens reçoivent un salaire, décent pour le pays, de 120 dollars par mois. En fait, les taliban ont refusé le combat et se sont installés ailleurs. Ce qui signifie que si on veut les neutraliser il va falloir engloutir de nouvelles forces dans d'autres districts. En ce sens, l'Afghanistan, sur le modèle du Vietnam ou de l'Algérie, se transforme en piège à effectifs. L'insécurité revient peu à peu dans la vallée : en mai 2009, un engin de travaux publics chinois est incendié et un IED tue 8 soldats afghans ; le 13 juillet, le chef de la police afghane du district et trois de ses officiers sont tués de la même façon[341]. En outre, le principal reproche que les Afghans font aux Américains est de continuer de se comporter en occupants : défaut bien connu, ils n'achètent rien sur place et font tout venir des États-Unis, de sorte que la formidable force d'attraction que pourrait constituer leur imbrication dans l'économie locale est nulle. En outre, dans ce district à majorité pachtoune, peu de villages ont accepté de se mettre en autodéfense reprochant à l'envahisseur d'empêcher les habitants de circuler à leur guise et de les soumettre à d'incessants contrôles[342].

Quand des hommes de bonne volonté de l'armée américaine daignent considérer leurs homologues afghans ou étrangers, la contre-guérilla peut connaître un certain succès. En mars 2009, près de Maidan Shahr, dans le Wardak, dans une base rapidement érigée à partir de janvier (quadrilatère de *bastion wall*s ceinturé de barbelés, avec des tentes et préfabriqués pour la « zone vie » et un self-service géré par une société privée) aux côtés de deux bataillons de la 10^{e} DM américaine, 50 soldats français développent les échanges avec des unités de l'ANA. Un capitaine du régiment de marche du Tchad, venu de Noyon, témoigne : « Nous jouons un rôle de facilitateurs, dans un ménage à trois entre militaires afghans, américains et français. Les soldats afghans savent parler aux gens, choisir les bons moments et les bons interlocuteurs. L'armée afghane jouit d'une très bonne image dans la population et chaque bataillon afghan a son mollah. Le nôtre est très charismatique et c'est un atout pour réunir les gens dans la mosquée du village, leur expliquer la raison de notre présence, s'enquérir de leurs

problèmes et casser la propagande talibane qui traite d'impie l'armée afghane[343]. »

Ces exemples de travaux pratiques de la contre-insurrection dans ses applications civilo-militaires perdurent jusqu'à la fin 2011 et les premiers rembarquements des troupes de la coalition. L'exemple algérien reste la référence. Ainsi, à Paris, à l'École de guerre, en 2010-2011, les stagiaires peuvent choisir un « module d'approfondissement » de deux semaines sur les « techniques de contre-insurrection » et un travail dirigé sur le conflit algérien. Le film de Florent Emilio Siri, *L'Ennemi intime*, tiré du livre de Patrick Rotman, est commenté depuis 2008[344]. Fin mars 2011, à Mons, le nouveau commandant en chef de l'OTAN, l'amiral Stavridis, ayant à ses côtés le général Michel Stollsteiner, ancien commandant des forces françaises en Afghanistan et plus haut gradé français en poste à l'OTAN, montre à un aréopage d'officiers *La Bataille d'Alger* de Gillo Pontecorvo, Lion d'or au Festival de Venise en 1966, prix de la critique au Festival de Cannes la même année, mais interdit dès sa sortie en France et à nouveau en 1971[345].

2009-2011, le temps des grandes offensives

La contre-insurrection est un des volets de la partie de bras de fer qui se joue en 2009, à la fois au Pakistan et en Afghanistan, en raison de l'importance des élections présidentielles dans ce dernier pays. Robert Gates, secrétaire d'État à la Défense, décrit l'« escalade militaire » à laquelle se livrent désormais les insurgés, et le général McKiernan annonce que pour ses soldats « 2009 sera la pire des années[346] ». Dans son rapport du 19 mars 2009, le Conseil de sécurité s'attend également à de grandes difficultés en Afghanistan. Un détail ne trompe pas : en mars 2009, le Pentagone lève une interdiction datant de la guerre du Golfe. Désormais, la presse américaine pourra photographier les cercueils des soldats morts en Irak et en Afghanistan[347]. Symbole encore plus fort : de nuit, le 29 octobre 2009, sur la base de Dover, dans le Delaware, le président Obama vient saluer les dépouilles de 18 GI tombés en Afghanistan avant d'adresser ses condoléances aux familles. La logique de guerre se fait donc chaque jour plus prégnante. Bien que l'opacité des communiqués soit de plus en plus

épaisse, de sorte qu'on perd souvent le fil des multiples actions sur le terrain, quelques grandes lignes apparaissent.

Lors de la première réunion des chefs d'état-major (*joint chiefs of staff*) sous sa présidence, en février 2009, Barack Obama demande de considérer l'Afghanistan et le Pakistan comme un même « théâtre de guerre ». Il prévient, le 24 février, qu'il ne laissera pas le terrorisme « comploter contre le peuple américain depuis des abris sûrs dans une partie du monde[348] ». L'amiral Mullen, commandant en chef des forces armées américaines, précise que la menace principale vient du Pakistan qui risque d'imploser. En ce sens, lors de la Conférence sur la sécurité internationale de Munich, les 7 et 8 février 2009, Richard Holbrooke prononce le terme d'« Afpak » pour « bien inscrire dans notre ADN qu'il n'y a qu'un seul théâtre d'opérations, de part et d'autre de la frontière incertaine[349] ». Mais la tournée de Richard Holbrooke en avril 2009, au Pakistan et en Inde, se révèle décevante. L'opinion pakistanaise ne tolère pas l'atteinte à la souveraineté nationale que constituent les frappes de 37 missiles lancés par Predator, de janvier à mars 2009, sur des repaires d'Al-Qaida en zone tribale[350]. Elles font de nombreuses victimes civiles. Pourtant, malgré ces « dommages collatéraux » exploités par la propagande islamiste, des drones type Predator et Reaper (ce dernier équipé de bombes à guidage laser) auraient éliminé neuf chefs supposés d'Al-Qaida et des taliban pakistanais[351]. Ces frappes témoignent aussi d'un nouvel esprit offensif.

2009, esprit offensif et nouvelle stratégie américaine

En 2009, en Afghanistan, l'initiative est tour à tour aux taliban et à la FIAS. Les insurgés mènent une quadruple offensive aux contours flous : garantir le chemin d'écoulement de la drogue, nerf de la guerre, par les provinces d'Hérat, de Farah et de Nimroz et les 1 300 kilomètres de frontière avec le Tadjikistan ; maintenir ouverte la liaison Afghanistan-Pakistan ; tenter de couper la nouvelle route logistique septentrionale de la FIAS qui passe par Kunduz ; et poursuivre l'investissement puis l'attaque directe dans Kaboul par une série d'attentats meurtriers.

Pour ce faire, ils continuent de développer l'arme des IED, responsable des deux tiers des pertes parmi les coalisés. Pour les quatre premiers mois

de 2009, l'ensemble des attaques-suicides et des pièges posés le long des routes augmente de 25 % par rapport à la même période en 2008, soit un total de 5 700 actions, pour une moyenne de 15 attaques par semaine[352]. Faut-il y voir l'application des directives du mollah Baradar relatives à la guérilla tout en faisant le vide devant les grandes offensives des coalisés ? Il est troublant, en effet, de constater la coordination des actions de chaque côté de la frontière en territoire pachtoun lors, par exemple, de l'offensive pakistanaise dans la vallée de la Swat. Conscients que tout combat frontal tournerait à leur désavantage, les taliban accroissent les embuscades brèves là où on les attend le moins. Ainsi, ils fixent et tiennent en haleine les forces de la coalition dans les provinces de Khost, Paktika et Kandahar, toutes dans la zone pachtoune jouxtant la ligne Durand. Le 12 mai, la ville de Khost subit l'assaut de onze kamikazes qui s'en prennent aux bâtiments gouvernementaux, tandis que trois autres attaquent un camp de la police afghane. Outre des explosions d'IED, le même jour, des tirs de roquettes visent des FOB américaines dans le Paktika, tandis que dans la province de Kandahar un poste de police à Spin Boldak est attaqué et quatre policiers afghans tués.

Certains chiffres traduisent l'intensité des combats. Pour le seul 1er avril 2009, il y a 80 tués parmi les taliban selon un bilan de l'OTAN et, à midi ce jour-là, dans Kandahar, trois terroristes habillés en policiers se font exploser, provoquant la mort de 14 personnes. Selon une source extérieure au conflit, pour le seul mois de juin, les taliban mènent 400 attaques sur l'ensemble du territoire afghan, y compris dans les provinces septentrionales[353]. Par ailleurs, ils se montrent de plus en plus intrépides dans le harcèlement des grandes bases des coalisés, où les hélicoptères de surveillance ont tendance à voler à basse altitude pour échapper aux tirs. Le 28 avril, au camp de Warehouse à Kaboul, des roquettes tirées sur le bataillon français font trois blessés, dont un grave. Le 21 juin, c'est le sanctuaire américain qui est touché par le même type d'arme artisanale : deux GI et six autres Américains sont tués sur la base de Bagram. Un autre signe ne trompe pas quant à l'investissement de Kaboul par les taliban : à l'inverse des années précédentes, le 27 avril, il n'y a ni parade ni réjouissances publiques traditionnelles pour marquer la victoire contre les

Soviétiques. Il faut dire que l'année précédente, lors du défilé des troupes, Hamid Karzaï avait échappé de justesse à un attentat.

Le premier semestre de 2009 est pourtant marqué par une reprise partielle de l'initiative par la FIAS. En l'absence de front, trois batailles sont menées simultanément : contrôler la frontière orientale et méridionale, notamment en faisant la reconquête du Helmand ; desserrer l'étau autour de Kaboul ; et tenir le *ring*, cette route qui fait le tour de l'Hindou Kouch.

Cette dernière reste l'enjeu logistique principal. Ulrich Fichtner, envoyé spécial de l'hebdomadaire *Der Spiegel*, raconte son voyage dans la province de Wardak, en compagnie du gouverneur afghan. En quelques mois, la situation s'est dégradée. Le journaliste allemand note les tours fortifiées (comme en Indochine et en Algérie) qui servent à garder les ponts empruntés par les convois. Ces derniers sont protégés par des blindés légers ou des Toyata pick-up, armés chacun d'une mitrailleuse sur pivot ; trois véhicules en tête de convoi, trois autres à l'arrière. La route empruntée, l'artère vitale unissant Kaboul à Kandahar, est prise fréquemment sous le feu des taliban, non plus seulement près de Kandahar, mais à présent dans la grande banlieue de la capitale où 32 IED ont été désamorcés de janvier à mars 2009[354]. En réaction, la 10e DM américaine, après un long entraînement aux États-Unis pour se mettre dans les conditions les plus proches du théâtre afghan, et la 82e Airborne sont déployées dans les provinces du Wardak et du Logar. Elles ont comme priorité la sécurité de la *highway 1* entre la capitale et Kandahar.

L'arrivée de ces renforts, les succès locaux remportés, par exemple, par les Français en Kapisa, insufflent une nouvelle volonté parmi les troupes de la coalition. Dès la fin mars, sur les 1 200 hélicoptères américains attendus, 100 sont en service, soit autant que la totalité des voilures tournantes jusque-là employées dans les unités européennes – un chiffre tout de même bien maigre. Dans le Logar, les Américains construisent une base capable d'accueillir des jets. Dans l'est de la province, ils bâtissent une base géante, trois fois plus grande que Camp Bastion, le camp le plus important des troupes britanniques.

Trois succès illustrent cet esprit nouveau. Tout d'abord, selon le *Washington Times* du 20 avril, qui ne précise ni le lieu ni la date, en mars 2009, dans la province de Helmand où se vend un opium de grande

qualité, les forces armées afghanes, soutenues par des unités des forces spéciales américaines et des spécialistes de la Drug Enforcement Administration, interviennent sur un marché ouvert. Bilan après un rude combat de huit heures : 40 taliban tués, des centaines de gilets explosifs saisis, ainsi que des roquettes, des armes automatiques et des mitrailleuses lourdes antiaériennes russes type PKM[355]. Par ailleurs, d'après le *New York Times* du 17 avril 2009, dans la province de Kunar, vallée de Korangal, sur les lieux mêmes où, en 2005, un commando de Navy Seal avait été détruit, une section de 30 hommes du 1er bataillon du 26e RI prend une revanche. Il s'agit d'une première embuscade de nuit réussie dans celle du 10 au 11 avril, qui évoque certaines actions du Vietnam mises en image en 1987 par Oliver Stone dans *Platoon*. Grâce à des armes à visée nocturne, elle permet de détruire une colonne de taliban bien armés à la lisière d'un couvert forestier. Des mines antipersonnel Claymore à effet directionnel puissant avaient été placées pour surprendre l'adversaire pris ensuite sous un feu nourri d'armes automatiques, dont des mitrailleuses légères, à très courte distance. Le bilan serait de 13 insurgés tués. Enfin, le 28 mai, dans la province de Paktika, près de Khost, après un assaut infructueux contre le camp Salerno sur la frontière afghano-pakistanaise, lors de la poursuite menée par les soldats de la FIAS, 37 partisans de Jalaluddin Haqqani sont tués et les infrastructures d'un camp d'Al-Qaida en voie de reconstitution sont détruites.

À ces combats locaux s'ajoute la grande offensive des coalisés dans le Helmand, l'une américaine (au sud), l'autre britannique (au nord), afin de couper un des chenaux principaux d'écoulement de la drogue. Dans la nuit du 1er au 2 juillet commence l'opération *Khanjar* (« coup d'épée »). Dans la vallée du fleuve Helmand sont engagés 4 000 marines de la 2e brigade expéditionnaire, aux côtés de 650 soldats de l'ANA. De gros moyens sont déployés en blindés et en hélicoptères (plus d'une cinquantaine d'appareils). En application de la contre-insurrection, les ordres du général McChrystal sont respectés : pas de frappes aériennes avant le déclenchement de l'opération au sol. Reconquérir le terrain, détruire les laboratoires d'héroïne et contrôler les habitants correspondent à une volonté de rester : de petits postes sont construits parmi la population, et l'administration locale afghane est mise en place grâce aux conseils d'une

cinquantaine de réservistes juristes et administrateurs américains[356]. De leur côté, 3 000 Britanniques sont engagés dans l'opération *Griffe de panthère*, précédée par la reprise du village de Babaji. Ils effacent de la sorte un échec de 2006, sur le lieu même, dans cette province du Helmand qu'ils surnomment le *Hell Land* (terre de l'enfer)[357]. Les taliban refusent provisoirement le combat face à l'armada américaine, mais offrent une vive résistance aux unités anglaises et à l'ANA moins bien équipées, notamment en voilures tournantes et en blindés (dans l'urgence, 4 chars danois Leopard 2 avaient été achetés à la fin de l'été 2008 pour épauler des blindés légers chenillés Viking[358]). Ils confirment une tactique prouvant la coordination de leur commandement : frapper ailleurs pour montrer leur détermination. Cinq soldats britanniques perdent d'ailleurs la vie dans la semaine de l'offensive. Le lundi 6 juillet 2009 est l'un des jours les plus meurtriers de la guerre, deux Canadiens, un Britannique et sept Américains sont tués par IED ou attaques à l'arme automatique dans des provinces fort éloignées l'une de l'autre : Kunduz, Paktia et Zaboul.

L'été 2009 est le plus coûteux en vies humaines depuis le début de la guerre. Les pertes des coalisés en juillet sont de 76 tués. 49 GI et 22 autres soldats de la coalition tombent en août. Pour le seul mois d'octobre 2009, chiffre qui évoque le Vietnam en 1967-1968, 74 soldats américains sont tués. Le nombre des victimes civiles augmente de 24 % sur les six premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2008. Selon un rapport de la Manua, le conflit se déplace de plus en plus vers les zones habitées[359].

Au nord, fin juillet, pour la première fois, 300 soldats allemands sont engagés aux côtés de l'ANA dans une véritable opération de guerre afin de dégager Kunduz et sa route stratégique nord-sud, par où arrive désormais la logistique ayant transité par la Russie et les républiques d'Asie centrale. Le 31 juillet, deux convois de camions-citernes de l'OTAN sont détruits dans l'ouest du pays. Le 2 août, 9 soldats de l'OTAN tombent dans la même journée. Ce qui fait dire au général Stanley McChrystal, dans un entretien accordé au *Wall Street Journal* du 10 août, que les taliban ont repris l'initiative et qu'ils gagnent du terrain dans le nord et l'ouest du pays.

Leurs attaques se multiplient à l'approche des présidentielles (qu'ils demandent de boycotter). Les tirs de roquettes, y compris dans la partie du Helmand contrôlée par la coalition, frappent villes et villages. À cinq jours

du scrutin, en geste de défi, dans le quartier le plus sécurisé de Kaboul, un 4 × 4 bourré de TNT explose entre l'ambassade des États-Unis et le QG de l'OTAN au passage de deux véhicules américains, faisant 7 morts et une centaine de blessés, en grande majorité des Kaboulis. À la suite de cela, des tracts affichés précisent que le 20 août les taliban passeront à l'attaque des bureaux de vote afin de décourager les 17 millions d'électeurs. Ils menacent ceux qui braveraient l'interdit de leur couper le doigt, marqué au moment du vote à l'encre indélébile. L'échéance électorale promet un déchaînement de violence. Le 17 août, un nouvel attentat à la voiture piégée dans la capitale, contre un convoi de la FIAS sur l'axe violet (la grande route qui mène à Bagram), fait 8 morts et 51 blessés parmi les civils ; des roquettes tombent sur la ville, dont l'une à proximité de la résidence présidentielle. Ce même jour, l'aéroport et la ville de Jalalabad essuient des tirs de roquettes, tandis qu'un bâtiment public à Kandahar subit un bref et violent assaut.

Le 20 août, qui aurait dû être la journée de tous les dangers, se déroule pourtant dans un climat de violence inférieur à ce qui était attendu. On recense 135 incidents et 50 tués, la plupart étant des attaquants taliban. À Kaboul, les tirs de roquettes accompagnent l'assaut d'un poste de police. Dans le Baghlan, des bureaux de vote sont attaqués et 22 assaillants tués. Mais le plus important est moins le résultat final que le fait que 95 % des 6 500 bureaux de vote soient restés ouverts et que le taux de participation ait atteint 38,7 %. Dans l'ambiance délétère d'un pays en guerre, c'est l'affirmation du rejet des taliban par une bonne partie du corps électoral ; ce que saluent le président Obama et le secrétaire général de l'OTAN, l'ancien Premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen, en ces termes : « C'est la preuve de la détermination du peuple afghan à construire la démocratie. »

Cependant, la longue attente des résultats en raison de la fraude et la reconduction par défaut d'Hamid Karzaï à la tête de l'État le 2 novembre, en l'absence d'un second tour des présidentielles, ralentissent incontestablement cette marche vers la modernité exprimée par le corps électoral. La situation sur le terrain ne cesse de se dégrader. L'Afghanistan sera-t-il le Vietnam d'Obama, tombeau de l'empire américain comme il l'a été pour les Soviétiques ? En effet, l'année 2009 est la plus meurtrière depuis 2001. En 2008, le total des pertes dans le contingent étranger (OEF

et FIAS) était de 295 tués (dont 155 GI). Il passe à 520 (dont 310 GI) en 2009.

De fait, les taliban se font de plus en plus incisifs. Ainsi, le 25 août, malgré le renfort de cinq bataillons américains dans la province, 40 personnes sont tuées dans un attentat à Kandahar et 100 autres blessées. L'adversaire affiche son impunité par vidéos interposées. Un incident est révélateur de sa force. Point n'est besoin à présent de tuer les membres de la police nationale afghane, l'ANP (Afghan National Police). Les humilier est une arme tout aussi efficace : le 17 août, à Pul-e-Khumi, un chef-lieu de district de la province septentrionale de Baghlan, des taliban, dont un jeune de 15 ans, hurlent des ordres à des policiers en les embarquant dans un pick-up pour les renvoyer désarmés et dépouillés dans leur caserne[360]. En Orient, perdre la face équivaut à perdre l'honneur ; on peut donc s'interroger sur le degré de crédibilité de l'ANP après une telle humiliation…

On conçoit le pessimisme du général McChrystal, révélé par le *Washington Post* du 21 septembre. Dans un rapport de 66 pages, il reconnaît que les taliban sont devenus « très agressifs » et estime que la coalition est engagée dans une course contre la montre. Soutenu par le général David Petraeus, il réclame un renfort de plus de 40 000 hommes, en attendant que les forces afghanes aient atteint un niveau suffisant pour assurer la sécurité dans le cadre de l'« afghanisation » du conflit qu'il faut poursuivre. S'ils ne sont pas envoyés, la coalition risque selon lui de perdre la guerre avant la fin 2010. Il dénonce la corruption de l'administration Karzaï, regrette que le système pénitentiaire afghan soit « une base et un camp » pour le recrutement des taliban, mais considère que la seule issue est de protéger la population. Pour faire de la contre-insurrection appliquée, les coalisés doivent sortir de leurs FOB. Et de préciser au *Figaro*, le 29 septembre 2009 : « Nous devons nous rapprocher de la population en nous débarrassant de tous ces blindages et autres gilets pare-éclats. Nos hommes doivent mieux connaître l'histoire et la culture afghanes afin de mieux agir de concert avec leurs camarades afghans ». Cette analyse témoigne du syndrome à la fois vietnamien et soviétique : pour le stratège Gérard Chaliand, moins de 10 % des forces de la coalition mènent des opérations[361]. Le fait que les autres restent cloîtrées indique une crise du moral récurrente.

Chef d'état-major de l'armée américaine, le général Casey doute que les troupes de métier puissent disposer de renforts importants au bénéfice de l'Afghanistan, alors que les dernières réserves sont encore employées en Irak. De son côté, le vice-président Joe Biden préfère un gel des effectifs, afin que les forces spéciales venues de leur sanctuaire de Diego-Garcia dans l'océan Indien puissent se concentrer sur la traque d'Al-Qaida, qui reste l'objectif principal, aidées des deux côtés de la ligne Durand par l'arme des drones et une concentration de troupes américaines. Ces divergences traduisent les hésitations de Washington face à la pugnacité des taliban, en attendant que le président Obama définisse une ligne stratégique claire. Il est vrai qu'il cède à son aptitude au compromis après trois échecs démocrates à diverses élections aux États-Unis et prend son temps pour consulter. Depuis le retrait du Dr Abdullah Abdullah du second tour des présidentielles, Obama désespère de l'élection d'un gouvernement crédible à Kaboul avant d'envoyer des renforts. Ceux-ci seront avant tout destinés à protéger l'« Afghanistan utile », en plus des zones contrôlées en Kapisa ou dans la vallée du Helmand. Dans ce contexte, l'exécutif américain s'oriente vers une médiation entre les demandes des militaires et les réticences des politiques : en accordant des renforts minimaux, continuer à poursuivre Al-Qaida, contrôler les sanctuaires des taliban à l'est et au sud principalement, et tenir les forces vives du pays en reconstruction avant d'en confier les clés à un État de droit disposant de forces de sécurité crédibles.

Fin 2009 : la nouvelle stratégie américaine

Le 2 décembre 2009, allant à l'encontre d'une opinion favorable au repli, Barack Obama révèle les grandes lignes de sa nouvelle stratégie pour cette « guerre nécessaire » mais non illimitée dans le temps : un renfort de 33 000 hommes, un appel aux alliés de l'OTAN pour qu'ils fassent un effort dans ce sens et un soutien sans faille au Pakistan. Le 4 décembre, le secrétariat général de l'OTAN annonce de son côté un renfort de 7 500 hommes. Avec l'arrivée progressive de ces hommes jusqu'à la fin du printemps 2010, le nombre total des militaires étrangers présents en Afghanistan passe de 113 000 à 150 000 hommes – un chiffre supérieur de 30 000 hommes au contingent précédemment engagé par les Soviétiques dans ce pays.

Dans le cadre du *surge*, les principaux objectifs sont bien d'obtenir que le poids du maintien de l'ordre repose sur les forces afghanes, de presser l'administration Karzaï pour qu'elle mette un terme à la corruption endémique, tout en poursuivant la traque d'Al-Qaida des deux côtés de la ligne Durand. Mais ce programme à long terme repose sur du sable : il oublie l'obligation du contrôle des frontières et tire des plans sur la comète quant au prestige du régime du président Karzaï. Ce dernier indique que l'effort principal de son gouvernement portera sur la lutte contre la corruption. Il forme le 16 novembre 2009 une brigade anticorruption destinée à éradiquer les « mauvaises habitudes » des forces de sécurité, notamment le racket routier dont l'ANP est coutumière en rançonnant des camionneurs afghans. Pour le reste, les promesses restent lettre morte.

En fait, sur le plan politique, l'année 2009 n'est pas une « année tournant » en raison du manque de légitimité du président Karzaï, élu sans second tour, alors même que les Afghans avaient confirmé par leur vote, lors du premier tour des présidentielles, le rejet d'un retour des taliban au pouvoir. L'issue du conflit reste indéterminée et, sur le terrain, la balance penche du côté des taliban. Chef du contingent canadien en Afghanistan, dont 2 800 hommes sont déployés dans la région de Kandahar, le général Jonathan Vance estime que la situation est « grave et désespérée » et qu'elle relève d'une « extrême urgence[362]. »

Pour les coalisés, la bataille de Kaboul continue. Un peu sur le modèle de celle d'Alger par la multiplication des attentats et par la caisse de résonance que représente la capitale, où se trouvent les médias, au moment où les opinions publiques occidentales donnent dans le défaitisme. Défiant l'OTAN-FIAS les 7 et 8 septembre 2009, alors que des tirs sporadiques de roquettes continuent de tomber sur les positions de coalisés, les taliban attaquent le camp Phoenix, grande base américaine de Kaboul, tandis qu'un 4 × 4 conduit par un kamikaze et chargé de 500 kg d'explosifs saute devant le siège otanien au cœur de la capitale[363]. Dix jours plus tard, sur la route conduisant à l'aéroport, près de l'ambassade américaine, un véhicule bourré d'explosifs heurte un convoi de l'OTAN : 6 paras italiens sont tués et 4 autres sont blessés. L'ONU est aussi la cible de la vindicte des insurgés : le 28 octobre, une maison d'hôtes de la Manua est visée, l'attaque causant 15 morts, dont 6 expatriés. Une semaine plus tard, 600 des 1 100 membres des Nations unies présents en Afghanistan quittent le pays. Le 15 décembre,

en plein quartier des ambassades, un kamikaze réussit à déjouer tous les barrages et se fait exploser : 8 Kaboulis sont tués. L'image d'une capitale afghane sécurisée où, selon les ministres français des Affaires étrangères et de l'Immigration, on peut renvoyer sans états d'âme des réfugiés afghans indésirables sur notre sol tient de la propagande, version « bourrage de crâne ». Les tirs de roquettes se multiplient et, le 17 janvier 2010, un commando attaque le cœur de la ville sur le modèle des attentats de Mumbai, faisant 12 tués et 71 blessés dans un centre commercial. De Kaboul à Kandahar, mais aussi dans d'autres villes et campagnes, l'insécurité est à présent généralisée.

Les 3 et 4 octobre 2009, lors d'un violent et long combat proche de la ligne Durand, dans le Nouristan, où environ 700 taliban venus d'un sanctuaire du Pakistan attaquent des positions de l'ANA et de l'OTAN, prenant en otage 13 policiers et 2 journalistes afghans, 8 soldats américains sont tués, après 5 autres la veille dans une autre province – une centaine de taliban auraient aussi été tués. Si on y ajoute les 3 tués parmi les forces de l'ordre afghanes, ces pertes sont les plus sévères pour la coalition depuis le combat d'Uzbin. La série noire continue le 26 octobre dans la province de Badghis, lors d'une opération conjointe FIAS-ANA : trois hélicoptères américains sont détruits, deux par collision, l'autre par crash selon la version de l'OTAN. Le bilan est de 11 GI tués et autant pour l'ANA.

Deux éléments témoignent du mal-être d'une coalition qui a perdu confiance dans ses objectifs. Fin octobre 2009, dans le Nouristan, les Américains évacuent la base de Kemdesh, clé de trois districts, sans prendre le temps de démonter toutes les installations et de passer le relais à l'ANA. Tout aussi préoccupante, la démission connue à la même date du baroudeur et ancien marine Matthew Hoh de son poste de représentant du département d'État dans la province de Zaboul, un des fiefs méridionaux des taliban. Il précise : « L'insurrection est nourrie par ce qui est perçu par les Pachtouns comme un assaut sur leurs terres, leur culture, leur tradition, par des ennemis intérieurs (l'armée afghane) et extérieurs (la coalition)[364]. »

Le général McChrystal se dit pourtant satisfait du renfort accordé par le président Obama qui lui permet d'augmenter les capacités de l'ANA et de se déployer au sud et à l'est du pays, où les taliban sont les plus forts. Le défi à relever est immense. En décembre 2009, taliban et djihadistes d'Al-

Qaida frappent au cœur en montrant les faiblesses du système de sécurité américain. Le 25, la menace terroriste à l'échelle mondiale redevient d'actualité : c'est l'attentat manqué contre un avion de ligne américain entre Amsterdam et Detroit par un Nigérian membre d'Al-Qaida et déjà fiché comme individu dangereux. Il a pu passer à travers tous les contrôles, mais le dispositif d'explosif, caché dans le sous-vêtement, n'a pas fonctionné. Le 30, tandis que des drones américains frappent des sanctuaires de la nébuleuse terroriste au Yémen où des ambassades occidentales sont directement menacées, le président américain, fort en colère, souligne la faille dans les services de renseignement lors d'une conférence de presse. Ce manque de coordination entre les services et leur impéritie sont illustrés, le jour même, par une victoire morale des taliban, qui en viennent à défier l'Oncle Sam jusque dans l'un de ses sanctuaires les plus sécurisés. En effet, passant tous les contrôles – car déjà connu de ses anciens camarades de la CIA –, un kamikaze réussit à se faire exploser dans la FOB de Chapman, dans la province de Khost : 7 agents civils de la CIA sont tués. Or, dans cette base sont entraînées les forces spéciales afghanes…

Ce même 30 décembre, à Kandahar, au passage de leur véhicule blindé, un IED explose, faisant cinq morts canadiens : quatre soldats et une journaliste. Si on y ajoute l'enlèvement de deux journalistes français, Stéphane Taponier et Hervé Ghesquière, et de leurs trois accompagnateurs afghans en Kapisa, le même jour, sans verser dans la paranoïa d'actions concertées pour une même date en différents points du globe – et en Afghanistan en particulier –, force est de constater que c'est l'ensemble du dispositif contre le terrorisme qui est remis en question. L'hiver 2009-2010 est le plus sanglant depuis le début de la guerre et ne connaît pas de pause : dans les 25 premiers jours de janvier, 24 soldats de la coalition sont tués. Toutefois, cette série de mauvaises nouvelles donne une légitimité à l'envoi de renforts en Afghanistan face à une menace bien réelle.

Premier semestre 2010 : crescendo de la guerre

L'année 2010 est l'année la plus coûteuse en vies humaines de la guerre, 711 soldats de l'OTAN sont tués en Afghanistan. Avant le remplacement du général McChrystal, le 2 juillet 2010, par le général

Petraeus, au premier semestre, tandis que la bataille de Kaboul perdure, la coalition concentre ses forces et attaque dans le Helmand.

Dans la capitale afghane, les insurgés continuent de frapper quand et où ils le veulent. Le 17 janvier, près du palais présidentiel, un commando d'une vingtaine d'hommes tient pendant 4 heures le cœur de la capitale sous le feu : des ministères, la Banque centrale et le centre commercial Qari Sami. C'est le quartier le plus sécurisé de la capitale[365]. Le bilan est lourd : 7 insurgés tués, dont un kamikaze conduisant une ambulance bourrée d'explosifs, 5 civils (dont un enfant) et 71 blessés. En dépit des *check-points* et des divers contrôles, mais en bénéficiant de complicités, les taliban attaquent de nouveau, le 26 février : leurs actions sont coordonnées pour frapper, comme en 2009, avant tout les étrangers. Une voiture piégée et un kamikaze sont envoyés contre des résidences hôtelières étrangères en plein centre de Kaboul : 16 tués, dont un Français, un Italien et 9 Indiens, plus 30 blessés parmi les Kaboulis et des policiers afghans. En profitant de la panique, les taliban pratiquent une tactique à l'irakienne sans doute apprise par l'entremise d'Al-Qaida : une première explosion, puis une seconde quelques minutes plus tard pour faire un maximum de victimes, notamment parmi les secouristes et les forces de sécurité. Le 18 mai, c'est la grande base de Bagram qui subit une attaque repoussée (7 taliban tués). Le 2 juin, le président Karzaï est humilié par les insurgés. À grand renfort d'annonces, il réunit une *Jirga* (Assemblée) pour la paix de 1 600 délégués afin de nommer une commission chargée de prendre contact avec les taliban. Ceux-ci répondent par des tirs de roquettes et un kamikaze se fait exploser à 200 mètres du lieu de la réunion. Karzaï décide de répondre le 3 août : un bataillon de 300 soldats afghans part à l'assaut d'un fief taliban à l'est de Kaboul d'où partent des tirs de roquettes chicom[366]. Cette unité se fait étriller : 10 tués et 20 prisonniers. Le reste est sauvé de la déroute par l'intervention des Américains et des Français appelés à la rescousse[367].

Ce renfort, les effectifs accrus de forces de police font que les législatives du 18 septembre se déroulent dans un climat plus serein, dans une capitale qui subit quatre fois moins d'attaques que lors des présidentielles de 2009. Cependant ces élections font figure de résultats partiels : seulement 40 % de participation pour 249 sièges à pourvoir et la fraude habituelle qui oblige la commission électorale, la veille du scrutin, à fermer 1 000 des 7 500 bureaux de vote. Si la députée Shinkai Karokhail

estime qu'« en politique, les bulletins de vote sont toujours préférables aux balles de kalachnikov[368] », dans les zones de combats et dans le secteur français, en Kapisa, c'est un autre son de cloche. Le sergent du 21e RIMa Christophe Tran Van Can constate : « Pour les journalistes, ces élections sont un succès. S'ils le disent ! Peut-être est-ce vrai à l'échelle de l'Afghanistan, à l'échelle de l'histoire du pays, de ces dernières années tout du moins. Mais nous, isolés du monde depuis quatre mois, nous avons une vision complètement différente des choses. Aucun votant à Alasay, quelques dizaines seulement à Tagab ! Mais comment la population aurait-elle pu aller voter ? Les insurgés se sont déchaînés toute la journée. Rares sont ceux qui étaient prêts à mourir pour un bulletin de vote[369]. »

On conçoit que le vendredi 16 avril, à Paris, devant l'IHEDN, le général McChrystal reconnaisse, comme son prédécesseur l'avait déjà fait pour 2009 : « 2010 sera une année critique […]. En surface, les choses vont continuer à empirer avant de s'améliorer. » Et de reconnaître les erreurs initiales : « Nous n'avions pas compris l'extrême complexité de ce pays, ni que nous avions affaire, après 31 ans de guerre, à une société tout à fait perdue. » Il réaffirme sa volonté de « gagner les cœurs et les esprits », tout en reconnaissant : « Nous ne sommes pas en train de gagner. Mais les insurgés non plus[370]… »

En fait, il concentre ses forces. Il a décidé, en avril 2010, l'évacuation d'une vallée perdue dans la province de Kunar, celle de Korangal, longue de 15 kilomètres et peuplée de 4 500 Pachtouns qui ont rejeté la présence américaine depuis 2005, sans que celle-ci ait pu mettre un terme au trafic avec le Pakistan. Cette vallée a été surnommée « vallée de la mort » par les GI qui y ont perdu 42 des leurs depuis 2005[371]. Ce retrait tactique témoigne de la nouvelle stratégie de l'OTAN de reconquête du pays utile et d'encadrement des populations.

Dans le Helmand, demeuré un des principaux fiefs des taliban dans le district de Marjah (2 000 hommes selon l'OTAN), mais aussi coffre-fort de la « rébellion » qui y contrôle à grande échelle les champs de pavot et le trafic de drogue, leur trésor de guerre, le général McChrystal conduit, en février, la plus grosse opération depuis 2001. Elle fait suite à *Colère du Cobra*, opération de l'OTAN, dans cette même province, fin 2009. Du nom de *Mushtarak* (« ensemble »), il s'agit de redorer le blason de la coalition

dans cette province désolée où les Britanniques sont tenus en échec. Par l'ampleur des moyens engagés, elle évoque les offensives de l'Armée rouge en Afghanistan. À compter du 9 février, OTAN et ANA alignent 15 000 hommes, soit 4 000 Britanniques et 11 000 marines américains et soldats afghans. Dès le 14 février, les Américains annoncent avoir détruit d'importants stocks de drogue et des composants chimiques servant à fabriquer des IED. Ils invitent les journalistes à se rendre sur place afin de montrer que la coalition reprend l'initiative. Cette opération tient du rouleau compresseur et symbolise la nouvelle tactique de l'OTAN qui veut éviter les « dommages collatéraux » : tracts et messages radio invitent les habitants, soit à partir, soit à se protéger sans sortir de chez eux. Les abords des voies de circulation sont sécurisés en les vidant de leurs habitants. Les bazars, lieux du trafic de drogue, subissent le même sort[372]. Protégés par les hélicoptères et les avions d'appui feu, l'avant-garde est constituée par les marines. Ces derniers avancent de façon méthodique, à la soviétique, en convois lents, précédés de leurs véhicules hybrides, deux de front, moitié chars, moitié bulldozers de déminage. Pistes et routes sont labourées par le plus gros des blindés démineurs jamais mis en service, au profit des marines, le Breacher de 60 tonnes. Ces monstres d'acier ouvrent la voie aux canons de 155 mm et aux blindés portant l'infanterie et donnant un soutien feu rapproché (les chars lourds Abrams ne sont engagés, pour la première fois, qu'en décembre 2010 dans le Helmand). En outre, 32 avions espions U2 datant de la guerre froide aident à neutraliser 150 mines potentielles le long des routes. Cet appareil, surnommé *Dragon Lady* car difficile à piloter, aurait dû être retiré du service et être remplacé par le drone Global Hawk[373].

Les insurgés, qui auraient perdu, selon l'OTAN, des centaines d'hommes, se gardent bien d'affronter pareille armada. L'arme des mines improvisées, en ville surtout où les Breachers ne peuvent pénétrer, fait des victimes. Le 19 février, 8 marines sont tués par des IED. Les taliban ont évacué les abords de Marjah, entre leurs mains depuis deux ans, ne laissant que des mines télécommandées, mais les combats se poursuivent notamment dans les bazars du district. Les insurgés se sont évanouis dans la nature et répondent par des tirs de mortiers aux canons des coalisés, tout en poursuivant leurs harcèlements. Ce n'est que le 26 février que la coalition annonce que le drapeau afghan flotte sur Marjah. 1 900 policiers assurent

alors la sécurité de la ville. Les opérations se poursuivent, sans que nous en connaissions le résultat, la presse étant priée de constater seulement la prise du chef-lieu de district. Il est vraisemblable que les victimes civiles soient nombreuses.

Utiliser pareil marteau-pilon pour disperser quelques centaines d'insurgés ne peut laisser indifférent. Le général américain Michaël Flynn, chef du renseignement militaire de l'OTAN en Afghanistan, rend public un rapport très critique envers cette coûteuse opération : « Le simple fait de tuer des insurgés ne sert généralement qu'à multiplier le nombre d'ennemis, surtout parmi les communautés pachtounes enclines à se venger[374]. » Au bénéfice des marines cependant : la réouverture d'une demi-douzaine de bazars et les reconstructions d'écoles et du lycée. Pour l'universitaire Gilles Dorronsoro, détaché du CERI-Sciences Po-Paris au Carnegie Endowment for International Peace à Washington, la version des médias, cédant au *surge* imagé en Afghanistan par les *think tanks* américains, ne correspond pas à la réalité. Lors de l'opération *Mushtarak*, à Marjah : « Le bazar et les routes d'accès sont sous contrôle, mais les taliban qui ont subi très peu de pertes conservent leur influence. » Pire, maladresse type d'Occidentaux ignares des subtilités locales malgré les préceptes de la contre-insurrection sans cesse rabâchés, le maire nouvellement installé est hazara, donc chiite, dans une province de Pachtouns sunnites[375] ! En outre, les hommes de l'ANA ne parlent pas la langue locale. De sorte que les habitants du Helmand pensent que le nord du pays les attaque : le gros des forces régulières est composé d'Ouzbeks et de Tadjiks qui ne sont pas les bienvenus en terre pachtoune. De plus, à la même époque, l'OTAN-FIAS est dans l'impasse. 1 400 Espagnols cantonnent dans les provinces de Hérat et de Badghis sans réelle possibilité de manœuvre. Les 3 000 Italiens autour d'Hérat sont tenus en échec depuis septembre 2009 et leur méthode supposée, payer pour garantir la sécurité, ne suffit plus… L'heure du général David Petraeus a sonné.

Juillet 2010 – juillet 2011 : l'offensive du général Petraeus

Dès sa prise de commandement, fort des 33 000 hommes obtenus par son prédécesseur, le général Petraeus affirme sa détermination, tout en poursuivant, en la corrigeant, l'œuvre de McChrystal. Il s'agit de se montrer sur le terrain par des opérations multiples dans les sanctuaires ennemis. Le tout correspond à la doctrine de contre-insurrection autour de trois notions (sécurité, gouvernance et développement), résumées par cette formule, variante irakienne déjà mentionnée, « Nettoyer, tenir, construire et transférer[376] ». Depuis les sommets de l'OTAN à Bucarest en 2008 et à Strasbourg-Kehl en 2009, c'est le concept de l'« approche globale » ou *comprehensive approach* qui est privilégié, c'est-à-dire conjuguer une action planifiée des CIMICS (*Civilian-Military Cooperation*, coopération civilo-militaire) dans le sens de la « pacification » et de la reconstruction de l'Afghanistan dans l'espérance, renouvelée, du *nation-building*. Pour la partie militaire, un peu sur le modèle du plan Challe en Algérie en 1959-1960, l'objectif est de reprendre l'initiative au cours d'opérations qui se déroulent en quatre phases, dans les provinces du Helmand (en coopération avec les Britanniques), de Badghis et de Kandahar.

D'Hamkari à Dragon Strike

Dans cette dernière province où le contingent canadien est débordé, il est temps d'intervenir. Ahmed Wali Karzaï (assassiné le 12 juillet 2011), demi-frère du président afghan, règne sur la ville avec son oligarchie. S'il dirige l'Asia Security Group, des mercenaires locaux, et l'entreprise Watan Risk Management qui assure la sécurité des convois venant de Kaboul, il est incapable de contrôler Kandahar et ses abords[377]. Les taliban assassinent les « collaborateurs » dans une ville où le chômage l'emporte ; leurs tribunaux à la justice expéditive sont plus appréciés des Pachtouns que leurs équivalents aux mains d'une administration corrompue. La ville est en état de siège, les rues désertes, les habitants vivent dans la peur et la désillusion : « La construction d'écoles, d'hôpitaux, de routes ? Autant de belles promesses jamais tenues[378]. » Les taliban continuent de défier la

coalition. Le 15 avril 2010, ils frappent au cœur de Kandahar, près de centres abritant des travailleurs et des soldats étrangers : ils font 2 tués et 12 blessés, ces derniers étant britanniques et américains. Le 10 juin, à proximité de la ville, lors d'une noce comprenant des policiers et leurs parents, un kamikaze se fait exploser : 40 tués et 70 blessés. Juin 2010, dans les provinces du Sud-Est, est le plus meurtrier depuis 2001 pour la coalition : 102 soldats sont tués par IED ou lors de combats et embuscades.

Discrètement, à partir de la fin mai 2010, l'opération *Hamkari* (« coopération ») se met en place, sorte d'antithèse de *Mushtarak*. Aidées par les Rambo des FS qui renseignent et prennent pour cible les chefs taliban, les forces engagées fouillent les districts ruraux autour de Kandahar. Elles n'entrent pas dans la ville. Les gendarmes afghans installent pour la première fois une vingtaine de postes de contrôle à la périphérie de la cité, appuyés par un bataillon de paras américains. La technique des *shouras* par quartier est utilisée sur le modèle irakien. Mais l'offensive tant attendue dans la province tarde à venir, comme si les Américains voulaient corriger les erreurs de Marjah où le militaire l'a emporté sur les actions socio-économiques.

Le général Petraeus entreprend d'éradiquer la présence ostensible des taliban dans le voisinage du chef-lieu de province où flotte le drapeau blanc des taliban. Trois compagnies d'infanterie américaines, soutenues par des avions A-10 d'appui feu et des éléments de l'ANA et de l'ANP, prennent, du 26 au 31 août 2010, le secteur de Mehajat, fief taliban au sud-est de Kandahar, lieu où les Soviétiques avaient auparavant été tenus en échec[379]. Il s'agit de couper trois fiefs taliban de la périphérie de Kandahar du reste de la population afghane. Suite d'*Hamkari*, dénommée *Dragon Strike* (« Frappe du dragon »), cette offensive n'est annoncée par David Petraeus que 24 heures après son déclenchement, ce qui est nouveau, afin de ménager l'effet de surprise. Elle restera sans doute comme le modèle le plus achevé de la contre-insurrection menée par les Américains.

Lors de sa première phase, cette opération consiste en des raids de commandos des FS appuyés par de puissants moyens aériens pour tuer les chefs locaux repérés par écoutes téléphoniques ou renseignements humains. En tout, selon le *New York Times*, au cours de 1 700 opérations lancées par les FS au cours du second semestre 2010, 900 chefs insurgés sont tués ou capturés[380]. Ce que confirme le journaliste du *Washington Post* Bob

Woodward. Il précise dans *Les Guerres d'Obama*, paru aux États-Unis fin septembre 2010, que la CIA a organisé une armée secrète de 3 000 hommes, la *Counterterrorist Pursuit Team*, chargée de tuer des taliban et des chefs d'Al-Qaida jusque dans leurs sanctuaires du Pakistan[381].

La deuxième phase fait intervenir les forces conventionnelles avec les unités de l'ANA pour ratisser la zone et réduire les poches de résistance, tout en désamorçant les IED, car la progression est lente en raison des pièges divers mis en place par l'ennemi. Il s'agit aussi de couper les routes logistiques clandestines des taliban et de rétablir la circulation en déminant les routes, en reconstruisant les ponts… La troisième phase est celle de la mise en place de l'administration de Kaboul, et la quatrième concerne le développement (écoles, forage de puits…) afin de faire repartir l'économie locale, clé du succès par l'emploi. Pour le général Petraeus, cette offensive prouve que l'OTAN a le vent en poupe : « La dynamique de la guerre est repassée des mains des taliban aux mains de l'OTAN. » Il précise : « Au cours des trois derniers mois, nous avons mené quelque 2 877 raids différents pour un bilan de 269 commandants tués ou capturés, 860 insurgés tués et 2 039 faits prisonniers[382]. » Dans les villages « libérés », il installe des s*houras* ou *jirgas* (assemblées de notables locaux) protégées par des milices d'autoprotection qui évoquent le modèle algérien.

En toute logique, afin de faire la jonction avec les zones du Helmand sous contrôle depuis la fin du printemps, Petraeus engage, en octobre, une vigoureuse offensive, plusieurs milliers d'hommes, à l'ouest de Kandahar, comprenant marines, ANA et Canadiens afin de reprendre l'initiative dans les districts de Zhari et Panjwai[383]. David Petraeus annonce également avoir le dessus dans la province de Badghis, frontalière avec le Turkménistan, après une offensive combinant les quatre mêmes éléments utilisés pour *Dragon Strike* : « Nous avons éjecté les taliban d'une vallée de 100 kilomètres de long, et dans cette province nous pensons que nous avons repris la main sur l'ennemi[384]. » Dans cette province, le « gouverneur » des taliban, le mollah Ismail, aurait été tué, le 6 octobre, par un raid aérien « ciblé » des FS. Peu après, un autre chef *taleb*, le mollah Jamaluddin, aurait aussi été éliminé, de sorte qu'octobre se solde par plus de 15 chefs taliban, essentiellement des « gouverneurs » donnés pour morts par actions aériennes ou au sol des FS. Mais en dépit de ces succès, au moins la moitié de la province de Badghis reste contrôlée par les taliban, même si certains

responsables ont fui au Turkménistan[385]. Dans la province de Kunar, la 101e Airborne mène en mars 2011 une action vigoureuse pendant 15 jours pour tenter de contrôler les lignes logistiques des taliban agissant en toute impunité depuis leurs bases arrière au Pakistan. Six paras sont tués, mais la frontière demeure toujours hors de contrôle.

L'envers de la médaille

Les taliban répondent à l'offensive du général Petraeus là où les coalisés sont les plus vulnérables : le 8 octobre, le gouverneur de la province de Kunduz, où les insurgés continuent de gagner du terrain, et 19 autres personnes sont tuées par une bombe dans une mosquée[386].

Commandant en chef des forces alliées à Kandahar d'octobre 2009 à octobre 2010, le général britannique Nick Carter met en garde contre trop d'optimisme. Si 80 % des IED ont été trouvés autour de Kandahar grâce à la coopération des Afghans, parce qu'ils en sont les principales victimes, et aux nouveaux matériels des sapeurs, les taliban ne sont pas vaincus. Ils sauront attendre pour se découvrir à nouveau et créer la surprise. Il est convaincu que le mollah Omar a un *shadow cabinet* (gouvernement de l'ombre) et une stratégie depuis Quetta où les Pakistanais le protègent[387].

Face à la progression des troupes de la coalition à la fin de l'été et durant l'automne 2010, les taliban réemploient une parade déjà essayée à Marjah : ils truffent les maisons, vidées de leurs habitants, de pièges qui ralentissent d'autant la progression des alliés. Ces derniers ont de plus en plus tendance, pour limiter les pertes, à raser ces habitations – comme Tsahal le fit en Cisjordanie lors de la seconde Intifada ou pendant l'opération *Plomb durci* dans la bande de Gaza en janvier 2009. Ce qui a pour effet d'accroître leur impopularité[388]. De sorte que l'objectif initial de « gagner les cœurs et les esprits » se retourne contre ses auteurs : c'est bien une armée d'occupation qui agit en toute impunité.

Pourtant, le 4 février 2011, s'adressant à la presse, le général Petraeus se montre optimiste en estimant qu'avec une concentration de 10 000 hommes dans la province de Kandahar la coalition est en train de « planter ses dents dans l'artère jugulaire » des fidèles du mollah Omar. Nombre de caches, de tunnels sont détruits. Le 15 mars 2011, dans sa

déposition devant le Sénat à Washington, le général précise que les taliban ont été arrêtés et même rejetés des zones qu'ils occupaient, mais il reconnaît que le gain est « fragile et réversible[389] ».

Les taliban se chargent de confirmer cette assertion. Leur « offensive du printemps », nom de code *Badar*, commence dès la fin de l'hiver en multipliant les attaques contre la police afghane, la plus vulnérable car toujours sur le terrain pour être au contact de la population dont elle est censée assurer la sécurité. Le 12 février, l'état-major de la police à Kandahar subit un assaut meurtrier : 19 morts. Le 20 février, trois kamikazes se font exploser devant une banque de Jalalabad devant laquelle patientaient des policiers et soldats afghans venus retirer leur solde : 38 morts, dont de nombreux civils. Dans les provinces septentrionales (Kunduz, Balkh, Badakhchan), où la population est surtout composée de Tadjiks, d'Ouzbeks et d'Hazaras, les infiltrations talibanes progressent au fil des années dans les poches pachtounes rurales. Elles prennent désormais la forme d'attaques spectaculaires au cœur des grandes villes. Le 10 mars, le chef de la police provinciale est assassiné à Kunduz, confirmant la volonté des insurgés d'éliminer les représentants de l'autorité locale. Pour les taliban, il s'agit de miner les fragiles acquis de la contre-insurrection, y compris ce qui concerne la reconstruction. Dans l'éphéméride morticole de l'opération *Badar*, où les victimes civiles sont les plus nombreuses, l'attaque du 27 mars 2011 a valeur d'exemple. Ce jour-là, 20 personnes sont tuées et 50 autres blessées dans un attentat-suicide au camion piégé contre une société de construction afghane dans la province de Paktika, dans le sud-est de l'Afghanistan, dans le district de Barmal. Trois kamikazes abattent un garde avant de pénétrer dans l'enceinte de l'entreprise avec un camion bourré d'explosifs.

L'action la plus spectaculaire a lieu à Kandahar : dans la nuit du 24 au 25 avril 2011, en bénéficiant de complicités, 486 taliban s'évadent de la prison de Kandahar, dans la tradition de *La Grande Évasion*, grâce à un tunnel de plus de 300 mètres creusé de l'extérieur de l'établissement pénitentiaire. La prison de Sarposa, à Kandahar, avait déjà été le théâtre d'une spectaculaire évasion le 13 juin 2008. Dans un rapport publié en novembre, le centre d'étude ICG (International Crisis Group) estimait que l'insalubrité et la surpopulation des prisons en faisaient « un terreau fertile pour l'insurrection ». L'OTAN-FIAS subit donc un sérieux revers, alors que

Kandahar est à la fois une base militaire de la coalition et un des plus importants aéroports militaires. Cette évasion compte, parmi les 486 évadés, 474 « politiques », dont 106 commandants taliban : « C'est un an et demi de lutte contre l'insurrection qui tombe à l'eau à un moment clé où nous pouvions enfin afficher un bilan favorable sur le terrain », estiment des officiers canadiens dont les troupes sont présentes dans la province de Kandahar depuis que l'OTAN est intervenue en Afghanistan[390].

Le retrait

Tandis que le général Petraeus poursuit son offensive, un fait nouveau vient changer la donne : l'élimination de Ben Laden le 2 mai 2011. L'objectif premier de la coalition en Afpak est donc atteint. Le retrait peut être annoncé ; les prémices en remontent à la conférence de Londres, le 28 janvier 2010, où 70 pays se portent au chevet de l'Afghanistan pour tenter de trouver une solution. Aboutissement logique de la contre-insurrection appliquée à un pays souverain, l'« afghanisation » est définie comme la seule voie possible, le gouvernement de Kaboul promettant d'assumer sa propre sécurité d'ici cinq ans. À Lisbonne, en novembre 2010, se déroule le plus important sommet de l'OTAN depuis 1999. Il débouche sur le principe de défense collective. Ce sommet définit le calendrier de retrait à partir de juillet 2011 jusqu'à fin 2014 et un partenariat militaire et économique à long terme avec l'Afghanistan. C'est le nouveau concept de « transition irréversible » incluant un effort considérable de la coalition, soit 6 milliards de dollars pour la seule année 2011 et une formation accélérée des cadres, pour que les forces de sécurité afghanes atteignent un effectif de 378 000 hommes fin 2012[391]. Les infléchissements successifs du président Obama pour accélérer le processus de retrait trouvent leur ligne directrice lors du discours du 22 juin 2011.

Le choix du président Obama

Ce jour-là, à la Maison-Blanche, le Président s'adresse solennellement à la nation. Il tient compte de la mort de Ben Laden et d'autres chefs d'Al-Qaida, de la montée en puissance des forces de sécurité afghane et, sans le dire, de l'impopularité de cette guerre au moment des présidentielles

américaines où il doit jouer sa réélection en novembre 2012. C'est le tournant stratégique : les États-Unis n'entendent plus être les gendarmes du monde et leur engagement en retrait en Libye démontre leur volonté du multipartisme militaire. Obama veut « rallier l'action internationale », tout en commençant à envisager, nous l'avons vu, une « stratégie du pivot » face à la Chine qui consiste au redéploiement de la puissance militaire américaine, de l'Europe vers l'Asie et le Pacifique face à la très forte croissance des budgets militaires des puissances asiatiques[392]. S'il ne le dit pas, mais le laisse entendre, le président américain est inquiet de la menace d'une cyberguerre avec la Chine, pays entré également dans le club très fermé des puissances disposant d'engins balistiques de longue portée. Les États-Unis sont aussi contraints par les nécessités économiques et un déficit budgétaire abyssal. L'Irak et l'Afghanistan ont entraîné une surcharge des dépenses militaires, soit 5 % du PIB : elles ont doublé depuis 2001 et la guerre coûte 100 milliards de dollars annuels. Et le Président de préciser : « Durant la dernière décennie, nous avons dépensé un billion de dollars pour la guerre, à un moment où la dette s'élevait et où nous traversions une conjoncture économique difficile. » Il tient compte aussi de la lassitude américaine et annonce un « retour chez soi du peuple américain ». Le concept du « zéro mort » a fait long feu, les pertes ne cessent de progresser. En Afghanistan, au second semestre 2010, deux soldats de la coalition étaient tués chaque jour. Au 15 juin 2011, 1 621 GI étaient tombés en Afghanistan depuis 2001 (le 30 septembre 2012, mort du 2 000^{e} soldat américain). Ce 22 juin 2011, contre la volonté du général David Petraeus, le président Obama annonce que le retrait sera, pour le premier échelon, de l'importance du renfort accordé fin 2009, soit 33 000 hommes entre l'été 2011 et la fin 2012. La première tranche des évacuations, et le passage de relais aux forces afghanes, concerne, du 16 au 23 juillet 2011, 33 % du territoire afghan, dont le Panshir, Mazar-e Charif, la ville d'Hérat, c'est-à-dire des zones contrôlées par les alliés de Kaboul, Ouzbeks, Tadjiks ou Hazaras. Le 17 juillet, dans la province de Bamiyan, l'OTAN transmet ses responsabilités aux autorités afghanes. C'est la première zone à lancer le processus « de transition » censé s'achever fin 2014. La deuxième tranche commence le 16 novembre 2011 ; elle concerne 18 provinces et 106 districts, dont Kandahar et une partie du Helmand.

Ce discours du 22 juin évoque par certains côtés le même travers que celui des néoconservateurs au temps du président George W. Bush : une guerre à l'économie dont on ne veut plus entendre parler face aux nouveaux défis du XXIe siècle. C'est l'illusion reconduite que l'on peut mener une guerre grâce à la seule maîtrise de la technologie. Ce concept du *leadership from behind* (maîtrise depuis l'arrière) prétend remplacer les effectifs sur le terrain par la panacée des forces spéciales, les moyens furtifs de la cyberguerre et les drones armés. Effectivement, les FS reviennent en force sur le théâtre afghan. Ainsi, fin 2012, les FS assurent un nombre moyen de 500 opérations par semaine (renseignement, couverture du retrait des forces coalisées, actions antiterroristes…)[393]. En tout, en 2012, les FS comptent environ 14 000 hommes et éliminent 10 000 personnes, dont une majorité de commandants locaux. Ces « assassinats ciblés » ruinent les derniers attendus de la guerre du droit en Afghanistan et renforcent le rejet des occupants par la population. Au nom de la théorie américaine du *kill or capture* (tuer ou capturer), les FS dépendent grandement des drones pour l'acquisition du renseignement, mais aussi, faute d'effectifs sur le terrain, pour tuer systématiquement les chefs de l'insurrection à l'aide des missiles Hellfire tirés par les drones. Obama restera sans doute le grand utilisateur de ce type d'armes : une attaque tous les 43 jours sous Bush contre des cibles au Pakistan, tous les 4 jours sous Obama[394]. Le drone développe le concept de la CIA des « frappes signées » lancées contre des individus dangereux.

Une évacuation précipitée, témoin d'une défaite politique

On est donc loin du désir initial de séduire la population. L'OTAN-FIAS revient au contre-terrorisme en éliminant l'encadrement des taliban, sans plus se préoccuper des fadaises de « gagner les cœurs et les esprits ». Ce qui veut dire qu'en 2011 la contre-insurrection est passée de mode. Et ce, au moment où la coalition évacue des territoires où elle a pourtant laissé tant d'hommes, tandis qu'ont lieu les rembarquements de contingents entiers.

Au moment du départ du général Petraeus d'Afghanistan au mois de juillet 2011 qui suit l'inflexion de la politique américaine, force est de constater que la frontière avec le Pakistan est de plus en plus poreuse, que les insurgés continuent, jusqu'au cœur de Kaboul, leurs attentats et que les taliban règnent dans la province de Kunar. Afin de se concentrer, tout comme les Soviétiques au moment de leur repli, sur « l'Afghanistan utile » – les routes stratégiques, les villes, les plaines et les centres miniers et économiques –, les coalisés lâchent pied bien vite. En octobre 2011, toujours dans ces provinces proches d'une frontière orientale jamais contrôlée, la plus grande partie du Laghman est évacuée. En février 2011, les Britanniques évacuent sans gloire le district de Sangin, dans le Helmand. Sur les 425 tués anglais depuis 2001, plus de 100 l'ont été dans ce district où, en 1878, la cavalerie de l'armée des Indes affrontait déjà des insurgés. Les derniers à tenir dans ce secteur, l'élite de l'élite, les Royal Marines, sont remplacés par des marines américains, pour un temps fort bref. Fin septembre 2012, plus de 17 000 marines américains quittent le Helmand.

Le contingent néerlandais évacue le premier l'Afghanistan, le 1er août 2010, après quatre ans de présence. Ses 2 000 hommes sont, un temps, remplacés par des Australiens et des Américains dans la province d'Uruzgan. Les Néerlandais ont investi 1,4 milliard d'euros et entraîné 3 000 soldats afghans, tout en doublant le nombre d'écoles pour le porter à 179. Leur politique des trois « D » (développement, diplomatie et défense) leur a permis de construire des routes et d'encourager l'implantation d'ONG, passées de 6 à 50. À l'été 2011, les Canadiens évacuent à leur tour, sans regret, cette province de Kandahar où ils ont laissé 155 des leurs. Après la déflation des contingents français et allemand, c'est au tour des Australiens, non-membres de l'OTAN, d'avancer leur date de retrait. Le Premier ministre, Julia Gillard, annonce le 18 avril 2012 que les 1 550 soldats australiens quitteraient le pays en 2013, un an plus tôt que prévu. De son côté, l'Espagne décide du retour au pays de 40 % de ses 1 488 hommes dès le premier semestre 2013, avec un an d'avance. Les Italiens évacueront en 2014 en espérant faire des affaires grâce à une aide civile et industrielle pour l'extraction des minéraux[395]. À la fin de l'été 2012, plus de 30 000 soldats américains sont rapatriés. Pour les 68 000 hommes des troupes américaines restantes, Leon Panetta précise qu'ils cesseront toute activité

opérationnelle à la mi-2013, avant le rembarquement définitif (ce qui ne concerne pas les FS).

Devant les médias étroitement contrôlés qui transmettent des images rassurantes du passage de relais aux forces de sécurité afghanes, soudainement estimées prêtes à assumer toutes leurs missions, tout va pour le mieux. Mais le 7 février 2012, ce mensonge est dénoncé par le lieutenant-colonel Daniel Davis dans un article paru dans le périodique des forces armées américaines, *Armed Forces Journal*, et repris par le *New York Times* : « Vérité, mensonges et Afghanistan : comment les chefs militaires nous ont déçus. » Au péril de sa carrière (il s'attend à être « atomisé »), il dénonce la langue de bois des officiels et du commandement, y compris le général Petraeus qui, avant de quitter l'Afghanistan, a, lui aussi, travesti la vérité : « Ce que j'ai vu ne ressemblait en rien à la situation favorable sur le terrain décrite dans les communications officielles des chefs militaires américains […]. J'ai au contraire constaté l'absence de succès à pratiquement tous les niveaux. » Cet officier de 48 ans, ancien de la campagne d'Irak, a effectué deux séjours en Afghanistan de 15 et de 12 mois (d'octobre 2010 à octobre 2011) pour y tester des armes nouvelles, a parcouru près de 14 500 kilomètres dans huit provinces et a rencontré 250 soldats et cadres des troupes américaines. Il en conclut que la guerre vire au désastre. Les responsables locaux du gouvernement afghan ne remplissent pas leur mission auprès de la population et les forces afghanes rechignent à combattre l'insurrection, voire agissent en collusion avec les taliban ! Ses commentaires et anecdotes se retrouvent fréquemment dans les frustrations exprimées par les soldats de la coalition vis-à-vis de l'armée et de la police afghanes. « Combien de personnes doivent encore mourir pour une mission qui n'est pas une réussite et qui est masquée par les communiqués optimistes ? » s'interroge-t-il[396]. Pour le journal *Le Monde*, sans doute le premier à parler de défaite politique et psychologique de l'Occident, les allures de « sauve-qui-peut » de la coalition qui bâcle, *in fine*, sa mission en Afghanistan confirment que, malgré les coups de massue du *surge*, les taliban ne cessent de gagner du terrain[397]. En fait, au fur et à mesure des évacuations, notamment dans les provinces de Helmand et de Kandahar, les taliban reviennent. En 2012, ce sont 150 des 398 districts du pays qu'ils contrôlent en y instaurant leur justice fondée sur la charia et leur contre-État[398].

La patate chaude afghane

De cette précipitation à évacuer avant que l'issue du conflit soit entrevue découlent des effets pervers : les taliban continuent de frapper en toute impunité et les soldats de la coalition deviennent des cibles potentielles. Dès 2011, les taliban renforcent leurs positions et le nombre d'attaques double par rapport à 2010[399].

Un temps assoupie, la bataille de Kaboul reprend à compter d'une série d'attentats commis à partir du 14 février 2011 contre des intérêts occidentaux, y compris des hôtels accueillant des étrangers, mais aussi des chiites hazaras, soutiens du régime, et des personnalités de l'administration Karzaï. Certaines actions virent au carnage sur le modèle pakistanais ou irakien : le 25 juin, au sud de la capitale, lors d'un attentat-suicide à la voiture piégée qui vise un hôpital, on déplore 60 tués et 120 blessés. Les insurgés fêtent à leur manière le 10e anniversaire du 11 septembre 2001, nous l'avons vu, les 13 et 14 septembre 2011, en attaquant l'ambassade américaine et le QG de l'OTAN. Toujours donnés par la propagande de l'OTAN-FIAS comme des gestes désespérés de la part d'insurgés à bout de souffle, les attentats contre les occupants prennent une autre dimension le 29 octobre 2011. Ce jour-là, sur la route de Dar-ul-Aman, pour la première fois, un bus blindé américain de transport de troupes est percuté par une grosse berline piégée avec 700 kg d'explosifs : 11 soldats américains, un militaire canadien, quatre soldats afghans et deux civils britanniques employés de l'OTAN sont tués. Jamais depuis le début de l'intervention occidentale en Afghanistan autant d'Américains n'avaient été occis lors d'une attaque à Kaboul.

Les attentats concernent aussi d'autres villes que l'on présentait comme « sécurisées », telle Kandahar : le 5 février 2012, 9 policiers et 6 civils sont tués au QG de la police de nouveau pris pour cible. Le plus inquiétant est l'action coordonnée du 15 avril 2012 dans la capitale et dans trois provinces. À Kaboul, durant un combat qui dure 17 heures, sont attaqués les quartiers les plus sécurisés : ambassades, siège du Parlement (des députés font le coup de feu) et vice-présidence, plus le camp de Warehouse. Ce dernier subit un feu nourri de 14 heures à 21 heures. Le commandant du camp, le colonel Didier L'Hôte, témoigne : « En sept heures de combat, il est tombé autant de ferraille (dont des RPG-7) qu'en six mois à Tagab[400] ! »

Pour se dégager, il faut l'intervention d'un Tigre, d'une Gazelle et de tout ce que le camp compte de tireurs d'élite, de Famas et de mitrailleuses. L'assaut final est donné par l'ANA contre un pôle défensif des insurgés dans une maison en construction. À Jalalabad-Est, une base aérienne de l'OTAN essuie des tirs. À Gardez, les taliban s'en prennent à un centre d'entraînement de la police afghane. Bilan : 47 morts, dont 3 civils et les 36 taliban kamikazes aux ceintures bourrées d'explosifs. À Kaboul, seul élément positif dont s'empare la propagande américaine et afghane : pour la première fois, les forces afghanes ont agi seules, avec cependant l'appui feu d'hélicoptères de l'OTAN. Ce qui n'empêche pas, nous l'avons vu, les insurgés de ponctuer les diverses injures à l'islam commises par des soldats américains en 2012 par des attentats et manifestations dans les villes. À partir du 22 juin, Karzaï reconnaît que les attaques prennent de l'ampleur contre ses forces de sécurité, et l'on voit même, le 18 septembre, dans la capitale, pour la première fois, une femme kamikaze se faire exploser au milieu de travailleurs étrangers : 12 tués.

Depuis, les attentats ont tendance à baisser d'intensité, si l'on excepte des attaques ponctuelles, telle celle qui est conduite contre la base OTAN de Jalalabad, le 2 décembre 2012, puis contre celle de Khost quelques jours plus tard. Comme si les taliban adoptaient une stratégie d'attente en étant sûrs que l'occupant rembarque. Ils vont même jusqu'à féliciter pour leur promptitude les Canadiens ou les Français en demandant aux autres contingents encore dans le pays de les imiter au plus vite. Ils orientent désormais leurs attaques, comme en janvier 2013, sur les seuls représentants, hommes et édifices, de l'administration Karzaï.

En fait, en se servant du large écho trouvé dans les médias, ils utilisent l'arme absolue pour que les coalisés décampent : la suspicion. C'est-à-dire se servir habilement du rejet des coalisés par des soldats de l'ANA et des policiers de l'ANP retournant leurs armes contre leurs instructeurs. Ce syndrome appelé « vert contre bleu » (le vert de l'islam contre les uniformes des alliés) est unique dans l'histoire des échecs d'une contre-insurrection : ni les Français en Algérie, ni les Américains au Vietnam, ni les Soviétiques en Afghanistan n'ont subi un tel dénigrement.

Cela témoigne d'un rejet et d'un autre aspect de la défaite politique et psychologique : en 2007-2008, 4 tués, 21 en 2010 et 52 entre janvier et octobre 2012[401]. Pour cette seule année, on peut estimer qu'un cinquième

des soldats de la coalition sont occis par des hommes qu'ils ont formés. Pour l'historien militaire américain Tom Engelhardt, « ces attaques ressemblent à un cri sauvage contre la présence des États-Unis et de l'OTAN ». Ce qui traduit « l'échec total de la mission des États-Unis en Afghanistan. Après tout, rien n'est plus accablant pour les troupes américaines – près de onze ans après l'invasion de ce pays – que d'être attaquées non par des ennemis qu'elles ont combattus officiellement, mais par les Afghans qui sont les plus proches d'elles, ceux qu'elles entraînent pour un coût de presque 50 milliards de dollars annuels. […] Si l'on essaie de traduire les balles en mots, leur message inflexible et sanglant semble vouloir dire : "Votre mission a échoué, partez ou vous mourrez"[402]. » En avril 2011, à l'aéroport de Kaboul, huit officiers américains sont tués par un colonel afghan. Les Français ne sont pas épargnés par les *inside killers*. Le 29 décembre 2011, deux légionnaires du 2e REG (régiment étranger du génie) tombent sous le feu d'un soldat afghan. Le 20 janvier 2012, 4 chasseurs alpins sont tués et 15 autres blessés par un soldat afghan, sur la base de Gwan, près de Tagab et, ce qui est peut-être pire, ce sont ces centaines de manifestants qui, le 27 novembre suivant, manifestent à l'université de Nangarhar pour demander à Hamid Karzaï de surseoir à l'exécution d'Abdul Sabor, l'auteur du meurtre de ces soldats français[403].

Le 27 avril 2012, pour la première fois, un militaire des FS afghanes ouvre le feu sur son instructeur américain et le tue. En conséquence, le 8 septembre le général John Allen suspend l'entraînement des FS afghanes, puis dégage les GI de l'entraînement de l'ANA, en même temps qu'il sursoit provisoirement aux opérations conjointes. L'ordre du commandant en chef sonne le glas des dernières tentatives de la contre-insurrection : tous les soldats de la coalition doivent porter leurs armes à tout moment. Des « anges gardiens » protègent leurs frères d'armes en toutes circonstances. On n'est plus dans le cadre d'« attaques sporadiques ou isolées », mais bien dans une tactique délibérée des taliban, en dehors de questions de disputes, de problèmes mentaux ou de petites guerres personnelles, pour ne rien dire des protestations de soldats afghans qui ne peuvent tolérer la morgue des occupants et les diverses injures faites à l'islam. Dans un entretien donné au quotidien britannique *The Guardian*, le 1er octobre 2012, le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, reconnaît que la tactique

d'infiltration des taliban dans les forces de sécurité afghanes entraîne une crise du moral. En raison de ce climat de défiance, il annonce un rembarquement accéléré avant 2014. Il reconnaît aussi la difficulté d'extraire les soldats de la coalition d'un milieu hostile. Mais resteront dans ce pays environ 35 000 hommes en 2014 (25 000 Américains et 10 000 soldats de l'OTAN) pour poursuivre l'entraînement de l'ANA (et sans doute des FS), mais dont la sécurité n'est pas garantie.

À la recherche d'une solution négociée

Pareil constat explique l'envie de pactiser avec le diable pour trouver une issue pendant le retrait, lors de rencontres clandestines, parfois au Pakistan. Une révélation du *Washington Post*, du 29 août 2011, démontre que les Américains, au grand dam de Karzaï qui pensait agir seul de son côté, ont pris langue avec leurs pires ennemis : trois rencontres avec un émissaire personnel du mollah Omar, mais aussi avec Ibrahim Haqqani, frère du redouté Jalaluddin Haqqani, tandis que Gulbuddin Hekmatyar, qui a par ailleurs rencontré le président afghan, est aussi sondé. Dans une sorte de politique du pire, la diplomatie américaine fait flèche de tout bois, alors qu'aucun cessez-le-feu n'est envisagé sur le terrain. C'est donc admettre que l'on négocie en position de faiblesse ; un comble pour la première puissance militaire mondiale qui reconnaît ainsi, implicitement, sa défaite politique et diplomatique. Ce qui évoque, par certains côtés, plus la fin de la guerre d'Algérie et les négociations d'Évian-Lugrin en 1961-1962 que l'issue de la guerre du Vietnam.

Le 2 mai 2012, lors d'une visite-surprise à Bagram et Kaboul pour commémorer le premier anniversaire de la mort de Ben Laden, le président Obama mentionne les conversations directes nouées avec les taliban, au Qatar, depuis février 2011. À Doha, le 7 février 2012, l'émir Hamad ben Khalifa al-Thani reçoit le Premier ministre pakistanais, Youssouf Raza Gilani, et continue d'encourager les conversations directes entre Américains et représentants du mollah Omar[404]. C'est l'illustration de la politique de repli et du *surge* diplomatique cher à Hillary Clinton. Et ce, depuis le 26 février 2012 où la secrétaire d'État tente un processus de paix régional incluant le Pakistan afin, également, de persuader ce dernier, nous l'avons vu, de rouvrir ses frontières fermées depuis la fin septembre 2011, condition

sine qua non pour l'évacuation des forces de l'OTAN *via* le port de Karachi. Le mollah Omar est représenté par un proche. Il veut éviter tout dialogue avec l'administration Karzaï. Les taliban exigent la libération de vingt des leurs du camp de Guantanamo, le départ de toutes les troupes de la coalition et des garanties quant à leur participation au futur gouvernement afghan. De leur côté, les Américains veulent que les taliban reconnaissent la Constitution afghane, le droit des minorités et celui des femmes. Mais le 14 mars 2012, c'est la suspension des négociations à la suite de l'assassinat, trois jours plus tôt, de 16 Afghans par un GI ayant perdu le sens commun. En fait, outre l'opposition du Congrès américain, il y a blocage à propos d'un échange de prisonniers : les taliban voulaient la libération de prisonniers à Guantanamo en échange du seul soldat américain qu'ils détiennent, le sergent de l'armée de terre Bowe Bergdahl. Ce revers encourage d'autant plus le président américain à favoriser la politique de réconciliation nationale entamée par son homologue afghan, ainsi que d'autres tractations menées par les alliés des États-Unis.

Le 27 juin 2012, au Japon, à l'université de Doshisha, un proche du mollah Omar, Din Mohammed Hanif, membre du Conseil politique des taliban, s'exprime lors d'une conférence au RUSI (Royal United Services Institute). Rendu public le 10 septembre 2012, le rapport de cette conférence donne les conclusions d'entretiens avec des chefs taliban « pragmatiques » favorables à un cessez-le-feu fondé, ce qui limite l'ouverture, sur « une solide justification islamique ». Ils se disent prêts à chasser Al-Qaida d'Afghanistan, d'accepter des bases américaines au-delà de 2014, à condition que les GI ne participent pas à la vie politique du pays et évitent de choquer les croyances religieuses des Afghans. Apparaît pour la première fois un point de convergence avec le vœu du président Karzaï qui, à présent, s'exprime ainsi : « Si les États-Unis veulent des installations militaires, nous le leur permettrons, c'est notre avantage ». Sans tenir compte du sommet de l'OTAN à Chicago, c'est donc un scénario à l'irakienne que souhaite Karzaï avec des bases américaines au-delà de 2014, garantie de sécurité pour continuer à disposer de l'appui feu aérien et des FS de l'Oncle Sam. Il en fait la demande expresse à Obama lors de sa visite à Washington début janvier 2013, mais celui-ci élude la question en espérant se dégager du piège afghan. L'Iran y voit une menace directe car, fief de la CIA, la base d'Hérat recèle toute la panoplie des drones

américains. Il est probable que les Américains gardent aussi la base de Bagram, mais soient plus prudents pour celle de Kandahar en territoire pachtoun incontrôlé.

À défaut d'Europe, la France entend jouer un rôle dans ce processus de paix. À Paris, à la Fondation pour la recherche stratégique, après une première et discrète tentative en novembre 2011, se déroulent, les 20 et 21 juin 2012, des conversations informelles entre députés afghans et membres de la société civile et de divers courants politiques, sauf celui des taliban, dont le Dr Abdullah Abdullah, le concurrent de Karzaï au premier tour des présidentielles de 2009. D'autres conversations ont lieu à Chantilly, fin novembre 2011 et en juin 2012. Encouragées par Laurent Fabius à la tête du quai d'Orsay, elles reprennent les 19 et 20 décembre autour d'une quinzaine de personnalités afghanes de diverses origines, dont, pour la première fois en France, deux représentants du mollah Omar.

De son côté, afin de redorer son blason et d'apparaître comme celui qui a trouvé le chemin de l'apaisement, le président Karzaï joue une de ses dernières cartes en s'adressant à ses pires ennemis. Deux tentatives de dialogue apparaissent. À l'afghane, par deux fois, il tente de redonner vie à la vieille tradition de la *Loya Jirga* ou Assemblée traditionnelle qui regroupe forces politiques et chefs traditionnels *via* les réseaux tribaux. La première, en juin 2010, ne donne aucun résultat, pas plus que la seconde en novembre 2012, où les taliban répondent par des tirs de roquettes sur la capitale. La deuxième concerne les tractations du Haut Conseil pour la paix. Là encore, sûrs de leur victoire au départ des coalisés, les insurgés répondent par la force. Le 13 mai 2011, à Kaboul, l'ancien ministre des taliban, le mollah Arsala Rahmani, membre influent de cet organisme, est tué au volant de sa voiture. Le 20 septembre suivant, Burhanuddin Rabbani, président de ce Haut Conseil est assassiné à la bombe à son domicile. Son fils, Salahuddin Rabbani, prend la succession et demeure chargé de la réconciliation nationale. En fait Karzaï se targue de quelques succès dans ce domaine à propos de la reddition de « repentis ». À partir de septembre 2010, dans le cadre de la contre-insurrection, est appliqué un vaste programme dit de « paix et de réinsertion » du gouvernement afghan en bénéficiant d'un don des États-Unis de 94 millions de dollars. Contre la restitution des armes et un serment de fidélité au régime, chaque homme nommé peut recevoir une prime de 120 dollars, faible somme par rapport

aux offres d'emploi des taliban et aux bénéfices tirés de la drogue. En outre, l'amnistie est promise à tous les combattants, ainsi qu'une réinsertion dans la vie sociale et économique (mais pas d'engagement dans l'immédiat dans les forces de sécurité afghanes). Cette offre ne donne que de piètres résultats. En effet, en 2011, on ne compte que 3 000 réintégrés, essentiellement des mafieux, des solitaires désœuvrés ou des miséreux qui trouvent là une nouvelle occasion d'abuser des dons de la communauté internationale, au plus grand bénéfice des seigneurs de guerre locaux qui peuvent grossir leurs rangs à bon compte en recrutant ces « repentis ». Car de véritables combattants taliban, on en compte très peu : les provinces qui devraient être les premières concernées par ces réinsertions, c'est-à-dire là où les taliban sont les plus actifs, sont celles où le nombre de « repentis » est le plus faible. Soit 131 pour l'ensemble des districts du Sud, 157 pour ceux de l'Est – et il ne s'agit que de combattants isolés, jamais de chefs de l'insurrection –, mais 979 dans l'Ouest et 1 684 dans le Nord où les taliban sont faiblement implantés[405].

Constatant le peu d'effet de cette politique et l'absence de résultats tangibles du Haut Conseil pour la paix, le 16 février 2012 Karzaï se rend directement à Islamabad pour rétablir des relations normales, interrompues depuis l'assassinat de Rabbani, dont Kaboul rend responsable le Pakistan. Il veut des éclaircissements sur ce qui se trame à Doha, dès lors que le Premier ministre pakistanais y a été reçu[406]. La rencontre se passe mal avec ce dernier : le président afghan n'apprécie pas ces négociations au Qatar entérinées par le Pakistan et qui annulent ses propres efforts pour négocier avec les taliban. Il somme Islamabad d'amener directement à la table des négociations à Kaboul le mollah Omar. Il demeure très sceptique sur le désir des insurgés de respecter les universités et l'éducation des filles en Afghanistan[407]. Dans le cadre de cette politique de fermeté envers le voisin redouté et afin de supprimer le phénomène de taliban infiltrés ou à la solde des services secrets pakistanais, les autorités militaires afghanes, le 17 février, intiment l'ordre aux membres de l'ANA qui auraient des membres de leur famille au Pakistan de les rapatrier ou de quitter l'armée[408]. Puis les relations avec le Pakistan, fortement encouragées par les Américains depuis la réouverture des routes par Islamabad en juillet 2012, reprennent dans le sens de l'apaisement. Le 14 novembre 2012, une délégation du Haut Conseil pour la paix est reçue au Pakistan qui, de

son côté, « libère » neuf chefs taliban afghans en résidence surveillée plus que détenus sur son territoire. Le mollah Noureddine Tourabi, ministre de la Justice de l'Émirat islamique de 1996 à 2001, est remis en liberté. En fait, cet écran de fumée cache toujours la même volonté de contrôle de l'Afghanistan. Mais pour le porte-parole des taliban, Zabiullah Mujahid, « c'est un pas positif […], cela accroîtra sans aucun doute la confiance entre les deux pays et peuples voisins[409] ». Ces paroles correspondent aux directives données par le mollah Omar, lors du prêche de l'Aïd, le 24 octobre 2012. Toutefois, le guide spirituel des taliban refuse tout dialogue avec les coalisés, même si vraisemblablement des contacts perdurent. Il affiche toujours le même mépris pour le gouvernement affaibli et corrompu d'Hamid Karzaï, qu'il n'a jamais reconnu.

À guerre inachevée, paix impossible ? Il est encore trop tôt pour le dire, mais d'autres menaces concernent l'Afghanistan qui recèle paradoxalement des ressources pour, peut-être, sortir de l'impasse.

Soldats français en première ligne

Ouvrez le ban : la presque totalité des unités de l'armée de terre française a participé à la campagne d'Afghanistan lors d'un à trois séjours, soit un total d'un peu plus de 60 000 hommes. Ils représentent la dernière génération du feu, à l'échelle d'une armée de métier, après celle de la guerre d'Algérie. Affectés dans des districts parmi les plus exposés, 88 d'entre eux y sont morts pour la France. À l'heure d'un retrait sans anicroche qui donne un satisfecit, parodiant Molière on pourrait se demander ce qu'ils sont allés faire dans cette galère. Soldats professionnels, ils ont fait leur métier. Chef des armées, atlantiste convaincu, dès lors que la France réintègre pleinement l'OTAN, le président Nicolas Sarkozy donne une nouvelle dimension à la présence française en Afghanistan et répète bien souvent : « Nous ne pouvons pas accepter un retour des taliban et d'Al-Qaida à Kaboul. La défaite nous est interdite, même si la victoire est difficile. » La France agit en tant que puissance du Conseil de sécurité et par solidarité envers ses alliés. Au nom de la sécurité collective, elle a aidé à lutter contre le terrorisme et a progressé du septième au quatrième rang des contributeurs de la FIAS, tandis que la durée du séjour de ses militaires en Afghanistan est passée de quatre mois, durée normale d'une « opex », à six mois.

Pour ceux qui ont servi et servent encore dans ce pays depuis octobre 2001, une culture de guerre s'est forgée, tissant les liens d'une solidarité de frères d'armes, influant sur leur comportement envers les populations, créant expériences et souvenirs communs. Un signe de reconnaissance entre soldats résume la force de la famille régimentaire : « On part tous ensemble, on revient tous ensemble. » Cette formule prend un aspect bien particulier en Afghanistan où la menace est permanente : en maîtrisant la discipline de feu, la force vient du groupe, au cœur de l'action

celui-ci ne laissera pas tomber un de ses membres. À l'inverse du système lénifiant des compagnies tournantes déployées en Afrique, l'Afghanistan est l'affirmation de l'esprit de corps qui, joint à la camaraderie, reste le rempart le plus efficace contre l'adversité. Ces moments forts partagés ensemble dans un pays farouche témoignent d'une culture de guerre spécifique (lors de la campagne du Mali, en 2013, les « Afghans » sont omniprésents). La guerre du Golfe en 1990-1991, les expériences africaines ou dans les Balkans n'ont pu générer un tel phénomène, ce qu'il faudrait apprendre aux politiques qui n'ont de cesse de réduire l'armée française à une collection d'échantillons.

En Afghanistan, l'armée française a été confrontée au combat prolongé. Frapper au cœur du terrorisme international conduit à payer le prix du sang dans ce conflit asymétrique, en redécouvrant que la technologie est au service du soldat, et non l'inverse.

Des forces spéciales aux forces classiques

Les forces spéciales

En 2001, la France s'engage au minimum. Au nom de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord, à partir de la fin 2001, le CPA-10 et des éléments du 13e régiment de dragons parachutistes (RDP) assurent essentiellement des missions de renseignement au bénéfice de l'aviation américaine de l'OEF[410]. L'Afghanistan constitue un défi pour les forces spéciales dépendant du commandement des opérations spéciales (COS), dont le poste de commandement se trouve à Taverny. Pour être plus efficace, il relève directement du chef d'état-major des armées. Créé en 1996 à la lumière des dramatiques événements de Bosnie, le COS est une armée en miniature. Il regroupe les paras du 1er régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa) de Bayonne, les hommes du 13e RDP, les commandos marine de Lorient et de Saint-Mandrier (Toulon) et les paras du commando parachutiste de l'air (CPA-10) basés à Orléans, auxquels s'ajoutent l'escadron de transport Poitou et des unités d'hélicoptères. Entraînés sous toutes les latitudes, ces « baroudeurs très spéciaux[411] », dont on ne connaît les missions que lorsqu'elles ont été exécutées, ont donné les

preuves de leur savoir-faire, des rives du Congo (exfiltration de ressortissants français en 1997) au Timor oriental deux ans plus tard. Une formule résume le vécu de ces hommes : « se mettre en frigo ». Les membres des FS devant participer à une opération se retrouvent en « conclave », afin de se concentrer, de se motiver et de se mettre « dans l'ambiance » de la mission.

En Afghanistan, d'août 2003 à janvier 2007, dans le cadre de la mission *Arès*, incluse dans l'OEF, outre ces deux premières unités, les FS, regroupant des spécialistes des commandos marine et du 1er RPIMa, étendent leur terrain d'action. Elles interviennent d'abord dans les régions de Mazar-e Charif et de Kaboul, puis autour de Spin Boldak (province de Kandahar), à faible distance de la ligne Durand. Fin 2005, environ 230 hommes du COS s'y retrouvent dans un camp spartiate à quatre tours de guet. Pour la première fois, des représentants des armées de terre, de mer et de l'air œuvrent ensemble sur le long terme en développant une véritable culture interarmées.

Comme le note Pierre Servent, la principale mission des FS est de « faire de cette immense région – mi-montagneuse, mi-désertique – une zone d'insécurité maximale pour les groupes de combat des taliban[412] ». Rassemblés pour des missions de guerre, ils bénéficient également de l'expérience des agents de la DGSE, passés maîtres dans la guerre électronique, pour intercepter les messages ennemis – ce qui aurait permis de déjouer 40 % des actions de l'adversaire[413]. Les FS assurent la protection des diplomates français et mettent également sur pied des FS afghanes au camp Morehead, proche de Kaboul, à partir de la fin 2007, avec l'aide de leurs homologues américains. Leurs missions d'infiltration en zone ennemie (par équipes d'une demi-douzaine d'hommes) et d'embuscades (actions combinées avec des troupes américaines et appui feu si nécessaire) entraînent souvent une nomadisation de plusieurs jours sur un terrain qui évoque celui des commandos de chasse du conflit algérien. En Afghanistan, comme leurs prédécesseurs en Algérie que la vie en plein air finissait par confondre avec les *djounoud*, les FS doivent, pour passer inaperçues, ressembler le plus possible à des Afghans en adoptant leur accoutrement. Cette pratique est évoquée dans un témoignage, rare pour ce type d'unité, par deux membres des FS américaines, le capitaine Alan H. et

le sergent-chef Adam R., dans leur ouvrage *Sur les traces d'Al-Qaida. Témoignage des forces spéciales*[414]. Le règlement français oblige toutefois les commandos à agir *in fine* en tenue de combat.

Ces hommes doivent aussi convaincre les chefs locaux de la légitimité du gouvernement Karzaï. Ils opèrent dans la profondeur, soit pour acquérir le renseignement, soit pour neutraliser un chef *taleb* ou djihadiste désigné sous l'appellation de « cible de haute valeur ajoutée », traduction des HVT (*high-value targets*). Le CPA-10 marque également les caches d'armes ou les PC à détruire à l'aide de laser ou en ouvrant le feu à longue distance à la 12,7 mm pour que la poussière de l'impact puisse guider l'avion avant que celui-ci lâche son missile[415]. Pour ce type de frappe ou d'appui feu, le « guidage avancé » est aussi pratiqué par des unités qui ne font pas partie du COS, telles que les CPA-20 ou 30 habituellement dévolus à la garde des bases aériennes. Sont également utilisées pour des opérations ciblées et discrètes les images reçues de satellites espions, de drones, d'hélicoptères et d'avions de reconnaissance.

On sait évidemment peu de chose de leurs actions sur le terrain, menées souvent conjointement avec la DGSE dans la quête du renseignement. Les FS bénéficient de différents matériels, comme le Transall d'écoute électronique Gabriel. *Le Figaro* du 22 mai 2006 signale, sans pouvoir préciser, qu'un combat important opposant 200 taliban aux FS venait d'avoir lieu et que ces dernières déploraient deux tués et un blessé[416]. En raison de leur entraînement drastique et de leur discipline de feu, leurs pertes sont faibles en Afghanistan : 7 tués (dont le propre fils du général Le Page, commandant le COS) et 12 blessés, pour un total de 2 500 hommes engagés.

Fin 2006, 200 hommes des FS gagnent Jalalabad, à l'est de Kaboul. Aux premiers jours de 2007, devant l'intensité croissante des actions de guerre et d'assistance aux forces afghanes, les troupes régulières, à qui est tout d'abord confiée la sécurité de Kaboul, prennent le relais de ces spécialistes de l'extrême envoyés vers d'autres théâtres d'opérations. En 2010 et jusqu'au retrait, les FS sont discrètement de retour en Afghanistan.

Les forces classiques : armées de terre et de l'air

En fait, les forces classiques sont présentes très tôt sur le terrain. En décembre 2001, le 21e RIMa doit « sécuriser » l'aéroport de Mazar-e Charif. Par la suite, c'est en juillet 2004, dans le cadre de la brigade franco-allemande, qu'arrivent d'autres unités. 1 000 Français sont présents dans le secteur d'Hérat à l'ouest du pays. En 2005-2007, le Premier ministre, Dominique de Villepin, aurait souhaité retirer les unités françaises du théâtre afghan en raison des maladresses incontrôlables de l'OTAN. Mais, dès son élection, le président Sarkozy opte pour un renforcement. Lors du sommet de l'OTAN de Bucarest, en avril 2008, il décide d'impliquer davantage les troupes françaises et les déploie dans la province de Kapisa et au centre-est du pays, notamment sur l'axe Kaboul-Kandahar, puis Kaboul-Jalalabad. Au sein de la FIAS, elles agissent d'abord au sein du RC-C (*regional command-capital* ou « commandement de la région autour de Kaboul »), dont la France prend la tête. Dans un des trois districts qui en dépendent, celui de Surobi, se trouve le bataillon français (Batfra) de 770 hommes sous le commandement du général Michel Stollsteiner en 2008-2009, agissant dans le cadre de l'opération *Pamir*. Une partie de cette unité est basée au camp de Warehouse où est situé l'état-major. La FOB de Tora, à vingt minutes de vol de Kaboul, est alors forte de 300 soldats et d'une section de l'ANA. Les Français doivent « trouver le *taleb* là où il se trouve[417] ». C'est notamment le cas du second bataillon de 630 hommes déployé depuis juillet 2008 au sein du groupement tactique interarmes de la province de Kapisa (GTIA Kapisa) et dépendant du commandement américain du RC-East. *Alter ego* du GTIA de Surobi, cette unité fournit les garnisons de Tagab et de Nijrab plus au nord dans la vallée de la Kapisa. Les insurgés sont un peu moins incisifs à Nijrab car les Tadjiks, ex-membres de l'Alliance du Nord, sont majoritaires. Par ailleurs, dans la capitale afghane sont installés les 530 hommes du bataillon de commandement et de logistique. 200 hommes sont en protection de la base aérienne de Kandahar ou dans des organismes spécialisés. L'indispensable soutien médical est décentralisé dans chaque régiment. Ainsi, le 8e RPIMa dispose de sa propre équipe dont les éléments avancés doivent être capables d'intervenir dans les dix minutes[418].

Les troupes françaises assurent aussi un rôle essentiel d'instructeurs puis de conseillers des forces afghanes en formation au sein des OMLT (*operational mentoring and liaison teams*) ou « omelettes ». 405 hommes sont déployés comme conseillers de l'ANA et déplorent les rivalités ethniques contraires à l'esprit de corps. La mission du lieutenant-colonel Jean-Bruno Despouy, de l'infanterie de marine, était d'assurer cet entraînement, de développer son aptitude à travailler en coopération avec les autres forces de la coalition pour sécuriser la route Kaboul-Kandahar. Il se souvient de ces premiers temps : « Nous étions dans des postes isolés dans des entrées de vallées, à environ 2 000 mètres d'altitude. Les unités sont dispersées sur des pitons, quatre-vingts Afghans, huit Français sur deux kilomètres carrés, dans des postes sous tentes, avec des conditions de vie très sommaires[419] ». Ces unités ont une activité intense : 34 opérations sont menées en six mois, auxquelles s'ajoutent 7 opérations majeures avec les Américains. Elles patrouillent aussi dans les villages : « Nous avons eu des tirs, des embuscades. Le groupe a eu dix blessés légers lors d'explosion d'engins. » Même vécu pour les 40 hommes du lieutenant-colonel Métayer, en octobre 2009, chargés de former 300 soldats de l'ANA en deux mois, aux côtés de 2 000 Américains dans la base de Maiwand, à 100 kilomètres au sud de Kaboul. Dans un reportage que leur consacre Canal +, ces Français constatent que les Afghans sont plus des guerriers que des soldats et qu'il est difficile de leur apprendre des manœuvres d'ensemble, parce qu'ils n'ont pas l'habitude de la cohésion et de la discipline. Cette base subit presque tous les jours des tirs de roquettes et de mortiers, ce qui en dit long sur le pourrissement de la situation[420].

Officiellement, il est hors de question que la France engage plus de 3 000 hommes. En fait, en comptant le personnel de la maintenance et de la logistique accompagnant de nouveaux matériels, les gendarmes et les mécaniciens nécessaires à l'entretien des avions et voilures tournantes, en mai 2010, l'effectif total en Afghanistan est de 4 200 hommes. Ce qui ne représente que 4 à 5 % de la totalité des forces coalisées sur le terrain et entraîne une absence française de la chaîne de commandement pour décider des grandes opérations hors zone Kapisa-Surobi.

L'armée de l'air est aussi active en Afghanistan par le biais de six avions (d'abord des Mirage F1 puis trois Mirage 2000-D et trois Rafale)

basés à Kandahar. L'intensification de la guerre se lit dans l'accroissement du nombre de vols : d'octobre à décembre 2008, ces appareils accomplissent 400 missions[421]. Cette même base de Kandahar accueille parfois des Super-Étendard modernisés, lorsque le porte-avions nucléaire *Charles de Gaulle* croise dans l'océan Indien où une composante navale française surveille tout débordement terroriste vers la péninsule arabique, aux côtés de la Task Force 150 américaine. En appui feu au bénéfice des troupes au sol, ces appareils détruisent des caches d'armes par roquette ou bombardement de précision et fournissent du renseignement par caméras embarquées.

Le dispositif français comprend également des avions de transport C-160 Transall, basés à Douchanbe au Tadjikistan, jusqu'en 2008, puis à Kaboul, et un ravitailleur en plein vol C-135 FR basé à Abu Dhabi à partir de 2010. Un autre de ces ravitailleurs, basé au Kirghizstan, opère au bénéfice des appareils américains et de l'OTAN. Dès la fin avril 2008, sous commandement de l'armée de l'air, basé au KAIA (Kaboul International Airport), le détachement d'hélicoptères (trois hélicoptères de l'armée de l'air Caracal et trois Gazelle de l'armée de terre armés de missiles Hot) assure des missions d'évacuation sanitaire, mais aussi de logistique, d'observation et de collecte du renseignement, d'appui feu, de PC aérien, d'extraction… bref, tout ce que l'arme héliportée a acquis depuis la guerre d'Algérie, sans oublier les missions de liaison et l'héliportage de troupes et de tireurs d'élite sur les points hauts.

En février 2009, Hervé Morin, ministre de la Défense, promet de nouveaux matériels, dont des Gazelle Canon, hélicoptères légers d'attaque. La nouvelle « bête de guerre », le puissant Tigre de l'ALAT (aviation légère de l'armée de terre) est déployé en Afghanistan à partir de septembre 2009[422]. À la fin de ce mois, trois Tigre sont engagés dans une série d'opérations, y compris de nuit, en couverture des Caracal et des troupes au sol, afin de desserrer l'étau des taliban en Kapisa. En bref, en 2009-2010 une quinzaine d'hélicoptères sont déployés en Afghanistan en comptant le renfort des Cougar de transport de l'ALAT et des Caracal de l'armée de l'air.

L'Afghanistan, champ d'expérimentation

L'intervention française en Afghanistan relève du paradoxe. D'un côté, la France se sert du théâtre afghan comme vitrine de ses nouveaux matériels à la vente. De l'autre, elle s'abstient de s'y engager plus avant, tout en se montrant efficace sur le terrain. Le tout afin d'éviter un débat public nuisible au pouvoir politique en raison de l'interminable durée du conflit. Or, l'Afghanistan offre un exemple unique depuis l'Algérie : la plupart des régiments ont connu l'expérience du feu, même si l'imbrication civils-insurgés rend difficile la manœuvre telle qu'on peut l'imaginer dans une guerre en terrain non compartimenté, comme le montre la chevauchée française au Mali, du 11 janvier (bataille de Konna) au 8 février 2013 (prise de Tessalit) .

Une armée au rabais

Certes, conformément aux promesses de Nicolas Sarkozy lors du sommet de l'OTAN à Bucarest, le *Livre blanc* publié un mois plus tard, en mai 2008, redéfinit les priorités de notre défense par la révision en profondeur de la stratégie et de la sécurité nationale dans le cadre des risques de la mondialisation, tout en annonçant une réduction des effectifs. Victime du nouveau *Livre blanc* de 2013 prévoyant une autre coupe sombre (15 000 personnels non recrutés par an pour les trois armées), l'armée de terre paye l'illusion libyenne de 2011 que l'on peut gagner une guerre sans engager de troupes au sol, ce qui est faux, nous l'avons vu et comme l'illustre l'éblouissante campagne du Mali du début de l'année 2013. En 2013, hors personnel civil, l'effectif de l'armée de terre passe au-dessous du seuil des 100 000 hommes : la totalité de ses régiments tiendrait dans un stade de football. Quant aux troupes combattantes proprement dites, leur effectif n'est que de 70 000 hommes. Depuis la réduction du format des armées en 1996, la théorie de la juste suffisance face aux menaces devient celle de l'insuffisance notoire pour une nation de plus de 65 millions d'habitants. Cette théorie misérabiliste et absurde ne tient pas compte du pire : une catastrophe du type de Fukushima (100 000 hommes de l'armée japonaise déployés), un embrasement de banlieues gagnées par les trafics et l'islamisme forçant l'armée à intervenir comme force de sécurité de 3e

échelon… Certes, pour un pays dont l'économie est plombée par le remboursement de la dette publique (91 % du PIB fin juin 2012), des économies drastiques sont nécessaires, alors que le coût de la guerre en Afghanistan est de 400 millions d'euros par an. Le « système D » propre à nos forces ne pourra pas toujours suppléer à tout…

Déjà, l'effectif de 120 000 hommes en mai 2009 ne pouvait permettre à l'armée de terre d'assurer réellement une opération extérieure majeure totalisant l'engagement de 30 000 hommes (50 000 hommes dans le *Livre blanc* de 1994), et une autre, secondaire, concernant 5 000 hommes, comme le stipulait le *Livre blanc* de 2008. Pour gérer la « crise », le haut commandement a dû déshabiller Paul l'Africain pour habiller Jacques l'Afghan, tout en espérant que Pierre le métropolitain, réduit à la portion congrue, n'eût pas à se déployer à la suite d'attentats majeurs. Or, en temps de guerre, à l'inverse du mythe d'une micro-armée « hypertechnologique », il faut des hommes. Rien ne s'use plus vite qu'une armée de métier, longue à former et ne disposant que de réserves insuffisantes – 18 300 hommes en 2009 au titre d'un engagement spécial. La réserve dite « opérationnelle », péniblement mise en place pour les unités de l'armée de terre, ne peut être engagée dans un autre conflit meurtrier que l'Afghanistan, même si les réservistes, citoyens-soldats, ont déjà rendu des services dans les Balkans – notamment les médecins.

En fait, l'affaire afghane arrive au mauvais moment. L'armée de métier, qui n'est pas dans notre tradition militaire, a bien du mal à recruter les engagés dont elle a besoin. Ces hommes ont des qualifications inférieures à celles des anciens appelés et plus particulièrement des VSL (volontaires service long) qui, au temps de la conscription, constituaient une pépinière de recrues de qualité. Ils sont plus lents à former, comme conducteurs de blindés par exemple, en raison de leur faible niveau scolaire. L'armée de professionnels en est réduite à accepter un engagé sur 1,2 à 1,5 homme qui se présente à la sélection et qui fait souvent le choix des armes par dépit parce qu'il est en situation d'échec.

Or, depuis la fin de la guerre froide et l'attente face au pacte de Varsovie, la petite armée de métier contemporaine est suremployée, de l'Afrique aux Balkans en passant par l'Afghanistan, sans disposer encore de

tous les matériels dont elle a besoin dans le cadre de la numérisation du champ de bataille. On lui demande un taux de réactivité en un temps record, en fonction de l'adversaire rencontré : un coupeur de route ivoirien, un pillard kosovar ne se gèrent pas comme un *taleb* qui se fond dans la population. De plus, selon le mot du général Cuche, chef d'état-major de l'armée de terre jusqu'en juillet 2008, frappée par de continuelles restrictions budgétaires, l'armée est dans une phase de « paupérisation[423] ».

Certes, il s'agit de réduire les effectifs déployés outre-mer, mais la réalité des défis contemporains (accroissement des actes de piraterie dans l'océan Indien et opération internationale *Atalante* depuis la fin 2008[424]) prouve par ailleurs le contraire, tout comme l'installation française dans le golfe Persique, pour ne rien dire de la guerre au Mali en 2013 et d'un possible enlisement. Pour un bataillon à effectifs renforcés de 850 hommes sur le terrain afghan pendant six mois, il faut à l'entraînement une autre unité équivalente et, en réserve, un troisième bataillon apte à assurer la relève. Ce qui donne un total de 2 550 hommes (sans compter leur soutien logistique) indisponibles pour toute autre mission de sécurité nationale ou de projection de puissance sur un théâtre d'opérations autre que l'Afghanistan.

De plus, il y a une contradiction entre la RGPP (révision générale des politiques publiques) et la multiplication des dépenses à la suite de la pleine intégration dans l'OTAN (170 millions d'euros par an) d'un côté, et l'effort de guerre en Afghanistan dont le coût a crû de façon exponentielle de l'autre. Comme le fait remarquer le lieutenant-colonel Ivan Martin, chef du bureau opération-instruction du 35e RI en 2008 : « Cette mission [en Afghanistan] est tueuse de certitudes qui nous structurent tous depuis notre formation initiale. Les constructions intellectuelles fumeuses, la littérature militaire au langage parfois abscons, si elles font sourire sur les bancs du Collège interarmées de défense, semblent ici criminelles. Nous sommes encore trop souvent prisonniers du schéma de la ligne de front, du XIe échelon, de l'arrière et des notions afférentes au besoin plus ou moins important en protection (en particulier dans le domaine de la logistique), sur le distinguo fallacieux entre combattants et arrière[425]. » Le formalisme traditionnel explique cette bévue initiale d'une France à présent noyée dans les pesanteurs de l'OTAN sans avoir su muscler l'Europe de la défense.

C'est bien elle la grande absente de la campagne d'Afghanistan, et pas seulement parce que la RFA ou la Grande-Bretagne restent résolument atlantistes. À l'heure du retrait et des scénarios de sortie de crise, l'Europe reste une entité en devenir qui ne pèse pas dans les négociations.

Des matériels testés en combat

Toutefois, force est de constater que la France met à profit son intervention pour déployer ses tout derniers matériels soumis au banc d'essai afghan. Ainsi, testées au Centre d'expériences aériennes militaires de Mont-de-Marsan, des bombes autopropulsées à guidage laser équipent les Rafale[426]. L'armée de l'air déploie à la mi-février 2009 trois nouveaux drones SIDM (système intérimaire de drone MALE)[427] en Afghanistan, plus performants que les engins utilisés précédemment. Servis par une quarantaine de personnels, ces drones Harfang sont basés à Bagram avec les Predator américains[428]. L'Afghanistan permet le développement des drones SDTI (systèmes de drones tactiques intérimaires) de l'armée de terre servis par des hommes du 61e régiment d'artillerie depuis la FOB de Tora. Ces engins, non armés, ont le mérite d'assurer une longue surveillance – ce que ne peut pas faire un avion – grâce à un système de transmission vidéo. Ils nécessitent l'utilisation de satellites commerciaux, ce qui pose une question : quand donc nos armées auront-elles leurs propres satellites de communication[429] ? Ont été aussi employés les mini-drones Drac et Skylark, ce dernier étant de fabrication israélienne[430]. Ces engins d'un poids de 8 kg – certains sont lançables à la main – sont destinés à « aller voir de l'autre côté de la colline[431] ».

D'autres armements sont également présents sur le terrain. Les *crash programs* (« programmes d'achat de matériels ») permettent une certaine souplesse. Un décret spécifique du Code des marchés publics est ainsi appliqué à la défense, permettant les UO ou « urgences opérations ». L'armée française dispose de 60 VAB dits « télé-opérés » ou VAB-Top, dotés du nouveau dispositif de protection sous tourelleau de la mitrailleuse de 12,7 équipée de visée nocturne efficace jusqu'à 1 000 mètres[432]. Elle a aussi acheté aux Américains des véhicules d'intervention anti-IED, dont cinq Buffalo-MRAP du système Souvim (système d'ouverture d'itinéraire

miné). En outre, 150 kits de protection pour véhicules logistiques protègent contre les IED, dont les puissants et imprévisibles *road side bombers*, à distinguer des SVBIED (*suicide-vehicule-bombers IED*) ou véhicules bourrés d'explosif conduit par un kamikaze.

Un outil particulièrement performant est développé, la fouille opérationnelle. Des détachements des six régiments du génie se sont succédé. Outre la détection des IED, ce savoir-faire permet d'ouvrir les pistes et les routes au début d'une opération, de fouiller grottes et caches susceptibles de contenir des armes ou des ingrédients entrant dans la composition des mines artisanales, tel l'engrais azoté, élément essentiel des HME (*homemade explosives*), variante rustique des mines locales. Investir un village et le fouiller méthodiquement n'est pas chose aisée en Kapisa riche en *compounds* (terme anglais désignant une enceinte ou une ferme). Les habitations y sont construites en pisé, entourées de cours et de jardins aux murs d'enceinte de plus de 30 centimètres d'épaisseur et de 2 mètres de hauteur ; les ruelles qui les bordent favorisent l'imbrication des combattants et l'embuscade. Et ce, dans la redoutée « zone verte » faite de bocages aux feuillages épais des vallées de Bedraou et d'Alasay, près de Tagab. Constamment en *mine awareness* (menace des mines) des IED (60 % des pertes françaises), le tribut payé par les sapeurs est lourd : 21 % des tués français. Les démineurs constituent une cible facile quand ils passent par exemple leur « poêle à frire » ou détecteur de métaux sur une piste à découvert. Ils suscitent l'admiration des autres combattants français, comme le précise le capitaine d'artillerie Benjamin Leroy à propos des EOD (équipes opérationnelles de déminage) : « Les personnels qualifiés EOD sont les plus courageux à mon sens, car non contents de désamorcer les IED (qui peuvent être piégés), les démineurs le font sous la menace d'une attaque ennemie et risquent leur vie à chaque fois. Il faut avoir des *cojones* comme des pastèques ou être fou pour faire ce boulot[433] ! »

Des véhicules de guerre électronique accompagnent les unités sur le terrain. Les six premiers canons de 155 mm du système Caesar et camion blindé ouvrent le feu en Kapisa fin septembre 2009. De juin à décembre 2010, le capitaine Teddy Trilleau, du 11e RAMa, est responsable de l'artillerie de la FOB de Tagab. Il apprécie la grande souplesse d'emploi

du Caesar par rapport à son prédécesseur AUF 1 biflèche, tracté et peu mobile : « Le Caesar, sur roues et châssis neuf, ne connaît pas ce genre de problème et bénéficie d'une excellente mobilité et rapidité de mise en batterie. Pour la protection, les Caesar présents sur les FOB sont équipés d'un blindage additionnel leur permettant de résister à un tir de 7,62. De plus, ils ne sont pas destinés à sortir de la FOB puisque leur allonge leur permet de couvrir l'ensemble de la zone d'action de la brigade[434]. » La campagne d'Afghanistan redonne toute son importance à l'artillerie et à l'interarmes dont elle constitue l'élément de supériorité et de dissuasion[435]. Son emploi est soigneusement contrôlé puisqu'il faut éviter de tuer des civils[436]. En outre, dans les COP (*combat outposts*, postes avancés), les sections de mortiers de 120 mm assurent un maillage serré. En sus des interventions souvent salutaires des hélicoptères Tigre et Kiowa (américains), les troupes françaises ont pu compter sur ces anges gardiens de 155 mm couvrant une avancée ou un repli à l'aide d'obus fumigènes ou explosifs. En 2010, grâce à leur portée de 40 kilomètres, 8 Caesar protègent l'ensemble des zones tenues par les Français et couvrent, *in fine*, les premiers replis en 2012. Ces canons sont les éléments précurseurs des nouveaux équipements du programme « Scorpion ». Fruit des leçons d'Afghanistan, ce programme replace le fantassin au centre du combat terrestre avec tous les moyens les plus modernes pour le soutenir.

La leçon de cette campagne, c'est que la technologie n'est pas la panacée : en contre-insurrection, il faut des hommes sur le terrain, mobiles, mieux protégés. Le nouveau dispositif, dit « Félin », va dans ce sens : à partir de la fin 2010, il est testé d'abord par le 1er RI en Afghanistan. Pesant 25 kg, il est modulable selon les missions, ce qui permet de ne prendre que le nécessaire. Le système radio du fantassin fonctionne par ostéophonie (vibration des cordes vocales d'un côté et celle des os de l'oreille de l'autre). Il allie silence, légèreté et confort, mais souffre d'une surinformation difficile à gérer. Disposant d'une caméra, fondé sur le principe « voir sans être vu », « Félin » permet une grande précision et une distance de tir accrue, surtout la nuit grâce aux nouvelles optiques. Il réalise un très vieux fantasme militaire : le fusil à tirer dans les coins[437]. Voulant conserver leur rusticité et leur discrétion, les FS s'interrogent sur l'emploi d'un système si compliqué, qui n'est, somme toute, qu'un excellent

dispositif défensif. Comment donc un homme au combat peut-il utiliser une caméra et un ordinateur portatif qui lui permet, certes d'indiquer sa position et celle de l'ennemi, mais aussi de recevoir des messages cryptés, tout en plongeant à plat ventre dans la boue ou sur des cailloux pour éviter un tir de *sniper* et prendre son arme afin de sauver sa peau sous le feu ? Au combat en Afghanistan, « Félin » est allégé, seuls les outils qui correspondent à la mission sont emportés. Cet allègement trouve ses limites. En effet, le nouveau gilet électronique, pare-éclats de classe 4, ne protège pas assez. Il est équipé de deux batteries de 690 g chacune et possède un GPS intégré. De sorte que le lourd Ciras (16 kg, plus le *camel back* ou gourde de 2,5 l) est préféré, et il permet de tirer et d'agir plus naturellement[438]. On en revient donc au même poids moyen par homme, c'est-à-dire souvent plus de 30 kg. Ce système est aussi très encombrant : le kit par homme représente un mètre cube, soit 700 palettes pour un régiment ! Les batteries n'ont que 72 heures d'autonomie théorique, 3 heures en combat : c'est la faiblesse du système… D'où la nécessité de ne pas s'éloigner du VBCI (véhicule blindé de combat de l'infanterie) pour rester « branché ». Pour un officier, « le Félin, sans le VBCI, n'est qu'un gadget[439] ».

Ce blindé léger à huit roues possède une grande puissance de feu. Son canon de 25 mm, précis, a des effets dévastateurs jusqu'à 2 000 m en combinant obus explosifs et perforants. En 2011, ce transport de troupe et d'appui feu est essayé pour la première fois en Afghanistan par le 126^{e} RI, puis au sein des 92^{e} et 35^{e} RI. Il est modifié pour cette campagne par une tonne de matériels divers (renfort de protection contre les mines et les RPG-7). On peut utiliser des « briques », c'est-à-dire des parties du système « Félin », sans que le champ de bataille ait été numérisé, comme c'est le cas en Afghanistan. Ce blindé a donné entière satisfaction en résistant aux tirs de RPG-7 et aux IED jusqu'à 20 kg. Sa grande mobilité en terrain ouvert est aussi appréciée[440].

Des matériels plus anciens mais modernisés se sont révélés idoines à ce type de conflit, dès lors que la guerre électronique les met en interopérabilité avec d'autres troupes ou matériels. D'où l'acquisition d'une supériorité tactique, notamment lorsqu'il s'agit de couvrir une opération d'infiltration en Kapisa menée par des fantassins. À l'inverse des blindés légers britanniques et allemands, dont les chenilles endommagent routes et

pistes, les chars à roues AMX-10 RC passent là où un VAB ne peut progresser. Ils seraient surnommés par la population locale les *taliban eaters* (« mangeurs de taliban ») en raison de leur efficacité[441]. Les obus explosifs et même les obus-flèches antichars sont utilisés contre un adversaire retranché derrière des murets de pierre sèche ou pour détruire des caches d'armes. Outre sa puissance de feu, sa souplesse d'emploi, sa robustesse aux IED, le char à roues a un aspect dissuasif. Les AMX-10 RC en Afghanistan servent dans une sorte de tournante pour les équipages de chars, pas seulement ceux des 1er REC et 1er spahis, mais aussi pour les unités équipées de chars lourds Leclerc, mis en cocon, tel le 1er chasseurs, près de Verdun. Le cavalier du XXIe siècle est désormais polyvalent car formé sur plusieurs types de matériels.

En bref, il semble indéniable qu'une bonne partie du déploiement de ces matériels est redevable au *fiat lux* d'Uzbin.

Le combat d'Uzbin et ses conséquences

Le drame d'Uzbin dans les faits

En 2008, dans le RC-C, les Français succèdent aux Italiens dans le district de Surobi, à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Kaboul, en direction du Pakistan. Une compagnie de 150 hommes tient la FOB de Tora, au confluent de cinq vallées (dont celle de la Kapisa), sur l'emplacement d'un ancien poste soviétique détruit par les moudjahidine. Au matin du 18 août 2008, en tête d'une colonne d'une centaine d'hommes, les Français exécutent une reconnaissance mandatée par la FIAS. Cette colonne est composée de deux sections, plus deux sections de l'ANA et un petit détachement JTAC des forces américaines chargé du guidage d'un éventuel appui feu aérien.

Ce 18 août, par 30 °C à l'ombre, à 15 h 45, la section de pointe du 8e RPIMa – nom de code « Carmin 2 », 11 gradés et 19 hommes du rang – monte à pied les 1 500 mètres de dénivelé qui la séparent d'un col, les VAB étant restés en contrebas. À moins d'une cinquantaine de mètres de la ligne de crête, elle tombe dans une embuscade. En quelques minutes, un feu nourri occasionne plusieurs morts et la plupart des blessés. Le chef de

section, l'adjudant Évrard, est blessé ; son adjoint, le sergent-chef Devez, tué ; ainsi que le radio, Alexis Taani, et l'interprète afghan. Plaqués au sol, abrités derrière des blocs de pierre, les paras sont pris à revers ou subissent des tirs de *snipers* équipés de fusils russes Dragonov. L'infirmier de ce groupe de pointe, le caporal-chef Rodolphe Penon, du 2e REP, est blessé à plusieurs reprises. Avant de succomber, il assure jusqu'à la dernière limite la cohésion des survivants, dont les véhicules ont été détruits par des tirs de RPG-7. Dans ces heures de combat, deux autres paras tombent au champ d'honneur. L'entraînement intensif de ces jeunes soldats, l'esprit de corps qui évite le chacun-pour-soi ou la panique, et le lien tactique maintenu sur le terrain par le chef de section (bien que blessé) et l'infirmier de la Légion ont évité le réflexe grégaire de se regrouper sous la menace, ce qui aurait occasionné des pertes encore plus lourdes. La discipline de feu a par ailleurs évité de se retrouver rapidement à court de munitions avant le premier ravitaillement par hélicoptère.

En retrait, près du village de Sper Kunday, les hommes de la deuxième section se portent au secours de leurs camarades lorsqu'ils sont à leur tour pris sous un déluge de feu. Trop lent à intervenir en raison des difficultés du terrain et des dysfonctionnements dans la chaîne de commandement (mis en relief par un dépôt de plainte[442]), soit 1 h 20 après le début du combat, un sous-groupement en renfort arrive de Tora et couvre les deux sections prises à partie en déclenchant un feu nourri au canon de 20 mm, au mortier de 81 mm et aux missiles Milan. L'appui feu aérien a été demandé seulement une demi-heure après le début de l'engagement, mais les premiers A-10, arrivés à 16 h 20, ne peuvent agir : les insurgés pratiquent leur tactique habituelle d'imbrication avec les forces qu'ils attaquent. Les hélicoptères de transport EC-725 Caracal, alertés par l'état-major de Kaboul, soutiennent les paras cloués au sol par le feu ennemi. Ils exécutent « pas moins de 28 rotations sur zone malgré sa dangerosité[443] ». À partir de 18 h 40, ils approvisionnent la section « Carmin 2 » en munitions, protégés au sol par les commandos du CPA-20 héliportés par les Caracal[444]. Cette présence tempère le sentiment d'abandon que les combattants, comme dans toute action de ce type qui se prolonge, ont exprimé par la suite[445].

C'est seulement après plus de deux heures de combat intense, lorsque les deux sections peuvent commencer à se dégager, que les avions

américains et des hélicoptères armés peuvent couvrir le repli. D'une manière audacieuse, l'ennemi tente d'encercler les Français en les devançant au village de Sper Kunday, mais les renforts venus de Kaboul et la présence d'un drone américain, qui permet un réglage précis des tirs, redonnent l'avantage aux coalisés. Les insurgés s'emparent toutefois à la nuit tombée d'une partie des équipements des paras de la première section. À 20 heures, 300 soldats français sont présents sur le terrain. Le village est repris vers 22 heures et un AC-130 Gunship, version tactique du Hercules hérissé de canons et de mitrailleuses, arrose toute la zone jusqu'au col. Les opérations cessent vers minuit. Ayant duré plus de huit heures, cette action de guerre évoque les plus rudes moments des guerres du Vietnam ou d'Algérie. Le lendemain, 19 août, vers 4 heures, un VAB participant à l'évacuation sanitaire tombe dans un ravin en raison d'un effondrement de terrain. Un soldat français est tué et trois autres sont blessés. L'évacuation des blessés se poursuit tard dans la nuit sous la protection de Predator. À 9 heures, l'adversaire attaque à nouveau au mortier les unités françaises, brièvement et sans faire de blessés. Le bilan est fort lourd : 10 tués, dont 8 du 8e RPIMa, et 21 blessés, ce qui fait dire au ministre de la Défense, Hervé Morin : « Jamais je n'oublierai Uzbin. »

Une logique de guerre

Immédiatement, la polémique surgit sur Internet et dans la presse à propos des pertes. L'ennemi a laissé entre 30 et 40 corps sur le terrain, mais il a été capable de manœuvrer, de tenir en échec pendant des heures, avec seulement 170 combattants, près du double de forces adverses pourtant appuyées par des mortiers. Pour *Le Canard enchaîné* des 10 et 24 septembre, il y a eu faute de commandement et de coordination à plusieurs échelons : pas de renseignement fiable, d'où la surprise, un soutien aérien arrivé trop tard, une incompréhensible coupure des liaisons radio avec une section afghane qui suivait à peu de distance et des hommes du RMT (régiment de marche du Tchad) restés en arrière du convoi, un manque de munitions qui explique que deux hommes aient été tués à l'arme blanche et leurs armes emportées…

Le journaliste Jean-Dominique Merchet a enquêté sur place en interrogeant les militaires français et leurs adversaires[446]. Due à une défaillance des services de renseignement, il note l'erreur de jugement concernant les capacités des taliban et l'équipement inadéquat[447]. L'embuscade a été soigneusement préparée. Elle est concomitante, entre autres, avec une attaque de positions américaines dans l'est et le sud du pays, à l'aide de kamikazes bardés de ceintures d'explosifs[448]. Le même jour se déroulent des dizaines d'actions de guerre qui rendent peu disponibles dans l'immédiat les avions d'appui feu. En outre, on peut s'interroger sur le retard des secours venus par la route. Dans un cas similaire d'accrochage sérieux en Algérie, tout aurait été bouclé en une heure : héliportage sur les hauts d'unités paras, appui feu aérien quasi immédiat et soutien éventuel de l'artillerie, comme le fait remarquer un officier français, ancien du conflit algérien, Franck Leclercq[449]. Dans le cas d'Uzbin, on perçoit le manque de réserve stratégique immédiatement opérationnelle. Selon Claude Angeli, le Centre de planification et de conduite des opérations français aurait constaté une « mauvaise coordination entre unités de nationalités différentes », une « collecte de renseignements déficiente » et une « reconnaissance aérienne aléatoire[450]. »

Uzbin marque un tournant, témoin de la logique de guerre afghane, où l'ennemi est capable d'une action coordonnée et même, contre toute attente, de tenir le terrain sous le feu des heures durant. Pour les Français, depuis l'attentat du Drakkar à Beyrouth en 1983 (58 morts), ce sont les pertes les plus importantes. Ce combat ouvre une nouvelle époque, celle d'une guerre longue et coûteuse. Comme le note avec humour Pierre Servent, « ne dites pas aux Français qu'ils sont en guerre, ils préfèrent croire à la paix perpétuelle avec, de temps en temps, une secousse tellurique lointaine[451]. »

Les paras-colos sont tombés sur des troupes aguerries commandées par un adjoint de l'ancien seigneur de guerre pachtoun, un ex-protégé de la CIA qui s'était déjà illustré contre les Soviétiques : Gulbuddin Hekmatyar. Dans une vidéo, il revendique la paternité de l'embuscade. Mais il n'est pas le seul. Il semble que d'autres groupes aient été impliqués et liés à Al-Qaida et au réseau Haqqani : le mollah Rohoullah et Ahmad Shah (tués fin 2008) seraient les « organisateurs » de l'attaque[452]. Uzbin confirme que les taliban veulent à tout prix maintenir ouverts les pistes et sentiers de montagne les mettant en contact avec leurs bases arrière au Pakistan.

Six semaines après ce combat, neuf paras-colos du 8e RPIMa sont blessés dans une autre embuscade à l'est de la capitale. Ce régiment de Castres, sous les ordres du colonel Jacques Aragones, compte en quatre mois une centaine d'incidents dont 45 actions de combat, selon un reportage de *L'Express*[453]. Mais le chef de corps relève le défi. Les « artiflots » du 35e RAP semblent ravis de « dérouiller » leurs tubes en appui des paras. À en croire ce même reportage, ce régiment a tiré pour la même période plus de 400 obus.

Un autre témoignage saisissant des réalités afghanes est donné le 15 septembre 2008 par Tanguy Berthemet dans *Le Figaro* : « Avec les soldats français sur la route de Kaboul ». Les hommes du 35e RI, disséminés le long de la *highway 1*, entre Kandahar et Kaboul, ont fort à faire depuis leurs cinq camps de base : « Dans cette région, les populations ne font que semblant de nous tolérer. Ils soutiennent les insurgés, soit par conviction, soit le plus souvent par crainte d'eux. » Il faut dire que le 35e RI subit tout d'abord des tirs de harcèlement, dans la tradition des postes en Algérie : « C'est pas toutes les nuits mais presque. Ils viennent, tirent, puis s'évaporent. » De quoi entretenir la crainte et l'insomnie. Les Français ne sortent plus qu'en convoi avec leurs blindés, à la merci d'une embuscade (trois VAB ont déjà été directement attaqués sur la *highway 1*) ou d'une explosion d'un IED – 83 IED explosent en trois mois le long de cette route à deux voies. Une des tactiques des taliban est de tirer de loin après avoir posé des IED dans la direction d'une éventuelle poursuite et de disparaître avant l'appui feu aérien ou le tir de mortiers de 120 mm. Une autre, difficilement détectable, consiste à s'infiltrer entre une troupe en mission civilo-militaire dans un village, et donc vulnérable, et les éléments restés en soutien, légèrement en arrière. Les engagements presque journaliers des 50 fantassins du 35e RI, en appui du 3e *kandak* (bataillon) du 201e corps afghan, traduisent le contrôle progressif par les taliban, comme par capillarité, de la *highway 1* depuis Kandahar. Et le lieutenant-colonel Bartholdi, chef de corps, de reconnaître : « On vit ici presque tous les jours des scènes de combats que l'on ne rencontrait jusqu'alors pratiquement jamais. »

Les leçons d'Uzbin

La fin de l'année 2008 est marquée par la volonté du Batfra, depuis la FOB de Tora, de demeurer dans la région d'Uzbin et en Kapisa en laissant à d'autres troupes de la FIAS le contrôle de la *highway 1*. De septembre 2008 à fin mars 2009, au sein de la Task Force Chimere sous commandement français, ce resserrement du dispositif permet 14 opérations dites de « sécurisation » qui se déroulent du niveau de la compagnie à celui du bataillon. Celle de *Longbow*, les 18 et 19 octobre, implique 650 Français et 80 soldats de l'ANA[454]. En décembre, les 3e RPIMa et 1er RI prennent le relais du 8e RPIMa au sein du Batfra et bénéficient du concours des forces spéciales pour tenir malgré l'hiver. La vallée d'Uzbin demeure calme, sous la responsabilité des légionnaires du 2e étranger d'infanterie[455]. Cette sécurité toute relative entraîne, à compter du 17 décembre 2008, 800 légionnaires, des Américains et des soldats de l'ANA, dans une grosse opération dont on sait peu de chose.

L'ensemble des expériences vécues depuis les Balkans et la sévère leçon d'Uzbin sont à l'origine d'un corps de doctrine français consacré à la contre-insurrection. Adaptant les recettes de la guerre à haute intensité technologique, elle replace le soldat au centre du combat en faisant de lui un vecteur de communication et un acteur parmi les populations. D'une soixantaine de pages, cette *Doctrine de contre-rébellion*, imprimée en janvier 2009, reprend le credo de la contre-guérilla en y ajoutant certains préceptes de la « pacification » coloniale, telle la méthode de la tache d'huile chère à Gallieni, mais elle ne fait qu'une brève allusion aux interventions françaises au Tchad pourtant riches d'enseignements[456]. Dans une définition à la Clausewitz, c'est à présent la population qui devient le centre de gravité. Sur le plan tactique, certains principes sont redécouverts, tout en tenant compte de l'imbrication et de la complémentarité de toutes les armes au sein de la bulle opérationnelle aéroterrestre (BOA). Des officiers du 1er REC au combat en Kapisa, qui nous ont reçu au quartier Labouche, à Orange, le 24 novembre 2008, nous ont expliqué en quoi les leçons de la guerre d'Algérie étaient remises au goût du jour, y compris dans les jeux de guerre sur simulateur. Pour circonvenir l'ennemi, on en revient au bouclage d'une zone suivi du ratissage et du « peigne fin » pour

en extirper les taliban. C'est donc le retour aux fondamentaux du combat du fantassin, les drones permettant de reconnaître et de frapper.

Première dans l'histoire de l'armée française, les militaires reconnus aptes à une mission de projection de puissance au pays des faucons bénéficient désormais d'une mise en condition et d'un entraînement intensif de six à huit mois, c'est-à-dire plus que pour les officiers astreints au stage de l'École de contre-guérilla d'Arzew lors du conflit algérien. Au camp de Mailly, en Champagne, le CEPC (Centre d'entraînement des postes de commandement de l'armée de terre) envisage, depuis Uzbin, toutes les situations de combat rencontrées en Afghanistan. L'objectif se résume par cette formule : « Arriver sur place à 100 % opérationnels, comme si on avait toujours fait ça. » Ce que les 160 officiers qui suivent, en avril 2011, le général Emmanuel Maurin, nouveau commandant de la brigade La Fayette en Afghanistan, reprennent par : « Ne rien laissez au hasard[457]. » C'est le principe de la mise en condition avant projection (MCP), dont le slogan pour l'Afghanistan se résume en ces termes : « Entraînez-vous comme vous combattrez en Kapisa[458]. » Autour de Briançon et de Barcelonnette, des stages d'aguerrissement et des marches d'endurance en haute montagne sont organisés jusqu'en novembre 2009 où, pour des économies de bouts de chandelle, ces centres hautement qualifiés sont supprimés et remplacés par un modeste Groupement d'aguerrissement en montagne, à Modane. Mais le principe des « retex » ou retours d'expérience de soldats ayant déjà combattu en Afghanistan est conservé, comme lors du stage, bataillon constitué prêt à partir, au camp de Canjuers, dans le Var, ou à celui de La Valbonne, dans l'Ain. Tous les personnels de l'armée de l'air subissent eux aussi un entraînement spécifique, le stage Martel d'une semaine, base de Dijon, avec les commandos de l'air qui apprennent les techniques élémentaires du combat et assurent la préparation physique et mentale.

Pour les unités de l'armée de terre, l'aguerrissement se poursuit près de Millau au CEITO (Centre d'entraînement de l'infanterie au tir opérationnel). La contre-insurrection est au cœur de la préparation. Rue Saint-Dominique, chargé du « retex », le lieutenant-colonel François précise : « Nous avons basculé dans le combat de contre-insurrection. En Afghanistan, dans 90 % des cas, nous nous contentons de réagir. Pour retrouver l'initiative, il nous faut des outils doctrinaux ainsi qu'une plus grande liberté d'action[459]. » Du ministère de la Défense au CID (Collège

interarmées de défense), David Galula est cité : « Dans une contre-insurrection, il y a 20 % de travail militaire et 80 % de travail civil[460]. » On relit aussi Roger Trinquier et Lawrence d'Arabie au Centre de doctrine et d'emploi des forces, à l'École militaire, selon le général Ollivier qui dirige cet organisme de réflexion. En bref, on redécouvre l'eau chaude, à défaut d'avoir reçu un enseignement continu en histoire militaire.

La bataille d'Alasay et la campagne de 2009

L'année 2009 commence sous de mauvais auspices. Le 11 février, au sud de Kaboul, province de Logar, une patrouille motorisée française assure la protection d'une section de l'ANA en avant d'un convoi qui tombe dans une embuscade. Un des véhicules français saute sur un IED. Puis, la patrouille est prise sous un feu nourri avant que deux avions A-10 et un hélicoptère Apache interviennent. Bilan : le capitaine Patrice Sonzogni, du 35e RAP de Tarbes, est tué. L'heure des spécialistes de la montagne a sonné (en 2005, le 13e BCA avait déjà détaché une compagnie à Kaboul). En Kapisa, fief des insurgés, massif en arrière de la frontière orientale et flanc-garde de la capitale, arrivent les chasseurs alpins du 27e BCA. Un document d'exception permet de suivre leur parcours, le reportage de Géraud Burin des Roziers, *Papa part à la guerre. D'Annecy à Kaboul, dix mois avec les soldats français et leurs familles*[461].

L'Afghanistan des chasseurs alpins du 27e BCA

Huit mois d'entraînement intensif sont nécessaires pour être capable de vaincre 600 mètres de dénivelé en une heure, équipé et armé, sans négliger la pratique de l'anglais. L'acquisition de la discipline de feu sous des tirs à balles réelles renforce la cohésion de chaque groupe de combat. L'entraînement est encore plus rude pour les 20 hommes du commando de montagne. Pour le colonel Nicolas Le Nen, chef de corps, cet entraînement spécifique permet d'« être fort dans sa tête » : au combat, les automatismes ressortent et l'emportent sur l'instinct de conservation. Et de préciser à propos de l'Afghanistan : « En Côte d'Ivoire, on boxait en poids plume. Là, on va boxer en poids lourd ! » Comme les autres unités, le 27e BCA est

projeté par tranches d'octobre à décembre 2008. En octobre, pour la première VAM (voie aérienne militaire), c'est le départ de nuit de Roissy, à bord d'un Airbus de l'escadron Esterel, pour rejoindre Kaboul à 6 000 kilomètres. De la capitale afghane, des C-130 Hercules emmènent les chasseurs alpins à Bagram, 80 kilomètres plus au nord. Les troupes séjournent ensuite quatre jours sur l'immense base où GI et soldats de l'ANA ne se mêlent pas. Elles y reçoivent un complément de formation, notamment sur les effets des IED : blessures, retournement de blindé… Puis des Chinook birotors, à raison de 30 hommes par appareil, déposent les chasseurs alpins sur les FOB de Nijrab et de Tagab, entourés de sommets de 3 000 mètres à l'ouest, massif de la Koh-e-Safi, et de 4 500 mètres à l'est, contreforts de l'Hindou Kouch.

Formés d'allées parallèles pavées de cailloux grossiers qui évitent la poussière, ces camps ont des allures de vastes fortins et évoquent plus le Vietnam que l'Algérie. Ils comprennent un escadron de chars à roues, des mortiers et de l'artillerie, une enceinte de 4 à 5 mètres de haut faite de *bastion walls* couronnés de postes de garde. Des abris en béton (des *U walls* ou blocs de béton en U renversé) parsèment le camp en cas de tir de roquettes ou d'obus de mortier. La montagne, toute proche, est surveillée par des drones. Le poste de commandement ou TOC (*Tactical Operations Center*), tout comme les TOC de chaque compagnie, est également renforcé par du béton recouvert d'un toit en tôle mais isolant de 50 centimètres de sable en dessous où viennent exploser les chicom.

Avec 30 Américains, Le Nen coordonne les actions, prévoit les opérations, guide les appuis feu aériens. La FOB est un village de tentes doublées de sacs de sable à l'extérieur, les plus grandes servent aux briefings et débriefings. On trouve aussi une salle de sport, une salle de terminaux Internet… Ce n'est plus la promiscuité d'antan : dans les tentes, « wintérisées » pour résister au froid, pour quatre ou huit hommes un espace de vie commun donne sur des alvéoles renforcées de charpente et de cloisons où chaque homme s'est aménagé son coin personnel. Sur les étagères : provisions, photos de la famille, de la fiancée, des clichés de pin-up… Le gilet pare-éclats et l'armement sont à portée de main en cas d'alerte, mais, signe des temps, les livres sont rares et remplacés par l'ordinateur personnel et le téléphone portable afghan.

Dans cette FOB de fond de vallée dont tout est visible depuis les hauteurs qui l'entourent, la vie quotidienne est faite de patrouilles de nuit pour infiltrer les villages suspects grâce à la maîtrise d'instruments de vision nocturne que n'a pas l'ennemi. Lors des reconnaissances de jour, drones et images en trois dimensions reçues des satellites espions aident à éviter les surprises… Ce qui est possible l'hiver, mais aléatoire dès la floraison d'une dense végétation en « zone verte », véritable « nid de frelons ». Les sapeurs-démineurs, des légionnaires du 2e REG, présents sur les FOB, accompagnent presque toutes les missions. Les hommes du commando de montagne du 27e BCA sont répartis en deux équipes de dix. Autonome, capable d'assurer des reconnaissances en profondeur, chaque équipe comprend des chasseurs alpins surentraînés remplissant chacun deux fonctions en dehors de leur propre spécialité (tout comme le tireur à la 12,7 mm d'un VAB est aussi radio). Ainsi, le caporal F. M., équipier-observateur, est aussi brancardier-secouriste et tireur de précision armé d'un FR-F2. Les leçons d'Uzbin ont porté : le plus souvent possible les hélicoptères armés américains accompagnent les recherches de caches d'explosifs et les perquisitions des habitations sur renseignement, tandis que les A-10, à moins qu'ils ne soient « surbookés » par d'autres opérations, interviennent rapidement. Les VAB amènent les hommes le plus loin possible, puis ce sont les heures de marche. Héliportés ou escaladant les flancs des reliefs, les hommes du commando et d'autres sections progressant par les crêtes sécurisent les flancs en repérant les caches et les postes de tir des taliban. Si l'un d'entre eux est conséquent, un A-10 le détruit. Dans la vallée, tout emplacement de tir est neutralisé à coups de missile Milan. Camouflés sur une hauteur, les TE (tireurs d'élite) et les servants des postes Milan, dont les missiles filoguidés portent à plus de 2 kilomètres, se tiennent prêts lorsque les troupes pénètrent dans un village. Ils indiquent par radio toute menace. C'est la version afghane des reconnaissances et des tournées de police coloniale : le danger peut surgir à tout moment, il faut être sur le qui-vive et demeurer maître de soi. Montrer sa force, c'est empêcher l'adversaire de circuler librement ou de développer ses stocks d'armes et d'IED.

Malgré l'obstacle de la langue et l'obligation de la présence de l'interprète, il faut entrer en contact avec la population. Le caporal F. M. se

souvient que les enfants sont souriants parce qu'ils savent que les Français sont généreux. Mais les filles disparaissent dès l'âge de 13 ans, tandis que les ados et les adultes sont indifférents ou sourdement hostiles. Les anciens du village offrent le thé, reconnaissent sans mal que les taliban sont ici comme chez eux et qu'il leur arrive de passer une ou deux nuits. Cependant, il faut se méfier de ces sourires, ils peuvent préparer un « coup tordu » et accueillir une troupe étrangère est aussi une quête de renseignement. De toute façon, la montagne a des yeux et tous les déplacements sont observés, la moindre erreur pouvant être exploitée par une attaque aussi brève que meurtrière – ce qui est rappelé à chaque débriefing. Toutes les semaines, comme en Algérie, a lieu la corvée du convoi devant ramener de la base logistique des munitions, des équipements neufs, de l'eau potable, des boîtes de conserve, des produits ménagers, les colis tant espérés…

La bataille d'Alasay

Survient enfin l'ordre tant attendu de mener une opération majeure, où la manœuvre, chose rare en Afghanistan, reprend ses droits. Début 2009, en précurseurs d'autres troupes de la FIAS, les Français prennent l'offensive au sein de la Task Force Tiger. Sous commandement et soutien aérien américain, le GTIA de la Kapisa doit s'emparer du bourg d'Alasay et de sa vallée afin de dégager les abords d'une route en construction, l'axe Vermont, entre Nijrab et Tagab, depuis qu'à l'été 2008 les paras-colos du colonel Aragones en avaient entrepris les premiers travaux. Le colonel Nicolas Le Nen, coauteur d'un ouvrage, cité, sur la guerre en montagne, en applique les principes : ubiquité en donnant l'impression d'être partout à la fois, tenir les hauts et les bas, complémentarité des feux… Il a l'expérience de trois séjours en Afghanistan, prépare depuis des semaines cette grande opération, *Dinner out* (« Dîner dehors »), impliquant 800 hommes, dont 400 soldats de l'ANA. Il sait qu'il va tomber sur « du coriace ». Une semaine avant le déclenchement de l'offensive, l'équipe du commando de montagne dont fait partie le caporal F. M., l'URH 27 (unité de recherche humaine), s'est fait « allumer » à l'orée du bazar d'Alasay alors qu'elle était en reconnaissance. Pour le chef de corps, si l'incertitude du combat existe, les leçons de l'histoire militaire permettent de réduire la part du hasard. Le 13 mars 2009, une maquette géante sur le sol de la base de Tagab reproduit

les conditions d'engagement. Y sont indiquées les positions adverses. En se déplaçant dans la maquette, les chefs de section et leurs hommes reconnaissent leurs emplacements pour le lendemain ; cette propension à expliquer à tous la mission caractérise les « opex ». Être économe de la vie de ses hommes en étant le plus efficace possible, c'est le propre de l'officier. Le caporal F. M. dépeint ainsi le colonel Le Nen : « Un chef froid et dur au premier abord, mais un super-chef, costaud, solide, qui impressionne tout le monde. Il nous a très bien menés et on a pu faire du super-boulot. »

Le 14 mars, les premiers à partir à 4 h 30 du matin sont les hommes du capitaine Gruet, héliportés sur les crêtes afin d'assurer la flanc-garde et éviter les surprises. Les autres sections embarquent dans les VAB avant le lever du jour. Deux à trois cents taliban tiennent cette vallée. Il s'agit de reprendre l'initiative et d'installer de façon pérenne sur place des éléments de l'ANA, afin de signifier que ce secteur passe sous contrôle du gouvernement de Kaboul. Le combat s'engage dès les premières heures de la matinée, tandis que les A-10 tournoient dans le ciel : il faut faire 3 kilomètres sous le feu jusqu'à Alasay. Un moment, devant l'intensité des tirs de l'ennemi abrité derrière des murets et des maisons basses, les troupes de l'ANA refluent. Un capitaine afghan les harangue et les fait repartir en avant, mais cette fois-ci sous la protection du 27e BCA qui passe en première ligne. Et ce, sous un déluge de feu : avions, chars, mortiers, missiles Milan et mitrailleuses des VAB. Le caporal F. M. témoigne : « Ça pétait de partout, un bruit d'enfer, artillerie, hélicos, avions, tout ce monde qui court ! » On se bat dans la vallée, sur les crêtes, dans les caches à flanc de montagne. Le village est bientôt pris en dépit des *snipers* et des tirs de roquettes sur le bazar. Quasiment sous le feu, des pelleteuses, qui suivent les blindés, entrent en action pour commencer à construire deux des trois COP, confiées[462] aux hommes de l'ANA, qui doivent tenir Alasay. C'est l'application de la contre-insurrection et du principe du *clear-hold-build* (« nettoyer-tenir-reconstruire »). Mais à 18 heures, les taliban contre-attaquent : une roquette entre par la vitre d'un des VAB et tue le pilote, le caporal Nicolas Belda. Sous le feu, on soigne les blessés.

Le mérite du film de Géraud Burin des Roziers est de montrer la réalité de ce combat. Ancien lieutenant de ce même 27e BCA, comptant vingt et un

ans sous l'uniforme, ayant couvert la guerre du Golfe et la Bosnie, ce grand reporter est le digne successeur de Pierre Schoendoerffer et sa célèbre *Section Anderson* sur la guerre du Vietnam. Dans la nuit ponctuée de traceuses, il suit les chasseurs alpins qui vont rechercher le corps de leur camarade dans son VAB détruit, c'est l'illustration de la solidarité de la famille militaire, au sens fort.

Au matin du 15 mars, l'adversaire ne se manifeste plus, il laisse 70 tués sur le terrain. L'aumônier du 27e BCA dit une messe sur place en mémoire du caporal Belda, tandis que des actions sporadiques se poursuivent pour détruire les caches d'armes et les postes de tir des taliban dans la montagne. Sans doute reviendront-ils, mais l'ANA est à présent installée et soutenue. En convoquant dans les villages des *shouras* vient le temps de la guerre psychologique : convaincre que les taliban, retirés au fond de la vallée, ne sont plus invincibles et que le monde se préoccupe de ce coin perdu en distribuant l'aide humanitaire. Les chasseurs alpins donnent aux enfants un objet-culte interdit par les taliban : des cerfs-volants, symboles de liberté. Un signe de confiance, certes momentané, mais qui ne trompe pas : les habitants de la vallée indiquent les emplacements des IED ; ce que les villageois d'une autre vallée, celle de Nijrab, faisaient d'ailleurs dès la fin 2008 pour les légionnaires du 1er REC et les paras-colos du 8e RPIMa[463]. Le troisième poste est construit peu après la bataille et reçoit le nom du caporal Belda tombé au champ d'honneur. Autre nouveauté qui porte témoignage de la montée en puissance de l'ANA, désormais ce sont les soldats afghans qui sont chargés de distribuer l'aide humanitaire[464]. Ce succès hivernal, archétype de la contre-insurrection appliquée, fait dire au colonel Nicolas Le Nen : « Nous avons regagné l'initiative. C'est le gain principal depuis que nous sommes engagés ici[465]. »

Les limites de la « pacification » en Kapisa

Au printemps 2009, l'effort est poursuivi aux portes de Tagab, dans la vallée de Bédraou dont les insurgés verrouillent l'accès. 800 hommes sont déployés pour installer deux COP. Vu le maillage serré du bocage, la population civile est tenue de quitter momentanément la zone des combats. Après trois jours d'affrontements, la vallée est brièvement reprise au prix

d'un tué français et de six soldats afghans blessés[466]. Pourtant, le 22 septembre suivant, le colonel Francis Chanson, nouveau commandant du GTIA de Kapisa, estime que dans la vallée d'Alasay, « il faut renoncer à vouloir contrôler militairement toute la zone ». Dans cette vallée, l'ANA n'a pu conserver qu'une seule COP, devenue rapidement « Hôtel Alasay », en face du village du même nom, sans que les soldats afghans se risquent à sortir malgré le soutien constant des Français. Autour de Tagab, il n'y a pas de front, mais les fluctuations de *hot spots* (« points chauds ») rendant illusoire toute idée de vaincre des insurgés imbriqués dans la population. Chaque civil rencontré demeure un informateur potentiel des insurgés. On ne peut compter que sur de rares *maleks*, tel Shirin Agha, chef du village de Joybar, à quelques kilomètres de la FOB. Il voue une haine aux taliban qui lui ont tué son fils[467]. Les Français poursuivent les missions de présence à l'entrée de la vallée d'Alasay de manière régulière, tout en assurant la sécurité d'une vallée plus calme, celle d'Afghanya, entre Tagab et Nijrab.

En Kapisa, effectivement, l'insécurité croît de nouveau. À la fin mai 2009, 600 hommes de la 6e brigade légère blindée de marine (dont 450 marsouins du 3e RIMa de Vannes) prennent le relais des chasseurs alpins. Le 2 août, un convoi d'aide humanitaire comportant des éléments de l'ANA, 160 marsouins et 10 GI est pris sous le feu à l'orée du village de Ghayne Pain. Le combat dure 90 minutes avant que les taliban se retirent. Le caporal Anthony Bodin, 22 ans, du 3e RIMa, est tué, et deux de ses camarades blessés. Ancien de la Côte d'Ivoire et du Kosovo, il tombe au champ d'honneur alors qu'il protégeait ses camarades blessés[468]. Le 4 septembre, lors d'une ouverture d'un convoi logistique entre Bagram et Nijrab, de nouveau, les marsouins déplorent un tué, le caporal Johan Naguin, deux blessés graves, dont l'un décède trois jours plus tard, et sept autres atteints par l'explosion d'un IED qui a eu raison du VAB qui les abritait. L'été 2009 est marqué par une moyenne d'une attaque tous les deux jours dans le secteur français.

La « pacification » en Kapisa est bien fragile, comme le montre, le 30 décembre 2009, l'enlèvement des deux journalistes de France 3 et de leurs accompagnateurs. Et ce, à la barbe du 13e BCA contraint de dresser des barrages routiers et d'opérer des fouilles au corps très peu appréciées des Afghans, même si des « auxsan » (auxiliaires sanitaires féminines) se

chargent des femmes. Dès lors, l'indifférence entre Français et civils afghans fait place à la suspicion due à la multiplication des *checkpoints* en Kapisa pour retrouver les otages français.

2010 et 2011 : missions et opérations

Ruser et créer l'insécurité en zone insoumise

En dépit de ces limites marquant le pas de la contre-insurrection et la prévalence du contre-terrorisme, au crescendo de la guerre, les deux GTIA de Kapisa et de Surobi poursuivent trois objectifs, en étroite collaboration avec l'ANA et les Américains, dont l'appui feu par A-10 et Kiowa est toujours apprécié.

Le premier objectif, entrepris depuis l'été 2008, est de sécuriser la route entre Kaboul et Jalalabad, axe logistique vital pour la coalition qui reçoit, *via* Islamabad et la passe de Khyber, une grande partie de son essence et de ses approvisionnements.

Le deuxième, le plus visible, est de transformer la piste de l'axe Vermont, qui permet de joindre Tagab et Nijrab à Bagram par le nord de la Kapisa, en route goudronnée (l'asphalte est payé par les Américains) afin qu'elle corresponde à la définition de MSR (*main supply route* ou principale route logistique). Entourant le massif de la Koh-e-Safi, à l'est de Kaboul, cette voie circulaire passe aussi par Surobi. Il faut sans cesse repousser la menace ennemie en faisant acte de présence, tout en installant l'ANA dans les vallées adjacentes. Dès que les Américains commencent à lâcher prise dans les provinces de Kunar et de Laghman, les Français se heurtent aux insurgés qui, depuis leurs camps du Pakistan, cherchent à atteindre Kaboul. En découle cette impression d'un perpétuel recommencement, mais avec la satisfaction que la MSR est de plus en plus sûre et permet une reprise de la vie économique.

Le troisième et principal axe d'effort concerne l'indispensable jonction des secteurs de la Kapisa et de la Surobi. Et ce, en faisant sauter les *hot spots* aux mains des insurgés, tels la vallée de Daram Daram ou le verrou de Jangali, afin d'offrir un cordon de sécurité de Nijrab à Tora, suffisant du moins pour interdire la libre circulation de l'ennemi ou sa concentration. En

Kapisa, à partir d'octobre 2009, est constituée la brigade ou Task Force La Fayette, aux ordres du général Druart dont l'état-major est à Nijrab. Ce chasseur alpin succède au général Michel Stollsteiner à la tête de cette brigade forte de 2 800 hommes. Soit un bataillon de commandement et de soutien, un détachement d'hélicoptères et les deux GTIA. La nouveauté, autour de Nijrab surtout, est de mener des opérations combinées avec les autres forces américaines de la région dépendant de Bagram, notamment avec la 82e Airborne, alors qu'auparavant chaque commandant de FOB ou du Batfra avait tendance à monter sa propre opération, note le capitaine-commissaire du 2e REG Joris Cuzin[469].

La jonction entre les FOB de Tagab et de Tora commence pendant l'été 2009 au cours d'une grande opération. Dans les mois qui suivent, l'essentiel de l'effort dépend de l'action du GTIA de Surobi. En octobre-novembre 2009, à la tête du GTIA de Surobi et du 2e REI, le colonel Benoît Durieux entreprend, tout d'abord, de tenir le long du 42e parallèle. C'est un axe de transit des insurgés entre le Pakistan et Kaboul. Les Français y tiennent un poste avancé, la COP 42, du nom de ce parallèle. Pour ce faire, le colonel Durieux utilise la ruse, ce que les Anglo-Américains dénomment opérations de déception. Elles caractérisent l'action des Français par transmission d'un savoir-faire entre chefs de corps. Autour de Tora, il déploie d'importants moyens, dont des convois logistiques à répétition qui font croire à une grande opération autour de la FOB. De la sorte, il attire l'attention des insurgés autour des positions françaises, alors que, par surprise, mais en ayant auparavant pris langue avec les petits seigneurs de guerre locaux et les chefs de village, il entreprend de pénétrer le plus loin possible au fond de la vallée d'Uzbin[470]. Il y réunit les *maleks*, montre que la France est capable d'aller plus loin que les Soviétiques. Cette revanche du combat d'Uzbin n'a pas pour objectif de s'établir sur le terrain, mais bien de montrer pour la première fois dans cette zone les forces de l'ANA. C'est aussi l'application de la manœuvre à « double détente » : à l'ouverture du feu par l'adversaire, le laisser se découvrir et reprendre alors l'initiative par des tirs ou des actions ciblés[471]. Il s'agit de prendre l'ascendant sur l'insurgé en évitant de tirer dans le tas. C'est ce que le colonel Durieux appelle « la stratégie du Mikado », c'est-à-dire : « Prendre toutes les pièces possibles sans déranger les autres. » Et le chef de corps du 2e REI de

préciser : « Il faut bien voir que nous sommes ici pour aider le gouvernement afghan à asseoir son autorité, et non pas faire les choses à leur place[472]. »

La jonction Tagab-Tora est finalement réussie, du 11 janvier au 16 juillet 2010, par le double effort du 13e BCA, basé à Tagab, et du 2e REP, basé à Tora, qui a succédé au 2e REI. Le 2e REP est épaulé par un escadron du 1er RHP, une compagnie du 17e RGP, une compagnie du 35e RAP, soit environ mille hommes. Deux postes avancés sont renforcés, la COP 42 dit Hutnik qui porte le nom d'un légionnaire tué du 2e REP au combat le 8 avril 2010, et la COP 51 dit Rocco où des OMLT entraînent d'arrache-pied les soldats de l'ANA depuis la fin 2009. La méthode employée par le colonel Bellot des Minières est de ne pas courir après les insurgés. En contrôlant la puissance de la riposte, le 2e REP laisse les taliban se découvrir en tirant à distance, et sans appeler l'aviation, avec les missiles Milan et les fusils à verrou PGM, calibre 12,7 mm à culasse bloquée. Cette arme essayée à Sarajevo en 1995 contre les *snipers* serbes est précise jusqu'à 2 kilomètres et évite les pertes civiles. Citant Lyautey, le chef de corps précise : « On a essayé d'avoir une approche globale et de tout faire en même temps : parler, construire, combattre[473]. » Le 2e REP reçoit d'ailleurs les compliments du général McChrystal, présent pour la fête de Camerone, le 30 avril.

En fait, l'effort principal repose sur le succès de l'opération *Incudine* de la Task Force Altor du 16 au 18 juin 2010 pour supprimer la base logistique du village de Badpash, à l'est de la vallée d'Uzbin. Trois compagnies du 2e REP et leur soutien, dont un détachement cynophile, sont alors engagés. Cette action du GTIA de Surobi est aux antipodes des gros sabots de l'opération *Mushtarak* dans le Helmand : la ruse l'emporte sur la force. La compagnie du génie du 17e RGP fait croire à la construction d'un nouveau poste à Sper Kundai, au nord de Surobi, pour attirer le gros des forces ennemies tentées par un coup de main avant que ses défenses soient suffisantes. Pendant ce temps, une opération héliportée bruyante et sans troupe fait aussi diversion au nord de la zone insurgée, ce qui permet au 2e REP de sortir de nuit, d'infiltrer la zone insoumise en tenant un col et les crêtes autour de Badpash. Les taliban tentent de réagir mais sont dispersés

par la puissance de feu des unités engagées. Après six heures de fouille, le bilan est appréciable, 50 chicoms de 107 mm, 82 obus de mortier de 82 mm, 70 kg de drogue, 10 kg d'explosifs avec dispositif IED[474]…

À l'été 2010, successeur du 2e REP, le 126e RI du colonel Jérôme Goisque poursuit le même type de coups de main en employant les mêmes méthodes. Dans un entretien accordé le 4 juin 2012, il nous a dit comment, à la tête de ses « Bisons » (surnom des hommes du 126e de Brive), il s'est servi des drones tactiques de l'ALAT pour faire croire, par des vols de reconnaissance répétés, qu'il montait une opération dans la vallée d'Uzbin, alors qu'il concentrait ses forces pour intervenir près de Tagab. Il ne s'agit pas de tenir le terrain, mais de créer l'insécurité et de montrer que l'ANA commence à prendre le relais.

La French touch

La vie quotidienne des hommes de l'armée française est aussi faite de gestes envers les Afghans, une *French touch*, un savoir-faire particulier hérité de l'époque coloniale et des interventions en Afrique. Cette longue expérience outre-mer donne aux Français une faculté d'adaptation qui dénote par rapport à d'autres armées, trop rigides dans leurs règlements otaniens. Cette plus grande présence sur le terrain est aussi partagée par l'autre ex-grande puissance coloniale, la Grande-Bretagne. Toutefois, entre Français et Afghans, deux mondes se côtoient sans vraiment se rencontrer.

Les exemples sont multiples de l'image de « soldats de la paix » avant le tournant du 30 décembre 2009, le rapt des deux journalistes de France 3, qui privilégie la protection de la force à la pacification au sens propre et suspend, un temps, les opérations en cours, dont le bénéfice est perdu. Spécificité française, les patrouilles ont lieu à pied, après débarquement des VAB à proximité de l'objectif. Elles ne sont pas sans risques. Dans la plupart des cas, les accrochages ont lieu à moins de 200 mètres de l'objectif ou en zone découverte et dans les ruelles et le bocage de la redoutée « zone verte ». Avant décembre 2009, à l'orée d'un village, comme le font en Surobi les paras-colos du 8e RPIMa, lorsque la population vient à votre rencontre, le fait de ne pas sortir de son VAB armé de pied en cap, de ne pas pointer son arme sur le premier quidam rencontré est apprécié en terre

d'islam où le courage et l'honneur peuvent servir de bouclier. En 2009, le général Marcel Druart, commandant la Task Force La Fayette, ordonne que les deux tireurs placés en sécurité à l'arrière des VAB cessent les *warning shots* (coups de semonce) pour tout véhicule s'approchant à moins de 10 mètres, distance de sécurité indiquée par un pictogramme rouge très explicite que le général fait aussi retirer[475]. On comprend mieux, dès lors, une remarque de l'auteur afghan Atiq Rahimi. Dans un entretien accordé à *L'Express* du 13 novembre 2008, après l'obtention du prix Goncourt, il souligne que si les Américains ont commis des horreurs renforçant la propagande de l'adversaire, « les Allemands, les Français et les Turcs sont les seuls à être crédibles auprès de la population. Même si on peut se poser des questions sur la stratégie de la force internationale, elle doit rester ».

Tirant les leçons de l'engagement de la 2e brigade blindée de décembre 2006 à avril 2007, le lieutenant-colonel Benoît Paris note qu'il s'agit avant tout de « gagner le combat de la confiance auprès de la population afghane et de ses chefs locaux », car « chaque fois que la coalition tue un innocent, elle crée cinq insurgés[476] ». La guerre est faite au nom du droit, ce que rappelle un nouveau type d'officier à partir de 2008, le *Legad (legal advisor)*. Le rôle de ce conseiller juridique auprès du chef de corps, lieutenant ou capitaine issu généralement du corps des commissaires aux armées, est inspiré par les modèles américain et britannique qui comprennent dans leurs unités des avocats militaires. Une autre spécialité apparaît, celle de l'*off com*, qui évoque par certains côtés les cadres du 5e bureau de la guerre psychologique du conflit algérien. Parfois distinct de l'officier de presse ou de l'officier « Cimic », il a un triple rôle. Équivalent français du PIO (*public information officer*) américain, il doit montrer le meilleur côté de son unité auprès des journalistes accrédités. Il est chargé de l'« environnement humain » et reste en contact avec les familles en France. Il intervient enfin auprès des populations locales pour expliquer, *via* un interprète, une opération en cours.

L'aide humanitaire est pratique courante. Entre autres actions, les soldats français donnent des « kits » scolaires, aident à construire des écoles, des dispensaires, mettent en place des pompes solaires… On voit même des paras-colos, en 2008, distribuer des… poules dans un village. D'où ces photos surprenantes qui rappellent la « pacification » de la guerre

d'Algérie : des soldats français amusant des enfants[477]. Ces bambins souriants sont-ils là pour simplement donner le change ? Les légionnaires des 2e REI et du 2e REP s'investissent en Surobi dans les champs de luzerne afin de convaincre les « insurgés économiques », c'est-à-dire ceux qui font occasionnellement le coup de feu moyennant finance, que le long terme d'une reprise d'activité des marchés et des bazars vaut mieux que soutenir les taliban. En Kapisa, province agricole riche, grenier à blé et à bois de Kaboul, les Français aident à reconstruire les *karez*, bien que ces canaux souterrains d'irrigation facilitent l'évasion ou la pénétration d'insurgés. Accompagnée de distribution de matériels agricoles, cette approche est sans doute subie par une population qui n'en pense pas moins. En Afghanistan, tout civil demeure un suspect en puissance…

Autre forme d'aide concrète, l'assistance médicale gratuite (AMG, sur le modèle algérien) est déjà comprise dans ces missions civilo-militaires, illustration de la volonté affichée par le général Petraeus et dans les traditions de nos troupes de marine « d'humaniser notre présence en apportant un peu d'aide et de développement là où l'on passe ». Lyautey disait déjà : « Donnez-moi un médecin, je vous rendrai un bataillon. » Cette recette coloniale, citée parmi les troupes françaises, est illustrée par les sections médicales des unités engagées sur le terrain. Ainsi, si l'AMG du 8e RPIMa traite 5 soldats français polycriblés par des IED en 2008, elle effectue 37 évacuations sanitaires et donne 1 000 consultations au profit de la population[478]. Le capitaine Benjamin Leroy, responsable de l'OMLT installée dans la COP 51 témoigne, en février 2011, de l'utilité de cette aide médicale, une fois le secteur sécurisé, c'est-à-dire l'installation pendant plusieurs jours dans une maison de village : « Nonosse, l'infirmier, commence son manège bien rodé maintenant. Il demande à chaque personne de la maisonnée s'ils ont des problèmes de santé. Il les informe de la possibilité de se faire soigner gratuitement sur tous les camps français. Les bouseux du village n'ont jamais fait les cinq kilomètres qui les séparent de la COP et ne savent même pas où elle se trouve. La population commence à arriver pour se faire soigner, mais comme il n'a pas suffisamment de matériel il les renvoie vers la COP. La méthode paye, trois semaines après, les Français sont toujours dans la zone et la tiennent et les civils affluent sur la COP[479]. » Les femmes-soldats (moyenne de 1 % de la

garnison de Tagab) sont appréciées pour la communication, la comptabilité, mais aussi pour l'AMG où elles accueillent à l'antenne médicale, à l'entrée de la FOB, en compagnie d'infirmières et parfois de femmes médecins, les parturientes ou les Afghanes souffrant de maux divers[480].

En bref, du muscle associé à la diplomatie, à la sociologie et à l'économie de marché. Le simple fait d'acheter sur place fruits, légumes, eau minérale, œufs et autres produits, à l'inverse des Américains qui font tout venir de leur pays, est un geste simple facilitant le contact[481]. Prendre en compte l'environnement socioculturel afin de convaincre la population que son intérêt n'est pas le retour des taliban au pouvoir relève de la tradition française. Le contact se fait village par village, selon la méthode de la tache d'huile de Gallieni et de Lyautey, en gagnant la confiance des *maleks* et des imams, en sécurisant la vie économique… Apprendre le nom des chefs de village, des commerçants et quelques expressions locales, c'est aussi une vieille recette coloniale. Rouvrir les marchés ne tient pas du néocolonialisme. L'Afghanistan est un pays souverain qu'il faut remettre sur les rails et non un pays conquis.

La contre-insurrection conduit à des réalisations effectives. Ainsi, pendant l'hiver 2008-2009 marquant un ralentissement dans l'affrontement en raison des rigueurs du climat montagnard, les hommes du camp Morales-Frazier (chasseurs alpins du 27e BCA essentiellement) se distinguent en construisant une route goudronnée dans la vallée de l'Afghanya qui fait sa jonction avec la MSR de l'axe Vermont. Elle double sur 15 kilomètres, soit un cinquième de sa longueur totale, la piste-fondrière reliant l'est et le nord de la Kapisa. Les troupes américaines, qui ont stationné dans le même camp peu de mois auparavant, avaient été incapables de réaliser un tel ouvrage, estime Julian Borger, envoyée spéciale du quotidien anglais *The Guardian*. Elle est admirative, par ailleurs, des aides apportées à la population en nourriture et en soins médicaux par des soldats français avenants[482]. Et ce, au nez des taliban et du Hezb-e-Islami. Parallèlement, des troupes de l'ANA et des policiers de l'ANP effectuent ce qui ressemble fort au modèle colonial des tournées de police et de recensement de population, sous la protection des mortiers français et de deux hélicoptères de l'OTAN. En près de huit mois, les Français distribuent en Kapisa 60 tonnes d'aide humanitaire, assurent

2 200 consultations médicales et dépensent 85 000 euros dans des chantiers de reconstruction (dispensaire, école, mosquée)[483].

En 2009, l'aide de la France passe de 11 à 45 millions d'euros au profit de l'Afghanistan. Un effort particulier est fait en faveur du branchement au réseau électrique et pour la seule Kapisa les Français établissent 35 kilomètres de câbles, élément indispensable de l'accès à la modernité. Une partie de cette somme est aussi destinée à reconstruire une partie du district de Surobi au bénéfice de 1,5 million d'Afghans qui n'ont ni électricité ni eau potable. Pour ce faire, Pierre Lellouche, représentant spécial de la France en Afghanistan et au Pakistan avant sa nomination au gouvernement lors du remaniement de juin 2009[484], envisage d'accompagner la contre-insurrection selon les mêmes méthodes que celles préconisées par le président Obama en matière d'assistance agricole et de construction d'infrastructures. C'est-à-dire faire appel à de jeunes retraités ou à des volontaires ayant une expérience du développement et qui ne craignent pas de s'exposer dans un milieu non sécurisé[485]. Cependant, tout ne peut venir de l'extérieur dans un pays qui se méfie de façon traditionnelle des étrangers. L'idée est bien d'éviter l'assistanat et d'intéresser les Afghans à leur propre développement, sans verser dans un travers colonial lié à une quelconque notion de corvée. De sorte que pacifier à l'aube du XXIe siècle coûte cher : pour le seul bourg de Surobi, la garnison française de Tora verse 5 dollars par jour à tout paysan qui accepte de creuser, à l'aide de pioches et de pelles généreusement distribuées, des rigoles destinées à capturer l'eau de pluie afin de planter des amandiers en terrasse, comme à Nijrab[486] – il faut toujours avoir à l'esprit qu'un Afghan ne s'achète pas, il se loue. Il s'agit d'encourager les initiatives locales en matière de développement, dès lors qu'elles résistent à la tentation du détournement de l'aide internationale. L'archétype en est l'ONG afghane Afghanistan Demain, dirigée par un Franco-Afghan : installée dans les quartiers les plus pauvres de Kaboul, elle distribue un repas par jour à des élèves avides d'apprendre à lire et à écrire[487].

Cette *French touch* se heurte cependant à la politique de terreur pratiquée par les taliban. Ainsi, le 16 novembre 2009, lors d'une *shoura* au bazar de Tagab entre des « barbes blanches » et des militaires français en présence du général Marcel Druart, à propos des nouveaux projets de

développement, deux roquettes tirées de fort près font 12 morts et une trentaine de blessés parmi les civils. L'idée de se concilier la population a bien souvent été un leurre, particulièrement en « zone verte » où les VAB sont parfois « caillassés ». Le 16 juin 2010, dans un village près de Tagab, le sergent Christophe Tran Van Can note : « Notre colonne est regardée, dévisagée. Deux mondes qui s'effleurent, se croisent, se chevauchent. On se regarde à peine. Je ne suis pas très à l'aise… […] Ici, j'ai le sentiment inverse que nous les gênons, qu'ils ne veulent pas de nous. Mais je m'en moque. Vraiment, je ne suis pas ici pour faire du social mais juste assurer la mission, et cette mission c'est une mission de combat. […] Quelles que soient les intentions de l'OTAN, ici nous sommes perçus comme une armée d'occupation[488]. » Bientôt, le syndrome « vert contre bleu » frappe à leur tour les troupes françaises à compter des 5 tués et des 14 blessés du 20 janvier 2012 (3 du 93e RI, et 2 du 2e REG) sur la COP de Gwan, près de Tagab, siège d'une OMLT.

De la *French touch*, au moment du rembarquement, il reste cependant l'œuvre, admirable, accomplie par le personnel de l'hôpital militaire de Kaboul. Situé en bordure des pistes de l'aéroport, il est sous responsabilité française depuis le 1er octobre 2012. Comprenant trois blocs opératoires et un tri des blessés pour ceux qui seront transférés vers la France, il a une entrée directe sur le tarmac, ce qui le rend plus efficace. Il sera en 2014 la dernière position française évacuée. 120 personnes y travaillent, 24 heures sur 24. Seul établissement étranger à agir de la sorte, on y soigne les soldats de la coalition et de l'ANA, mais aussi des insurgés blessés et des Kaboulis.

Le retrait français

Au lendemain de l'annonce de la mort de Ben Laden, Alain Juppé se fait l'écho de la classe politique. Il estime qu'il faut « prendre le temps de la réflexion[489] » et aider le gouvernement afghan, mais que le retrait est souhaitable avant 2014. Peu après, le 29 juin 2011, le Parti socialiste remercie les services de l'État pour la libération des deux otages, Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier après 547 jours de détention. En fait, depuis le 23 juin, le président Sarkozy a fait savoir que la France s'alignait sur la position américaine définie par le discours de la veille de son

homologue américain. Au sommet de Bruxelles, le vendredi 24, il ajoute qu'il envisage un retrait anticipé avant 2014 : « Avec le président Obama, nous faisons la même analyse. La mort de Ben Laden est un coup très sérieux porté aux terroristes, le transfert des responsabilités aux Afghans fonctionne bien et la situation sécuritaire dans certaines provinces […] s'améliore. Nous avons donc décidé d'en tirer les conséquences et de ramener à la maison un certain nombre de nos soldats[490]. » Le 11 juillet, en se rendant sur la FOB de Surobi (ex-Tora), le chef de l'État précise le calendrier de retrait. Ce que confirme son successeur, François Hollande, le 25 mai 2012, sur la FOB de Nijrab, évoquant « une décision souveraine » de la France et en distinguant des autres les hommes des « troupes combattantes » qui doivent rembarquer avant Noël 2012.

Le chef des armées ayant ordonné, la cause est entendue. Par manque de détermination initiale, en butte aux critiques d'une opinion publique lasse, les politiques ne tiennent pas compte du travail qui reste à accomplir, dès lors que les instructeurs occidentaux servent de cible et que par la méthode Coué on veut se persuader que les forces de sécurité afghanes sont à même de remplir toutes leurs missions… Foin de la langue de bois, les officiers que j'ai interrogés récemment, dont les plus impliqués sont ceux des OMLT, jugent ce retrait trop précoce : l'ANA a fait d'indéniables progrès mais reste insuffisamment formée et la police afghane n'est pas encore fiable. Politiquement incorrect, ce sentiment d'amertume, d'inachevé, ne peut pas s'exprimer. Mais il n'est plus question de jouer les « brav' petits soldats » en rembarquant les derniers. Les taliban ont l'intelligence de pratiquer une stratégie d'attente pour laisser les Français se retirer le plus vite possible, en attendant les échéances de 2014 lorsque les Afghans seront entre eux…

Le 19 octobre 2011, une grosse compagnie de réserve du 2e REP, 194 légionnaires, est la première à se retirer. Fin mars 2012, le détachement de drones Harfang rejoint la base de Bagram en même temps qu'une compagnie du 1er RI. Le 10 juillet suivant, les trois derniers Mirage 2000-D regagnent leur base de Nancy. Le 31 de ce même mois, la FOB de Surobi passe sous responsabilité de la 3e brigade du 201e corps d'armée de l'ANA et les 350 derniers soldats français quittent le district de Surobi sous contrôle afghan depuis avril 2012. À Warehouse, la France entretient

pendant quelques mois une Quick Reaction Force (force de réaction rapide) prête à intervenir à la demande de cette 3e brigade. Le CPA 30 et un Caracal de l'armée de l'air continuent d'assurer la sécurité du bataillon logistique « Voie sacrée », le 516e régiment du train de Toul, aux ordres du lieutenant-colonel Philippe Lecubain. Il a la lourde responsabilité d'organiser, à l'été-automne 2012, 14 convois par semaine, soit 900 véhicules (dont 500 blindés) et 1 400 conteneurs. Ce qui relève de l'exploit, en tenant compte, en amont, de la préparation planifiée par le bataillon logistique de Warehouse. Pour un coût total du retrait de 500 millions d'euros, la France, imitée à compter de décembre 2012 par les Britanniques utilisant l'aéroport de Tachkent, en Ouzbékistan, a choisi la voie de la sagesse afin d'éviter l'encombrement du port de Karachi et les maîtres chanteurs pakistanais : l'essentiel se fait par la voie des airs (moyenne de 6 vols/semaine), en louant des gros Antonov 124 ukrainiens qui volent jusqu'à la base française d'Abu Dhabi[491]. Les conteneurs prennent ensuite la direction de Toulon par voie maritime. Une partie du fret le plus lourd est aussi évacuée par le rail à travers l'Asie centrale et la Russie.

Le 19 octobre 2012, le pavillon est amené à Tagab. Le 20 novembre suivant, à 10 heures, le 16e BCA et des détachements de sapeurs des 13e RG et 19e RG font de même à Nijrab. Un peu plus de 200 GI apportent un soutien aux forces de l'ANA, 7 500 hommes en Kapisa. Y compris les médecins, restent en Afghanistan 1 400 hommes chargés du matériel, dont le retrait s'effectue graduellement en 2013, en même temps que les équipages des quatre derniers hélicoptères.

Une culture de guerre

Ces moments forts partagés ensemble dans un pays farouche soudent davantage la famille militaire, riche d'une culture de guerre spécifique. Dès 2001, la « campagne » d'Afghanistan est reconnue et vaut le titre de double campagne pour les titulaires de la Valeur militaire.

Un vocabulaire spécifique

Les unités projetées en Afghanistan héritent d'une longue tradition militaire qui forge les meilleures troupes[492]. Le lien entre Afghanistan et Algérie reste assuré par la conservation d'un certain nombre d'expressions. Le mot « bled » désigne les villages ou la campagne afghane. Les paras conservent « droper le djebel », ce qui signifie être largué par hélico sur une zone de saut. Un terme issu de la terre algérienne fait florès : « choufer », ou observer. Avant toute opération, il faut prendre soin de repérer les « choufs » de l'ennemi, ou observateurs potentiels (bergers…). Être « bunkérisée » se dit d'une unité qui se calfeutre dans sa base au confort moderne, version locale de ce qu'on appelait pendant la guerre d'Algérie la « politique du bordj » (fortin). Un mot dont l'origine se perd, celui de « sonnettes », ou sentinelles postées à des points clé, possède un double sens. Les taliban disposent également de « sonnettes » en grand nombre autour des positions de la coalition. Ces guetteurs indiquent les mouvements de troupes et de véhicules. Ils sont installés autour des bases et postes avancés, mais aussi en dispositifs d'alerte à l'entrée de vallées ou de villages ou sur les crêtes avoisinantes.

Des multiples opérations de projection de puissance en Afrique, au Liban ou dans les Balkans, l'Afghanistan hérite d'expressions passées dans le langage commun. « Vol bleu », à destination immédiate de la métropole pour suites disciplinaires éventuelles, désigne le sort réservé à un militaire qui constitue, par exemple par abus de boisson dans une base où tout le monde est armé, une menace pour la sécurité de ses camarades. Il devient alors un « caporal stratégique » dont la bavure ou le comportement porte atteinte à l'image même des forces armées jusqu'au plus haut niveau. Il va sans dire que tout homme tenté par « l'herbe », que vend sur son étal un adolescent, devant une FOB, connaît la sanction du « vol bleu ». Les ordres sont très stricts : tolérance zéro. Les salles de sport dans les bases permettent d'évacuer le stress du combat ou une trop grande tension. L'expression « vol blanc » désigne une évacuation sanitaire vers la métropole pour les blessés graves. À ne pas confondre avec « *9 line* » : un message radio issu de l'anglais pour désigner une évacuation sanitaire urgente. Ce message est précis, car il contient en complément la description

de l'état du blessé et s'il faut prévoir une évacuation immédiate vers l'hôpital militaire français de Kaboul.

Toutes les armes et spécialités développent en Afghanistan des signes distinctifs qui se retrouvent dans leur vocabulaire. Ainsi pour les commissaires des armées de terre et de l'air, une expression apparaît : « l'affaire est dans le trou du cul de l'âne » (variante « le dossier est dans le tuyau ») signifie que « l'affaire est lancée ». La particularité peut concerner également de petites unités, telles les compagnies, devenues des « coy », abréviation de *company* comme la « coy reco » (compagnie de reconnaissance). La « coy » désigne également une équipe OMLT. Elle est forte de 6 ou 34 « pax » français. Cette abréviation, initialement réservée à tout « personnel pour le maintien de la paix », finit par désigner tout personnel sous l'uniforme.

Des termes issus des langues locales sont également utilisés. *Tchai mekhorid* (« Je vous offre un thé ») est une phrase souvent entendue lors des *shouras*. *Inteqal* est un mot afghan signifiant « transition », euphémisme relatif au retrait des forces de la coalition.

Nouveau témoin du recul du français apparaît un sabir otanien, vraie « novlangue » selon *1984* de George Orwell. Un jeune officier parachutiste, qui veut garder l'anonymat, nous a avoué que, chargé de rédiger le JMO (journal des marches et opérations) de son unité, il plaint sincèrement les historiens qui y auront accès : le langage sera incompréhensible, car outre la surabondance de sigles, c'est une langue de mutants qui apparaîtra, mêlant à un français résiduel des mots et expressions otaniens passés dans l'idiome commun. Ainsi, les instructeurs français « mentorent »[493] des soldats de l'ANA au sein des « omelettes » (OMLT).

Les sentiments des combattants

L'étude de la culture de guerre débouche sur la problématique des sentiments des combattants. Cette guerre, c'est la leur et ils l'ont faite.

De soldat de métier à combattant en campagne, quelques détails révélateurs : à la veille d'embarquer dans un Airbus A330 ou A340 de l'escadron Esterel en partance pour l'inconnu, outre le groupe sanguin qui doit être indiqué sous le gilet pare-éclats, chaque soldat reçoit, pendue à son collier fait de petites billes d'acier, sa plaque d'identification dont le tiers

inférieur peut être détaché et vissé sur un cercueil en cas de décès. Le caporal-chef Sené, du 27e BCA, marié, deux enfants, d'origine sénégalaise, déclare être fier d'aller gagner 3 000 euros par mois pour offrir à son épouse un logement décent à son retour[494]. Pour la même somme (2 700 euros versés sur son compte et 300 autres donnés sur place), le caporal F. M., célibataire, se dit prêt à repartir au pays des turbans noirs quand il sera sorti de l'École des sous-officiers de Saint-Maixent. Le départ a un goût d'aventure, on attend « le baroud » afin de savoir ce que l'on vaut sous le feu. C'est l'exaltation du premier accrochage où monte le taux d'adrénaline.

Mais combien sont-ils à être dans le même état d'esprit ? C'est « la peur de revenir dans une caisse », selon une expression familière de toutes les guerres, qui fait de l'« Afgha » autre chose qu'une promenade exotique. Seuls les menteurs ou les imbéciles n'éprouvent pas la peur, le tout est de savoir la dominer. Elle apparaît avant ou après l'action. Ce n'est pas tant les balles ou les éclats qui sifflent à vos oreilles que le spectacle de camarades déchiquetés devant soi qui impressionne. C'est aussi la peur du « coup tordu » en « zone verte » où on ne sait jamais qui est qui, c'est le qui-vive permanent dès que l'on mène des opérations d'infiltration ou que l'on accompagne une « Cimic ». Par ordre de gradation pour les FOB, on a plus de chance de se faire « allumer » en sortant du camp à Tagab, qu'à Tora et Nijrab. Quant à Warehouse, ce camp fait figure de petit Éden où l'on vient « récupérer » 48 heures au bout de quatre mois de « bled », en appréciant le restaurant français, dont l'entrée est marquée par une petite tour Eiffel. Toutefois, comme leurs prédécesseurs d'autres conflits, le soir, de retour à la FOB, quand « on ne la ramène plus », on compense par quelques bières bien fraîches et une bonne bouffe. Géraud Burin des Roziers montre ce défoulement au camp de Tagab où la bière coule à flots avant que n'arrivent, donnés par les Américains, pinces de crabe et homards grillés.

Due à des veilles interminables, une tension permanente dans une FOB sans lumières extérieures la nuit et des missions à répétition font que la fatigue fait redouter les tirs fratricides sur des camarades engagés dans les ruelles d'un village. Dans les deux derniers mois surtout, on songe avant tout à rentrer intact. Est redoutée la dernière patrouille de nuit, la dernière « reco ». « Je commence à en avoir ras le c… », lâche un soldat de 22 ans lors d'une mission à l'aéroport de Kaboul en juillet 2009[495]. « Qu'est-ce

qu'on fait là ? » confie le général Patrick Desjardins dans son témoignage cité. Il précise après une mission en mai 2009 à Kaboul et Kandahar : « On est comme une pièce rapportée dans un univers qui n'est pas le nôtre et dans lequel on n'est pas le bienvenu ».

Le cafard, ce compagnon de guerre bien connu, peut surgir à tout moment. L'avantage du soldat professionnel, c'est qu'il n'espère aucune « quille » hypothétique. Il sait qu'il est là pour un séjour de six mois. Phénomène de génération : le soldat moderne ne peut être coupé des moyens de communication. Le ministère de la Défense a tenté d'endiguer ce besoin de s'épancher sur le Web par une brochure précisant ce qui peut être dit ou non. On sensibilise les hommes sur les dangers de trop en dire, sans pouvoir empêcher la multiplication des blogs privés[496]. Ce besoin vital de communiquer de façon quasi permanente, de s'épancher sur la « Toile » permet, en racontant un peu du quotidien, d'évacuer l'ennui ou le stress. Par Internet, les militaires confient leur vie quotidienne, illustrée de photos. Grâce aux webcams, ils peuvent voir l'être aimé, le dernier-né… Ce lien a un effet pervers : il émiette le mental de l'homme au combat qui se sent moins impliqué dans la mission par ce regret permanent de son ailleurs à lui, de son chez-soi.

Tous ont un besoin viscéral de rester en contact avec l'arrière, cette métropole à la fois lointaine et si proche. L'heure du courrier est toujours attendue : lettres familiales, mot d'un camarade blessé qui écrit depuis un centre de convalescence de la métropole, carte postale d'un autre qui « en bave » en entraînement commando à Djibouti… L'ouverture des colis revêt une grande importance pour le bon moral de la troupe. Ce paquet enveloppé de papier kraft, c'est le lien familial. C'est aussi un symbole de solidarité des « frères d'armes », par le cérémonial de son ouverture et partage de ce qu'il contient (du foie gras à Noël par exemple). La presse étant interdite dans les FOB, c'est parfois par la famille que l'on a des nouvelles de la guerre et du monde. La voix des siens est aussi présente grâce au téléphone portable personnel : « Le portable, c'est comme avoir sa femme dans sa poche », précise un soldat[497]. L'arrière n'est plus un paradis perdu, il est là pour soutenir en permanence le moral de la troupe.

Confiné dans sa FOB où les heures de récupération paraissent parfois interminables, le soldat a peu de contact avec l'ANA ou la population. Il dit, comme en Algérie, « faire la guerre sans haine », il déplore qu'on

l'empêche de la mener avec hargne pour « casser du *taleb* ». Certains en viennent même à regretter ce badge américain à tête de mort, une hache enfoncée dans son turban. Ce badge illégal porté en Afghanistan reprend le modèle de la célèbre maxime du général Sheridan à propos des Indiens : « *The only good taliban… is a dead taliban*[498] » (« Seul un taliban mort est un bon taliban »). Bien que non soumis à la plaie des *caveats*, le combattant enrage d'être empêtré dans toutes sortes de règlements, onusiens ou otaniens, au moment où l'ennemi le tire comme un pigeon ou le piège par des IED de plus en plus diaboliques. Mais, dans le même temps, on lui a appris à dominer ses nerfs et à tenir compte de la contre-insurrection. Dans quelle mesure cela est-il possible au crescendo de la guerre en dehors des cadres des OMLT ? Toutefois, certains, comme ce brigadier-chef du 1er REC interrogé le 23 juillet 2009, finissent par se sentir vraiment concernés par l'assistance aux populations.

Autre sentiment exprimé avec difficulté en dehors du milieu militaire, une quasi-unanimité, parmi les témoins, à propos de la rareté des décorations. Ils n'attachent, pour l'heure, aucune importance à la médaille de la FIAS, accordée à tous ceux qui ont fait un séjour réglementaire en Afghanistan. Ils déplorent qu'elle ne porte aucune mention spécifique distinguant le contingent français en Kapisa ou Surobi. Tous regrettent que l'on prenne désormais les chefs de corps pour des irresponsables, incapables d'attribuer eux-mêmes des récompenses sur le front des troupes en Afghanistan. Mais ils manifestent leur émotion quand sont attribuées Valeur militaire, Légion d'honneur ou Médaille militaire aux soldats morts pour la France.

L'hommage aux blessés et aux morts

Le 8 décembre 2012, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, accompagne 153 soldats français rentrant d'Afghanistan. Au « sas » de Paphos, à Chypre, deux à trois jours dans un cinq-étoiles pour commencer à se reconstituer mentalement et physiquement, il leur dit simplement : « C'est avec le sentiment du devoir accompli que vous rentrez en France. » Il va falloir beaucoup de temps pour intégrer le vécu de cette campagne hors normes. Le soldat d'Afghanistan se livre facilement, sa famille le

trouve parfois trop bavard, il aime partager avec ses « potes » de la même unité des souvenirs communs. Mais, pudeur traditionnelle du vrai combattant, il est des blessures cachées, des expériences incommunicables, la mort donnée ou celle d'un camarade haché par un IED. Est douloureux le cas des « blessés psychiques », un quart des admissions à l'hôpital militaire de Percy, atteints du PTSD ou « syndrome afghan », pour reprendre le titre d'un reportage de Caroline Fontaine et Camille Le Pomellec[499]. Le PTSD (*post-traumatic stress disorder*), ou traumatisme post-combat, est à l'origine de cauchemars récurrents, d'agoraphobie, de tendances suicidaires et d'agressivité occasionnelle. Ce type de stress est estimé officiellement à 1 % (500 hommes[500]) des Français envoyés au pays de l'insolence. Ce pourcentage est sans doute sous-estimé, il doit être plus proche des 3 % des Allemands, mais inférieur aux 5 % des Britanniques et aux 15 à 20 % des Américains dont les soldats restent un an en Afghanistan. Ce qui reconduit une autre forme de « syndrome vietnamien » marqué par une surconsommation de psychotropes. Une préparation psychologique avant le départ, puis le « sas » de Paphos[501] apparenté à de la sophrologie et un suivi psychologique permettent de réduire les risques ; notamment depuis 2004 grâce à la Cellule d'intervention et de soutien psychologique de l'armée de terre (Cispat). Elle prend en charge les soldats dès leur retour en métropole, comme ce fut le cas après les rudes combats de 2008 pour les soldats atteints de troubles psychiques[502].

Prendre en considération ces névroses de guerre est nouveau et dénote par rapport au précédent algérien. De même, la Défense n'abandonne pas les soldats amputés, qui avaient accepté l'idée, liée au risque du métier, de revenir dans un « sac à viande », mais pas celle d'être diminué d'une partie d'eux-mêmes. Pour eux, comme pour les grands brûlés et les « gueules cassées » évoquant leurs aînés de 14-18, « il faut apprendre à vivre avec ça ». Le 30 mai 2012, à l'hôpital militaire Percy, imitant son prédécesseur, François Hollande vient rendre hommage aux 700 blessés français en Afghanistan depuis 2001. Le 9 juin, le JT de 20 heures de France 2 s'intéresse aux « blessés en opérations » à l'hôpital Percy. Les hommes interrogés déclarent être fiers de la mission accomplie en précisant que, conscients des risques inhérents à tout engagement, ils ont cependant peur que la nation les oublie. L'un d'eux, amputé d'une jambe, cite Clemenceau à propos des grands blessés de guerre : « Ils ont des devoirs sur nous. » Un

chirurgien explique que la médecine militaire est des plus efficaces, que six blessés graves sur sept ramenés d'Afghanistan sont sauvés. Ce que m'a confirmé, dans son témoignage cité, le colonel Jérôme Goisque : pour la campagne d'Afghanistan, le service de santé est d'une exceptionnelle qualité. Dans la phase de préparation avant la projection sur le terrain, chaque combattant est informé des premiers secours et apprend les gestes qui sauvent (chacun reçoit un « kit » de secours, dont un garrot). Une fois sur place, il est important qu'il sache qu'il a à ses côtés des médecins et des infirmiers de la médecine de l'avant. En 6 heures, un blessé grave est sur la table d'opération à Kaboul et, si son état le demande, il est en 12 heures à Percy. En 2011, par rapport au conflit libyen très médiatisé, et sans doute après le retrait français d'Afghanistan, les blessés français ont le sentiment d'avoir fait une guerre oubliée, sans être soutenus par l'opinion publique[503]. Un dessin de Plantu dans *Le Monde* résume tout : on voit un soldat français apparaissant dans la lucarne de la télévision et qui dit : « Bonjour à tous ! Je viens d'être tué en Afghanistan ! » ; une famille, à table, qui lui tourne le dos, s'écrie : « C'est quoi, ce concombre[504] ? »

Un dernier élément traduit que nous sommes bien en présence d'une nouvelle génération du feu : le monument aux morts et l'hommage qui leur est rendu. Placé à côté de plaques commémoratives d'autres nations ayant subi des pertes, le monument français se trouve au sein du camp de Warehouse. Il s'agit de deux plaques de marbre gris, à gauche de l'allée centrale. Décorée des drapeaux français et afghan, la première porte les noms des 14 soldats tombés au champ d'honneur du 31 août 2004 (caporal Murat Yagci) au 21 septembre 2007 (adjudant-chef Laurent Pican). Sur la seconde, surmontée du drapeau national et du sigle OTAN, sont inscrits les noms des tués du combat d'Uzbin avec le nom de leur unité, à l'inverse de la première où figurent seulement les mentions « Armée de terre », « Armée de l'air » (caporal-chef Sébastien Planelles) et « Marine » (premier-maître Loïc Le Page, chef de groupe du commando Trépel)[505]. Depuis Uzbin, d'autres noms ont été ajoutés.

Ce qu'attendent surtout blessés, orphelins, veuves de guerre et anciens de la campagne d'Afghanistan, c'est la reconnaissance de la nation. Elle est tardive, mais manifeste par rapport à la guerre d'Algérie et les diverses « opex ». Le tournant, le mardi 19 juillet 2011, est l'hommage national rendu aux sept tués français entre le 11 et le 14 juillet. C'est la reprise du

rituel depuis les morts d'Uzbin : descente des Champs-Élysées, pont Alexandre III, messe à Saint-Louis des Invalides (homélie de l'évêque aux armées qui rappelle qu'un soldat ne s'appartient pas mais appartient à la nation). Et ce, en présence du président de la République, du Premier ministre et du gouvernement et des présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale. Les honneurs militaires sont rendus sous la pluie et ponctués d'un discours de Nicolas Sarkozy (il a reçu les familles à l'Élysée, le matin) dans la cour d'honneur des Invalides. Différence notable par rapport à 2008, les tués ne sont pas présentés comme des victimes, mais bien en soldats morts pour la France. Le Président ajoute sur un ton évoquant les proclamations de l'Empereur à la Grande Armée : « Soldats, vous n'êtes pas morts pour rien, car vous vous êtes sacrifiés pour une grande cause, vous avez défendu les plus belles valeurs de votre pays, vous avez combattu dans une guerre juste, engagée contre une tyrannie qui emprisonnait tout un peuple. » Et de préciser : « L'armée française est l'expression la plus achevée de la continuité de la nation dans l'histoire […] et d'une certaine idée de l'homme ancrée en elle. L'armée française n'est pas séparée du reste de la nation, car l'armée française fait corps avec la nation française […]. Soldats, vous rejoignez la longue cohorte des hommes tombés au champ d'honneur, vous êtes le visage meurtri de la France. […] Vous avez vécu et vous êtes morts en hommes libres. […] Honneur et patrie, la France tout entière s'incline sur vos cercueils[506]. »

Depuis cet hommage, une tradition se met en place sur le pont Alexandre III : avant de se rendre aux Invalides où le drapeau est mis en berne, le convoi funèbre venant d'Orly ralentit, des anciens combattants et des civils s'inclinent. Ce désir de ne plus cacher la mort du soldat est nouveau sous la V^{e} République. On se souvient qu'en 1995 en Bosnie les cérémonies avaient eu lieu à huis clos et très peu d'images nous en étaient parvenues. Dernier geste fort, le président François Hollande décide, le 11 novembre 2012, à l'Arc de Triomphe, de fédérer tous les morts pour la France autour du grand mort de 14-18 : l'appel des 13 tués depuis un an au pays de l'insolence. Pour rallumer la flamme, le chef des armées est entouré de deux orphelins de pères tués en Afghanistan. Fermez le ban !

État de droit et narco-État

À l'heure du retrait de la coalition où l'Afghanistan joue son destin, on pourrait reprendre le dernier alexandrin de Victor Hugo sur son lit de mort : « C'est ici le combat du jour et de la nuit. » L'État de droit peine à asseoir sa légitimité grâce à ses forces de sécurité. Il n'a pas éradiqué le trafic de drogue, devenu une menace globale à l'échelle mondiale. Rechercher une solution face à ce fléau, c'est également s'interroger sur l'accès à la modernité qui passe par l'école et la cause des femmes. Cette philosophie de l'engagement de la FIAS est résumée en ces termes par Pierre Lellouche : « Il faudra rendre les clés aux Afghans en laissant derrière nous un État stable[507]. »

Pour ce faire, la communauté internationale a déjà beaucoup investi. C'est bien le paradoxe pour ce pays conservateur : la coalition le fait accéder à la mondialisation. Le 8 juillet 2012, à la conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afghanistan, sous forme de dons sur 4 ans, 16 milliards de dollars sont offerts pour des projets de développements civils. Déjà, en avril 2008, le bilan s'établit ainsi : 83 % de la population aurait accès aux soins, contre 9 % en 2004, grâce à 4 000 hôpitaux et dispensaires bâtis depuis 2004 ; le PIB a doublé depuis 2004 ; 100 000 Afghans sont aujourd'hui bénéficiaires du microcrédit ; l'accès à Internet est possible dans 150 villes… Toutefois, outre les destructions dues aux taliban, en dehors d'indéniables réussites, notamment pour les universités, ces chiffres sur la hausse du niveau de vie demeurent bien théoriques. Certes, Kaboul a pansé ses plaies. Ville de 5 millions d'habitants où les constructions neuves faites dans un grand désordre témoignent de son dynamisme, la capitale offre le contraste entre les taudis où sévit une épidémie de sida[508] et les centres commerciaux flambant neufs et les

demeures bâties sur le détournement de l'aide internationale, devenu sport national. À titre d'exemple, le plus grand hôpital de Kaboul, capable d'accueillir 10 000 malades, rénové et agrandi, victime de malversations, de commissions abusives et de matériaux de mauvaise qualité, est devenu une ruine neuve où aucune prise de courant ne tient à des murs fissurés qui suintent d'humidité[509].

L'Afghanistan est toujours en état d'urgence humanitaire : le 3 février 2009, l'ONU lance un plan d'action à hauteur de 604 millions de dollars, dont 50 % consacrés aux besoins immédiats en eau potable, aliments et semences. 60 % des Afghans vivent sous le seuil de pauvreté, soit moins d'un dollar par jour, et 78 % n'ont toujours pas accès à l'eau. D'où des décès de 25 % supérieurs à ceux dus aux violences de guerre. Aux quarante ans d'anarchie et de conflits s'ajoutent une série d'années sèches, dont 2007 qui détruisit 85 % de la production de blé. De Genève, le sous-secrétaire général aux urgences humanitaires de l'ONU, John Holmes, indique qu'en 2008 l'Afghanistan a dépendu au tiers du programme alimentaire mondial et des ONG, dans un pays où 80 % des activités relèvent du secteur primaire[510]. Trois ans plus tard, seuls 4 % des terres afghanes sont irrigués. Prendre en considération ces chiffres, c'est mesurer combien est précaire cet État, dont l'économie est sous perfusion tout comme l'ensemble de l'administration dépend encore de l'assistanat international.

Vers l'État de droit ?

Le premier devoir de l'État est d'assurer la sécurité en usant de ses pouvoirs régaliens : police, justice, armée. La FIAS entend forger un outil de guerre et de sécurité crédible qui aurait dû atteindre les 380 000 hommes début 2013. Encore faudrait-il inspirer confiance en cessant d'apparaître comme une armée d'occupation. Comme le remarque le commandant Amin Wardak, ancien héros de la lutte contre les Soviétiques : « Les militaires ? Je les sens perdus. Ils courent derrière la population afghane qui recule devant eux parce qu'elle a peur[511]. »

Une armée fragile : l'ANA

La naissance de l'ANA doit tout aux États-Unis et à leurs alliés, particulièrement français, tout d'abord au sein de l'OEF. Le poste budgétaire principal des Américains à l'égard de l'Afghanistan concerne ses forces de sécurité, soit 2 milliards de dollars par an. L'ANA, dont le recrutement dépend du volontariat, voit ses effectifs croître davantage qu'à l'époque du parrain soviétique : de 80 000 hommes en février 2008, ils passent à 172 000 hommes en janvier 2010[512]. Mais une armée ne vaut que ce que valent ses cadres. Depuis février 2003, la mission *Épidote*, forte de 45 personnels, permet aux Français d'instruire des officiers afghans. Trois bataillons de l'ANA sont ainsi formés de juin 2002 à février 2003. Il a fallu tout apprendre aux futurs militaires afghans (hors du maniement de l'AK-47) et tenter de transcender les rivalités ethniques[513]. Vitrine du savoir-faire français, *Épidote* concerne ensuite l'instruction des officiers supérieurs. Dans le cadre de la FIAS, la formation initiale de l'ANA dépend des OMLT. En 2009, sur les 52 OMLT sous commandement OTAN ou ANA, 7 sont sous la responsabilité de 405 Français. En bref, les Français ont formé les 31e, 32e, 33e, 34e, 35e et 36e *kandaks* (bataillons) afghans.

Début 2009, le 201e corps de l'ANA est certifié « CM1 » par l'OTAN, qui lui reconnaît ainsi une autonomie le rendant apte à conduire des opérations. Pour que cette armée soit crédible, encore faut-il avoir pour elle un peu de considération et ne pas tomber dans le travers des Soviétiques envers leurs vassaux afghans au temps de l'occupation. Si les Français et d'autres cadres européens font des efforts dans ce sens, les Américains affichent un certain mépris et commettent bien des maladresses. Ainsi, avant le syndrome « vert contre bleu », à l'aéroport militaire de Kaboul (dont une moitié est gérée par l'ANA), dès qu'un représentant de celle-ci veut entrer en zone OTAN, il doit passer sous un portique et subir une fouille au corps quel que soit son grade – ce qui n'est pas le cas lorsqu'il s'agit, en sens inverse, d'un combattant de la FIAS. Cette troupe prend parfois des allures d'armée de Bourbaki : uniformes américains trop grands qui font ressembler les Afghans à des personnages de dessins animés, des baskets au lieu de rangers… Toutefois, l'armée afghane connaît en août 2009 un premier succès, politique : c'est elle qui assure l'essentiel de

la sécurité des bureaux de vote lors des élections présidentielles et régionales. En 2012, dans Kaboul, nous l'avons vu, les forces de sécurité afghanes, certes soutenues par les moyens aériens de la coalition, ont pu damer le pion aux terroristes.

Cette armée, étrangère aux règlements militaires occidentaux, est plus ethnique que nationale. Elle comporte peu de Pachtouns. En 2014, au départ des Occidentaux, l'ANA ne risque-t-elle pas d'être aux ordres de chefs de guerre tels que l'Ouzbek Dostom, le Tadjik Fahim, ou l'Hazara Mohaqeq ? Début 2011, depuis la COP 51 où il forme des recrues afghanes, le capitaine d'artillerie Benjamin Leroy fait foin de la langue de bois officielle et précise : « Personne ne sait quoi faire de l'ANA, mais on se sépare quand même en espérant que cela va se régler d'un coup de baguette magique. Le problème : l'ANA est censée prendre part à toutes les opérations d'envergure de la brigade française, cela fait partie de la stratégie de l'OTAN et des critères de Karzaï. Mais comme la brigade ne communique pas avec l'ANA et que l'état-major OMLT a du mal à se concerter avec ses homologues afghans, il en résulte que les Français demandent toujours plus d'ANA qu'il n'est possible de fournir. D'où une opération à chaque fois mal préparée, basée sur un postulat faux mais toujours le même. Les Français de cette manière cochent la case "ANA" qui doit être remplie à tout prix sans se préoccuper de ce qu'elle peut réellement faire. Du coup l'ANA se voit attribuer des secteurs loin de l'effort principal mais pas toujours à sa mesure. » Et Benjamin Leroy de conclure devant l'absurde de la situation : « Il faut imaginer Sisyphe heureux[514] ! »

Outre son faible niveau d'instruction – nombre d'officiers ne savent pas lire une carte[515] –, cette armée pluriethnique souffre d'un mal récurrent depuis environ deux ans : les désertions. Selon un rapport semestriel du Pentagone, la moyenne en 2011-2012 est de 50 000 désertions par an, soit 26 % de l'effectif. Ce qui est considérable et représente un déficit de 850 millions de dollars[516] ! Non pas que ces déserteurs passent directement dans le camp d'en face, mais la plupart rentrent chez eux ou se mettent à la solde d'un potentat local ; l'Afghan est un guerrier, pas un soldat de métier. De sorte que les illusions d'une ANA capable d'assurer seule la sécurité du pays tombent d'elles-mêmes si des bases américaines dotées de moyens de lutte antiterroriste ne sont pas maintenues. En effet, selon un rapport de début décembre 2012 du Pentagone au président Obama, une seule des 23

brigades de l'ANA peut agir sans soutien otanien[517]. On conçoit que les effectifs pléthoriques initialement prévus soient revus à la baisse : au 30 septembre 2012, l'ANA compte 182 000 hommes et non les 190 000 espérés. Cette armée est à l'image de la population : elle n'a pas confiance en sa mission parce que l'administration Karzaï se rapproche plus de la kleptocratie que d'une démocratie en devenir.

Outre une armée de l'air en gestation – 82 aéronefs début 2012 (hélicoptères de transport et de combat et avions-cargos) –, les forces armées afghanes bénéficient d'une gendarmerie chargée de contrôler les districts repris aux taliban. Elle est formée grâce au savoir-faire des pays européens membres de la coalition qui disposent chez eux d'une telle force multifonctions. Au sommet de l'OTAN à Strasbourg-Kehl en avril 2009, Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, fort de son expérience du Kosovo où il a vu la gendarmerie à l'œuvre, propose d'envoyer 150 gendarmes français en Afghanistan. Ils sont compris dans l'effectif des 400 à 500 hommes prélevés dans la Force européenne de gendarmerie (créée en 2004). Mais, en raison de divers atermoiements propres à une Europe politique qui continue de se chercher en se dotant d'une présidence insignifiante, 250 d'entre eux seulement sont engagés en 2009. Les gendarmes français agissent en Kapisa et dans le district de Surobi. Ils y apportent la modernité de l'investigation scientifique qui bannit l'usage de la torture pour obtenir des renseignements, au bénéfice de la biométrie et des tests ADN. Et ce, afin de dénicher les *bad guys* et les fabricants d'IED[518]. Ces gendarmes forment, en six semaines, leurs homologues afghans, qui sont dotés des mêmes blindés et matériels que les Européens. La conférence de Londres du 28 janvier 2010 confirme que l'effort consenti par la communauté internationale tend vers l'« afghanisation » de la sécurité.

Une police peu sûre : l'ANP

Également œuvre de longue haleine, la constitution de l'ANP sur le modèle irakien de contre-insurrection suscite bien des interrogations. La police afghane est recréée au début de 2003. À Kaboul et dans les principales provinces, des académies de police forment en moins d'un mois 149 000 recrues entre 2003 et 2008. Depuis 2007, parce qu'ils sont au

contact de la population, les policiers afghans représentent 60 % des pertes de la totalité des forces de sécurité, y compris les unités de la FIAS. Ils sont les premières cibles de la politique de terreur des taliban. Le sommet est atteint en 2012 où, si le nombre des pertes des soldats de l'OTAN a baissé, passant de 282 au premier semestre 2011 à 220 au cours des six premiers mois de 2012, l'ANP subit cinq fois plus de pertes, soit 635 policiers tués.

Cette police est accusée d'abus de pouvoir et d'utilisation de la torture[519]. Selon le journal numérique *The Washington Independent*, qui y a consacré plusieurs articles en septembre 2008, les policiers afghans compensent leur faible salaire (environ 50 à 60 dollars par mois) par des vols commis aux domiciles de suspects et des rackets auprès de commerçants qu'ils sont censés protéger. En 2007, des camionneurs afghans se sont mis en grève pour protester contre les coupeurs de route en uniforme qui leur extorquaient des fonds. Salim Ahmad, chef d'un village de la région de Kandahar, se plaint de ces policiers qui arrivent après la récolte pour réclamer de l'argent aux fermiers[520]. À l'inverse des forces armées recrutées sur le plan national, l'ANP dépend d'un recrutement local qui entraîne bien des compromissions.

Pourtant, des efforts ont été accomplis. Le plan Obama a porté les forces de police afghanes de 76 000 hommes en 2007 à 134 000 en 2011. Dans chaque district a été mis en place un programme de huit semaines intensives d'entraînement à la contre-insurrection, le FDD (*focused district development*), tout en bénéficiant de l'aide de l'IPCB (International Police Coordination Board). Le paiement électronique de la solde et le contrôle des cartes de police atténuent les effets de la corruption. Toutefois, la propension à l'utilisation de la drogue ou à tirer bénéfice de ce trafic est reconnue, en mai 2011, dans un rapport semestriel du Pentagone révélé par le *Los Angeles Times* qui constate, en outre, la permanence de violences contre les civils, même des viols. En septembre 2011, l'organisation Human Rights Watch dénonce aussi : « les graves exactions commises par l'ALP [police locale afghane] et les milices armées soutenues par les États-Unis et le gouvernement afghan[521]. »

La police demeure pourtant indispensable, particulièrement dans les villes et les districts passés sous administration afghane. Le 3 février 2010, sous pression de l'ONU, le gouvernement Karzaï décide de mettre enfin un terme au recrutement d'adolescents de moins de 18 ans[522]. Mais

l'augmentation des soldes reste minime et le recrutement local fait que l'ANP est souvent aux ordres de potentats du cru. Pourtant, l'aide internationale a été conséquente : 1,5 milliard d'euros par an selon l'évaluation du secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer. Sollicitée, l'Union européenne (UE), depuis juin 2007, sous les ordres du général de police danois Kai Vittrup, détache en Afghanistan une mission spécifique pour trois ans : des spécialistes issus de cette mission *Eupol* sont chargés d'« établir une police viable et efficace respectant les standards internationaux[523] ». Ces bonnes intentions butent cependant sur les défauts intrinsèques de l'Europe : ses tergiversations habituelles. Le plan d'action du 27 octobre 2009 de l'UE reste très vague, révélateur des divergences d'une Europe sans nerfs. Le sénateur UMP du Morbihan, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Josselin de Rohan, s'interroge : « Comment être crédibles quand la mission *Eupol*, chargée de former la police afghane, cherche toujours des volontaires et ne compte que 236 personnes sur les 400 promises pour 2008[524] ? »

L'image de marque de l'ANP reste toujours entachée de malversations et d'accusations diverses, notamment pour la gestion des prisonniers. Certes, les Américains, malgré les résolutions de l'ONU en faveur de l'engagement en Afghanistan au nom du droit international, mettent celui-ci entre parenthèses dès lors qu'il s'agit de rechercher des terroristes. Non seulement, malgré les promesses d'Obama, Guantanamo (166 détenus fin 2012) n'a pas été fermé, mais sa succursale au pays de l'insolence, Bagram, centre de détention de Parwan (plus de 3 000 prisonniers), a continué à ignorer le respect de la personne humaine pour les suspects qui y étaient détenus sans jugement[525]. La police afghane, qui hérite de ce centre en septembre 2012, applique également les mêmes méthodes fortes pour obtenir des renseignements. Selon un rapport du 7 septembre 2011 de la Mission de l'ONU en Afghanistan, révélé par la BBC, des détenus sont battus à coups de tuyaux en plastique et menacés d'agressions sexuelles dans les huit prisons gérées par le service afghan du renseignement (NDS) ou par l'ANP. En conséquence, l'OTAN suspend tardivement le transfert de ses prisonniers vers ces centres de détention.

Les milices

Les effectifs de l'ANP ne lui permettent pas d'être partout à la fois. En juin 2009, la FIAS autorise l'ANP à reconstituer ou à entériner l'existence de milices aux ordres des seigneurs de guerre ; la seule condition étant de se plier à un entraînement de trois semaines avant de recevoir un AK-47. Ainsi, un ancien chef des moudjahidine contre les Soviétiques, Tor Gol, rétablit sa petite armée privée dans le Wardak en faisant allégeance à l'administration Karzaï. *The Guardian* du 16 février 2011 note l'omniprésence des potentats locaux et la recrudescence des milices privées. Le recrutement en est aisé : 150 dollars par milicien et une prime d'engagement ou « pot de départ » de 5 000 dollars pour acheter armes et matériels[526]. En 2011, dans le Helmand, elles dépassent les effectifs de l'ANA et de l'ANP et sont responsables d'exactions et de trafics en tout genre. Les Américains encouragent ce type d'initiative qui entre aussi dans le cadre de la contre-insurrection. Dans le Wardak, à Maidan Shahr, le lieutenant-colonel Kimo Gallahue met sur pied une telle troupe d'irréguliers. En pays pachtoun, elle est susceptible de protéger les habitants de ce bourg ayant bénéficié des largesses du plan de reconstruction contre des éventuelles représailles des taliban. Ainsi, sans le savoir sans doute, cet officier supérieur américain illustre une vieille recette coloniale française, remise à l'honneur en Algérie, lors du recrutement des harkis et de la mise en autodéfense de villages. En effet, il a fait appel à onze « vieux sages » pour encadrer le dispositif et le rendre crédible, mais, reconnaît-il, ce système a ses limites si l'ennemi continue de faire peur et s'il est capable d'acheter des complicités locales[527].

Plus proche des milices que de l'ANP, la police auxiliaire locale est créée en 2010 par les États-Unis pour assurer la sécurité dans les communes rurales. Elle correspond à l'« afghanisation » du conflit selon le plan Obama, sur le modèle des 100 000 miliciens levés en Irak. Ces policiers auxiliaires sont nommés par les *shouras* et dépendent du chef local de l'ANP. D'où un recrutement hasardeux, une formation bâclée en deux semaines et de multiples exactions commises : viols, vols, appropriations de terre dans les provinces d'Hérat, de Baghland et d'Uruzgan. L'effectif en août 2012 atteint 16 000 hommes. En raison du syndrome « vert contre bleu » après que deux instructeurs américains sont tués le 17 août, plus trois

marines et trois Canadiens, le 2 septembre, pris pour cibles par des policiers auxiliaires, les Américains suspendent leur recrutement. Ce nouvel échec, preuve de l'infiltration d'insurgés dans les rangs de l'ANP et dérivés, remet en question la crédibilité de l'État de droit et l'assistance que les forces de sécurité doivent apporter à l'autorité judiciaire.

L'État de droit par la justice ?

L'État de droit est miné par ces solutions locales aléatoires qui portent en elles les germes de la guerre civile. Le rapport du 2 août 2009 de la commission des affaires étrangères de la Chambre des communes anglaise dénonce d'ailleurs la réforme trop lente des forces de police et « l'échec dans la création d'un système de justice ». Or, tout pays a besoin de sécurité afin que l'autorité judiciaire puisse se faire respecter. En 2008, 80 % des juges afghans n'ont pas de diplôme universitaire. En fait, la justice coutumière est assurée par les chefs de village. Parmi eux, la corruption est considérée comme la part variable du salaire. Dans la tradition afghane, elle n'a pas le même sens qu'en Occident : il est normal d'honorer un potentat local ou un juge, qu'il soit religieux ou civil, d'un petit « cadeau » pour montrer à la fois sa déférence envers lui et obtenir une faveur ou un passe-droit. Par conséquent, au pays de l'insolence, deux condamnés sur trois ne font pas de prison. En mai 2009, dans la province de Helmand, une cour de justice condamne un assassin à seulement six mois de prison après que sa famille eut graissé la patte du juge[528]. Pourtant, le comité militaire de l'UE renforce la mission civile envoyée dans ce pays (400 personnes début 2009). Les magistrats italiens s'y distinguent. Les juges sont formés dans le cadre du *National Justice Program* sous l'égide de l'ONU, pour un coût de 360 millions de dollars. Cet investissement à long terme permet de tripler leur nombre, de 200 en 2007 à presque 600 en 2008, dont 130 femmes[529].

En ce sens, la FIAS a pu apparaître, certes de façon limitée, comme une distributrice de droits et du droit, mettant fin à l'arbitraire et aux petites compromissions locales. La réforme de la justice accompagne également celle, longue à mettre en place, de l'administration, selon la formule de Cicéron, *Ubi societas, ibi jus*, la survie de toute société repose sur le droit. La France œuvre en ce sens pour corriger une sous-administration chronique en formant des hauts fonctionnaires. Mais, là encore, le retrait

précipité de la coalition laisse les Afghans au milieu du gué. Les femmes sont les premières concernées.

Lutter pour la cause des femmes et de l'école

Pour l'écrivain marocain Tahar Ben Jelloun, qui a vu le film de l'Afghan Siddiq Barmak, *Opium War* (2008), « la guerre en Afghanistan tourne autour de l'opium et de la femme. Il faut contrôler les deux, sinon, c'est la fin de la tragédie par la barbarie au nom d'un islam étranger à ces pratiques ». Tout comme le prix Goncourt 2008, l'Afghan Atiq Rahimi, auteur de *Syngué sabour. Pierre de patience*, il montre que les intégristes, héritiers d'une culture de discrimination sexuelle, ont un vrai problème avec la femme. Ils abusent d'elle, mais sans vouloir reconnaître le plaisir féminin, car : « Que vient faire la loi dans la chambre d'un couple[530] ? » Cet aspect totalitaire est une particularité des taliban, ces combattants ignares et complexés, qui se disent étudiants en religion parce qu'ils font des autodafés de livres scolaires et de tout ce qui n'est pas le Coran, comme les nazis brûlaient en place publique les écrits attribués à un écrivain, artiste ou savant juif. Pour une des premières fois dans l'histoire des guérillas, ces hommes ne mènent pas une guerre de libération sociale, mais cherchent avant tout un retour aux temps obscurs, au nom d'une interprétation très réductrice de l'islam.

Les femmes, victimes de guerre

Les femmes sont au premier rang des victimes de guerre. En 2006, à Kandahar, Safia Amajan, chargée de la condition de la femme pour la province, est assassinée, tout comme, deux ans plus tard, la célèbre femme policière, le capitaine Malalaï Kakar. Le 12 avril 2009, c'est au tour de Sitara Achakzaï de succomber sous les coups de taliban qui revendiquent son meurtre, perpétré devant chez elle alors qu'elle rentrait d'un meeting sur le droit des femmes. Militante de 52 ans luttant pour la liberté féminine en Afghanistan – où elle était retournée en 2004 après un séjour en Allemagne, au temps de l'Émirat islamique –, elle s'était distinguée en 2008 en tentant d'organiser, en compagnie de 1 500 Afghanes, une réunion dans la plus grande mosquée de la ville lors de la Journée mondiale de la

femme[531]. Sachant l'écho médiatique de ces attentats en Occident, frapper les femmes entre dans la stratégie globale de terreur de la nébuleuse Al-Qaida et de ses alliés taliban.

Der Spiegel a plusieurs fois dénoncé cette violence inouïe faite aux femmes dans les zones contrôlées par les taliban : femmes mortes de faim, fillettes forcées au mariage, écolières brûlées à l'acide, mutilations au couteau ou au rasoir pour des filles qui écoutent de la musique occidentale… Ils restent fidèles à leur programme de 1996, qui consiste à chasser la femme de l'espace public, ce qui accentue la déshérence de l'État. En avril 2000, toutes les femmes fonctionnaires, soit de 30 à 50 % des administrations, en avaient été exclues. Tombés dans la clandestinité depuis 2001, les taliban multiplient les atteintes à l'intégrité du corps féminin dans une sorte de danse macabre. À Kandahar, ils arrosent des lycéennes au vitriol en novembre 2008. De janvier à août 2009, une centaine d'écoles sont incendiées à l'essence dans la province de Kandahar[532]. En mai 2009, une série d'attaques au gaz visent des écoles de filles dans d'autres provinces[533]. Fin août 2010, *Time* montre en couverture une jeune fille de 18 ans, Bibi Aisha, le nez et les oreilles coupés par son mari, un *taleb*, parce qu'elle avait voulu s'enfuir de chez sa belle-mère pour gagner le Pakistan. Une autre femme, veuve afghane, Bibi Sanubar, 35 ans, est condamnée par un tribunal islamique à 200 coups de fouet avant d'être exécutée en public parce qu'enceinte[534]. Dans l'indifférence de la communauté internationale en dehors de quelques rares enquêtes, les femmes afghanes subissent toujours une « violence illimitée », du corps et de l'âme, qui conduit des jeunes filles au suicide, comme le dénonce la sociologue et historienne de l'art Carol Mann[535].

Jouer une ethnie contre une autre peut aussi réveiller les vieilles rivalités dans ce manteau d'Arlequin que constitue l'Afghanistan où, fin 2012, comme au Pakistan, les chiites sont molestés. Les Hazaras, majoritaires dans les provinces de Daikundi et de Bamiyan, soutiennent l'administration d'Hamid Karzaï. Maints exilés sont rentrés au pays après la défaite des taliban en 2001. Certains sont diplômés et participent à la reconstruction du pays. Leurs femmes, en ville, sont plus émancipées que leurs consœurs sunnites et ont voté massivement lors des élections de 2004. Mais pour donner le change à ce soutien chiite en vue de préparer sa réélection en août 2009, Karzaï est allé jusqu'à faire voter une loi, en

mars 2009, rétablissant la charia pour leurs femmes. Une telle négation des droits humains entraîne une vague de protestations au sein même du gouvernement afghan en écho de la communauté internationale. Si bien que l'interdiction à la conjointe de sortir de chez elle sans le consentement de son mari a été levée, mais il n'en demeure pas moins que la loi autorise le « viol de l'épouse[536] ». Sous la pression internationale, Karzaï en retarde la promulgation jusqu'à la veille des élections présidentielles d'août 2009. En outre, on ne compte plus, dans les districts sous administration de Kaboul, les atteintes faites aux femmes par des tribunaux islamiques qui ignorent les juridictions civiles mises en place par la coalition. Ainsi, début juillet 2012, jugée en une heure, Najila, 22 ans, est condamnée à mort par un tribunal traditionnel sur simple soupçon d'adultère dans un village de la province de Parwan, à une centaine de kilomètres de Kaboul. Le bourreau improvisé manque sa cible à deux mètres, puis lui fait éclater la tête d'une balle dans la nuque, avant de s'acharner avec son AK-47 devant un public d'hommes vociférant. L'aumônier du 2e REP, le père Jullien de Pommerol, se souvient de fillettes victimes de pédophiles et de femmes maltraitées ou pire, dans l'indifférence d'Occidentaux refusant d'intervenir : « Une autre fois, ce fut une mère de famille, à terre, massacrée à coups de pied par son mari devant leurs enfants (les petits garçons seulement), qui poussaient des cris de joie à chaque fois que le coup portait à la tête. Évoquant le soir, à table, cet épisode qui avait marqué plus d'un soldat assistant à la scène, toujours cette même réponse, cette fois un peu désabusée : "Oh écoutez, padre… Ils sont chez eux…" »

Là encore, la coalition donne le sentiment de lâcher l'Afghanistan avant que les mentalités commencent à changer par l'accès à la modernité. Au lendemain de la conférence de Londres du 28 janvier 2010, Bernard Kouchner confie : « L'avenir de l'Afghanistan passera par les femmes et l'éducation. » Les traditions les plus rétrogrades perdurent encore, y compris en ville. Celle des *bacha posh* (« habillée comme un garçon »), c'est-à-dire pour une fille être travestie dans une famille qui n'a pas d'enfant mâle, permet d'aider le père dans son travail, d'accéder à une maturité précoce, comme se souvient Azita Rafaat, députée à la Chambre basse[537]. Les élues sont les plus engagées pour l'émancipation des femmes, à leurs risques et périls. Le 10 février 2012, à Kaboul, la députée, Malalaï

Joya, 31 ans, demande des comptes aux seigneurs de guerre devenus parlementaires. Le président de séance de la Chambre basse répond en obtenant son expulsion. Menacée de mort, elle vit recluse car, depuis 2005, elle a entrepris de dénoncer les agissements des barons de la drogue, troisième fléau de son pays avec les taliban et les occupants étrangers[538]. Elle brocarde la corruption et la trahison de Karzaï envers la gent féminine : « Il faut développer l'éducation et protéger les femmes. C'est avec les intellectuels et les partis démocratiques que l'on fera avancer le pays. » En mars 2011, une autre jeune députée (vice-présidente de la Chambre basse en 2005 et réélue en 2010), Fawzia Koofi, fait paraître en France *Lettres à mes filles*, où elle décrit l'enfer du régime des taliban et montre combien l'avenir du pays repose sur les femmes : « L'éducation est la seule façon de s'en sortir pour les femmes afghanes. »

L'espoir de la scolarisation

Nombre d'attentats illustrent la politique de terreur contre toute forme d'école qui n'est pas coranique. Ainsi, crime inqualifiable niant tout respect de l'enfance, le 28 décembre 2008 une voiture-suicide explose devant un collège de Ghazni alors que des élèves étaient venus consulter des résultats d'examen. Bilan : 16 tués, dont 14 enfants[539]. Le lendemain, dans la province de Khost, à un barrage militaire, des écoliers défilent lorsqu'un camion piégé conduit par un kamikaze explose : 17 tués, dont 15 enfants âgés de 8 à 10 ans. Le 9 juillet 2009, dans la province de Logar, un autre camion piégé, accidenté, explose lorsque des policiers de l'ANP veulent l'inspecter. Il était abandonné à proximité immédiate d'une école : on déplore 25 tués, dont 12 écoliers. On pourrait, hélas, égrainer ce chapelet d'horreurs qui, hormis les nazis et les Khmers rouges, n'a pas de précédent dans l'histoire du totalitarisme. Ces écoliers sont les premiers témoins et les premières victimes du terrorisme parce qu'ils veulent accéder à la connaissance. L'assassinat des maîtres, la volonté de dissuader les Afghans de mettre leurs enfants dans des établissements dépendant de l'administration Karzaï ou construits par les Occidentaux montrent bien que l'école constitue un enjeu majeur de cette guerre.

Parce qu'elles combattent pour leur dignité, des écolières relèvent le défi. À Kaboul où, en 2008, près de 60 000 enfants sont livrés à eux-mêmes après plus de trente ans de guerre, malgré les menaces des islamistes la soif de savoir est telle pour les petites filles qu'elles acceptent les conditions les plus précaires, comme étudier en plein air, dans le froid, dans ces écoles sans toit ni murs où sont organisées trois rotations d'élèves par jour[540]. Golden Globe 2003 du meilleur film étranger, *Osama*, de l'Afghan Siddiq Barmak, raconte l'histoire d'une fille de 12 ans qui, sous le régime des taliban, se déguise en garçon pour aller à l'école. Dans *Le Cahier* (2007), grand prix du Festival de San Sebastian, l'Iranienne Hana Makhmalbaf montre le combat d'une petite fille de 6 ans, Baktay, qui, à Bamiyan, s'obstine, malgré les interdits, à vouloir aller à l'école.

L'apport international

L'aide de la communauté internationale est des plus importantes dans le domaine de l'éducation. L'OTAN revendique plus de 7 millions d'élèves en 2009, dont 2 millions de filles, dans 3 500 écoles et 19 universités[541]. Chaque nation membre de la FIAS apporte sa contribution. Dans la province de Kandahar, l'ONU en vient à former clandestinement 2 600 enseignantes en liant la fréquentation des écoles à la distribution de nourriture[542], parce que 70 enseignants afghans sont tombés au champ d'honneur du savoir en 2008. La France, par exemple, soutient deux lycées français de la capitale, Malalaï pour les filles et Esteqlal pour les garçons. Certes, les armées de métier n'ont plus à leur disposition ces instituteurs du contingent qui firent merveille en Algérie dans les *bleds* les plus déshérités, mais les coalisés sont interpellés par l'urgence éducative. La propagande de l'OTAN s'en fait l'écho : le numéro de mars 2009 de la revue *Mirror* montre un sapeur britannique en train de faire l'école à de petits Afghans (dans quelle langue ?).

Certaines initiatives privées s'intéressent au sort des écolières afghanes. À Montpellier, disposant de subventions de la mairie et du département, l'Association des Afghans de la ville entreprend de construire en septembre 2009 deux ou trois classes à Chakar Darrah, à 30 kilomètres de Kaboul, où les écolières suivaient jusque-là un enseignement sous des tentes installées dans la cour de l'établissement des garçons[543]. « Nominé »

au Nobel de la paix en 2009, l'infirmier américain Greg Mortenson, directeur de l'ONG Central Asia Institute, fondée en 1996, a en treize ans, tant au Pakistan qu'en Afghanistan, construit 131 écoles – pour 54 000 élèves dont 38 000 filles[544]. Sa méthode autour de la phrase clé « De quoi avez-vous besoin ? » : toujours agir avec l'aval des chefs de village, partir du Coran qui enseigne que les enfants doivent être instruits, y compris les filles, mais en rejetant l'enseignement fondamentaliste radical. En outre, la création d'école est parfois accompagnée de celle d'un centre d'apprentissage, d'un dispensaire, d'un réseau d'adduction d'eau potable, de l'ouverture d'une piste, de la construction d'un pont… Mortenson part du principe que ce sont les Baltis du Pakistan ou les Pachtouns d'Afghanistan qui doivent prendre leur destin en main pour sortir, par l'école, de la pauvreté et accéder ainsi à la modernité dans le respect de leurs traditions. La France propose pour le prix Nobel de la paix la candidature de Malala Yousafzai, collégienne pakistanaise de 15 ans, sauvagement agressée par des taliban le 9 octobre 2012 et qui lutte pour l'éducation des filles dans son pays[545]. Déjà, en décembre 2011, le Pakistan lui avait décerné son Prix national pour la paix.

Mais en dépit de tous ces efforts, le résultat, *in fine*, demeure décevant : sur 15 millions environ de femmes afghanes, 80 % vivent en zone rurale, la plupart sont déjà mariées avant 16 ans, et seulement 5 % vont jusqu'au baccalauréat[546]. Le contraste est fort avec la prospérité du narco-État qui joue des clientélismes et des compromissions d'une société restée traditionnelle.

L'Afghanistan, un narco-État

De 200 tonnes en 2001, la production d'opium afghan passe à 6 900 tonnes en 2009, soit une multiplication par 34 après huit ans de présence de la coalition, dont c'est le plus grand échec. Ce qui fait dire à Richard Holbrooke, envoyé spécial Afpak du président Obama, qu'il s'agit « de la plus grande démonstration d'inefficacité et de pillage que j'ai pu voir en quarante ans de carrière[547] ».

La drogue, sergent recruteur et arme des taliban

La première guérilla riche de l'histoire est celle des talibans grâce à l'argent de la drogue. C'est un puissant sergent recruteur, rappelons-le, qui permet aussi l'emploi de combattants occasionnels. Un taleb gagne en moyenne de 300 à 600 dollars par mois, soit trois à cinq fois la solde d'un soldat afghan.

La drogue peut aussi devenir une arme pour saper le moral de l'adversaire et le rendre dépendant. Les taliban ont l'héroïne et le haschich à leur disposition, comme le Viêt-Cong envers les GI, ou les moudjahidine à l'égard des Soviétiques. Si on est loin de la situation catastrophique des Américains pendant la guerre du Vietnam, une affaire récente montre que le désœuvrement dans les FOB peut entraîner certaines dérives. Cinq GI de la 5e brigade Stryker de la 2e division d'infanterie sont accusés de trois meurtres dans la province de Kandahar, commis entre janvier et mai 2010. À compter du 15 janvier, provoquée par la peur des IED et un racisme latent envers une population dénigrée, une vague de plusieurs mois de tirs touche des civils afghans[548]. Le sergent Calvin Gibbs est condamné par la cour martiale, le 10 novembre 2010, à la prison à vie après avoir été reconnu coupable de quinze chefs d'accusation. À la tête de cinq soldats qui estimaient ne pas avoir assez d'occasions de se battre, il les a laissés prendre « du bon temps ». Leur idée : « camoufler en embuscade les assassinats de civils qu'ils organisent. Après leurs crimes, les soldats n'hésitent pas à démembrer les corps de leurs victimes, en prélevant notamment des doigts dont Calvin Gibbs fait une macabre collection ». Il prélève aussi des dents. Ses complices écopent de 3 à 24 ans de prison[549]. Pour le sous-chef d'état-major de l'armée de terre, le général Peter Chiarelli, l'usage de la drogue est avéré pour ces GI ayant agi sans en avertir leurs officiers. Ils reflètent les prémices d'un « syndrome vietnamien » par usage immodéré de drogues (haschich surtout, plus alcool envoyé par courrier) dans les bases, telle la FOB Ramrod où 20 des 30 GI de la section incriminée faisaient usage de stupéfiants à tel point que les chambrées étaient enfumées[550].

D'autres armées sont-elles concernées ? Nul ne peut le dire en l'état actuel de la recherche. L'adjudant P. B., de l'infanterie de marine, rentré en mai 2011 d'un séjour de six mois dans la mission *Épidote*, précise que les

troupes françaises ne sont pas accros au « shit » (haschich), le commandement y veille tout particulièrement. Il se souvient que, lors des séances sur le terrain de tir, toutes sortes de marchands ambulants venaient proposer des « herbes séchées » et que les enfants cherchaient à récupérer les douilles[551].

Ubu roi

La volonté de la coalition d'établir un État de droit suppose d'éradiquer la production d'héroïne, dont 80 % sont consommés dans les pays européens. En 2007, un million d'hectares cultivés en zone pachtoune donnent une récolte record : 800 tonnes d'héroïne. En 2009, l'Afghanistan fournit 90 % de l'opium mondial avec un prix de 70 dollars le kilo[552]. Ce dernier chiffre illustre toute la problématique d'un pays dont le seul secteur économique en développement réel est bien celui des stupéfiants qui le fait accéder au capitalisme. Si les taliban condamnent l'enrichissement personnel, ils contrôlent le nerf de la guerre en bénéficiant de multiples complicités et de frontières poreuses. Ils prélèvent un impôt de 10 % en moyenne sur les récoltes et taxent tout convoi transitant par les territoires qu'ils contrôlent. Mais ils ne sont pas les principaux bénéficiaires dans un pays où la corruption est intimement liée au trafic de stupéfiants. Ce dernier est le fonds de commerce des seigneurs de guerre, devenus barons de la drogue. En outre, un conseiller de Zarar Ahmad Moqbel, ministre afghan chargé de la lutte contre la drogue, interrogé par *Le Monde* précise : « Plus de 60 % des députés sont liés, de près ou de loin, au trafic de drogue[553]. »

Policiers, militaires et gouverneurs sont souvent corrompus pour faciliter le transport de la drogue ou bloquer toute mesure d'éradication. En fait, les coalisés se retrouvent dans la même situation interlope que les Américains au Laos, entre 1968 et 1973, où les forces légalistes tiraient leurs revenus, comme la résistance du Pathet Lao, de l'héroïne ; ce qu'illustre un film de Roger Spottiswoode en 1990, *Air America*. Ainsi, le 8 mars 2012, dans la province de Kunar, *The Wall Street Journal*, photo à l'appui, montre un hélicoptère de transport de l'ANA embarquant un plein chargement d'opium. Un de nos témoins, le lieutenant-colonel Gérald Lacoste, de l'infanterie mécanisée, se souvient d'un attentat à l'IED, près de Mazar-e Charif, début 2007, contre un blindé du bataillon suédois : deux

morts et un blessé grave[554]. Cet engin avait explosé en représailles d'une trop grande curiosité des Suédois qui, à la demande des responsables du PRT local, voulaient mettre un terme au trafic de drogue. Cette mission gênait tout le monde, des sbires du général Dostom, dont la fortune vient en partie de l'héroïne et qui tient sous sa coupe la région de Mazar-e Charif avec sa milice d'Ouzbeks[555], aux policiers locaux et supposés taliban, encore rares à cette époque dans le nord du pays. De sorte que l'enquête n'aboutit jamais.

Dans le narco-État afghan, du président à nombre d'officiers de l'ANA, la consommation de stupéfiants a dépassé le simple cadre traditionnel. L'ANA est rongée par la drogue. L'aumônier du 2e REP, le père Benoît Jullien de Pommerol, note : « De manière plus précise, il m'est arrivé d'assister à de nombreuses scènes où des soldats de l'ANA étaient soit ivres, soit complètement drogués. Lors d'une patrouille, alors que j'étais moi-même sur sa base, un lieutenant du 1er RHP (régiment de hussards parachutistes) a même été mis en joue au PKM (fusil de tireur de précision) par un soldat de l'ANA, hurlant de colère sous le coup de l'alcool et de la drogue, à quelques mètres de lui. Il ne dut son salut qu'à l'intervention d'autres soldats de l'ANA qui plaquèrent leur camarade au sol[556]. » En outre, nombre de policiers ont une propension à l'utilisation de la drogue ou à tirer bénéfice de ce trafic. Selon des officiels britanniques, dans la province de Helmand, 60 % des membres de la police sont concernés par ce fléau[557].

Pourtant, entre 2001 et 2009, la coalition investit, en vain, 1,6 milliard de dollars pour tenter de détruire les capacités de production et les laboratoires. Le 10 octobre 2008 à Bucarest, les ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN ont « reconnu un rapport clair entre le trafic de drogue et l'insurrection » et pris la décision de combattre le trafic d'héroïne. À compter du dernier trimestre 2008, la FIAS entreprend son éradication en détruisant des champs de pavot et en s'attaquant à la chaîne de fabrication et de transport. L'archétype de ces dispositions est l'opération *Diesel* menée par les Britanniques et des éléments de l'ANA du 6 au 11 février 2009 dans le district de Sangin, province de Helmand. Elle permet la destruction de quatre laboratoires, de 1 295 kg d'opium mouillé, une saisie importante d'armes, dont des mitrailleuses, trois RPG-7 et une moto préparée pour une

attaque-suicide[558]. Parmi les coalisés, les Britanniques depuis 2003 sont les plus engagés dans cette lutte antidrogue. Mais ces actions spectaculaires n'éradiquent pas la culture du pavot, plante peu exigeante qui pousse sur des sols pauvres.

La lutte contre la drogue est bien, en théorie, au centre de la contre-insurrection. Sur le terrain, encouragé par le général David Petraeus, en 2008-2009, le général Jeffrey Schloesser, chef des forces américaines dans l'est de l'Afghanistan, déclare mettre tout en œuvre pour vaincre le fléau. Pour ce faire, des experts agricoles américains sont accompagnés de spécialistes des narcotiques. Mais on en reste le plus souvent au stade du vœu pieux en se contentant d'images de propagande montrant des policiers afghans, nonchalants, détruisant quelques arpents de pavot à l'aide de bâtons…

L'Afghanistan est l'illustration d'*Ubu roi* et témoigne de l'impuissance de l'OTAN-FIAS pour traiter la question de la drogue, dès lors que l'on adopte une attitude passive. La règle « Ils sont chez eux », propre de la contre-insurrection, cherche en effet à « gagner les cœurs et les esprits ». Ainsi en 2010, à la reprise des grandes offensives vers les sanctuaires des taliban dans le Sud et dans le Sud-Est, lors de l'opération *Mushtarak*, dans le Helmand, si les laboratoires sont détruits, les marines reçoivent l'ordre de ne pas arracher les plants de pavot : « On ne piétine pas le gagne-pain d'un peuple que l'on tente de rallier[559]. » L'opium représente en effet de 60 à 70 % des revenus des fermiers de cette région. La drogue rapporte de mars 2011 à mars 2012, un bénéfice de 400 millions de dollars aux insurgés. En outre, les trafiquants afghans versent dans le multicarte et la grande surface : depuis 2011, ils produisent de la marijuana et de la morphine[560].

Limites des solutions alternatives

On est en plein paradoxe. Pourquoi ne pas accepter cette fatalité et s'en servir, au risque d'ignorer les dégâts provoqués par l'héroïne afghane de par le monde ? Pour faire face au problème de logistique, les marines s'intéressent aux systèmes de purification d'eau à énergie solaire et même à la possibilité en Afghanistan de produire du carburant à partir du pavot[561]. De façon récurrente surgissent des propositions pour légaliser une partie de

la production pour fabriquer des génériques antidouleur. L'ONG Médecins du monde suggère de produire de la teinture d'opium, moins coûteuse que les molécules de substitution (méthadone et buprénorphine)[562].

Le criminologue Xavier Raufer estime que les Afghans se servent de la naïveté des Occidentaux : dans ce pays, chaque champ de pavot dévasté est remplacé par… un champ de cannabis ! Ce sont 70 000 hectares qui lui sont consacrés sur les 230 000 relatifs à des plantations illicites en 2008[563]. En bref, les Afghans se payent notre tête ! La CIA en vient à suggérer de débloquer des fonds afin que les paysans ne fassent plus rien pousser[564]. Richard Holbrooke estime que le plan de reconversion de l'ONUDC (Office des Nations unies contre la drogue et le crime) ne sert à rien : « C'est le plus coûteux (800 millions de dollars par an) et inefficace en quarante ans », car les Afghans empochent la subvention et continuent à produire[565]. En outre, ce plan ne gêne en rien les taliban au moment où le Triangle d'or (Birmanie, Laos, Thaïlande) voit sa production renaître, tandis que des groupes islamo-mafieux au Turkménistan et au Turkestan oriental financent leurs activités par le trafic d'héroïne. Richard Holbrooke souligne l'échec de la politique anti-drogue au sommet du G8 des ministres des Affaires étrangères, à Trieste, sous la présidence de Franco Frattini, le 27 juin 2009. La raison : les principaux champs de pavot sont dans les provinces méridionales contrôlées par les taliban. Devant la menace d'une centaine de milliers de morts pour la seule année 2009 dus aux overdoses d'héroïne afghane en Russie, Iran, Europe de l'Ouest et Amérique, les ministres présents décident d'injecter non quelques dizaines, mais des centaines de millions de dollars sur plusieurs années, tout en se concertant pour mener une lutte contre l'ensemble de la filière, et en proposant des cultures de substitution[566].

Cette dernière solution est la voie de la sagesse, mais sur le long terme à la condition que parmi leurs multiples tâches les coalisés puissent effectivement en surveiller les éventuels progrès, ce qui n'est plus le cas en raison du retrait précipité. Pourtant, la France aide à la relance de la filière cotonnière et encourage l'horticulture. D'autres puissances favorisent la reprise de la production de blé. L'Iran, dans l'ouest de l'Afghanistan, encourage la culture du safran, dont la valeur marchande est supérieure à celle du pavot. Les Italiens suivent cet exemple dans la province d'Hérat placée sous leur juridiction en distribuant, en 2010, 60 tonnes de bulbes de crocus, d'où est tiré le safran, poudre jaune collée au stigmate de la fleur.

Dans cette province, en cinq ans, 2 000 hectares ont été plantés et les champs de pavot sont passés de 2 000 à moins de 500 hectares. Le safran assure un revenu de 9 000 dollars par an et par hectare et il donne aussi du travail à la main-d'œuvre féminine pour recueillir le précieux pistil de la petite fleur violette. Le haut représentant de l'ONU pour l'Afghanistan, Staffan de Mistura, assure : « Le safran est l'avenir de l'Afghanistan[567]. » Dans un autre domaine, en faveur des cultures alternatives à la drogue, on peut citer la ténacité d'Yves Faivre qui, depuis dix-huit ans, à la tête de l'ONG Afrane Développement, fait pousser des amandiers à Deh Sabz, village à 20 kilomètres au nord de Kaboul[568].

Un accident climatique aurait dû encourager le développement de ces cultures de substitution, mais c'est le contraire qui se produisit, soulignant l'investissement à perte de la coalition. Un mystérieux champignon attaque les champs de pavot au printemps 2010 et, dans certaines régions, 70 % des cultures sont touchées[569]. La récolte de 2010 est de 50 % inférieure à celle de 2009. Mais, loi du marché oblige, les cours de l'opium montent en conséquence. En octobre 2010, dans la vallée d'Uzbin, le pain d'opium se négocie à 1 400 euros le kilo[570]. De sorte que la culture reprend dans 20 des 34 provinces du pays, surtout dans le Sud et dans l'Est, bastions de l'insurrection, ce qui rend aléatoires les velléités de la coalition de remplacer le pavot par des cultures de substitution[571]. L'adjudant P. B., de l'infanterie de marine, précise qu'en 2011 les Français encouragent encore les cultures de remplacement, mais que les taliban payent les paysans pour qu'ils continuent de faire pousser du pavot. En outre, ils prennent les enfants pour les « éduquer », mais aussi comme otages pour être sûrs de la fidélité de leurs commensaux[572].

En bref, la fin de la présence de la coalition est marquée par une croissance exponentielle du trafic de stupéfiants ; ce qui constitue, à terme, un crime contre l'humanité. Par un bond spectaculaire dû à l'extension des réseaux de distribution et une production accrue de 61 % en un an (y compris en Kapisa), la part de la drogue dans le PIB afghan est encore de 60 % fin 2011, selon un rapport alarmiste des Nations unies[573].

Conclusion :
la politique de l'autruche

L'Afghanistan, ou comment se débarrasser d'une cible initiale transformée en séisme imprévisible ? En 2001, sous mandat international, pensant faire la guerre à Al-Qaida par acte de légitime défense, la coalition est tombée dans « le piège afghan », selon le titre du reportage interrompu par leur enlèvement d'Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier. Cette vengeance du 11 Septembre a entraîné les États-Unis et leurs alliés dans douze années de guerre pendant lesquelles l'Occident a tout promis pour ne laisser qu'un narco-État, une corruption généralisée, des milliers de morts et des taliban plus puissants que jamais, estime le grand reporter Éric de Lavarène dans un documentaire à charge[574]. Pour l'ancien ambassadeur britannique en Afghanistan, Sir Sherard Cowper-Coles, auteur de *Cables from Kabul : the Inside Story of the West*[575], la guerre est perdue : « L'histoire retiendra une affaire de vengeance et des erreurs de jugement. La guerre contre Al-Qaida s'est transformée en volonté de reconstruire un État et de stabiliser l'une des régions les plus complexes de la planète[576]. » Une prise de conscience tardive d'une nouvelle guerre prenant de l'ampleur se plaqua sur les principes de la contre-insurrection. Celle-ci fut abandonnée trop tôt après la mort de Ben Laden pour un retour au seul contre-terrorisme et à ses « dommages collatéraux » qui achèvent de transformer la FIAS en armée d'occupation. Ainsi, les nations et leurs opinions publiques défaitistes impliquées dans cette affaire très mal conduite pratiquent la politique de l'autruche. Foin de la notion de sécurité collective à l'origine de l'intervention. Si mal conduite par des Américains surtout préoccupés par le contre-terrorisme et une OTAN aux bottes de plomb subissant plutôt que conduisant la guerre, l'affaire afghane se

termine, provisoirement, par le plus grand poker menteur de l'histoire. Depuis décembre 2012-janvier 2013, au moment (10 et 11 janvier) où Karzaï, reçu à Washington, tente auprès d'Obama d'obtenir, en vain, une réponse claire quant au maintien de bases, de FS et d'aéronefs après 2014, les taliban, passés maître dans l'art d'abuser des opinions publiques défaitistes qui ne demandent qu'à croire que tout va pour le mieux en Afghanistan, cessent toute attaque d'envergure contre des forces coalisées qui rembarquent plus vite que prévu. De leur côté, tout en usant de l'arme destructrice, en marge du droit international, des FS et des missiles Hellfire, tant en Afghanistan qu'au Pakistan, les États-Unis veulent faire croire que l'inaction soudaine des insurgés contre les intérêts de la coalition prouve que les frappes répétées contre les commandants locaux permettent d'envisager un retrait, sinon victorieux, du moins serein. Ce mensonge éhonté ne tient évidemment pas compte des assassinats dont sont victimes les représentants de l'administration Karzaï, principales cibles des taliban en phase de reconquête.

Mais tout est-il irrémédiablement perdu ? Reste-t-il une chance pour un règlement global afin d'éviter la guerre civile et la constitution d'un trou noir en Asie centrale qui ferait renaître un terrorisme international encore plus agressif ?

L'impossible conférence sur la sécurité

Les conversations avec les taliban sont la reconnaissance *de facto* d'une défaite politique et d'une solution à court terme qui ne tient pas compte de la sécurité du pays. Le totalitarisme religieux rétrograde de ces « fous de Dieu » qui ont, eux aussi, une revanche à prendre, l'islamo-fascisme des djihadistes, est inconciliable avec la notion de démocratie – même si, pour l'heure, dans une stratégie d'attente afin d'accompagner le retrait anticipé de la coalition, ils font semblant de prendre langue avec leurs ennemis en vue d'un règlement pacifique. Dès février 2009, puis en juin 2011, Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État de Richard Nixon, prévenait qu'un retrait précipité serait catastrophique et serait interprété comme une victoire de l'islamisme. Il ne croit pas à un cessez-le-feu avec les taliban qui gardent le même objectif : prendre Kaboul. L'idée d'un partage du pouvoir avec eux est illusoire. La seule solution raisonnable qu'il propose est celle d'une

conférence internationale sur la sécurité de l'Afghanistan[577]. Frapper partout dans ce pays est impossible étant donné son relief et sa taille, pas plus qu'on ne peut mettre en place, à la soviétique, un État centralisé voué à court terme à l'étouffement, *Dear Henry* suggérait donc, dans un premier temps, de reprendre l'expérience de contre-insurrection à l'irakienne en s'appuyant sur des gouvernements locaux. Puis de contrôler 10 % du pays, en territoire pachtoun, pour que 80 % de l'Afghanistan cesse de constituer une menace, à condition d'être maître de la frontière orientale. Même si cet objectif n'a pas été atteint, le diplomate admirateur de Metternich, à qui il a consacré sa thèse, envisage alors une solution régionale. Partant du principe qu'un statut de neutralité contrôlée, non plus seulement sur le modèle afghan des diverses conventions anglo-russes depuis 1895 (c'est-à-dire entre deux puissances seules), est le seul viable pour ce pays, il propose d'y intéresser tous les pays frontaliers, mais aussi les puissances menacées par l'extension du terrorisme. Il rappelle à ce propos que l'Inde compte la troisième population musulmane du monde et que ce pays a tout intérêt à s'entendre avec le Pakistan engagé en première ligne dans la lutte contre le terrorisme. En coopération avec la Russie, l'OTAN et avec l'appui des États-Unis, sortir de la crise afghane par le haut implique donc l'obligation pour l'État afghan d'une neutralité garantie, sur le modèle belge, par ses voisins et protecteurs. Et ce, afin qu'il soit capable de combattre le terrorisme sur son propre sol à partir de principes et de dispositifs militaires internationaux à définir. Cette solution à long terme, précise Henry Kissinger, a aussi pour dessein de garantir l'intégrité du Pakistan, puissance nucléaire fragilisée par ses propres taliban auteurs d'attentats spectaculaires. Cette proposition a toutefois le défaut de ne pas évoquer les intentions iraniennes et d'oublier la Chine.

Des multiples conférences consacrées à l'Afghanistan, qui aboutissent toutes à une remise de chèque à Hamid Karzaï – ce dernier promet à chaque fois, sans rire, de lutter contre la corruption –, une seule aurait pu correspondre à la voie tracée par *Dear Henry*, celle de Bonn, du 5 décembre 2011 (dix ans après la première). Elle est préparée par celle d'Istanbul, le 2 novembre précédent. Pour prévenir la réédition du chaos qui a suivi la fin de l'occupation soviétique, cette dernière conférence sur l'avenir de l'Afghanistan comprend 23 pays – dont les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU – ainsi que sept organisations internationales.

Elle se présente sous les meilleurs auspices malgré l'absence de la Chine : une « trilatérale » réunit Hamid Karzaï et ses homologues turc (Abdullah Gül) et pakistanais (Asif Ali Zardari)[578]. L'Inde rejoint le groupe aux côtés de l'Iran, des pays d'Asie centrale, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis. Mais ce 2 novembre, la conférence qui devait porter à maturité le « Processus d'Istanbul », signe du dynamisme de la diplomatie turque, se contente d'encourager en termes vagues « la paix et la sécurité de l'Afghanistan et de sa région » comme maintes conférences avant elle. Cette absence de décision concrète est pire lors de la conférence de Bonn. Celle-ci avorte parce qu'un des principaux intéressés, le Pakistan, déserte. Il proteste de la sorte contre les agressions dont il est victime sur sa frontière occidentale de la part des Américains. La « guerre froide » entre Islamabad et Washington a donc eu raison de l'unique solution diplomatique à la fois globale et régionale.

Vers une nouvelle guerre civile ?

Au moment du retrait précipité des coalisés, certains signes inquiétants font craindre le pire. En 2012, les 6 millions de réfugiés afghans (dont 1,7 million au Pakistan) refusent de rentrer dans leur pays. Autour de Kaboul, des victimes des taliban et des « dommages collatéraux » de la coalition viennent à nouveau grossir les camps de réfugiés, tandis que des déracinés vivent dans des grottes à quelques encablures d'une capitale[579] où les barons de la drogue et les pillards de l'aide internationale étalent un luxe ostentatoire. De plus, les rats quittent le navire : le régime, qui n'a aucun projet de société à proposer, voit une partie de son élite politique, pas nécessairement la plus corrompue, prendre la fuite en achetant des passeports étrangers et construire, pour les plus riches, de somptueuses résidences à Dubaï et au Qatar. L'argent du pillage des dons de la communauté internationale et des profits de la drogue s'y trouve à l'abri. Des familles de dirigeants afghans sont déjà dans le paradis doré des Émirats arabes unis et de Doha. Un tel exemple est-il capable de tendre les énergies face à l'offensive, prévisible, des taliban qui suivra la retraite des coalisés ? Pour l'ancien attaché militaire français au Kirghizstan et en Ouzbékistan, le colonel René Cagnat, « quel que soit le scénario d'avenir envisagé, la guerre civile, pour l'instant, paraît inévitable[580] ». Kaboul est-

elle condamnée à revivre, après la chute de l'administration mise en place par les Américains, un scénario évoquant les terribles années 1992-1996, du renversement de Najibullah à l'Émirat islamique ? La situation n'est pas la même et les factions sont moins nombreuses. Il semble que deux Afghanistan seraient susceptibles d'apparaître. D'un côté, autour de taliban revanchards, un bloc pachtoun moins soudé qu'il n'y paraît[581], de l'autre, depuis 2011 autour d'une Alliance du Nord en voie de reconstruction, un NFA (National Front for Afghanistan) sous l'autorité d'Ahmed Zia Massoud (frère du regretté commandant) regroupant Tadjiks, qui réarment, Ouzbeks et Hazaras. À moins que ces derniers, piliers de l'actuelle administration Karzaï, ne constituent une troisième force chiite, rendant encore plus inextricable l'imbroglio afghan.

Mais tout ne se jouera pas en vase clos. La menace d'une renaissance du terrorisme oblige les coalisés à laisser une force minimale pour éviter le pire, c'est-à-dire une renaissance d'Al-Qaida en territoire afghan. C'est l'hypothèse du maintien de bases américaines et de l'OTAN, et même d'une force de réaction rapide, indispensable pour épauler la fragile ANA ; solution déjà évoquée par le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, en septembre 2011, dans le cadre du « partenariat stratégique[582] ». Même si les FS américaines et les missiles Hellfire continuent de frapper les chefs taliban et les djihadistes, rien ne garantit cependant la pérennité du gouvernement centralisé de Kaboul dans son désir de vouloir contrôler autre chose que la grande banlieue de la capitale ou de quelques bastions. Si bien que la question de la partition du pays, concomitante à l'hypothèse de la guerre civile, est de nouveau évoquée, notamment par Peter Galbraith. L'ex-représentant adjoint de l'ONU à Kaboul, remercié à l'automne 2009 parce qu'il avait dénoncé la corruption et les tricheries de Karzaï lors de sa réélection, dresse tout d'abord un triste bilan de la guerre : « Un État mafieux qui compose avec les taliban, une armée infiltrée, une police incapable. Est-ce pour ce résultat que nos soldats meurent ? » La solution pour lui rappelle les théories déjà connues à la fin de l'occupation soviétique de l'« Afghanistan utile », le reste étant laissé aux taliban : « Protéger les régions du Nord ; sécuriser Kaboul, où vivent 5 millions d'habitants ; s'assurer que le travail de renseignement dans l'antiterrorisme est efficace. Avec 15 000 hommes on y arriverait[583]. »

Autre aspect dont il faut tenir compte, les investissements et les prospections minières de pays comme la Chine et l'Inde indiquent que l'Afghanistan a bien intégré le XXIe siècle. L'argent de la drogue n'est pas le seul agent de la mondialisation. Le soutien financier international au gouvernement afghan est envisagé après 2014. Les accords de partenariat se multiplient, comprenant des programmes d'assistance dans le domaine culturel et universitaire. Pour le chercheur en sciences politiques Georges-Henri Bricet des Vallons, le retrait des coalisés laisse un pays dans un piètre état, mais où les intérêts économiques dominent : « La corruption endémique des forces afghanes n'en fait qu'une armée mexicaine au service d'une féodalité décrépite, qui sera incapable de freiner sa dislocation ethnique et tribale après le retrait des troupes occidentales, enfin disons françaises, puisque les Américains, pas assez sots pour laisser le trésor de guerre à la Chine, ne feront que réduire la voilure et resteront bien après 2014 pour exploiter les 1 000 à 3 000 milliards de dollars de gisements miniers et fossiles que recèle le sous-sol afghan[584]. »

L'espoir ?

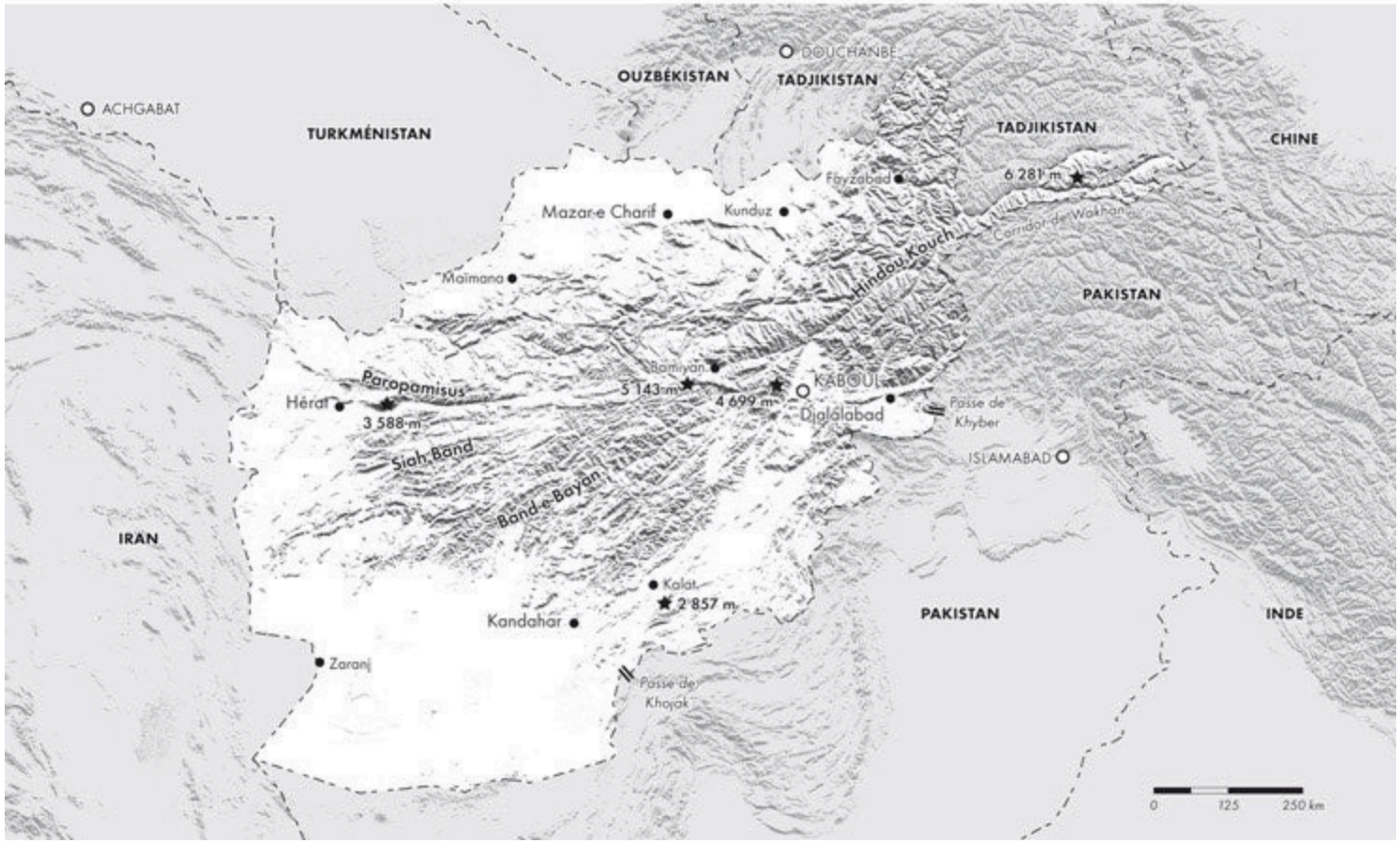
Le village fortifié afghan fait partie de la cité mondiale, ses richesses encore inexploitées ne le condamnent plus à l'isolement. Le bilan de la coalition est positif sur ce plan de l'ouverture. Il reste des routes, aéroports, hôpitaux, écoles, universités… Ces juges, médecins, officiers, administrateurs formés à l'école de l'Occident sont autant de promoteurs de modernité. Kaboul fait figure de mégalopole avec ses centres commerciaux et ses embouteillages. « Surfant » sur Internet, à l'écoute d'Al-Jazira et maniant Twitter et Facebook, les jeunes citadins croient en l'avenir de leur nation-arlequin, hors de l'emprise des taliban et de leur modèle médiéval. Les Afghans eux-mêmes ont une arme secrète : leur jeunesse. En effet, 65 % de la population a moins de 25 ans. De jeunes entrepreneurs, des députés de la Chambre basse, les démocrates qui entourent le Dr Abdullah Abdullah ou Ahmed Zia Massoud, qui propose une assemblée représentative de toutes les ethnies, croient au XXIe siècle. En août 2011, Hamid Karzaï annonce qu'il ne briguera point un troisième mandat présidentiel pour les élections de 2014. Si son frère se présente, cela

reconduirait le système mafieux actuel et le régime présidentiel où le chef de l'État gouverne sans Premier ministre. Mais on peut rêver d'un premier vrai débat politique et, peut-être, de la venue d'un homme nouveau digne de confiance, tel le Dr Abdullah Abdullah, Tadjik époux d'une Pachtoune ?

L'écrivain Atiq Rahimi espère qu'en écho au « printemps arabe » l'optimisme de l'action l'emportera sur le pessimisme de l'intelligence. Ainsi s'exprimait-il lors d'une émission sur France Culture consacrée à l'Afghanistan, à laquelle j'ai eu l'honneur de participer en compagnie de témoins afghans : « La démocratie est une valeur-lumière, elle appartient à l'humanité, nous Afghans avons droit à la liberté[585]. » L'historien afghan Azim Naim, enseignant à l'université de Bourgogne, croit encore (comme Henry Kissinger) que le chemin de la paix passe par une diplomatie forte impliquant l'entente régionale autour de la stabilité de l'Afghanistan. Il assure que la société civile afghane aspire à une paix durable et que les femmes ont bravé l'interdit des taliban pour participer à la vie politique du pays : « La guerre n'est pas une fatalité afghane ; elle peut être vaincue par la volonté de cette majorité silencieuse qui en a assez de voir ses enfants périr dans les flammes d'un nouveau conflit dont les enjeux dépassent de loin l'Afghanistan[586]. »

Nul ne peut prédire l'avenir immédiat du pays de l'insolence. Il reste à espérer que des décennies de souffrances mettent enfin la guerre hors la loi, que le départ des occupants laisse entre eux des Afghans capables de transcender leurs différences, tout en se dégageant de l'obscurantisme militant des taliban, ce qui est, toutefois, moins sûr. Mais, comme le dirait André Malraux, cette condition humaine si douloureuse dans ce pays meurtri n'attend-elle pas sa voie royale, celle de l'espoir ?

L'Afghanistan : un pays montagneux



Provinces afghanes et zones tribales pakistanaises

Les minorités ethnolinguistiques en Afghanistan

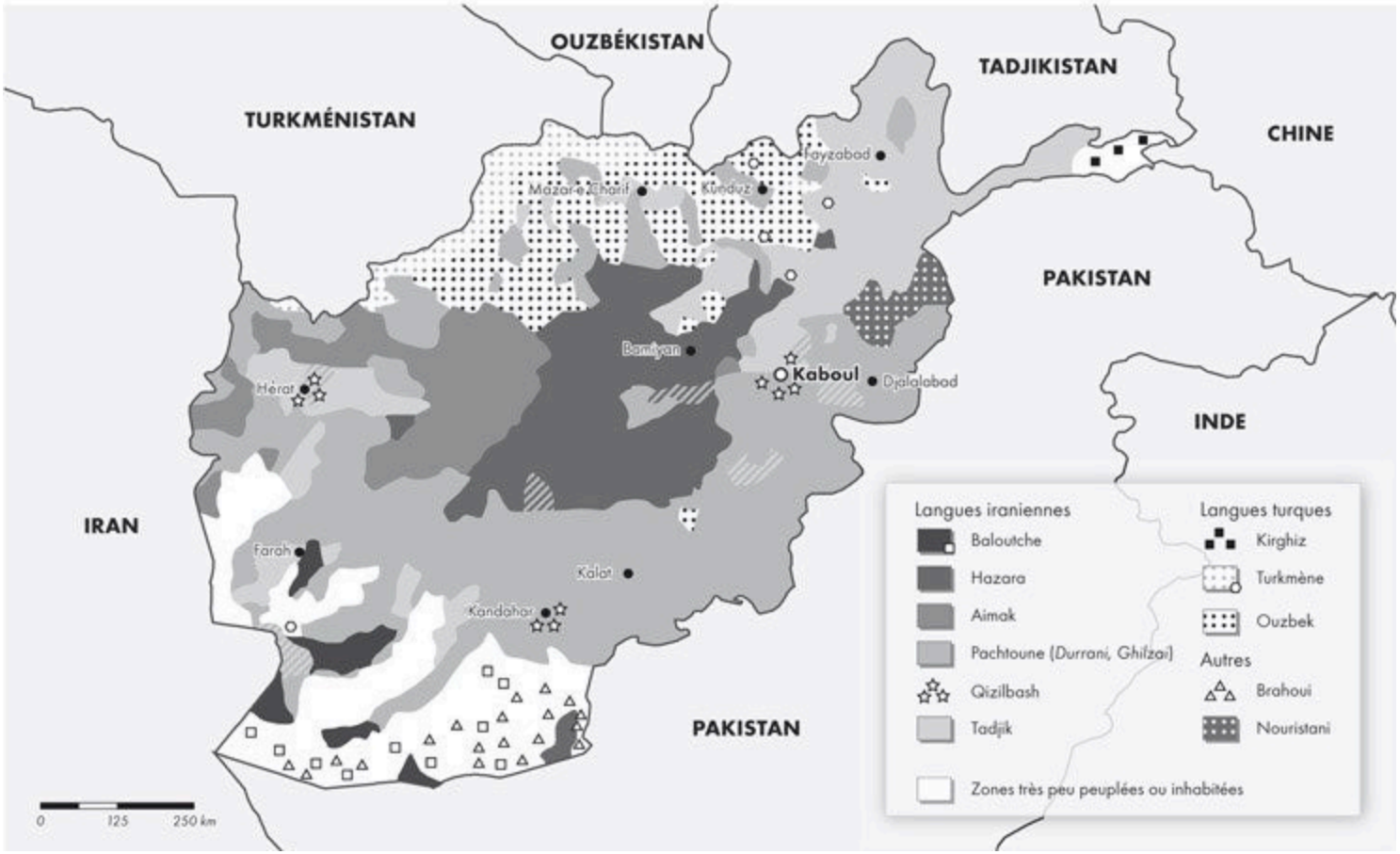


Table des sigles et acronymes

ADZ : *Afghan development zone* (zone de développement afghan)
AFP : Agence France-Presse
Afpak : Afghanistan-Pakistan
ALAT : aviation légère de l'armée de terre
ALN : Armée de libération nationale, Algérie
ANA : Armée nationale afghane
ANP : *Afghan national police* (police nationale afghane)
Batfra : bataillon français rattaché au RC-C de Kaboul
BB : brigade blindée
BCA : bataillon de chasseurs alpins
BCS : bataillon de commandement et de soutien
CEMA : chef d'état-major des armées
Centcom : commandement central de l'Irak et de l'Afghanistan
CHAMP : *counter-electronics high power microwave advanced missile project*
CHEM : Centre des hautes études militaires
CIA : Central Intelligence Agency
CID : Collège interarmées de défense
Cimic : *civil-military co-operation* (coopération civilo-militaire)
COS : commandement des opérations spéciales
DEA : diplôme d'études approfondies
DGSE : Direction générale de la sécurité extérieure
DI : division d'infanterie
EEI : engin explosif improvisé
EVASAN : évacuation sanitaire
EVAT : engagé volontaire de l'armée de terre

FAC : Forward Air Control (force chargée de l'appui aérien)

Farc : Forces armées révolutionnaires de la Colombie

FIAS : Force internationale d'assistance à la sécurité sous mandat de l'ONU, traduction de : ISAF (International Security Assistance Force)

FOB : *forward operational base* (base opérationnelle avancée)

FS : forces spéciales

GAO : groupe armé de l'opposition

GI : *government issue* (soldat américain)

GTIA : groupement tactique interarmes

HCR : Haut Commissariat pour les réfugiés

HDR : habilitation à diriger des recherches

IED : *improvised explosive device* (engin explosif improvisé)

IFRI : Institut français des relations internationales

IEP : Institut d'études politiques

IRIS : Institut des relations internationales et stratégiques

ISI : Inter-Services Intelligence (services secrets pakistanais)

ISN : International Relations and Security Network

KAF : Kandahar Air Field

LMTGH-OB : largage de matériel à très grande hauteur en ouverture basse

MALE : moyenne altitude longue endurance, pour un drone type SIDM de l'armée de l'air

Manua : Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan

MDR : militaire du rang, expression commune aux troupes professionnelles pour les engagés

Nedex : neutralisation, enlèvement et destruction d'explosifs

OCS : Organisation de coopération de Shanghai

OEF : *operation Enduring Freedom* (« Liberté immuable »)

OMF : *opposing military forces* (l'ennemi)

OMLT : *operational mentoring and liaison team* (équipe opérationnelle d'instruction et de liaison)

ONG : organisation non gouvernementale

ONUDC : Organisation des Nations unies contre la drogue et le crime

OPEX : opération extérieure

PESD : politique européenne de sécurité et de défense

PIB : produit intérieur brut

PRT : *provincial reconstruction team* (programme de reconstruction par province)

QG : quartier général

RA : régiment d'artillerie

RAMa : régiment d'artillerie de marine

RAP : régiment d'artillerie parachutiste

RC-C : *regional command-capital* (commandement de la région autour de Kaboul)

REC : régiment étranger de cavalerie

REG : régiment étranger du génie

REI : régiment étranger d'infanterie

REP : régiment étranger parachutiste

RFI : Radio France internationale

RG : régiment du génie

RGP : régiment du génie parachutiste

RGPP : révision générale des politiques publiques

RHP : régiment de hussards parachutistes

RI : régiment d'infanterie

RIMa : régiment d'infanterie de marine

RMT : régiment de marche du Tchad

RPIMa : régiment parachutiste d'infanterie de marine

Saceur : *supreme allied commander in Europe* (commandant suprême des forces alliées en Europe), OTAN

SAS : section administrative spécialisée

SAU : section administrative urbaine

SDTI : système de drones tactiques intermédiaires développé en Afghanistan par l'armée de terre française

SOP : *standing operation procedure* (procédure opérationnelle permanente)

TIC : *troops in contact* (troupes au contact)

TTP : Tehrik-e-Taliban Pakistan, mouvement des taliban du Pakistan

UE : Union européenne

UO : urgence opération

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

VAB : véhicule de l'avant blindé

VBCI : véhicule blindé de combat d'infanterie

VB-IED ou *vehicle-borne-IED* : véhicule bourré d'explosifs

Sources

Travailler sur l'histoire immédiate induit une approche critique de sources surabondantes. En dehors de quelques documents imprimés, qui tiennent parfois d'une propagande intelligente de la part de l'OTAN par exemple, il ne peut être encore question d'avoir accès aux archives. Les témoins sont indispensables pour approcher le vécu du combattant. Les récits de journalistes sur place, très précieux, correspondent cependant à un mécanisme bien rodé depuis la guerre du Golfe, celui des « tours » sur le terrain, où, sauf cas exceptionnel, pour des raisons de sécurité, on regroupe les envoyés spéciaux pour leur montrer ce qu'on veut bien leur montrer. D'où l'impérieuse nécessité de rester fidèle à la méthode historique d'investigation par croisement des sources. Le recours aux médias classiques et aux infinies ressources d'Internet complète les témoignages oraux et écrits, sans oublier l'appoint des reportages filmés.

Documents officiels

• Documentation OTAN-FIAS, 2009.
– « Afghan Report 2009 », avril 2009.
– *Mirror. Official Magazine of ISAF*, mars 2009.
– *Manuel de l'OTAN*, dernière édition 2006.

• Documentation de la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne : Mission civile PESD (*Eupol*), 2007-2009.

• Documentation du ministère de la Défense (armée de terre, Centre de doctrine d'emploi des forces), *Cahier de la recherche doctrinale*.

– « Gagner la bataille, conduire à la paix. Les forces terrestres dans les conflits d'aujourd'hui et de demain », janvier 2007.

– « Doctrine de contre-rébellion », janvier 2009.

– « De Galula à Petraeus, l'héritage français dans la pensée américaine de la contre-insurrection », juillet 2009.

– « L'emploi des sociétés militaires privées en Afghanistan et en Irak », juillet 2010.

– « Le développement. Un défi aux relations entre forces armées et organisations civiles en Afghanistan », septembre 2010.

– « L'emploi des hélicoptères en contre-insurrection », janvier 2012.

• Rapport parlementaire, « Afghanistan : un chemin pour la paix », déposé par Jean Glavany et Henri Plagnol, Assemblée nationale, 23 juin 2009.

• Rapport de la commission de défense de l'Assemblée européenne de sécurité et de défense, « La Guerre en Afghanistan : quelle stratégie pour l'Europe ? », document C/2036, 6 mai 2009.

Médias et sites Internet

• Sites officiels :

– Sites du Sénat et de l'Assemblée nationale, débat sur le maintien de la présence française en Afghanistan, 22 septembre 2008, assemblee-nationale.fr et senat.fr. Mêmes sites pour le débat sans vote au Sénat, le 16 novembre 2009, et de l'Assemblée nationale, le 16 décembre suivant.

– Site OTAN-FIAS (Public Diplomacy Division) : www.nato.int/isaf

• Périodiques (sites Internet pour la plupart) :

– Quotidiens anglais : *The Independent*, *The Guardian.*

– Quotidiens américains : *Los Angeles Times*, *The New York Times*, *The Washington Post*, *The Washington Times*.

– Quotidiens français : *La Croix*, *Le Figaro*, *Le Monde* (dont blog Le Monde.fr), *Libération* (dont blog « secretdefense »).

– Quotidien suisse : *Le Temps*.

• Sites arabophones (traduits en anglais ou en français) : revue *Bassirat.net*, hebdomadaire pakistanais *The Friday Times*.

• Cinq hebdomadaires (version papier ou sites Internet) : *L'Express*, *Le Figaro Magazine*, *Le Canard enchaîné*, *Courrier international* (indispensable pour l'accès aux sources pakistanaises et arabophones), *Der Spiegel* (hebdomadaire allemand particulièrement bien renseigné sur l'Afghanistan).

• *Le Monde diplomatique*.

• Journaux télévisés :
– France : France 24, Arte (19 h 45), TF1 et France 2 (20 heures).

• RFI et site de Radio France internationale (www.rfi.fr).

• Autres :
– Diverses revues en anglais, dont *Military Review*, *The Christian Science Monitor* et *Jayne's*.
– Quelques sondages dans d'autres revues étrangères en fonction de l'actualité.

Témoignages

• Témoignages oraux :
– Témoignages oraux d'officiers de l'OTAN, ayant désiré conserver l'anonymat, lors des voyages d'études « Institutions militaires internationales », de Bruxelles à Lisbonne (27 avril-5 mai 2008), de Bruxelles à Madrid (3-9 mai 2009) et de La Haye à Bruxelles (17-21 mai 2010), des étudiants du master de recherche en « Histoire militaire comparée, géostratégie, défense et sécurité » de Sciences Po-Aix-en-Provence.
– Commissaire-capitaine Joris Cuzin, en Kapisa avec le 2e REG d'octobre 2009 à avril 2010 : entretien du 14 janvier 2011.

– Colonel Benoît Durieux, ministère de la Défense, chef de corps du 2e REI de juillet 2008 à juillet 2010, en mission en Afghanistan de juillet 2009 à janvier 2010 : entretien du 10 mai 2012.

– Général de brigade aérienne Patrick Desjardins, responsable des forces de protection et de sécurité de l'armée de l'air de 2004 à 2008 ; en Afghanistan en mai 2008 : entretien du 9 juillet 2009.

– Commissaire commandant Xavier Durand, directeur adjoint du Commissariat pour les forces armées françaises en Afghanistan ; au camp de Warehouse de juillet à novembre 2009 : entretien du 30 novembre 2009.

– Caporal F. M., du 27e BCA : membre du commando de montagne en Kapisa, de décembre 2008 à juin 2009 ; a participé à la bataille d'Alasay : entretien du 2 août 2009.

– Général d'armée Jean-Louis Georgelin, grand chancelier de la Légion d'honneur, CEMA (chef d'état-major des armées) d'octobre 2006 à février 2010 : entretien du 10 mai 2012.

– Colonel Pierre-Joseph Givre, Centre des hautes études militaires (CHEM), chef de corps du 27e BCA en 2009-2011, a préparé son bataillon pour l'envoyer en Afghanistan : entretien du 4 juin 2012.

– Colonel Jérôme Goisque, CHEM, chef de corps du 126e RI qu'il commande en Kapisa de juillet à décembre 2010. Entretien du 4 juin 2012.

– Lieutenant-colonel Gérald Lacoste, de l'infanterie motorisée : à sa retraite, il est rappelé au titre de la réserve opérationnelle par le bureau opérations extérieures du Commandement des forces de l'armée de terre (où il avait travaillé) ; il effectue de fin novembre 2006 à avril 2007 un séjour dans la région de Mazar-e Charif comme officier de liaison auprès d'un bataillon britannique puis suédois qui lui a succédé : entretien du 14 avril 2009.

– Colonel Didier L'Hôte, de l'infanterie de marine, adjoint du général commandant l'état-major de Force 3 (Marseille), commandant du camp de Warehouse de décembre 2011 à juin 2012 : entretien du 6 décembre 2012.

– Colonel Éric Maïni, de l'armée de l'air, commandant de l'escadron de transport Poitou : quatre mois à Douchanbe (et Kaboul) fin 2004 et plusieurs missions en Afghanistan en 2006-2007 : entretien du 2 avril 2009.

– Colonel Marc Ollier, CHEM, chef de corps du 12e régiment de cuirassiers, de juillet 2010 à décembre 2011 il fut chargé de planifier la

conduite des opérations depuis Paris : entretien du 4 juin 2012.

– Adjudant P. B., infanterie de marine, mission *Épidote*, décembre 2010-mai 2011 : entretien du 26 mai 2011.

– Colonel de réserve François Schewin : chirurgien-dentiste ; membre en mai-juin 2009, au camp de Warehouse, du groupe médico-chirurgical : entretien du 24 novembre 2009.

– Commandant Jay Smith, de l'US Army, étudiant du master de recherche en « Histoire militaire comparée, géostratégie, défense et sécurité » de l'IEP d'Aix-en-Provence en 2007-2008 ; lauréat en 2008 du prix de ce master, décoré trois fois au feu (Irak et Afghanistan) ; commandant d'une compagnie de Rangers en Afghanistan en 2005 : entretien en mai 2008.

– Des officiers et un brigadier-chef (imprécision nécessaire, devoir de réserve oblige pour un régiment dont plusieurs escadrons ont été engagés en Afghanistan en 2008-2010) du 1er REC : entretiens à Orange les 24 novembre 2008, 23 juillet 2009, 30 avril 2010 et 16 mai 2011. Un lien particulier me lie à ce régiment depuis la publication de ma thèse de 3e cycle en 1978.

• Témoignages écrits :

– Chef d'escadron François-Régis Legrier : il a effectué un séjour en Afghanistan en 2007 ; stagiaire au CID en 2009 ; plusieurs courriels échangés en mars 2009.

– Capitaine d'artillerie, du 8e RA, Benjamin Leroy, témoignage écrit reçu de Kapisa en janvier-février 2011.

– Capitaine d'artillerie, du 11e RAMa, Teddy Trilleau, détaché auprès du GTIA de la Kapisa de mai à décembre 2009, témoignage écrit du 24 juillet 2010.

– Lieutenant-colonel Bruno Troussard : transmetteur ayant effectué un séjour en 2008 au bénéfice de l'ANA dans le cadre de la mission *Épidote* ; courriel du 6 juin 2009.

• Témoignages publiés :

Ouvrages

ALAN H., capitaine, et sergent-chef ADAM R., *Sur les traces d'Al-Qaida. Témoignage des forces spéciales*, Paris, Alban Éditions, 2004.

BARTHE NICOLAS, *Engagé*, Paris, Grasset, avril 2011 (témoignage d'un lieutenant du 21e RIMa en Kapisa, été 2010).

CLERVOY PATRICK, *Dix semaines à Kaboul, chronique d'un médecin militaire*, Paris, Steinkis, 2012.

DOUADY YOHANN, sergent, *D'une guerre à l'autre, de la Côte d'Ivoire à l'Afghanistan avec le 2e RIMa,* Préface du colonel Héluin, chef de corps du 2e RIMa (Tagab, de décembre 2010 à mai 2011), Paris, Nimrod, 2012.

DENIAU JEAN-FRANÇOIS, *Survivre*, Paris, Plon, 2006.

GHESQUIÈRE HERVÉ, *547 jours*, Paris, Albin Michel, 2012.

JUNGER SEBASTIAN, *Être soldat en Afghanistan*, Paris, Éditions de Fallois, 2011 (témoignage tiré du film documentaire du même auteur, *Restrepo. Être soldat en Afghanistan* qui raconte la vie d'une section américaine pendant 15 mois dans une COP de la vallée de Korangal, dans l'est de l'Afghanistan).

KOOFI FAWZIA, *Lettres à mes filles*, Paris, Michel Lafon, 2011, plaidoyer de la jeune députée afghane pour la cause des femmes.

LE NEN NICOLAS, colonel, *Task Force Tiger. Journal de marche d'un chef de corps français en Afghanistan*, préface de Sylvain Tesson, Paris, Economica, mai 2010.

LAROUZIÈRE-MONTLOSIER GEOFFROY (de), préface de Jean-Claude Guillebaud, *Journal de Kaboul*, Paris, Éditions Bleu autour, 2009.

LUTTRELL MARCUS et ROBINSON PATRICK, *Le Survivant*, Paris, Nimrod, 2009.

MERCHET JEAN-DOMINIQUE, *Mourir pour l'Afghanistan*, Paris, Éditions Jacob-Duvernet, 2008.

MINGASSON NICOLAS, *Afghanistan, la guerre inconnue des soldats français*, préface du général Jean-Louis Georgelin, Paris, Acropole, 2012 (seul photographe autorisé à suivre une compagnie du 21e RIMa).

MORTENSON GREG (avec RELIN DAVID-OLIVIER), *Trois tasses de thé, la mission de paix d'un Américain au Pakistan et en Afghanistan*, Grenoble, Glénat, 2009.

NIVAT ANNE, *Les Brouillards de la guerre. Dernière mission en Afghanistan*, Paris, Fayard, 2011 (exceptionnel témoignage, notamment sur les entrelacements des divers camps afghans de la région de Kandahar par cette journaliste canadienne indépendante).

PUIG JEAN-JOSÉ, *La Pêche à la truite en Afghanistan*, Paris, La Martinière, 2005.

ROMAIN, capitaine, préface du général Michel Forget, *Rafale en Afghanistan*, Paris, Éditions Vario, 2008.

SASSI NIZAR, *Prisonnier 325, Camp Delta. De Vénissieux à Guantanamo*, Paris, Denoël, 2006.

TRAN VAN CAN CHRISTOPHE, sergent (avec le photographe Nicolas Mingasson), *Journal d'un soldat français en Afghanistan*, Paris, Plon et *Le Figaro Magazine*, 2011.

ZAEEF ABDUL SALAM, mullah, *My Life with the Taliban*, Londres, Hurst, 2010.

WARDAK AMIN, commandant, *Mémoires de guerre*, Paris, Arthaud, 2009.

Revues

Armées d'aujourd'hui, mensuel officiel consulté en 2008-2009.

Assaut, numéro spécial « Paras-colos en Afghanistan » (riche de témoignages et photos, accompagnés d'études des matériels employés par les paras-colos en Afghanistan), n° 36, janvier 2009.

Défense nationale, 2007-2012.

Doctrines, revue d'études générales, revue trimestrielle de l'armée de terre, consultée de 2008 à 2012.

Les Cahiers du Cesat, n° 13, septembre 2008 (plusieurs *retex*).

Reportages

Arte, 21 juin 2011, 20 h 45 – 22 h 15, *Torture made in USA* (sous la présidence Bush).

BARBERIS PATRICK, *La Guerre en face*, 90 minutes, France 2, 4 mars 2011, 23 h 05 (commence par l'Afghanistan, retrace 40 ans d'interprétation

de la guerre ignorée de l'opinion publique).

Burin des Roziers Géraud, *Papa part à la guerre. D'Annecy à Kaboul, dix mois avec les soldats français et leurs familles*, 125 minutes, diffusé sur M6 dans l'émission *Zone interdite*, le 19 mai 2009 à 0 h 45 ; reportage sur le 27e BCA en opération dans la vallée d'Alasay et le quotidien des chasseurs alpins et de leurs familles restées à Annecy.

Cazaux Marie, Lozach Florence et Tribiuart Annie, *Afghanistan, fin de mission*, 30 minutes, France 2 (émission *Envoyé spécial*), 22 novembre 2012, 20 h 50 (derniers jours des « troupes combattantes » en Afghanistan).

Deniau Grégoire, *L'Émirat taliban*, 30 minutes, reportage sur la province du Kunar où les taliban gèrent la renaissance de l'Émirat islamique, France 2, extraits dans le JT de 20 heures du 9 septembre 2011 et intégrale dans le JT de 13 heures le lendemain.

Doran Jamie, *Afghan Massacre. The Convoy of Death*, 50 minutes, diffusé sur la BBC en juin 2002 (sous le titre *Massacre at Mazar*), puis le même mois par vingt-quatre télévisions nationales hors des États-Unis. Ce reportage a été rediffusé en décembre 2005 sur Al-Jazira. Il est disponible sur Internet. Il comporte des révélations sur le massacre de prisonniers taliban perpétré par le général Dostom.

Fontaine Caroline et Le Pomellec Camille, *PTSD syndrome afghan. Les soldats oubliés de France*, 45 minutes, France 3 (émission *Pièces à conviction*), 5 décembre 2012, 20 h 45.

Hardy Sarah et Ryan Blue, *Démineurs en Afghanistan*, 52 minutes, reportage de la BBC, France Ô Magazine, émission *Investigation*, 23 janvier 2013, 20 h 45 (le vécu durant six mois d'une équipe de sapeurs-démineurs britanniques en Afghanistan ; un rare témoignage sur le courage des sapeurs).

Hissbach Fred, *C'est pas le pied la guerre*, France 2, 52 minutes, 29 septembre 2011, 22 h 20, film non autorisé par la hiérarchie, de Maxime et Tony du 17e RGP (ils ont quitté l'armée) à propos de leur quotidien durant leurs cinq mois passés en Afghanistan en 2008 au sein du GTIA du 8e RPIMa.

Jacquier Gilles, *École, le tableau noir*, 31 minutes, diffusé sur France 2 dans l'émission *Envoyé spécial*, le 3 septembre 2009 à 20 h 40 ; reportage sur Kandahar et le martyre des écolières.

JUNGER SEBASTIAN, *Restrepo. Être soldat en Afghanistan*, chaîne TV du *National Geographic*, 90 minutes, 6 février 2011 (sans doute le reportage le plus dense sur le quotidien d'une base américaine constamment sous le feu).

KOLVENBACH MARCEL et ROBERTS TOM, *Des bombes pour la paix*, 30 minutes, diffusé sur Arte, le 5 août 2009 à 23 h 05 ; reportage sur le « dommage collatéral » d'Azizabad du 22 août 2008.

LAVARÈNE ÉRIC DE et MARQUARDT ALBERTO, *Afghanistan, le prix de la vengeance*, 89 minutes, France 3, 10 décembre 2012, 23 h 12 (à charge contre les États-Unis qui n'ont cherché qu'à se venger).

METZ JANUS, *Armadillo dans le piège afghan*, diffusé sur Arte, le 6 décembre 2012 à 20 h 50, reportage danois de 95 minutes sur le contingent danois sous le feu dans le Helmand de janvier à août 2010.

MOREIRA PAUL, *Afghanistan : sur la piste des dollars*, 57 minutes, diffusé sur Canal + le 24 avril 2009 à 22 h 20 ; reportage sur le pillage de l'aide internationale et la corruption.

MOSCARA NICOLAS, *Au cœur de la Légion étrangère*, France 3, 20 h 40, 80 minutes, 26 avril 2010 (concerne le recrutement et le 2e REI engagé en décembre 2009 près de Tora).

QURAISHI NAJIBULLAH, *Afghanistan : derrière les lignes ennemies*, 25 minutes, dans *Envoyé spécial*, France 2, 30 juin 2011 (concerne le groupe islamique Hezb-e-Islami, proche d'Al-Qaida, de la province de Kunduz).

SEIPEL HUBERT, *Vivre et mourir pour Kaboul*, 47 minutes, diffusé sur Arte, le 5 août 2009 à 22 h 20 ; reportage sur la Bundeswehr en Afghanistan.

Bibliographie

Études militaires

BALENCIE JEAN-MARC et LA GRANGE ARNAUD (DE), *Les Guerres bâtardes. Comment l'Occident perd les batailles du XXIe siècle*, Paris, Perrin, 2008.

COURRÈGES HERVÉ (DE), GIVRE PIERRE-JOSEPH, LE NEN NICOLAS, *Guerre en montagne*, Paris, Economica, 2006.

CHALIAND GÉRARD, *Le Nouvel Art de la guerre*, Paris, L'Archipel, 2008 ; *Les Guerres irrégulières aux XXe et XXIe siècles, guérilla et terrorisme*, Paris, Gallimard, 2007.

COLONOMOS ARIEL, *Le Pari de la guerre. Guerre préventive, guerre juste*, Paris, Denoël, 2009.

DESPORTES VINCENT, *La Guerre probable. Penser autrement*, Paris, Economica, 2008.

GALULA DAVID, *Contre-insurrection, théorie et pratique*, écrit en anglais en 1963 sous le titre *Counter-Insurgency in Algeria*. Ouvrage réédité avec une préface du général David Petraeus et une introduction du lieutenant-colonel John A. Nagl, publié en France, en 2008, par Economica.

GOYA MICHEL, *Res Militaris. De l'emploi des forces armées au XXIe siècle*, préface du général Jean-Louis Georgelin, Paris, Economica, 2010.

HECKER MARC et RID THOMAS, *War 2.0. Irregular Warfare in the Information Age*, Wesport, Éditions Praeger, 2009.

JAUFFRET JEAN-CHARLES, *Chronique d'une non-victoire annoncée, Afghanistan, 2001-2010*, Paris, Autrement, 2010, prix du livre d'histoire 2010 remis à Verdun le 9 novembre 2010.

KILCULLEN DAVID, *The Accidental Guerrilla: Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Oxford University Press (États-Unis), 2009.
LE PAUTREMAT PASCAL, *Les Guerriers de la République. Forces spéciales et services secrets français, 1970-2009*, Paris, Choiseul, 2009.
L'HEUILLET HÉLÈNE, *Aux sources du terrorisme. De la petite guerre aux attentats-suicides*, Paris, Fayard, 2009.
MALIK S. K., brigadier-général, présenté par le général Zia ul-Haq, *The Qur'anic Concept of War,* Lahore, Himalayan Books, 1979 et 1986, et Delhi, Adam Publisher, 2006.
MERCHET JEAN-DOMINIQUE, *Une histoire des Forces spéciales*, Paris, Jacob-Duvernet, 2010.
RAMEL FRÉDÉRIC ET HOLEINDRE JEAN-VINCENT (dir.), *La Fin des guerres majeures ?*, préface du général Jean-Louis Georgelin, Paris, Irsem, EHESS, Economica, 2010.
SERVENT PIERRE, *Les Guerres modernes racontées aux civils… et aux militaires*, Paris, Buchet-Chastel, 2009.
SMITH RUPERT, *L'Utilité de la force*, Paris, Economica, 2007.
TRINQUIER ROGER, *La Guerre moderne*, préface de François Géré, Paris, Economica, rééd. 2009.

Ouvrages sur l'Afghanistan

BARRY MICHAEL, *Le Royaume de l'insolence. L'Afghanistan, 1504-2001*, Paris, Flammarion, 2002.
BRIGOT ANDRÉ et ROY OLIVIER (dir.), *La Guerre d'Afghanistan. Intervention soviétique et résistance*, Paris, La Documentation française, « Notes et études documentaires », n° 4785, 1985-2010.
CHALIAND GÉRARD, *L'Amérique en guerre. Irak et Afghanistan*, Paris, Éditions du Rocher, 2007.
DORRONSORO GILLES, *Waiting for the Taliban in Afghanistan*, Washington, The Carnegie Papers, 2012.
DOMBROWSKY PATRICK et PIERNAS SIMONE, *Géopolitique du nouvel Afghanistan*, Paris, Ellipses, 2005.
DUPUIS-DÉRI FRANCIS, *L'Éthique du vampire. De la guerre d'Afghanistan et quelques horreurs du temps présent*, Montréal-Paris, Lux Éditions,

2009.

GIUSTOZZI ANTONIO, *Koran, Kalashnikov and Laptop: the Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan*, Londres, Columbia University Press, 2007 ; *Empires of Mud. Wars and Warlords in Afghanistan*, New York, Columbia University Press, 2009.

GMELINE PATRICK DE, *Se Battre pour l'Afghanistan. Soldats de montagne contre les talibans,* Paris, Presses de la Cité, 2010.

GOISQUE THOMAS, MIOLLIS BERTRAND DE, TESSON SYLVAIN, *Haute tension. Des chasseurs alpins en Afghanistan*, Paris, Gallimard, 2010.

HUBAC OLIVIER, ANQUEZ MATTHIEU, *L'Enjeu afghan. La défaite interdite*, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2010.

JONES SETH G., *In the Graveyard of Empires: America's War in Afghanistan*, New York, W.W. Norton, 2010.

LAGARDE DOMINIQUE, *Afghanistan, en finir avec la guerre ?*, Paris, Éditions de *L'Express*, 2010.

LELLOUCHE PIERRE, *L'Allié indocile. La France et l'OTAN, de la guerre froide à l'Afghanistan*, Paris, Éditions du Moment, 2009.

LÉVESQUE JACQUES, *L'URSS en Afghanistan, de l'invasion au retrait, 1979-1989*, Paris-Bruxelles, Éditions Complexe, 1990.

MALEY WILLIAM, *The Afghanistan Wars*, New York, Palgrave Macmillan, 2002.

MANN CAROL, *Les Femmes afghanes en guerre*, Paris, Éditions du Croquant, 2010.

MERCHET JEAN-DOMINIQUE, *Mourir pour l'Afghanistan. Pourquoi nos soldats tombent-ils là-bas ?*, Paris, Jacob-Duvernet, 2008.

MICHELETTI PIERRE (dir.), *Afghanistan. Gagner les cœurs et les esprits*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2011.

MICHELETTI ÉRIC, *Les Forces spéciales en Afghanistan. Guerre contre le terrorisme, 2001-2003*, Paris, Histoire et Collections, 2003.

NIVAT ANNE, *Lendemains de guerre en Afghanistan et en Irak*, Paris, Le Livre de Poche, 2007.

NOTIN JEAN-CHRISTOPHE, *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan, 1979-2011*, Paris, Fayard, 2011.

PONS FRÉDÉRIC, *Opérations extérieures. Les volontaires du 8e RPIMa, Liban 1978-Afghanistan 2009*, Paris, Presses de La Cité, 2009.

QUENTIER ARIANE, *Afghanistan. Au cœur du chaos*, Paris, Denoël, 2009.
RAFFRAY MÉRIADEC, *Les Victoires oubliées de l'Armée rouge*, préface du général Michel Stollsteiner, Paris, Economica, 2010.
RASHID AHMED, *L'Ombre des talibans*, Paris, Autrement, 2001 ; *Asie centrale, champ de guerres*, Paris, Autrement, 2002 ; *Le Retour des talibans*, Paris, Delavilla, 2009.
ROY OLIVIER, *L'Afghanistan. Islam et modernité politique*, Paris, Seuil, 1985.
TANNER STEPHEN, *Afghanistan. A Military History from Alexander the Great to the Fall of the Taliban*, New York, Da Capo Press, 2002.
THIER J. ALEXANDER (dir.), *The Future of Afghanistan*, Washington, D.C., United States Institute of Peace, 2009.
WEBER OLIVIER, *Le Faucon afghan. Voyage au pays des talibans*, Paris, Robert Laffont, 2001.

Travaux universitaires (master d'histoire militaire comparée de Sciences Po-Aix)

BALCERSKI GÉRY, commissaire sous-lieutenant (de l'École du commissariat de l'air), « La Conquête de l'Afghanistan par les taliban », mémoire de DEA, sous la direction de J.-C. Jauffret, juin 1999.
BORD BENJAMIN, « L'Afghanistan est-il un narco-État ? », mémoire de master de recherche, 2e année, sous la direction d'Alexandre Domestici-Met, Sciences Po-Aix, juin 2012, prix IHEDN (Marseille-Provence) du meilleur mémoire.
DIEDRICH THOMAS, « La Résistance afghane. L'exemple du maquis du commandant Massoud », 1979-1992, mémoire de master, sous la direction d'André-Paul Comor, septembre 2006, prix IHEDN (Marseille-Provence) du meilleur mémoire.
DURAND PATRICK, « Les Enjeux autour de l'hydrocarbure centre asiatique : la voie afghane », mémoire de DEA, sous la direction de J.-C. Jauffret, juin 2002.
FRUCHARD JEAN-BAPTISTE, « La Nouvelle Doctrine contre-insurrectionnelle américaine : les guerres d'Irak et d'Afghanistan », mémoire de master, sous la direction de J.-C. Jauffret, septembre 2009.

GELOT VINCENT, « Photographes de l'Afghanistan en conflit (2001-2011) », mémoire de master de recherche, 2e année, sous la direction de J.-C. Jauffret, Sciences Po-Aix, juin 2011, 2 volumes, prix IHEDN 2012 (Paris) du meilleur mémoire.

HERREROS ROMAIN, « Afghanistan, 2001-2011 : le front des opinions publiques », mémoire de master de recherche, 2e année, sous la direction de J.-C. Jauffret, Sciences Po-Aix, juin 2011.

HOTIER ERWAN, « Obama et l'Afghanistan », mémoire de 4e année, sous la direction de J.-C. Jauffret, mars 2012.

MARCELLI HUGO, « L'Évolution récente de la stratégie de l'OTAN en Afghanistan : de la contre-insurrection à la stratégie de sortie », mémoire de master de recherche, 2e année, sous la direction de J.-C. Jauffret, Sciences Po-Aix, juin 2011.

RIOU ANNAËLLE, « L'Engagement des Forces spéciales françaises en Afghanistan », *2001-2010*, mémoire de master de recherche, 2e année, sous la direction de J.-C. Jauffret, Sciences Po-Aix, septembre 2010, prix du meilleur mémoire de Sciences Po-Aix.

SAA KARIM, chef de bataillon, « Afghanistan 2009 : enjeux et perspectives pour l'armée de terre française », mémoire de master, sous la direction de J.-C. Jauffret, septembre 2009 (travail non communicable).

VERRAT JEAN-EMMANUEL, « La Contre-insurrection française en Afghanistan entre 2008 et 2010. Une expérience inédite pour l'armée française », mémoire de master de recherche, 2e année, sous la direction de J.-C. Jauffret, Sciences Po-Aix, juin 2010.

Romans

ASLAM NADEEM, *La Vaine Attente*, Paris, Seuil, 2009.

HOSSEINI KHALED, *Les Cerfs-Volants de Kaboul*, 2003, édition française de 2008, Paris, 10-18 ; *Mille Soleils splendides*, Paris, Belfond, 2007.

KESSEL JOSEPH, *Les Cavaliers*, 1967, réédition Folio 2008.

KHADRA YASMINA, *Les Hirondelles de Kaboul*, Paris, Pocket, 2004.

RAHIMI ATIQ, *Syngué sabour. Pierre de patience*, Paris, POL, 2008, prix Goncourt 2008 ; *Maudit soit Dostoïevski*, Paris, POL, 2011.

Biographie de l'auteur

Jean-Charles Jauffret est professeur d'université en histoire, spécialiste de l'histoire militaire coloniale. Enseignant à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, il y dirige également le master « histoire militaire, défense, géostratégie ». Il a aussi enseigné aux écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont un certain nombre sont parus aux éditions Autrement, parmi lesquels *Des hommes et des femmes en guerre d'Algérie* (direction d'ouvrage), *Ces officiers qui ont dit non* (2005), *Soldats en Algérie* (2000, nouv. éd. revue et augmentée, 2011), *Afghanistan, 2001-2010. Chronique d'une non-victoire annoncée* (2010).

Introduction

1. L'ouvrage définitif sur la question est le chef-d'œuvre de Peter Hopkirk, préfacé par Olivier Weber, *Le Grand Jeu. Officiers et espions en Asie centrale,* Bruxelles, Éditions Nevicata, 2011, p. 251-288.

Au pays de l'insolence

2. Patrice Gourdin, *Géopolitiques. Manuel pratique*, préface d'Yves Lacoste, Paris, Choiseul, 2010, p. 674.

3. Joseph Kessel, *Les Cavaliers*, Paris, Gallimard, 1967, réédition « Folio », 2008, p. 14.

4. Témoignage écrit du capitaine d'artillerie Benjamin Leroy, courriel reçu de Kapisa le 13 janvier 2011.

5. Cité par Olivier Weber, *Le Faucon afghan. Voyage au pays des talibans*, Paris, Robert Laffont, 2001, p. 34.

6. Le dari est une version archaïque du farsi iranien.

7. Dans la banlieue de Kaboul, bien que les pierres tombales originelles aient été détruites, on trouve un cimetière britannique, Kabre Ghora (*ghora* est le terme local pour désigner les soldats anglais), contenant les corps de 158 soldats et diplomates. En ce même lieu a été érigé un mémorial honorant les militaires américains, canadiens et européens tombés en Afghanistan depuis 2001. Voir *The Washington Post*, 15 février 2009, p. 1.

8. Gérard Chaliand, *Rapport sur la résistance afghane*, Paris, Berger-Levrault, 1981, p. 68.

9. L'implantation militaire commence à la fin du mois de mars 1979 par la présence de chasseurs-bombardiers sur deux bases que construisent les Soviétiques, à Shindan (dans l'ouest du pays, pour surveiller aussi l'Iran de l'ayatollah Khomeiny) et à Bagram, au nord-est de Kaboul où, dès la mi-décembre, 1 500 paras sont déjà en position (Thomas Diedrich, « La Résistance afghane. L'exemple du maquis du commandant Massoud, 1979-1992 », mémoire de master de l'IEP d'Aix-en-Provence, sous la direction d'André-Paul Comor, septembre 2006, p. 21).

10. « L'Afghanistan, cinq ans après l'intervention soviétique », *Problèmes politiques et sociaux*, La Documentation française, n° 499, 16 novembre 1984, p. 13.

11. L'expression est de Pierre Metge, *L'URSS en Afghanistan, de la coopération à l'occupation : 1974 à 1984*, Paris, Cirpes, 1984, p. 109.

12. Jacques Lévesque, *L'URSS en Afghanistan, de l'invasion au retrait, 1979-1989*, Paris-Bruxelles, Éditions Complexe, 1990, p. 180.

13. À compter du 4 novembre 1979, sur fond de deuxième choc pétrolier, dans l'Iran des ayatollahs, 52 diplomates et employés de l'ambassade des États-Unis sont détenus pendant 444 jours.

14. Ce n'est qu'en 1988 que ses forces reçoivent des missiles antichar français Milan qui lui permettent de passer à l'offensive. Sur cette question de l'aide de la DGSE, avec l'aval du président Mitterrand, y compris l'entraînement d'une vingtaine de résistants sur la base de Cercottes, voir Jean Guisnel et Bernard Violet, *Services secrets. Le pouvoir et les services de renseignements sous François Mitterrand*, Paris, La Découverte, 1988, p. 169. Voir aussi le témoignage de l'ancien chef de la DGSE, Claude Silberzahn, *Au cœur du secret. 1 500 jours aux commandes de la DGSE, 1989-1993*, Paris, Fayard, 1995, p. 184.

15. Hervé de Courrèges, Pierre-Joseph Givre, Nicolas Le Nen, *La Guerre en montagne*, Paris, Economica, 2006, p. 108-115.

16. 30 millions de dollars sont alloués en 1980 à la fin de l'ère Carter, puis 50 millions deux ans plus tard sous l'administration Reagan décidée à augmenter la pression sur l'URSS. En 1985, l'aide atteint 250 millions de dollars. Voir J. Lévesque, *op. cit.*, p. 196-197.

17. Ce francophone est courtisé par le service Action de la DGSE qui lui aurait fourni des missiles antichar Milan (voir T. Diedrich, *op. cit.*, p. 48-49). L'homme politique Jean-François Deniau s'étonne alors que l'on arme les dirigeants les plus extrémistes. Il obtient cette réponse de William Casey, directeur de la CIA : « Ce sont les seuls dont nous sommes sûrs qu'ils ne nous trahiront pas. » (T. Diedrich, *op. cit.*, p. 47). Voir à ce sujet une photo de 1988 montrant Richard Kerr, directeur adjoint de la CIA, entouré, lors d'une réunion à Islamabad, de Gulbuddin Hekmatyar et d'un autre chef fondamentaliste, Malawi Yunus Khalès, dans Milton Bearden et James Risen, *CIA-KGB. Le Dernier Combat*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 304.

18. H. de Courrèges, P.-J. Givre et N. Le Nen, *op. cit.*, p. 114.

19. Gérard Chaliand, *Voyage dans vingt ans de guérillas*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1988, p. 143.

20. Préface du général Michel Stollsteiner, Paris, Economica, 2010.

21. Entretien accordé à T. Diedrich, *op. cit.*, p. 23, à Paris, le 23 mai 2006, peu de temps avant la disparition de Jean-François Deniau.

22. « Soviet Lessons in Afghanistan », MoscowTime.com, n° 486, p. 1.

23. Cette comédie, aux dialogues qui évoquent l'âge d'or d'Hollywood et où brillent Tom Hanks et Julia Roberts, est issue d'une enquête établie sur des faits réels et demeure un des rares

films crédibles produits par l'Occident sur l'Afghanistan, bien loin de films musclés mais faux tels que *La Bête de guerre*.

24. William D. Hartung, *And Weapons for All*, New York, Harper Collins, 1994, p. 231. Pour Arnaud de La Grange et Jean-Marc Balencie (*Les Guerres bâtardes. Comment l'Occident perd les batailles du XXI^e siècle*, Perrin, mars 2008, p. 72), les Soviétiques auraient perdu 333 hélicoptères.

25. T. Diedrich, *op. cit.*, p. 34.

26. Témoignage de Thierry Niquet publié dans la revue *Raids*, juillet 1986, p. 30-36, cité par T. Diedrich, *op. cit.*, p. 35.

27. Ce film, rare, dont le titre en français ne correspond pas au titre russe et anglais (*The 9^th Company*), retrace la fin de l'occupation soviétique. C'est le vécu de sous-officiers du contingent et d'appelés soviétiques volontaires pour les paras. Il montre que l'initiative appartenait bien aux moudjahidine, et dépeint les horreurs de cette guerre, l'art du camouflage et de la surprise pratiqué par les Afghans. Il est comparable à *Full Metal Jacket* ou à *Platoon* sur la guerre du Vietnam, ou à *La Chute du faucon noir* pour la Somalie en 1992.

28. *La Vaine Attente*, traduit de l'anglais par Claude Demanuelli, Paris, Seuil, 2009.

29. Ahmed Rashid, *L'Ombre des taliban*, Paris, Autrement, 2001, p. 245.

30. Elie Kheir, « Rivalités russo-américaines autour de la Caspienne, les agitations périphériques de l'Asie centrale », revue *Défense*, n° 91, janvier 2001, p. 33.

31. En mai 2000, Gazprom conclut avec le Kazakhstan et le Turkménistan un accord pour l'exportation du gaz de ces deux pays *via* le réseau russe.

32. Patrick Durand, « Les Enjeux autour de l'hydrocarbure centre-asiatique : la voie afghane », mémoire de DEA de l'IEP d'Aix-en-Provence, sous la direction de Jean-Charles Jauffret, juin 2002, p. 22-23 et carte p. 88.

33. L'expression est d'Olivier Weber, *op. cit.*, p. 151.

34. Yasmina Khadra, *Les Hirondelles de Kaboul*, Paris, Pocket, 2004, p. 12.

35. Article prémonitoire annonçant l'intervention des États-Unis, « Les derniers jours des taliban ? », *Le Nouvel Observateur*, 27 septembre 2001, p. 74. Olivier Weber (*op. cit.*, p. 171 et 181) souligne par ailleurs leur hypocrisie, aussi bien dans le domaine de la lutte contre l'homosexualité, alors que nombre de potentats taliban sont entourés d'une garde personnelle de forts jeunes gens dont ils abusent, que pour la tolérance, contraire à leurs principes, envers la consommation d'opium (en théorie seul le traditionnel haschich, fumé sous forme de cigarette, est admis).

36. *Bulletin du Ceredaf* (Centre de recherches et d'études documentaires sur l'Afghanistan), n° 165, juin 2000. Ce mensuel publié à Paris, établi sur les dépêches des agences de presse (BBC, Agence France-Presse…), fait la somme des études et organismes dédiés à l'Afghanistan (comme *Afghan Studies*). Il indique (dépêche AFP du 12 mai, p. 1 et 2) que « les Tâlebân ont exécuté pour des raisons inconnues au moins 90 jeunes gens dans la province de Samangan. Les victimes étaient

d'ethnies tadjike et ouzbek ». En 1999, mêmes accusations (enlèvements, massacres, déplacements de population) au détriment d'Hazaras, d'Ouzbeks et de Tadjiks de la région de Bagram et de régions du nord et du nord-est (*L'Express*, 2 septembre 1999, p. 48).

37. Expression d'Ahmed Rashid, « Afghanistan, épicentre de la terreur », *Far Eastern Economic Review*, 15 mai 2000, p. 4.

38. L'expression est d'Olivier Weber, *op. cit.*, p. 8.

39. Estimation du *Nouvel Observateur*, 4 octobre 2001, p. 76.

40. Le commandant Massoud est assassiné le 9 septembre 2001, soit quarante-huit heures avant les attentats du 11 Septembre, par des émules d'Al-Qaida qui se sont fait passer pour des journalistes de télévision. La mort de Massoud annonce l'attaque du World Trade Center.

41. *Manuel de l'OTAN*, Bruxelles, édition de 2006, p. 418.

42. Entretien accordé le 10 mai 2012, ministère de la Défense.

43. Bruce Barcott, « Special Forces », *The New York Times*, 17 mai 2009, p. 1.

44. Aux États-Unis, le film n'est vu que par quelques étudiants le 6 février 2003.

45. « Afghanistan : the convoy of death », *Newsweek*, 26 août 2002.

46. Voir, entre autres, buzzflash.com du 23 septembre 2003, et *McClatchy Newspaper* du 11 décembre 2008.

47. Par exemple le *New York Times* du 8 août 2009, p. 2.

48. Nizar Sassi, *Prisonnier 325, camp Delta*, Paris, Denoël, 2006, p. 75-76.

49. Pour les leçons et le récit de cette opération, voir H. de Courrèges, P.-J. Givre et N. Le Nen, *op. cit.*, p. 125-132.

50. Entre fin novembre 2006 et avril 2007, dans la région de Mazar-e Charif, le lieutenant-colonel Gérald Lacoste (en compagnie des hommes des bataillons britannique puis suédois où il était officier de liaison) n'a cessé de découvrir des caches d'armes remplies de mines « récupérées » sur les Soviétiques. Il estime que le général Dostom devait posséder 20 à 30 tonnes de mines antichar russes, mais aussi chinoises (entretien du 14 avril 2009).

51. Michael Barry, *Le Royaume de l'insolence. L'Afghanistan, 1504-2001*, Paris, Flammarion, 2002.

52. Entretien avec Éric Maïni du 2 avril 2009. Comme au temps des Soviétiques, les Afghans se servent du relief pour monter le plus haut possible des armes anti-aériennes et tirer sur les avions et les voilures tournantes. Éric Maïni a commandé l'escadron de transport Poitou. Il a séjourné quatre mois sur la base de Douchanbe (au Tadjikistan) pour des missions fréquentes sur Kaboul, fin 2004, et a, par la suite, effectué plusieurs autres missions en Afghanistan, en 2006 et 2007.

53. Marcus Luttrell et Patrick Robinson, *Le Survivant*, Paris, Nimrod, 2009.

54. Entretien accordé le 10 mai 2012, chancellerie de la Légion d'honneur.

Un adversaire polymorphe

55. Les membres des Navy Seal tués appartenaient à la *Team* 6, celle qui a tué Ben Laden le 2 mai. *Courrier international*, n° 1085, 18-24 août 2011, p. 30.

56. La campagne de Sogdiane (région historique regroupant une partie de l'Afghanistan actuel) est la plus rude des conquêtes d'Alexandre, en 328-327. Il préfère contourner les îlots de résistance. Le mariage politique avec Roxane y met un terme heureux. Voir Olivier Battistini et Pascal Charvet (dir.), *Alexandre le Grand. Histoire et dictionnaire*, Paris, Robert Laffont, 2004, p. 174-204.

57. Les troupes de Gengis Khan sont tenues en échec devant Ghazni en 1222. Les Mongols ne subissent que cette seule défaite lors de la conquête de leur immense empire, à 150 kilomètres au sud de Kaboul, par le prince Djelal al-Din, fils de Mohammed, roi des rois de l'empire du Kharezm (qui s'étend de l'Indus à la Caspienne). Les vainqueurs enfoncent des clous dans les oreilles de tous les Mongols captifs. Rendu furieux par la révolte d'Hérat qu'il rase tout comme Ghazni peu après, Gengis Khan poursuit sans relâche Djelal al-Din et le bat sur les bords de l'Indus, en crue, qu'il ne peut ensuite franchir.

58. Rapport de la commission de défense de l'Assemblée européenne de sécurité et de défense, « La Guerre en Afghanistan : quelle stratégie pour l'Europe ? », document C/2 036, 6 mai 2009, p. 16.

59. *Bulletin de la Réunion des officiers de réserve du service d'état-major*, 108e année, n° 641, 2e trimestre 2008, p. 17.

60. Général Ollivier, « La 2e BB en Afghanistan. Retour d'expérience », *Doctrine. Revue d'études générales*, no 15, septembre 2008, p. 78.

61. *The Washington Post*, 17 mai 2009, p. 1.

62. *Le Figaro*, 12 février 2011, p. 4.

63. Site Internet de BBC News, *Asia*, 1er février 2012.

64. *À quoi rêvent les Afghans. Un quotidien entre guerre et paix, par une Française de Kaboul*, Blog Voyages de *Libération*, anecdotes talibanes, 1er février 2012.

65. « Une violence alimentée par des conflits tribaux et religieux », *in* Pierre Micheletti (dir.), *Afghanistan, gagner les cœurs et les esprits*, Grenoble, PUG, RFI, 2011, p. 60-63.

66. *The Washington Post*, 7 juin 2012, p. 1.

67. Ullrich Fichtner, envoyé spécial dans la province de Wardak, « Les États de l'Ouest dans le chaos », *Der Spiegel*, 20 mars 2009, p. 2.

68. *France Inter*, journal de 13 heures, 2 mai 2011.

69. « Après sa voix, Al-Qaida perd sa tête », *L'Express*, 4 mai 2011, p. 81.

70. *Afghanistan : derrière des lignes ennemies*, 30 juin 2011, 21 h 45 – 22 h 10.

71. « Barbarisation : la place de l'horizon de mort dans la violence guerrière », *Revue historique des armées*, n° 232, 3e trimestre 2003, p. 37.

72. *L'Express*, 4 octobre 2001, p. 102.

73. Brigadier général S.K. Malik, présenté par le général Zia ul-Haq, *The Qur'anic Concept of War,* Lahore, Himalayan Books, 1979 et 1986, et Delhi, Adam Publisher, 2006.

74. Rapport d'information parlementaire de Jean Glavany, député PS des Hautes-Pyrénées, et d'Henri Plagnol, député UMP du Val-de-Marne, « Afghanistan : un chemin pour la paix », 23 juin 2009, p. 12.

75. *Le Figaro Magazine*, 26 mars 2011, p. 22.

76. *The New York Times*, 23 février 2012, p. 1 et 2.

77. *Afghanistan : sur la piste des dollars*, reportage de Paul Moreira, diffusé sur Canal + le 24 avril 2009, 57 minutes.

78. Claude Angeli, *Le Canard enchaîné*, 25 février 2009, p. 3.

79. Paul Moreira, dans son reportage cité, montre plusieurs cas, dont celui d'un collège de filles dont l'Usaid n'a pu édifier que les toilettes et poser le panneau publicitaire annonçant la construction de cet établissement, tout le reste du financement ayant été détourné.

80. « Le krach de la Kabul Bank », *Feuilleton*, n° 1, automne 2011, p. 53-67.

81. *Ibid.*, p. 58.

82. *Ibid.*, p. 59.

83. Walter Bruyère-Ostells, *Histoire des mercenaires*, Paris, Tallandier, 2011, p. 222.

84. Témoignage oral, 14 janvier 2011. Ancien élève des Sciences Po-Aix, il a effectué un séjour en Kapisa d'octobre 2009 à avril 2010.

85. François Hauter, « Afghanistan : la guerre contre les taliban s'intensifie », *Le Figaro*, 20 mars 2009, p. 1.

86. Selon Paul Watson, qui a enquêté auprès des taliban de la région de Ghazni, « Behind the lines with the Taliban », *Los Angeles Times*, 11 janvier 2009, p. 3.

87. *Contre-insurrection, théorie et pratique*, écrit en anglais en 1963 sous le titre *Counter-Insurgency in Algeria*, ouvrage réédité avec une préface du général Petraeus et du lieutenant-colonel John A. Nagl, publié en France en 2008 par Economica, p. 50.

88. *Los Angeles Times*, 23 mai 2009, p. 1-3.

89. *The Washington Post*, 12 février 2009, p. 1.

90. « Compte rendu analytique officiel de la séance du Sénat du 16 novembre 2009 », p. 15, site Internet du Sénat.

91. Pierre Servent, *Les Guerres modernes racontées aux civils… et aux militaires*, Paris, Buchet-Chastel, 2009, p. 48.

92. *Los Angeles Times*, 20 mars 2009, p. 3.

93. Audition du colonel Jean-François Martini, commandant de la brigade OMLT (Operational Mentoring Liaison Team) en Afghanistan d'avril à novembre 2009. 10 février 2010, séance de 10 heures, compte rendu n° 22. Site Internet de l'Assemblée nationale.

94. Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov and Laptop: The Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan*, Londres, Columbia University Press, 2007.

95. Traduction de *Counter-Insurgency*, titre original de l'ouvrage du lieutenant-colonel David Galula publié en 1963 aux États-Unis.

96. La méthode israélienne n'est que partiellement appliquée en Afghanistan puisqu'elle est fondée sur le non-droit en dépit de la division « droit international » des forces armées israéliennes, qui sert surtout à communiquer en ignorant l'avis de ses conseillers juridiques : assassinats ciblés, destructions de maisons à l'aide de bulldozers… Ces derniers sont intervenus notamment à Jénine, lors de la seconde Intifada, où des gens ont été enterrés vivants sous les décombres, puis à compter du 4 janvier 2009, aux portes de Gaza.

97. Ce que note Paul Watson, reporter du *Los Angeles Times*, lorsqu'il est accueilli par les 400 taliban de la région de Ghazni qui se montrent des hôtes particulièrement attentionnés, *Los Angeles Times*, 11 janvier 2009, *op. cit.*, p. 1.

98. Si Azzedine, *On nous appelait fellagha*, Paris, Stock, 1976, p. 119.

99. Témoignage écrit du 6 juin 2009.

100. Entretien du 2 août 2009.

101. David Galula, *op. cit.*, p. 23.

102. Le Monde.fr, 25 juin 2008, p. 1.

103. Fells vient de « fellouzes », surnom que les Français donnaient aux fellagha, ou « coupeurs de route », pendant la guerre d'Algérie.

104. Isabelle Lasserre, « Dans la plaine afghane avec les soldats français », *Le Figaro*, 2 janvier 2009, p. 4.

105. Expression rencontrée dans le numéro spécial intitulé « Paras-colos en Afghanistan », de la revue *Assaut*, sous la direction d'Yves Debay, n° 36, janvier 2009, p. 27.

106. *Bulletin de la Réunion des officiers de réserve du service d'état-major*, *op. cit.*, p. 30.

107. Christophe Tran Van Can, « Mon carnet de guerre en Afghanistan », *Le Figaro Magazine*, 8 avril 2011, p. 36.

108. Rapport final de fin de mission du 11 janvier au 16 juillet 2010, p. 5, document dactylographié, fonds privé aimablement communiqué par un officier du REP qui veut garder l'anonymat, bien que l'essentiel de ce rapport ait ensuite été publié sur Internet.

109. *Le Figaro*, 21 août 2008, p. 2.

110. Master dirigé par Jean-Charles Jauffret, héritier du DEA créé par André Martel en 1968.

111. *Le Figaro*, 14 mai 2009, p. 6 (édition Bretagne).

112. *Newsweek*, 25 juillet 2009, sur Internet, p. 1-5.

113. *The Wall Street Journal*, 22 juin 2009, p. 1-3.

114. Les « mules américaines » sont un aspect oublié de l'aide américaine apportée aux maquisards afghans luttant contre l'Armée rouge. En septembre 1987 et avril 1988, 600 mules du Tennessee furent expédiées par Boeing cargo 747 depuis Fort Campbell, dans le Kentucky, jusqu'à une base militaire du Pakistan. Moins capricieuses que les chevaux, solides, le pied sûr en montagne, elles transportaient missiles, vivres, essence et autres produits vitaux pour la résistance en Afghanistan, *The Wall Street Journal* cité par *Le Point*, n° 817, 16 mai 1988, p. 86.

115. *L'Express*, reportage de Romain Rosso, 20 novembre 2008.

116. Si Azzedine, *op. cit.*, p. 115-119 et 141.

117. Ce poids a pour origine la protection en Kevlar du gilet pare-balles, du casque avec son dispositif de visée nocturne, de l'emport, pour un soldat français, outre le minimum de deux boîtes de ration et des gourdes d'eau, d'un Famas passablement alourdi par la visée infrarouge de l'amplificateur de luminescence et 4 à 5,5 kg de munitions.

118. Christophe Tran Van Can, « Mon carnet de guerre en Afghanistan », *Le Figaro Magazine*, 8 avril 2011, p. 36.

119. Jean-Charles Jauffret, *Soldats en Algérie, 1954-1962. Expériences contrastées des hommes du contingent*, Paris, Autrement, 2000, p. 24-25.

120. Lors de la campagne de Sogdiane, pour prendre le massif rocheux tenu par le Sogdien Arimazès et ses 30 000 hommes disposant d'une logistique leur permettant de tenir deux ans, Alexandre applique un des principes de la guerre en montagne : la surprise en passant par les hauts,

par l'endroit le plus difficile et le moins gardé – la même tactique est employée le 15 septembre 1918, lorsque l'armée d'Orient de Franchet d'Esperey perce au Dobropoljé, sur le front de Salonique. Pour ce faire, Alexandre donne deux jours de vivres et un équipement léger (épées et lances courtes) à des hoplites aptes à l'escalade et prend la tête des troupes durant l'ascension (qui a fait 32 morts). La surprise est telle pour l'ennemi qu'il croit que les Macédoniens ont des ailes et qu'il se rend sans conditions. Voir à ce sujet O. Battistini et P. Charvet, *op. cit.*, p. 190-192.

121. *Le Figaro*, 23 septembre 2008, p. 8.

122. À l'été 2006, rappelons-le, Tsahal est tenue en échec par le Hezbollah.

123. Arnaud de La Grange, Jean-Marc Balencie, *Les Guerres bâtardes. Comment l'Occident perd les batailles du XXIe siècle*, Paris, Perrin, 2008, p. 28.

124. En 1993, la CIA débloque 55 millions de dollars pour récupérer ces missiles. Elle en rachète plusieurs à Gulbuddin Hekmatyar. Voir Thomas Diedrich, *op. cit.*, p. 48, qui a interrogé un officier supérieur du renseignement désirant conserver l'anonymat.

125. Au Mali, dans la nuit du 11 au 12 janvier 2013, le lieutenant Damien Boiteux, du 4e régiment d'hélicoptère des forces spéciales, est tué dans sa fragile Gazelle par une simple balle d'AK-47 qui traverse la bulle de plexiglas. Voilà où conduit la politique de gestion misérabiliste des forces armées, y compris pour les FS qui devraient être dotées des meilleurs matériels, dont des Tigre.

126. J.-M. Balencie et A. de La Grange, *op. cit.*, p. 85-87.

127. *Ibid.*, p. 38.

128. Lieutenant-colonel Jérôme Sallé, « La communication en Afghanistan : relever le défi de la "guerre" de la communication ? », *Doctrine, revue d'études générales*, no 17, juillet 2009, p. 69.

129. David Kilcullen, cité par P. Servent, *op. cit.*, p. 94.

130. Ce que montrent deux chercheurs de l'Ifri, Marc Hecker et Thomas Rid, *War 2.0. Irregular Warfare in the Information Age*, Westport, Praeger, 2009.

131. Artur London, *L'Aveu. Dans l'engrenage du procès de Prague*, Paris, Gallimard, 1968.

132. Enquête sur place de Paul Watson, *Los Angeles Times*, 11 janvier 2009, *op. cit.*, p. 2

133. *Assaut*, no 36, *op. cit.*, p. 14.

134. *Los Angeles Times*, 14 avril 2011, p. 1.

135. Jean-Pierre Filiu, *L'Apocalypse dans l'islam*, Paris, Fayard, 2008.

136. Hélène L'Heuillet, *Aux sources du terrorisme. De la petite guerre aux attentats-suicides*, Paris, Fayard, 2009.

137. Philip Smucker, « Al-Qaida plays key role on both sides of Pakistan-Afghan border », McClatchy Washington Bureau, *McClatchy Newspapers*, 8 juin 2009, p. 1-2.

138. Début décembre 2008, quatre militaires britanniques sont tués dans la province du Helmand après qu'un enfant de 13 ans s'est fait exploser, *The Guardian*, 14 décembre 2008, p. 1.

139. Pascal Le Pautremat, *Les Guerriers de la république. Forces spéciales et services secrets français, 1970-2009*, Paris, Choiseul, 2009, p. 227.

140. *The Washington Post*, 12 février 2009, p. 1-2.

141. *Le Figaro*, 12 février 2009, p. 4.

142. « Dans Kaboul retranchée, deux mondes s'ignorent », *Le Figaro*, 1er avril 2009, p. 2.

143. Enregistrement de 28 minutes.

144. Bulletin de l'Iris, *Actualité stratégique en Asie*, no 28, 15 avril 2008, p. 2.

145. Le Monde.fr, 11 juin 2009, p. 1.

146. *Le Figaro*, 3 janvier 2011, p. 6.

147. *The New York Times*, 19 juin 2009, p. 1.

148. J.-M. Balencie et A. de La Grange, *op. cit.*, p. 11.

149. Général Vincent Desportes, *La Guerre probable. Penser autrement*, Paris, Economica, 2007, p. 6.

150. *Bulletin de la Réunion des officiers de réserve du service d'état-major*, *op. cit.*, p. 17.

151. P. Servent, *op. cit.*, p. 19.

152. Témoignage oral, 24 novembre 2009.

153. Sur cet aspect méconnu de la guerre d'Algérie, voir Jean-Charles Jauffret, « La guerre des mines en Algérie », *Guerre d'Algérie Magazine*, no 13, septembre-novembre 2008, p. 50-61.

154. *Libération*, « secretdefense », 22 novembre 2008.

155. « Guerrier de l'élite », entretien accordé au *Figaro* lors de la parution en français de l'ouvrage, cosigné avec le capitaine Alan H., 10 novembre 2004, *Sur les traces d'Al-Qaida. Témoignage des forces spéciales*, Paris, Alban Éditions, 2004, p. 32.

156. ISN, Swiss Federal Institute of Technology Zurich, 14 juillet 2009, p. 1.

157. *The Washington Post*, 18 février 2011, p. 2.

158. Chef de bataillon Karim Saa, *Afghanistan 2009 : enjeux et perspectives pour l'armée de terre française*, mémoire de master de l'IEP d'Aix-en-Provence, sous la direction de J.-C. Jauffret, septembre 2009, p. 102-103.

159. Olivier Weber, *op. cit.*, p. 62.

160. Dino Buzzati, *Le Désert des Tartares*, 1940, traduit en français chez Robert Laffont en 1949. Ce roman est adapté au cinéma en 1976 par Valerio Zurlini.

161. *Le Figaro Magazine*, 22 novembre 2008, p. 24.

162. P. Servent, *op. cit.*, p. 47.

163. J. Glavany et H. Plagnol, rapport parlementaire, *op. cit.*, p. 20.

164. La chausse-trappe est un piège acéré de petite forme à pointes multiples destiné à blesser les chevaux et les fantassins. On les répandait au sol avant une charge.

165. *The New York Times*, 13 avril 2009, p. 1.

Une géopolitique complexe

166. Jean-Paul Burdy, « Des voisins qui contribuent à l'instabilité régionale », *in* P. Micheletti, *Afghanistan. Gagner les cœurs et les esprits*, *op. cit.*, p. 49.

167. *Le Temps*, 19 août 2009, p. 1-2.

168. Sarah Davison, « Inde et Chine se disputent l'Afghanistan », *Le Monde diplomatique*, décembre 2009.

169. *Le Temps*, 21 janvier 2009, p. 1.

170. « Le salaire de la peur », reportage de Célia Mercier (texte) et Serge Sibert (photos), *Le Figaro Magazine*, 24 septembre 2011, p. 46.

171. *The Washington Post*, 6 mars 2009, p. 1.

172. Le traité Start de limitation des armes stratégiques (signé en 1991) est arrivé à expiration le 5 décembre 2009. Russes et Américains peuvent faire sauter plusieurs fois la planète : 3 909 ogives pour les premiers et 5 951 pour les seconds.

173. *The New York Times*, 14 mars 2012, p. 1.

174. Le Monde.fr, 2 avril 2011, p. 1.

175. *The Washington Post*, 29 et 30 octobre 2010, p. 1-2.

176. Outre le site Internet de la télévision libanaise proche des chiites, Al-Manar TV, il suffit de consulter, aux dates des 10 et 11 mars 2010, les sites de pays éloignés de l'Afghanistan, tel *aufait* au

Maroc, ou *Djazairess* en Algérie.

177. *Le Figaro*, 26 octobre 2010, p. 7.

178. *Ibid.*, 13 avril 2012, p. 4.

179. Article cité dans *Afghanistan. Gagner les cœurs et les esprits*, p. 41

180. Le Monde.fr, 29 novembre 2011, p. 1.

181. Le Monde.fr, 6 octobre 2011, p. 1.

182. Jean-Luc Racine dirige le Centre d'étude de l'Inde et de l'Asie du Sud. Voir son article « Pakistan au centre du terrorisme mondial ? », *Le Figaro Magazine*, 6 décembre 2008, p. 40.

183. « La rivalité indo-pakistanaise en Afghanistan depuis 2001 », *Politique étrangère*, vol. 75, n° 4, 2010, p. 873.

184. *Le Figaro*, 30 juillet 2010, p. 4.

185. *The New York Times*, 22 janvier 2009, p. 1.

186. *Ibid*., 4 février 2011, p. 1.

187. *Ibid*., 30 avril 2009, p. 1-3.

188. *Afghanistan Report 2009*, avril 2009, document imprimé OTAN-FIAS, Bruxelles, p. 10-11.

189. Olivier Roy, « L'Afghanistan de 1919 à 1973 », *in* André Brigot et Olivier Roy (dir.), *La Guerre d'Afghanistan. Intervention soviétique et résistance*, La Documentation française, n° 4785, 1985, p. 21-22. Au Pakistan, les Pachtouns sont dits Pathans.

190. David Kilcullen, « L'Afghanistan nouvelle priorité », *in* André Brigot et Olivier Roy (dir.), *op. cit.*, p. 2.

191. *The New York Times*, 4 juillet 2010, p. 1.

192. Jane Perlez et Pir Zubair Shah, « Truce in Pakistan may mean leeway for Taliban », *The New York Times*, 6 mars 2009, p. 3.

193. « Swat, la vallée de l'horreur », *Courrier international*, 19 mars 2009.

194. « Militants' sudden unity threatens Obama's Afghanistan strategy », McClatchy Washington Bureau, *McClatchy Newspapers*, 2 mars 2009, p. 1-2, et « Taliban rivals unite to fight US troop surge », *The Guardian*, 3 mars 2009, p. 1-2.

195. *The New York Times*, 23 et 24 avril 2009, p. 1.

196. *Los Angeles Times*, 24 avril 2009, p. 1.

197. *The New York Times*, 1er mai 2009, p. 1. En fait, depuis l'été 2008, 150 officiers pakistanais ont été formés chez eux à la contre-insurrection par des officiers britanniques et américains des forces spéciales.

198. *The Washington Post*, 24 avril 2009, p. 1-4.

199. *Le Figaro*, 18 mai 2009, p. 5.

200. *L'Express*, 16 juillet 2009, p. 20.

201. *The New York Times*, 19 février 2012, p. 1.

202. L'Inde est le deuxième pays au monde touché par le terrorisme. Près de 7 000 personnes y ont été tuées depuis juin 2004 par les mouvements islamistes, les séparatistes de la frontière birmane, du Cachemire et de la frontière du nord-est, sans compter une active guérilla maoïste qui fait, dans un tiers des États de l'Union indienne, des centaines de victimes chaque année. Voir *L'Express*, 4 décembre 2008, p. 80.

203. *Op. cit*., p. 225.

204. *Ibid*.

205. *The Washington Post*, 30 septembre 2010, p. 1.

206. *Los Angeles Times*, 15 avril 2011, p. 1.

207. *L'Express*, 31 août 2011, p. 20.

208. Mark Owen et Kevin Maurer*, The Firsthand Account of the Mission that killed Osama Bin Laden, No Easy Day, the Autobiography of a Navy Seal*, 2012. Un autre ouvrage, paru en même temps, de Peter Bergen, *Chasse à l'homme. Du 11 septembre à Abbottabad, l'incroyable traque de Ben Laden* (Paris, Robert Laffont, 2012) révèle que la traque de la CIA a duré trois ans. Le renseignement est venu de « méthodes indignes des États-Unis » dans des prisons secrètes de la CIA et que l'équipe chargée de traquer Ben Laden était essentiellement composée de femmes. Hillary Clinton et Leon Panetta ont convaincu le président de la possibilité de l'action, décision pleinement assumée par Obama qui en fait un argument de campagne électorale en vue de sa réélection en novembre 2012. Les circonstances troublantes de la mort de Ben Laden sont illustrées au cinéma par un film à charge contre la CIA, sorti en janvier 2013 en France : *Zero Dark Thirty* de Kathryn Bigelow. Il met en scène les séances de torture, dont le *waterboarding* (simulation de noyade), et les différents moyens illégaux qui ont servi à la traque de Ben Laden, ainsi qu'à sa liquidation et à celle d'une de ses épouses sur son propre corps.

209. *Los Angeles Times*, 1er octobre 2011, p. 1-2.

210. *Ibid.*, 14 septembre 2011, p. 1.

211. *Ibid.*, 1er octobre 2011, p. 1.

212. *The Washington Post*, 27 septembre 2011, p. 1 et *L'Express* 28 septembre 2011, p. 30.

213. *Le Figaro*, 26 décembre 2011, p. 8.

214. Estimé à Kaboul et à Islamabad, ce diplomate américain est l'auteur des accords de Dayton (1995) ayant mis fin à la guerre en Bosnie. Il meurt d'épuisement en décembre 2010.

Les difficultés de la coalition

215. Dû aux experts militaires Christopher G. Pernin, Brian Nichiporuk, Dale Stahl, Justin Beck et Ricky Radaelli-Sanchez, ce rapport de 240 pages, édité par le RAND Arroyo Center, porte le titre complet de *Unfolding the Future of the Long War. Motivations, Prospects, and Implications for the US Army*, mars 2009.

216. *The New York Times*, 30 octobre 2012, p. 1.

217. C'est en 2000 qu'Andrew Marshall, directeur de la délégation des affaires stratégiques du Pentagone, définit dans *Quadriennal Defense Review*, puis avec d'autres spécialistes de l'Office of New Assessment, tel le colonel Warden, en 2002, dans *National Security Strategy* et *Nuclear Posture Review*, le credo de la RAM ou *New American Way of War* : « Des forces de combat rapides, mobiles, légères, mais surtout disposant d'une complète connaissance de la situation de l'espace de la bataille, de la capacité de frapper de manière précise et dans toutes les conditions, et de l'assurance d'une information complète. » Cité par Sadri Bentchikou, « L'Intervention américaine en Irak : essai d'histoire immédiate », DEA sous la direction de Jean-Charles Jauffret, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, octobre 2004, p. 25 (ce travail a reçu en 2005 le prix IHEDN-Marseille-Provence).

218. Claude Angeli, « Les mauvaises opérations de l'OTAN à Kaboul », *Le Canard enchaîné*, 18 mars 2009, p. 3.

219. Susann Koelbl, « NATO High Commander issues illegitimate order to kill », Spiegelonline, 28 janvier 2009, p. 1.

220. Spiegelonline, 20 mars 2009, p. 3.

221. En 2006, alors qu'il était responsable du commandement Sud des forces américaines, le général Craddock a couvert les agissements du commandant du camp de Guantanamo. Même s'il a fait ouvrir une enquête, il n'a pas reconnu les cas de torture.

222. Le général David McKiernan, diplômé du collège universitaire américain William and Mary de Williamsburg, en Virginie, a servi en Europe, en Corée, dans le Sud-Est asiatique, puis au Kosovo en 1999. En mars 2003, il commande les forces terrestres anglo-américaines lors de l'invasion de l'Irak. De décembre 2006 à mai 2008, il est à la tête des forces américaines en Europe.

223. Claude Angeli, *Le Canard enchaîné*, 25 février 2009, p. 3.

224. Le Monde.fr, 11 mai 2009, p. 1 et guardian.co.uk, 11 mai 2009, p. 1-2.

225. De l'ambassadeur américain en Afghanistan, il déclare que c'est quelqu'un qui « veut couvrir ses arrières pour les livres d'Histoire ». Quant au vice-président, McChrystal lâche un

premier « Qui ça ? », avant d'ajouter : « Vous avez dit Bite Me ? » (« Va te faire voir » en anglais). Site du *Nouvel Observateur*, 22 juin 2010, p. 1.

226. Lettre circulaire du 4 septembre 2008 au nom de l'amicale des anciens du « 8e » et du « 7e » RPIMa (Régiment parachutiste d'infanterie de marine) qu'il préside.

227. Singapour est menacée par la Jemaah Islamiyah qui sévit du Pakistan aux Philippines. Les hommes engagés en Afghanistan sont des sapeurs, des infirmiers et des médecins.

228. Jean-Louis Tremblais et Georges Mérillon, « Afghanistan. La guerre vue du ciel », *Le Figaro Magazine*, 18 avril 2009, p. 47-52.

229. Site Internet du Sénat, compte rendu intégral.

230. *Bulletin de la Réunion des officiers de réserve du service d'état-major*, 108e année, no 641, 2e trimestre 2008, p. 19.

231. *Le Figaro*, 9 avril 2010, p. 8. Courant 2010, les Allemands essayent cependant en Afghanistan deux blindés légers chenillés, le Wiesel 2, aérotransportable, et le tout nouveau Marder, véhicule léger de combat d'infanterie déjà promis à l'exportation.

232. Major I.G. Christian Hilleke, « *Comprehensive Approach* », *Doctrine*, n° 19, 2 mai 2010, p. 27.

233. Max Hastings, « The Allies fight the "wrong" war in Afghanistan », *FT.com* (*Financial Times*), 10 mai 2009, p. 1-3.

234. *Le Figaro*, 20 juillet 2009, p. 7.

235. *Le Canard enchaîné*, 30 septembre 2009, p. 3.

236. L'armée française en a acquis 93 en 2008. Voir *Armées d'aujourd'hui*, no 337, février 2009, p. 51. En fait, comme en guerre d'Algérie, au combat, dans le feu de l'action, les ordres et les comptes rendus immédiats sont donnés en « clair ».

237. *The Wall Street Journal*, cité par *Courrier international*, no 959, du 19 au 25 mars 2009, p. 38.

238. *Ibid.*

239. Le lundi 28 avril 2008, au Shape, en réponse à la question pertinente d'un des étudiants de mon master de recherche, le colonel M. de B., officier supérieur français détaché à l'OTAN, reconnaissait notamment l'emploi en Afghanistan d'une société indienne d'hélicoptères.

240. Journal télévisé d'Arte, le 8 décembre 2008, et article du *Washington Post* du 19 décembre 2008. Selon le *New York Times* du 25 décembre 2008, p. 1, le goulet de Khyber est contrôlé par un jeune commandant *taleb* qui, avec ses 200 hommes, peut barrer quand il veut les 40 miles de la passe. Il tient en échec les 3 500 hommes de la milice pakistanaise des Afridi.

241. *The Washington Post*, 19 décembre 2008, p. 1. Selon d'autres sources, abondantes sur Internet, 200 camions auraient été détruits au Pakistan en un mois.

242. *The New York Times*, 4 février 2009, p. 1.

243. *The Washington Post*, 6 mars 2009, p. 1.

244. *Le Figaro*, 12 décembre 2008, p. 6.

245. Sun Tzu, *L'Art de la guerre*, introduction du général Samuel B. Griffith, Cologne, Evergreen (imprimé en Chine), 2006.

246. Sur cet aspect de la guerre d'Algérie, voir Jean-Charles Jauffret, *Ces officiers qui ont dit non à la torture*, Paris, Autrement, 2005 (et Chihab Éditions, Alger, 2007), p. 55-82. Le nom de « bleuite » provient des prisonniers « retournés » par les hommes du capitaine Léger lors de la bataille d'Alger dans le second semestre 1957 et habillés de bleus de travail. Par la suite, la « bleuite » concerne les opérations d'intoxication des wilayas, surtout en Kabylie, fief du redoutable Amirouche, à l'origine de purges sanglantes estimées à 7 000 combattants par Gilbert Meynier dans la somme *Histoire intérieure du FLN*, Paris, Fayard, 2002, p. 814.

247. *Bulletin de la Réunion des officiers de réserve du service d'état-major*, *op. cit.*, p. 20.

248. Rudyard Kipling, *The Man Who Would Be King* (*L'Homme qui voulait être roi*), publié en 1888, réédité par Penguins Books, *Selected Stories*, 1987, p. 111-140.

249. « Tout l'art de la guerre est duperie. Si vous êtes fort, feignez la faiblesse ; actif, feignez la passivité. […] Tentez l'ennemi pour le prendre au piège, simulez le désordre et frappez-le », Sun Tzu, *op. cit.*, p. 96-97.

250. *The Guardian*, 6 mars 2009, p. 1-3.

251. Plus grand qu'un poste de la guerre d'Algérie, sauf sur la ligne Morice, la FOB évoque un camp retranché, protégé par une double ceinture de cylindres grillagés, les *bastions walls*, avatars modernes des gabions. « Entre les baraquements où logent 200 soldats, des blocs de béton en U, surmontés de sacs de sable, servent d'abri : depuis l'installation il y a trois mois, la base a subi plusieurs attaques au mortier ou à la roquette. Dans les tours de guet, les sentinelles scrutent la vallée et la crête, radio en alerte et mitrailleuse 12,7 mm en batterie », cité dans « En Afghanistan avec le 8e RPIMa », *Le Figaro Magazine*, 4 octobre 2008, p. 53.

252. Cynthia Glock, « De la surveillance du ciel afghan à l'appui feu des troupes au sol », *Armées d'aujourd'hui*, no 338, mars 2009, p. 17.

253. Témoignage cité du colonel Éric Maïni.

254. Reportage d'Hubert Seipel, *Vivre et mourir pour Kaboul*, diffusé sur Arte le 5 août 2009 (47 minutes).

255. *The New York Times*, 19 février 2009, p. 1.

256. *The New York Times*, 24 juin 2009, p. 1-2.

257. Il s'agissait, semble-t-il, de fuyards, après le bombardement ayant duré sept heures et réduit à l'état de ruine le village d'Asmani Kilai, dans la province de Paktya. Le lendemain, lors d'un second raid de nuit, 25 civils du village de Naka, province de Paktika, étaient tués, *Le Figaro*, 28 décembre 2001, p. 3.

258. Marcel Kolvenbach et Tom Roberts, *Des bombes pour la paix*, documentaire de 30 minutes diffusé sur Arte le 5 août 2009.

259. *The Washington Post*, 7 mai 2009, p. 1-3.

260. Rapport d'information parlementaire de Jean Glavany et d'Henri Plagnol, *op. cit.*, p. 10.

261. *L'Express*, 31 juillet 2008, p. 40.

262. Sondage réalisé sur 1 534 adultes de 34 provinces en décembre 2008 et janvier 2009.

263. Les 40 pages de ce rapport sont disponibles sur les sites des trois télévisions sous le titre : *ABC News/BBC/ARD Poll – Afghanistan : where Things Stand*, 9 février 2009.

264. *The New York Times*, 14 juin 2009, p. 1-2.

265. *The New York Times*, 19 mai 2009.

266. *Le Figaro*, 23 juin 2009, p. 8.

267. Reportage sur le *Theodore Roosevelt* d'Elisabeth Bumiller, « From a Carrier, another view of America's air war in Afghanistan », *The New York Times*, 24 février 2009, p. 2.

268. Christophe Tran Van Can, « Mon carnet de guerre en Afghanistan », *Le Figaro Magazine*, 8 avril 2011, p. 34.

269. *The New York Times*, 5 septembre 2009, p. 1-2, et *The Washington Post*, 6 septembre 2009, p. 1-6.

270. *The New York Times*, repris par *Le Figaro* du 21 janvier 2011, p. 6.

271. Le 19 novembre 2005, un convoi de marines est pris pour cible. Un sous-officier perd son sang-froid et ordonne des tirs de représailles : 24 hommes, femmes et enfants sont tués.

272. Le 16 mars 1968, le lieutenant William Calley, de la 11e brigade, commet un crime de guerre dans le village de My Lai : viols, mutilations et exécutions en série – la justice militaire lui impute 160 victimes, hommes, femmes et enfants, d'autres sources mentionnent de 350 à 500 tués. Il présente ses excuses en… septembre 2009, sans avoir été condamné à une lourde peine.

273. Le reportage de RFI porte le titre : « L'armée américaine en Afghanistan : réalité et propagande », la version éditée : *Afghanistan : enquête sur une bavure de l'armée américaine*, 27 janvier 2009, rfi.fr, p. 1-2.

274. « Afghan Report 2009 », document cité OTAN-FIAS, p. 10.

275. *L'Express*, 29 janvier 2009, p. 26.

276. *Los Angeles Times*, 9 avril 2010, p. 1.

277. *Le Figaro*, 5 avril 2010, p. 5.

278. *Le Figaro Magazine*, 2 octobre 2010, p. 26.

279. Jean-Jacques Mével, « Afghanistan : Biden met la pression sur l'Europe », *Le Figaro*, 11 mars 2009, p. 15.

280. *Le Figaro*, 15 juillet 2008, p. 5.

281. *Le Figaro*, 23-24 septembre 2008, p. 4.

282. *Bulletin de la Réunion des officiers de réserve du service d'état-major*, *op. cit.*, p. 17.

283. Visite au quartier Labouche, à Orange, au 1er REC, avec les étudiants de mon master de recherche cité, 24 novembre 2008.

284. Géraud Burin des Roziers, *Papa part à la guerre : d'Annecy à Kaboul, dix mois avec les soldats français et leurs familles*, 125 minutes, *Zone interdite*, M6, 19 mai 2009, 0 h 45.

285. « Quelques réflexions sur les conflits contemporains », *Histoire et Défense. Les Cahiers de Montpellier*, no 46, II/2002, p. 111.

286. *Le Monde*, 31 août 2008, p. 1.

287. Hervé Morin, « Vœux du ministre de la Défense », *Armées d'aujourd'hui*, no 337, février 2009, p. 2.

288. Christophe Barbier, « Mourir pour Kaboul », *L'Express*, 19 mars 2009, p. 9.

289. Site Internet de la présidence de la République. La lettre de mission du président est accompagnée du texte de la conférence de presse donnée par le député de Paris, Pierre Lellouche, et le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner.

290. Il s'agit de l'amendement connu sous le nom de *War Power Act* de novembre 1973 pris pour empêcher une situation de guerre comme au Vietnam. En 1982, le président Reagan en subit l'application lors de l'intervention dans l'île de Grenade, où les opérations sont limitées dans le temps avant que le Congrès puisse statuer.

291. Compte rendu de la séance du 22 septembre 2008, site Internet de l'Assemblée nationale, p. 6-7.

292. Isabelle Lasserre, « Afghanistan : feu vert pour le maintien des troupes », *Le Figaro*, 3 septembre 2008, p. 3.

293. *Le Figaro*, 4 août 2009, p. 3.

294. Cité par Romain Herreros, « Afghanistan 2001-2011 : le front des opinions publiques », mémoire de master de recherche, sous la direction de J.-C. Jauffret, juin 2011, p. 20.

295. *France Inter*, journal de 8 heures, 15 juillet 2011.

296. Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

297. leparisien.fr, 21 août 2008, p. 1.

298. *Ouest-France*, 7 août 2009, p. 7.

299. Le premier attentat contre des soldats de la Bundeswehr a lieu à Kaboul le 27 mars 2003 : un chauffeur de taxi se fait exploser contre un bus allemand, faisant 22 blessés, heureusement protégés par leur gilet pare-éclats, *Le Figaro*, 9 juin 2003, p. 6.

300. Le Monde.fr, 12 juillet 2009, p. 1.

301. H. Seipel, reportage cité, *Vivre et Mourir pour Kaboul*.

302. *Le Temps*, 30 juillet 2009, p. 1.

303. *La Croix*, 3 août 2009, p. 1.

304. *Le Figaro*, 31 juillet 2009, p. 7.

305. *Ibid.*, 28-29 août 2010, p. 7.

306. *Mourir pour l'Afghanistan*, Paris, Éditions Jacob-Duvernet, p. 182.

307. Moscow Times. com, *op. cit.*, p. 1.

308. Le Monde.fr, 22 mars 2009, p. 1.

309. Photographies de Bruno Troussard, témoignage cité.

310. « La victoire des forces asymétriques », synthèse de l'essai *Antiwar*, Contre info.info, 17 avril 2009, p. 1-3.

311. *The Washington Post*, 8 juin 2011, p. 1.

312. *Le Figaro*, 9 mars 2009, p. 5.

313. *Le Figaro*, 16 octobre 2009, p. 6.

314. Romain Herreros, *op. cit.*, p. 15.

De la radicalisation de la guerre au retrait

315. *Le Figaro*, 20 juin 2008, p. 7.

316. *Le Monde*, 5 octobre 2008, p. 1.

317. Cité par William Lind, « La victoire des forces asymétriques », Contre info.info, 17 avril 2009, p. 1.

318. Spiegelonline, 20 mars 2009, p. 2.

319. Article d'Antonio Giustozzi, auteur de *Koran, Kalashnikov and Laptop : the Resurgence of the Neo-Taliban in Afghanistan*, Zurich, Crisis Research Center et C. Hurst, 2007, site du Swiss Federal Institute of Technology de Zurich, 12 décembre 2008.

320. *Los Angeles Times*, 11 janvier 2009, p. 4.

321. *Ibid.*

322. C'est la technique dite « Halo » (*high altitude low opening*) utilisée par les paras. *Libération*, « secretdefense », 7 novembre 2008.

323. L'expression est de Christian Makarian, chroniqueur à *L'Express*.

324. Le journal de l'armée américaine, *Stars and Stripes*, donne de larges extraits du rapport officiel, « Wanat : A Special Investigative Series on an Afghan Battle Gone Wrong ».

325. Bassirat.net, 5 août 2008.

326. Pierre Servent, *Les Guerres modernes racontées aux civils… et aux militaires*, Paris, Buchet-Chastel, 2009, p. 70.

327. *Ibid.*

328. Stéphane Taillat, « Adaptation et apprentissage. Les forces terrestres américaines et la contre-insurrection en Irak », *Revue française de science politique*, vol. 558, n° 5, 2008, p. 773.

329. Sur les leçons de l'histoire militaire en matière de contre-guérilla et les penseurs militaires, voir notre ouvrage cité, *Afghanistan 2001-2010…*, p. 136-142.

330. Cahier de la recherche doctrinale, *La Guerre du Dhofar (1965-1976). Un modèle de contre-insurrection*, CDEF, DREX, ministère de la Défense, décembre 2009.

331. *Ibid.*

332. Publié sous le titre *Counter-Insurgency in Algeria*. Ouvrage réédité avec une préface du général Petraeus et du lieutenant-colonel John A. Nagl, publié en France, en 2008, par Economica, p. VIII.

333. *Ibid.*, p. X.

334. *Le Figaro Magazine*, 24 janvier 2009, p. 43.

335. Ouvrage édité par La Table ronde et réédité en janvier 2009 par Economica avec une préface de François Géré.

336. Trinquier part du principe qu'en recourant au terrorisme, le « rebelle » perd tout droit à être traité en soldat. À Alger, il met en place le DPU (dispositif de protection urbaine) fondé sur l'« îlotage » ou le découpage de la ville en quartiers et en îlots, chacun ayant un responsable algérien qui doit répondre des personnes logées dans sa zone (voir Marie-Catherine et Paul Villatoux, « La Bleuite », *Guerre d'Algérie Magazine*, n° 2, mars-avril 2002, p. 41). Une fois la zone « pacifiée » par tous les moyens, y compris la torture, il faut y installer des « hameaux stratégiques » en déployant des troupes aux plus petits échelons. Galula approuve cette seconde étape, mais en prônant avant tout une approche politique du conflit sans s'aligner sur le niveau de violence de l'ennemi. Il faut engager une course à la légitimité de l'État en agissant au grand jour, tout en maillant le territoire pour rétablir la confiance, comme il le fit de l'été 1956 à 1958, dans le quartier du djebel Mimoun, en Kabylie, comme commandant de la 3e compagnie du 45e bataillon d'infanterie coloniale. Voir présentation par Philippe de Montenon de l'ouvrage, cité, de D. Galula.

337. *Le Figaro Magazine*, 24 janvier 2009, p. 42.

338. *Op. cit.*, p. 118.

339. Speigelonline, 20 mars 2009, p. 10.

340. *The Washington Post*, 19 mars 2009, p. 1.

341. *The Washington Times*, 16 juillet 2009, p. 1.

342. *The New York Times*, 1er juin 2009, p. 1-4.

343. François d'Alançon, « À une heure de Kaboul, la contre-guérilla a commencé », *La Croix*, 24 mars 2009, p. 7.

344. Dossier « Ce que les officiers disent de la guerre d'Algérie », *La Croix*, 16-17 avril 2011, p. 2-3.

345. *Ibid*., p. 4.

346. guardian.co.uk, 11 mai 2009, p. 1-2.

347. Afin d'améliorer les protections corporelles, les corps des GI tués en Afghanistan sont autopsiés à leur arrivée aux États-Unis depuis 2001. Depuis 2004, chaque cadavre de soldat tué en Irak est soumis à un scanner. Voir *L'Express*, 4 juin 2009, p. 30.

348. *Ibid.*, 26 février 2009, p. 3.

349. *Le Figaro*, 10 février 2009, p. 4

350. Le Monde.fr, 10 avril 2009, p. 1.

351. *The New York Times*, article de Jane Perlez et d'Eric Schmitt, « US unit secretly in Pakistan lends ally support », 23 février 2009, p. 1-2. Le 1er janvier 2009, le Kenyan Ousama al-Kimi, auteur de l'attentat de l'hôtel Marriott au Pakistan, aurait été tué par un missile lancé par un Predator.

352. Philip Smucker, « Al-Qaida plays key role on both sides of Pakistan-Afghan border », McClatchy Washington Bureau, *McClatchy Newspapers*, 8 juin 2009, p. 1.

353. ISN, Swiss Institute of Technology Zurich, 14 juillet 2009, p. 2.

354. Spiegelonline, 20 mars 2009, p. 3.

355. Sara A. Carter, « US helps snare top Afghan drug lords », *The Washington Times*, 20 avril 2009, p. 1-5.

356. *The Washington Post*, 2 juillet 2009, p. 1-3, et Le Monde.fr, 3 juillet 2009, p. 1.

357. Sur les déconvenues des opérations britanniques, cf. « L'expérience britannique dans le Helmand (2006-2008) », colonel Michel Goya, *Res militaris. De l'emploi des forces armées au XXIe siècle*, préface du général Jean-Louis Georgelin, Paris, Economica, 2010, p. 233-238.

358. Un des engins les plus étranges de la guerre, son corps blindé est articulé en deux, construit par la filiale suédoise de la firme britannique BAE, Hagglung. Il est utilisé par le corps des Royal Marines, mais aussi par les Néerlandais et les Suédois, et un bataillon de chasseurs alpins français en a été doté en Afghanistan. Ce véhicule légèrement blindé (6 à 10 t selon les versions), amphibie, présente du fait de sa double plateforme d'excellentes capacités de franchissement.

359. *Le Figaro*, 1er et 2 août 2009, p. 4.

360. Le Monde.fr, 21 septembre 2009, p. 1-3.

361. *L'Express*, 5 novembre 2009, p. 82.

362. *Le Figaro*, 16 octobre 2009, p. 6.

363. Trois civils sont tués, ainsi que quatre soldats de l'OTAN ; un Belge et trois Américains sont blessés.

364. *La Croix*, 29 octobre 2009, p. 6.

365. Une rumeur parmi les Kaboulis voudrait que cette action spectaculaire ait été faite sans que les États-Unis interviennent afin de rendre plausible l'arrivée des nouveaux renforts. *The New York Times*, 20 janvier 2010, p. 2.

366. De conception chinoise, cette roquette rustique est généralement assemblée au Pakistan, en zone tribale.

367. *The New York Times*, 13 août 2010, p. 1.

368. *Le Figaro*, 20 septembre 2010, p. 6.

369. Christophe Tran Van Can (avec le photographe Nicolas Mingasson), *Journal d'un soldat français en Afghanistan*, Paris, Plon, 2011 et *Le Figaro Magazine*, 19 avril 2011, p. 40.

370. *Le Figaro,* 17-18 avril 2010, p. 9. Il dénonce l'inexistence du gouvernement central de Karzaï ; ce sont les Afghans eux-mêmes qui doivent trouver la solution, ce qui passe par la construction d'une armée nationale, ce qui demande un investissement d'au moins dix ans.

371. Il s'agit essentiellement de la COP (*Combat Outpost*, poste avancé) Restrepo, nom d'un GI mort dans ce poste de 150 hommes. Le film documentaire de Sebastian Junger, *Restrepo. Être soldat en Afghanistan*, sorti en février 2011, montre pendant 15 mois la vie rude de soldats américains dans cette vallée perdue, où l'insécurité est permanente, l'ennemi invisible mais très actif, tout en évoquant l'impossibilité de se rapprocher des Afghans en temps d'occupation. Ce film de 90 minutes (et le témoignage publié du même auteur, *Être soldat en Afghanistan*, Paris, Éditions de Fallois, 2011) évoque *La Section Anderson* de Pierre Schoendoerffer et *Apocalypse Now* de Francis Ford Coppola et, par certains côtés, l'absurde de *Full Metal Jacket* de Stanley Kubrick.

372. *The Washington Post*, 18 et 21 février 2010, p. 1.

373. *The New York Times*, 25 mars 2010, p. 2.

374. *Le Canard enchaîné*, 17 février 2010, p. 3.

375. Intelligence Online, n° 616, 22 avril 2010.

376. *Courrier international*, n° 104, 14-20 octobre 2010, p. 40.

377. *L'Express*, 23 juin 2010, p. 66-67.

378. *Le Figaro*, 12 juillet 2010, p. 6.

379. *The New York Times*, 8 septembre 2010, p. 1-3.

380. Cité par H. Marcelli, « L'Évolution récente de la stratégie de l'OTAN : de la contre-insurrection à la stratégie de sortie », mémoire de master de recherche, 2e année, sous la direction de J.-C. Jauffret, Sciences Po-Aix, juin 2011, p. 100.

381. *Le Figaro,* 23 septembre 2010, p. 17.

382. *Ibid.,* 27 septembre 2010, p. 6.

383. *The Washington Post*, 23 octobre 2010, p. 1.

384. *Ibid.*

385. *The Washington Post*, 24 octobre 2010, p. 1-2.

386. *Le Figaro*, 9-10 octobre 2010, p. 7.

387. guardian.co.uk, 10 novembre 2010, p. 1 et 2.

388. *The New York Times*, 17 novembre 2010, p. 1.

389. *Ibid.*, 15 mars 2011, p. 1.

390. Le Monde.fr, 29 avril 2011, p. 1.

391. *The Washington Post*, 17 janvier 2011, p. 1.

392. Le total des budgets militaires de la Chine, du Japon, de l'Inde, de la Corée du Sud et de Taïwan atteint 224 milliards de dollars en 2011, soit presque le double des dépenses de 2000 et lors de la dernière décennie le budget de la défense chinois a augmenté de 13,4 %. *Le Figaro*, 17 octobre 2012, p. 8.

393. *L'Express*, 21 novembre 2012, p. 32.

394. *Le Figaro*, 3 mai 2012, p. 10. En vingt ans, le nombre de drones américains est passé de 50 à 700 engins. À la mi-juin 2012, le nombre total d'attaques de drones au Pakistan atteint 323. Les plus concentrées ont lieu au Nord-Waziristan ; le 4 juin 2012, celui qui est considéré comme le n° 2 d'al-Qaida, Abou Yahya al-Libi, est tué par un missile Hellfire II 4 lancé par un Predator qui tue aussi 15 civils. On sait aussi que c'est un drone RQ-170 Sentinel (vitesse de 655 km/h, très supérieure donc au 135 km/h du MQ1-Predator) qui a été utilisé pour confirmer le lieu où se cachait Ben Laden. Le nouveau drone MQ-9 Reaper (envergure 20,1 m) est encore mieux armé (4 missiles, et non 2, et 2 bombes) que le Predator (envergure 16,7 m) et il est plus rapide : 370 km/h pour une autonomie moindre de 24 heures au lieu de 28 pour son devancier. Il tire des Hellfire II à 60 000 dollars/pièce guidé par le rayon laser du Reaper qui repère la cible. Le tir des drones est à présent déclenché depuis la base aérienne de Creech, dans le désert du Nevada.

395. Accord passé entre Mario Monti et Hamid Karzaï, à Kaboul, le 26 janvier 2012. La plupart des puissances, à une échelle bien plus modeste que la Chine et l'Inde, signent ce genre d'accord en pariant sur l'avenir. Ce que fait la France, le 20 octobre 2012, en appliquant le traité de paix et de coopération, de janvier 2012 : une dizaine de millions d'euros seront versés pas an, tout en continuant à former des hauts fonctionnaires et des enseignants.

396. Le Monde.fr, 7 février 2012, p. 1-2.

397. Analyse de Frédéric Bodin et d'Alain Frachon des 21 et 22 mars 2012.

398. Gilles Darronsoro, *op. cit.*, p. 6.

399. *Ibid.*

400. Soumis à un déluge de feu qui les empêche d'ajuster leurs tirs, les assaillants, qui pratiquent le *hit and run* (tirer et courir) en allant se mêler aux civils, ne détruisent qu'un porte-char et des conteneurs, tandis que plusieurs bâtiments en préfabriqués sont endommagés. L'apport d'un

petit contingent portugais à la remarquable discipline de feu a été déterminant pour les défenseurs. Témoignage oral du 6 décembre 2012, Sciences Po-Aix.

401. Pour le *New York Times* du 20 janvier 2012, entre mai 2007 et mai 2011, 58 soldats de la coalition ont été tués par des membres de l'ANA, soit 6 % du total des pertes de l'OTAN sur cette période.

402. Tom Engelhardt, « Afghanistan. Un cri sauvage contre les États-Unis », *Courrier international*, n° 1144 du 4 au 10 octobre 2012, p. 24. Il est l'auteur de *The United States of Fear*, Chicago, 2011.

403. *Le Figaro*, 27 novembre 2012, p. 8. L'assassin n'a pas été exécuté, alors que le président afghan, voulant démontrer son autorité, ordonne la pendaison, les 20, 21 et 22 novembre, d'une vingtaine de « terroristes et de criminels ».

404. *L'Express*, 15 février 2012, p. 54 ?

405. Gilles Darronsoro, *op. cit.*, p. 7.

406. *The New York Times*, 16 février 2012, p. 1.

407. *The Guardian*, 16 février 2012, p. 1.

408. *The Washington Post*, 17 février 2012, p. 1.

409. Jacques Follorou, « Le dialogue avec les taliban revient à l'ordre du jour », Le Monde.fr, 21 novembre 2012, p. 2.

Soldats français en première ligne

410. Pascal Le Pautremat, *op. cit.*, p. 219. Voir aussi Éric Micheletti, *Les Forces spéciales en Afghanistan. Guerre contre le terrorisme, 2001-2003*, Paris, Histoire et Collections, 2003.

411. *L'Express*, 9 novembre 2000, p. 124.

412. Pierre Servent, *op. cit.*, p. 44.

413. P. Le Pautremat, *op. cit.*, p. 222.

414. Alan H. et Adam R., *Sur les traces d'Al-Qaida. Témoignage des forces spéciales*, Versailles, Alban Éditions, 2004. L'anonymat est de règle parmi les FS afin de protéger les familles, d'où l'emploi des initiales pour ces cadres issus de la garde nationale.

415. Témoignage du général de brigade aérienne Patrick Desjardins, responsable des forces de protection et de sécurité de l'armée de l'air de 2004 à 2008 ; séjour en Afghanistan en mai 2008. Entretien du 9 juillet 2009. Les équipes spécialisées ODESSAA (Organe de destruction des sites par l'armée de l'air) peuvent aussi intervenir pour marquer les cibles. Chaque équipe comprend six personnes agissant en autonomie complète.

416. « Les forces spéciales françaises en Afghanistan », *Le Figaro*, 22 mai 2006, p. 4.

417. Journal d'un reportage à Surobi, 5 octobre 2008, *Assaut*, n° 34, octobre 2008, p. 32.

418. La section médicale de ce régiment comprend un médecin, un infirmier, cinq auxiliaires et un aide soigneur. Elle compte deux réservistes.

419. *Le Figaro*, 14 mai 2009, p. 6 (édition Bretagne).

420. Émission d'Anne-Sophie Lapix, *Dimanche* +, série « Grande histoire », Canal +, 18 octobre 2009.

421. *Le Canard enchaîné*, 28 janvier 2009, p. 3.

422. Son canon de 30 mm tout azimut est redouté. La robustesse du Tigre a été confirmée, début 2012, lors d'un coup au but de RPG-7, à Nijrab. Sur un seul moteur, le pilote a pu se poser et la réparation n'a pris que trois jours. Témoignage oral du colonel Didier L'Hôte, 6 décembre 2012, Sciences Po-Aix.

423. P. Servent, *op. cit.*, p. 224.

424. Après 120 abordages dus aux pirates du Puntland somalien depuis janvier 2008, *Atalante* concerne tout d'abord une demi-douzaine de bâtiments européens et voit le retour des cheminements en convoi aux abords de la Corne de l'Afrique. Le 11 novembre 2008, la frégate britannique *HMS Cumberland* est le premier navire de guerre à intervenir. En raison des navires marchands détenus par ces pirates, des armateurs tel le Danois Møller-Mærsk font désormais transiter leurs porte-conteneurs par le cap de Bonne-Espérance. En octobre 2009, pour la première fois, des fusiliers marins embarqués sur des chalutiers français ouvrent le feu.

425. Chef de bataillon Karim Saa, *op. cit.*, p. 41.

426. *Armées d'aujourd'hui*, n° 337, février 2009, p. 51.

427. La France entre dans le domaine de la moyenne altitude longue endurance (MALE). Ce drone peut rester en vol une douzaine d'heures à 1 000 kilomètres de sa base de départ. Construit par EADS, il est suffisamment haut pour être discret et à l'abri des armes sol-air.

428. Pour 200 missions exécutées en 14 mois, 50 % d'entre elles ont été conduites pour le compte des Français, 15 % pour les Américains et 15 % pour les Polonais (district de Ghazni), les autres pour les autres forces de la FIAS. *Libération*, « secretdefense », 19 avril 2010.

429. Le satellite européen *Galileo* permettant des localisations GPS indépendantes du système américain est un système global dont les deux premiers engins ont été lancés en octobre 2011 et octobre 2012. Il ne sera pleinement opérationnel qu'à partir de 2019.

430. *Armées d'aujourd'hui*, n° 337, *op. cit.*, p. 51.

431. *Libération*, « secretdefense », 18 février 2009, p. 2.

432. Le système D a toujours ses droits en Afghanistan, tels ces sacs de terre ou de sable non réglementaires disposés sur les flancs du VAB pour mieux le protéger des RPG-7 et des IED…

433. Courriel reçu de Kapisa le 28 décembre 2010.

434. Témoignage écrit du 24 juillet 2010.

435. Le simple fait d'envoyer deux obus éclairant par un mortier suffit souvent à disperser l'adversaire en lui faisant comprendre que l'on sait où il se trouve. C'est le principe de « contraindre l'ennemi, sans le détruire ».

436. Le capitaine Teddy Trilleau précise : « Il faut savoir que les tirs d'artillerie n'étaient possibles qu'à la condition qu'il existe une double identification positive de l'ennemi (pour les tirs à l'obus explosif), c'est-à-dire que l'ennemi ait été identifié par deux capteurs différents (ex : un observateur à terre et un drone). »

437. Sur le casque se trouve le dispositif binoculaire de vision nocturne et de vision déportée qui permet de tirer dans les coins. Le fantassin « félin » tire en étant à couvert grâce à ce système, seule l'arme est visible, il dirige son tir en lui étant perpendiculaire. Le Famas-félin est en effet doté d'un viseur « éotech » à hologramme et augmente la capacité de tir de jour comme de nuit. Une télécommande intégrée permet de piloter tout le système depuis le manche du fusil. Prises de vues et enregistrements vidéo peuvent être transmis instantanément au commandement. *L'Est républicain*, mercredi 9 février 2011, p. 7.

438. Le Ciras Eagle, en dotation à compter de 2008 en Afghanistan, est cependant plus léger et plus ergonomique que les anciens pare-balles, carapaces inconfortables qui empêchaient de se croiser les bras.

439. *Ouest-France*, 6 août 2010, p. 6.

440. Revue *Héraclès*, n° 47, juillet 2012, p. 4.

441. *Assaut*, n^{o} 34, *op. cit.*, p. 47. Le surnom de *taliban eaters* est confirmé par un brigadier-chef, conducteur d'AMX-10 RC, du 1er REC, Orange, témoignage du 23 juillet 2009.

442. Maître Collard dépose, le 30 octobre 2009, une plainte pour « mise en danger de la vie d'autrui » au nom des familles de Julien Le Pahun (8^{e} RPIMa) et de Rodolphe Penon (2^{e} REP).

443. P. Servent, *op. cit.*, p. 193.

444. Témoignage précédemment cité du général P. Desjardins.

445. « On était seuls au monde », estime le rescapé Kevin Gil dans *La Dépêche du Midi* du 6 septembre 2008, cité par P. Servent, *op. cit.*, p. 193.

446. Jean-Dominique Merchet, *Mourir pour l'Afghanistan*, Paris, Éditions Jacob-Duvernet, 2008.

447. Voir *Assaut*, n° 34, *op. cit.*, p. 17 et p. 33. La revue *Assaut* souligne que les paras français, gagnant en moyenne 1 800 euros par mois, doivent dépenser environ 1 600 euros pour compléter leur équipement. Il s'agit essentiellement du gilet de combat Blackhawk, des pantalons et vestes guérilla, d'une trousse médicale personnelle, mais aussi de boîtiers de chargeurs de 200 coups (en vente libre en Belgique), de visée laser et de différentes améliorations pour le fusil d'assaut réglementaire Famas (lampes Surfire, rails Picatinny, poignées spéciales…). Par unité, les achats sont généralement groupés afin d'avoir les meilleurs prix avant le départ en Afghanistan. À Kaboul, l'équipement peut être complété par l'achat d'un bipied américain adaptable au fusil de tireur de précision, type FR-F2 ou Eryx, par exemple. Le général Georgelin réagit : « Un chef militaire n'a pas le droit de laisser un soldat qui est sous ses ordres acheter un équipement (…). Le commandement doit imposer aux soldats le port de l'uniforme, au sens large, ce qui inclut l'équipement » (voir *Bulletin de la réunion des officiers de réserve du service d'état-major*, 108e année, n° 641, 2e trimestre 2008, p. 30).

448. Site Internet d'*Actualité*, 20 août 2008.

449. *Assaut*, n° 34, *op. cit.*, p. 5-6.

450. *Le Canard enchaîné*, 18 mars 2009, p. 3.

451. P. Servent, *op. cit.*, p. 251.

452. Le Monde.fr, 11 juin 2012, p. 1.

453. Romain Rosso, *L'Express*, 20 novembre 2008, *op. cit.*

454. Témoignage du général Michel Stollsteiner, *Doctrine*, n° 17, juillet 2009, *op. cit.*, p. 40.

455. *Le Figaro*, 24 août 2009, p. 7.

456. Armée de terre, *Doctrine de contre-rébellion*, Centre de doctrine d'emploi des forces, janvier 2009. À propos du Tchad, voir le numéro spécial de *Conflits et Opérations*, n° 5, décembre 2012-janvier-février 2013, « L'armée française au Tchad, 1940-2011 », p. 4-29, dont l'article du colonel Michel Goya, « La victoire oubliée. L'intervention française au Tchad (1969-1972) », p. 12-19, qui par l'effectif déployé, 3 000 hommes, le nombre des pertes (50 tués français) et les méthodes employées est un modèle de contre-insurrection comparable à l'Afghanistan notamment pour la formation des cadres de l'armée tchadienne.

457. *La Croix*, 16 mars 2011, p. 25.

458. *Doctrine*, n° 17, juillet 2009, *op. cit.*, p. 41.

459. *Doctrine*, n° 15, septembre 2008, *op. cit.*, p. 56-60.

460. *Ibid.*, p. 4-9.

461. La première diffusion de ce reportage date du 19 mai 2009, dans l'émission de M6 *Zone interdite*.

462. À noter l'usage le plus courant en Afghanistan, l'appellation *combat out post*, ou poste avancé, est féminisée.

463. Témoignage cité du brigadier-chef du 1er REC, Orange. Il précise même que les Afghans de cette vallée, Tadjiks en majorité, rappelons-le, indiquent les passages des taliban, la nuit.

464. Rapport parlementaire de Jean Glavany et d'Henri Plagnol, *op. cit.*, p. 8-9.

465. Julian Borger, « Afghanistan diary : a hobbled march to victory as French Forces prevail », *The Guardian*, 3 mars 2009, p. 1-2.

466. Nicolas Mingasson, *Afghanistan. La guerre inconnue des soldats français*, Paris, Acropole, 2012, p. 81.

467. *Ibid.*, p. 79-80.

468. *Ouest-France* des 2, 3 et 7 août 2009, p. 2-3.

469. Témoignage oral du 14 janvier 2011, Sciences Po-Aix.

470. Témoignage oral du 10 mai 2012, ministère de la Défense.

471. Colonel Francis Chanson et lieutenant-colonel Hervé Pierre, « Tactiques de contre-insurrection en Kapisa pendant la saison chaude 2009 », *Doctrine*, n° 19, 2 mai 2010, p. 29.

472. Thierry Noir, « Afghanistan : avec la Légion de Nîmes sous le feu des taliban », *La Provence*, 28 novembre 2009, p. 20.

473. *Le Figaro*, 26 avril 2010, p. 2.

474. Cahier de la recherche doctrinale, *La Fouille opérationnelle. Histoire d'une doctrine de lutte contre les réseaux,* ministère de la Défense, CDEF/DREX, mars 2012, p. 101. Cette précieuse étude est due au sous-lieutenant de réserve Christophe Lafaye qui prépare une thèse sur les unités du génie en Afghanistan, sous la direction du colonel Rémy Porte, HDR de Sciences Po-Aix et directeur du bureau recherche de la DREX.

475. Témoignage du 30 novembre 2009 du commissaire-commandant Xavier Durand, directeur adjoint du Commissariat pour les forces armées françaises en Afghanistan, au camp de Warehouse, de juillet à novembre 2009.

476. « La 2e BB en Afghanistan. Retour d'expérience », *Doctrine*, no 15, septembre 2008, *op. cit.*, p. 78-81.

477. Une photo de la revue *Assaut*, no 36, *op. cit.*, p. 27, montre un para du 8e RPIMa au milieu d'enfants qui sourient. Sur son casque, ses doigts esquissent les cornes d'un animal.

478. *Ibid.*, p. 59.

479. Courriel reçu de Kapisa le 21 février 2011.

480. Le film de TV, fiction d'Arte, de Miguel Courtois, *Le Piège afghan*, met en scène un capitaine femme médecin et les premières scènes concernent l'accouchement d'une Afghane arrivée à la FOB de Tagab en burqa.

481. Témoignage du commissaire-commandant Xavier Durand.

482. J. Borger, « Afghanistan diary », 3 mars 2009, *op. cit.*, p. 1.

483. *Le Figaro*, 7 juin 2009, p. 8.

484. En juin 2009, Pierre Lellouche est remplacé par Thierry Mariani.

485. Entretien de Pierre Lellouche accordé à *La Croix*, 31 mars 2009, p. 4.

486. Le Monde.fr, 21 juin 2009, p. 1-3.

487. Reportage de Paul Moreira, *Afghanistan : sur la piste des dollars*, *op. cit.*, 2009.

488. *Op. cit.*, p. 34

489. *La Croix*, 4 mai 2011, p. 2.

490. Dépêche AFP, 24 juin 2011, 16 h 40.

491. Loi du marché oblige, le coût de l'heure de vol de cet avion géant capable d'embarquer 7 à 8 blindés a presque doublé en 2012, atteignant 30 000 dollars.

492. Nous donnons ici une version édulcorée d'un article de fond, « Afghanistan : le vocabulaire des soldats, témoin d'une culture de guerre », que nous avons publié dans la revue grand public, *Conflits et Opérations*, n° 5, décembre 2012-janvier-février 2013, p. 36-47.

493. Mot d'origine canadienne, « *mentorat* » désigne les équipes d'OMLT ou « *équipes de mentors* ».

494. Reportage de Géraud Burin des Roziers, *Papa part à la guerre*, *op. cit.*, 2009.

495. Romain Rosso, « Armée, la Grande… pipelette », *L'Express*, 9 juillet 2009, p. 27.

496. Les blogs des militaires français, bien moins nombreux que ceux de leurs homologues américains – 209 sur le site sécurisé armees.com – attendent une véritable structure de surveillance, sur le modèle américain mis en place dès 2006. On peut difficilement lutter contre ce phénomène de mode qui frise l'inconscience en temps de guerre. Depuis le 14 juillet 2009, le ministère de la Défense met en service une « chaîne » sur *Dailymotion* destinée à filtrer les informations. Une des conséquences de ce bavardage est inattendue : le chef de section ou le commandant de compagnie n'a plus à annoncer à la famille d'un de ses hommes la blessure ou la mort, ses camarades s'en chargent dès leur retour à la FOB. Le lieutenant-colonel Bruno Troussard précise : « Oui, la messagerie et le *chat* restent encore les meilleurs moyens de communication depuis l'Afghanistan avec la famille, à cause du coût des communications et du décalage horaire. Non, nous n'avions pas le sentiment que nos courriels étaient lus ou consultés, mais c'est une affaire difficile à cerner. »

497. *L'Express,* 9 juillet 2009, p. 27.

498. *Ibid.*, p. 27.

499. Émission *Pièces à conviction*, France 3, 5 décembre 2012, 20 h 45.

500. Chiffre avancé lors du colloque des Invalides des 23 et 24 octobre 2012, *Faire face aux blessures invisibles*. Ce type de blessure, qui se manifeste généralement entre le 3e et le 6e mois qui suivent le retour en métropole, est reconnu depuis 1992.

501. « C'est un truc à la con, on ferait mieux de rentrer chez nous », estimaient des marsouins du 21e RIMa, mais à l'issue, les intéressés reconnaissent les bienfaits de ce débriefing collectif, cf. N. Mingasson, *op. cit.*, p. 166 et 170-171. Le coût est de 400 euros par homme pour ce stage inauguré en 2009 à l'imitation des Britanniques, Canadiens et Américains.

502. Chef de bataillon Karim Saa, « Afghanistan 2009 : enjeux et perspectives pour l'armée de terre française », mémoire de master de l'IEP d'Aix-en-Provence, sous la direction de J.-C. Jauffret, septembre 2009, p. 102-103.

503. *Paris Match*, dans sa livraison du 17 février 2011, consacre un cahier de 11 pages aux *« Oubliés de la guerre* », les amputés, gueules cassées et grands brûlés. 7 000 militaires rentrent chaque année d'Afghanistan.

504. Outre la question de la bactérie tueuse dans les concombres, tout d'abord soupçonnés d'être d'origine espagnole avant que l'on incrimine des graines germées issues d'une ferme bio du nord de l'Allemagne, ce dessin évoque toutes les préoccupations des Français, dont l'affaire DSK. *L'Express*, 29 juin 2011, p. 15.

505. Photos du lieutenant-colonel Bruno Troussard, issues du témoignage précédemment cité.

506. *Le Figaro*, 20 juillet 2011, p. 5.

État de droit et narco-État

507. *La Croix*, 31 mars 2009, p. 7.

508. Entre 2005 et 2009, l'épidémie a doublé en Afghanistan, passant de 4 à 9 % de la population. Parmi les accrocs à l'héroïne soignés par Médecins du monde à Kaboul, 63 % sont sans abri et 78 % sans emploi. P. Micheletti, *op. cit.*, p. 202 et 205.

509. *Afghanistan : sur la piste des dollars*, reportage de Paul Moreira, *op. cit.*

510. Article de la journaliste indépendante indienne Aunohita Mojumdar en poste à Kaboul, « Afghanistan: food insecurity, the problem that never went away », Eurasianet.org, 9 février 2009, p. 19.

511. Entretien accordé à *La Croix*, 27 octobre 2009, p. 28. Auteur d'un précieux livre de souvenirs, *Mémoires de guerre*, Paris, Arthaud, 2009, il est aussi un des protagonistes du chef-

d'œuvre de Patrice Franceschi, *Un capitaine sans importance*, Paris, Robert Laffont, 1987 (réédition par Points, 2012).

512. Stephanie Cronin, « Building and Rebuilding Afghanistan's Army : an Historical Perspective », *The Journal of Military History*, n° 1, vol. 75, janvier 2011, p. 45-91, p. 82-83.

513. Karim Saa, *op. cit.*, p. 48.

514. Courriel reçu de Kapisa le 18 mars 2011.

515. Ce n'est qu'à partir de 2010 que la FIAS développe enfin des cours d'apprentissage de la lecture et de l'écriture pour l'ensemble des personnels de l'ANA.

516. Dépêche AFP, 13 décembre 2012.

517. *The New York Times*, 10 décembre 2012, p. 1.

518. Dans le reportage cité de Géraud Burin des Roziers sur le 27e BCA, fin 2008, en Kapisa, le colonel Le Nen reçoit l'ordre de rechercher un chef insurgé dans un village, dans son *compound* aux allures de fortin. 400 hommes sont déployés. Au petit matin, la section du commando de montagne investit la maison. La fouille permet de découvrir du matériel servant à fabriquer des IED. Des sapeurs-démineurs exhument des roquettes du jardin. Tous les résidents sont interrogés par l'interprète et un policier afghan cagoulé. À l'inverse de l'Algérie, les suspects ne sont ni tabassés ni passés à la gégène. La guerre du XXIe siècle, c'est la révolution de l'investigation scientifique. En effet, des gendarmes qui font partie de l'opération prélèvent un échantillon de salive de tous les habitants de la maison surpris au petit matin. Ils comparent leur ADN avec ce qu'ils ont trouvé sur les matériels IED. Tous les suspects sont photographiés avec un appareil de biométrie qui prend l'empreinte de la rétine. En temps réel, à partir d'un fichier détenu par les Américains, il est alors possible de savoir si tel ou tel est recherché. Deux suspects sont remis à la police afghane, dont un, selon le vocable employé dans ce reportage, est un « mauvais ». Ce que cette police fait des suspects ensuite pour les faire parler est une autre affaire… Par la suite, plusieurs officiers, qui veulent garder l'anonymat, m'ont précisé qu'une des méthodes pour obtenir des renseignements d'ennemis capturés est de les déclarer « blessés », afin qu'ils échappent à la curiosité musclée des Américains ou de l'ANP. S'ils persistent dans le mutisme, ils sont alors livrés, ou discrètement libérés dans le cas contraire.

519. Andrew Legon, « The Afghan National Police Challenge », *ISN*, 24 juin 2009, p. 1-5.

520. Francis Dupuis-Déri, *L'Éthique du vampire. De la guerre d'Afghanistan et quelques horreurs du temps présent*, Montréal-Paris, Lux Éditions, 2009, p. 269.

521. Le Monde.fr, 3 septembre 2012, p. 2.

522. Dans son rapport d'avril 2010, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, épinglait l'ANP, au même titre que cinq groupes insurgés afghans pour leur « implication dans des formes de recrutement systématique et d'utilisation d'enfants ». Si Kaboul interdit officiellement l'enrôlement de mineurs au sein des forces de sécurité, l'absence de procédure appropriée pour l'enregistrement des naissances facilite la falsification des documents d'identité. Le Monde.fr, 4 février 2011, p. 1.

523. Documentation de la représentation française auprès de l'UE, Bruxelles, mai 2009, *La Croix*, 23 octobre 2009.

524. Débat sans vote du 16 novembre 2009, Sénat, *op. cit.*, p. 7.

525. Déjà au mois d'août 2009, le général Stanley McChrystal dénonçait « une faille stratégique » qui mettrait tôt ou tard l'opinion afghane contre la présence de la coalition : les juges et procureurs afghans n'ont aucun droit de regard sur les dossiers de détenus qui devraient pourtant leur être transmis. Voir Candace Rondeaux, « Obama et le problème des prisonniers en Afghanistan », *Le Figaro*, 10 février 2012, p. 17.

526. Cité par H. Marcelli, *op. cit.*, p. 75.

527. *The New York Times*, 15 avril 2009, p. 1-3.

528. A. Legon, *op. cit.*, p. 4.

529. "Afghan Report", *op. cit.*, p. 21.

530. « Afghanistan : l'opium et l'obsession de la sexualité féminine », Le Monde.fr, 10 avril 2009, p. 1-3.

531. *The Guardian*, 13 avril 2009, p. 1-2.

532. Gilles Jacquier, *École, le tableau noir*, reportage de 31 minutes diffusé sur France 2 dans *Envoyé spécial*, le 3 septembre 2009.

533. J. Glavany et H. Plagnol, rapport parlementaire, *op. cit.*, p. 19.

534. *Courrier international*, 26 août au 1er septembre 2010, p. 20.

535. *Les Femmes afghanes en guerre*, Paris, Éditions du Croquant, octobre 2010.

536. *The Washington Post*, 11 avril 2009, p. 1.

537. *Le Figaro*, 1er octobre 2010, p. 3.

538. Éric de Lavarène, « Karzaï a trahi ses engagements », *L'Express*, 11 février 2010, p. 59.

539. Journal télévisé de 20 heures de France 2, 28 décembre 2008.

540. Reportage de P. Moreira, *op. cit.*

541. *Afghan Report*, *op. cit.*, p. 32. Ces chiffres ne disent pas par qui ces enfants sont scolarisés, ni dans quelles conditions…

542. Reportage de G. Jacquier, *op. cit.*

543. *La Croix*, 11 septembre 2009, p. 24.

544. Voir son témoignage : Greg Mortenson et David Oliver Relin, *Trois Tasses de thé, la mission de paix d'un Américain au Pakistan et en Afghanistan*, Grenoble, Glénat, septembre 2009, 458 p. Voir surtout les pages 274-289 et le chapitre 22, « L'ennemi, c'est l'ignorance », p. 403-425.

545. *L'Express*, 5 décembre 2012, p. 22.

546. *Courrier international*, n° 1140, 6-12 septembre 2012, p. 2.

547. P. Micheletti, *op. cit.*, p. 203-204.

548. Affaire révélée par le *Washington Post*, 19 septembre 2010, p. 1-2.

549. *Le Figaro*, 12-13 novembre 2010, p. 7.

550. *The New York Times*, 15 octobre 2010.

551. Entretien du 26 mai 2011.

552. Benjamin Bord, *L'Afghanistan est-il un narco-État ?*, mémoire de master de recherche, 2e année, sous la direction d'Alexandre Domestici-Met, Sciences Po-Aix, Centre d'histoire militaire comparée, juin 2012, p. 46 (prix IHEDN Marseille-Provence du meilleur mémoire 2012).

553. *Ibid.*, p. 2.

554. Entretien du 14 avril 2009.

555. Sur les crimes de guerre du sulfureux général Dostom, pilier du régime Karzaï, voir notre ouvrage cité, *Chronique d'une non-victoire annoncée*..., p. 30-32.

556. Mission du 11 janvier au 16 juillet 2010, *Valeurs actuelles*, 20 janvier 2011, p. 38-39.

557. A. Legon, *op. cit.*, p. 3.

558. *Afghan Report*, avril 2009, Bruxelles, documentation OTAN, p. 30.

559. Article du *New York Times* reproduit par *Le Figaro*, 26 mars 2010, p. 3. C'est ce que montre aussi le reportage du Danois Janus Metz dans le Helmand, *Armadillo dans le piège afghan*, diffusé sur Arte, le 6 décembre 2012 à 20 h 50 ; où on voit des soldats s'excuser pour être passés par des champs de pavot et offrir des indemnités à des fermiers vindicatifs.

560. Pour la seule année 2012, les saisies d'opium faites en Afghanistan par les troupes de la FIAS ont progressé de 13 %, celles de haschich de 59 %, celles de marijuana de 1 208 % (!) et celle de morphine, nouvelle arrivée, de plus de 10 113 %. *Le Figaro*, 3 janvier 2012, p. 3.

561. *The New York Times*, 28 octobre 2010, p. 2.

562. P. Micheletti, *op. cit.*, p. 98.

563. « Drogue, ce qu'on ne vous dit pas », *Valeurs actuelles*, 30 avril 2009, p. 28.

564. *The New York Times*, 24 juillet 2009, p. 1.

565. Le Figaro.fr, 23 mars 2009, p. 2.

566. *The New York Times*, 27 juin 2009, p. 1-3.

567. *Le Figaro*, 25 octobre 2010, p. 1.

568. *Ibid.*, 2 janvier 2009, p. 4.

569. *Le Point*, 3 juin 2010 et *Le Canard enchaîné*, 9 juin 2010, p. 5.

570. *Paris Match*, n° 3210, 25 novembre-5 décembre 2010, p. 100.

571. *The Washington Post*, 14 janvier 2011, p. 1.

572. Entretien du 26 mai 2011.

573. Rapport de l'ONUDC du 11 octobre, Le Monde.fr, 13 octobre 2011, p. 1.

Conclusion : la politique de l'autruche

574. *Afghanistan, le prix de la vengeance,* Éric de Lavarène et Alberto Marquardt*,* 89 minutes, France 3, 10 décembre 2012, 23 h 12. Des acteurs du conflit en Afghanistan, membres des services secrets américains, commandants des forces américaines, cadres taliban, seigneurs de guerre, négociateurs de l'ONU, dirigeants pakistanais, responsables des ONG, démontent l'engrenage d'une guerre qui n'avait d'autre motif que la pulsion de vengeance américaine.

575. Londres, Harper Press, mai 2011. Réquisitoire sur les dysfonctionnements de l'OTAN-FIAS entre 2007 et 2011.

576. *The New York Times*, 11 mars 2011, p. 1.

577. Henry Kissinger, « A strategy for Afghanistan », *The Washington Post*, 26 février 2009, p. 1-3 ; « How to exit Afghanistan without creating wider conflict », *ibid*., 8 juin 2011, p. 1.

578. *Le Figaro,* 2 novembre 2011, p. 6.

579. Les multiples conférences que je donne sur l'Afghanistan depuis 2009 me permettent de recueillir de précieux témoignages d'Afghans. Le 6 décembre 2012, à Venelles, près d'Aix, salle des fêtes de la mairie, 20 h 30-22 h 30, conférence sur *Réfléchir sur la situation en Afghanistan* : une Kaboulie vivant en France et qui veut garder l'anonymat, tout juste revenue d'Afghanistan, me décrit la détresse de ses compatriotes à l'approche de l'hiver, le profond sentiment d'injustice, le rejet des occupants, la peur du retour des taliban et leur enfer promis aux femmes, le fossé social et les très rudes conditions de vie des plus pauvres, des déracinés, ces éternels laissés-pour-compte de toutes les guerres.

580. *Diplomatie Magazine*, juillet-août 2012, p. 10.

581. Outre les groupes de Gulbuddin Hekmatyar et de Jalaluddin Haqqani, Pir Ahmed Gailani dirige l'ordre soufiste Qadiri d'Afghanistan et le gouverneur de la province de Nangarhar a le soutien de plusieurs députés de Kandahar. Cf. Maeva Bambuck, « Afghanistan : le retour des chefs de guerre », *Le Figaro*, 23 décembre 2012, p. 6.

582. *Le Figaro*, 7 juillet 2011, p. 8.

583. *Ibid*., p. 29.

584. *Valeurs actuelles*, 18 août 2011, p. 16.

585. *La grande traversée, Afghanistan*, émission enregistrée le 2 mai 2011, elle passe sur les ondes fin août 2011.

586. Préface, p. 16, du livre sous la direction de Pierre Micheletti, *op. cit.*